



Diagnostic local de sécurité 2016

Lubumbashi et Mbuji-Mayi



*Dominique Wisler
Ildephonse Tshinyama Kadima
Jean Faustin Kabeya
Rafael Avila Coya*



Organisation internationale pour les migrations (OIM)



SecurityMap

COGINTA
For police reforms and
community safety



Publié par Coginta

Maison Internationale de l'Environnement (MIE 2)
7 chemin de Balexert, Châtelaine
CH-1219 Genève
Suisse
Tel. 022.796.01.05
Email: admin@coginta.org
www.coginta.org
© Coginta, 2016

Conception et mise en page : Mark Calvin Esquibel

Imprimé aux Philippines par New Omori Printing Press, Metro Manila

Le présent ouvrage peut également être consulté et téléchargé sur les sites internet : www.coginta.org et www.securitymap.org

PHOTOS © COGINTA, 2016



Organisation internationale pour les migrations (OIM)

Les opinions exprimées dans cette présente étude sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les vues de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) ni de leurs partenaires financiers. Les dénominations utilisées et la présentation de la matière contenue dans cette étude ne doivent pas être interprétées comme l'expression de quelque opinion que ce soit de la part de l'OIM s'agissant du statut légal d'un pays, d'un territoire, d'une ville ou d'une région, ni de leurs autorités, pas plus que de leurs frontières.

L'OIM croit fermement que les migrations ordonnées, s'effectuant dans des conditions décentes, profitent à la fois aux migrants et à la société tout entière. En tant qu'organisme intergouvernemental, l'OIM collabore avec ses partenaires de la communauté internationale en vue de résoudre les problèmes pratiques de la migration, de mieux faire comprendre les questions de migration, d'encourager le développement économique et social grâce à la migration et de promouvoir le respect effectif de la dignité humaine et le bien-être des migrants.

Cette étude a été financée par les Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique et du Canada



Canada 

I

II

III

IV

V

VI

VII

VIII

IX

Table des matieres

RÉSUMÉ EXÉCUTIF	1
EXECUTIVE SUMMARY	9
INTRODUCTION	15
I. LE CONTEXTE URBAIN	19
Lubumbashi	20
Mbujimayi	26
Le tissu social et le contrôle social	30
II. LA SÉCURITÉ PUBLIQUE EN CHIFFRES	35
La criminalité	36
Le profil des victimes	39
L'incivilité	41
III. LA PERCEPTION DE L'INSÉCURITÉ	51
La position de l'insécurité dans l'ordre des préoccupations ..	52
L'inquiétude face à la criminalité	53
Le sentiment d'insécurité	54
L'estimation du niveau de sécurité	55
L'évolution de la sécurité	55
IV. LES COMPORTEMENTS DES RÉSIDENTS EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ	57
La dénonciation de la criminalité	58
La dénonciation pour incivilité	63

la prévention de la délinquance : Entre stratégies individuelles et collectives	64	I
De la cause du sentiment d'insécurité dans la rue et les solutions pour y remédier	69	II
V. LES REPRÉSENTATIONS SOCIALES	71	III
Image de la police	72	IV
Attentes des résidents en matière de police	77	V
VI. CHAPITRES THÉMATIQUES	79	VI
La sécurité et le genre	80	VII
les chefs de quartier	91	VIII
VII. LES QUARTIERS ET FORUM DE QUARTIER AU SEIN DES COMMUNES	93	IX
Commune d'Annexe	94	
Commune de Kampemba	107	
Commune de Rwashu	120	
Commune de Bipemba	128	
Commune de Muya	137	
VIII. RECOMMANDATIONS	147	
IX. MÉTHODOLOGIE	153	
Approche et données techniques	154	
Quelques étapes et outils du travail	159	

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

I

II

III

IV

V

VI

VII

VIII

IX

Résumé exécutif

Le diagnostic local de sécurité étudie la criminalité dans trois communes de Lubumbashi (Annexe, Kampemba et Rwashi) et deux communes de Mbujimayi (Bipemba et Muya). L'étude repose essentiellement sur un sondage de victimisation mené entre mars et avril 2016 auprès d'un échantillon de 6000 personnes. Alors que la commune de Rwashi est une zone de contrôle pour les besoins d'une étude d'impact, les autres sont des communes pilotes d'un programme d'introduction graduelle de la police de proximité en République démocratique du Congo (RDC). Le projet est soutenu par l'Organisation internationale pour les migrations grâce à un financement des Gouvernements des Etats-Unis et du Canada. Le diagnostic de sécurité constitue une étude de base mesurant une série d'indicateurs clefs de la sécurité et ses analyses permettront aux nouveaux Conseils locaux pour la sécurité de proximité (CLSP) dans les quatre communes pilotes de rédiger des plans locaux de prévention.

La criminalité

Les taux de cambriolage sur 3 ans se situent dans une fourchette allant de 28.8% à Annexe jusqu'à 35.6% à Muya. La ville de Mbujimayi connaît des taux de cambriolage légèrement supérieurs à ceux de Lubumbashi (35.3% versus 32.7%). Mais les taux d'agression y sont plus faibles : 9.2% à Mbujimayi versus 10.5% à Lubumbashi.

La criminalité se déroule surtout de nuit dans ces deux villes. Environ 4 cambriolages sur 5 ont lieu la nuit. A Annexe, plus de 8 agressions sur 10 ont également lieu après la tombée de la nuit. En revanche, à Mbujimayi, les agressions se déroulent également assez souvent dans la journée. A Bipemba, par exemple, plus de 40% des agressions ont lieu de jour.

La sécurité est étroitement liée à l'urbanisme. A Lubumbashi, le diagnostic a permis de montrer que les quartiers les plus résidentiels ont des taux de criminalité moins élevés qu'ailleurs. La criminalité est modérée dans les quartiers plus populaires mais où la cohésion sociale est assez bonne. La criminalité se concentre en réalité dans les quartiers informels, autoconstruits, dotés de taux élevés de populations migrantes récentes, où la cohésion sociale est faible et, pour le cas de Lubumbashi, qui sont situés surtout dans la portion sud de la couronne d'Annexe.

Le sentiment d'insécurité

Le sentiment d'insécurité grimpe fortement après la tombée de la nuit. Dans toutes les communes, environ 4 résidents sur 5 ne se sentent pas en sécurité lorsqu'ils marchent dans la rue seuls la nuit. La journée, les choses vont un peu mieux même si, à Mbujimayi en particulier, un nombre important de résidents ne se sentent pas en sécurité dans leur quartier. Ils sont 17.9% à le dire à Bipemba et 21.4% à Muya. Dans les quartiers populaires et informels, les taux d'insécurisés de jour sont plus élevés qu'ailleurs.

Partout, les résidents attribuent des notes en-dessous de la moyenne à la sécurité dans leur quartier. Alors qu'à Lubumbashi la plupart des résidents estiment que la situation sécuritaire est stable, à Mbujimayi, le pessimisme l'emporte : 46.9% des résidents de Bipemba et 43.7% de ceux de Muya estiment qu'elle se dégrade.

La dénonciation des délits

En règle générale, les victimes déposent peu plainte. A Muya, où les taux de dénonciation sont très bas, 66.2% des victimes de cambriolage n'entreprennent aucune démarche de dénonciation ; pour les agressions, 57.3% des victimes ne font rien et ce taux est de 73.7% pour les victimes de violence sexuelle.

Déposer plainte auprès de la police est une exception et non la règle dans ces zones urbaines. Les taux pour les cambriolages varient dans une fourchette allant de 12.6% à Bipemba à 18% à Annexe. Ces taux sont légèrement meilleurs pour les agressions. Ils ne dépassent pas les 20% cependant.

Les victimes préfèrent s'adresser aux chefs de quartier. C'est surtout vrai à Mbujimayi. Dans la commune de Bipemba, dans 66.9% des cas où une victime dénonce, elle le fait aux chefs de quartiers. A Muya, ce taux est de 60.1%.

Ces taux très modestes de dénonciation à la police s'expliquent par une image médiocre des policiers et des taux élevés d'insatisfaction avec leur traitement des plaintes. A Muya, par exemple, 11.7% des victimes ayant déposé plainte à la police se sont déclarées assez ou très satisfaites du traitement de la plainte. A Bipemba, où le taux est le plus élevé du diagnostic, seules 20.5% des victimes se sont déclarées satisfaites. Les victimes de Lubumbashi sont irritées par le fait que la police demande de l'argent pour enregistrer une plainte. A Mbujimayi, ces demandes d'argent sont peu invoquées comme motif d'insatisfaction. Les résidents mentionnent plutôt le fait que la police ne retrouve pas les auteurs, qu'elle se désintéresse de leur cas et qu'elle n'en fait pas assez.

Prévention

Avec en toile de fond des niveaux relativement élevés de criminalité et craignant d'être les prochaines victimes, les résidents adoptent fréquemment des comportements de prévention individuels ou collectifs.

Les actions collectives ont la cote à Mbujimayi. Souvent à l'initiative des chefs de quartier, les résidents organisent des systèmes d'alarme (sifflets, tam-tam, tintamarre) pour alerter le voisinage de la présence de voleurs dans la zone ou alors ils organisent des groupes de jeunes qui veillent à la sécurité du quartier. 45.1% des résidents de Mbujimayi participent à un programme d'alarme de ce type.

A Lubumbashi, les mesures sont plus individuelles. Dans les beaux quartiers, les murs d'enceinte, toujours plus élevés, coiffés de barbelés font désormais partie du paysage. Même les maisons jadis ouvertes sur la rue dans de petites parcelles ouvrières de Rwashhi voient s'ériger des murs de protection et un peu partout les portes de bois sont remplacées par des portes en fer qui « durcissent » les cibles face à la menace des cambrioleurs. Les systèmes d'alarmes collectifs sont rares à Lubumbashi - seuls 10.5% des résidents participent à un programme d'alarme collectif - et se retrouvent surtout dans des quartiers avec un taux élevé de cohésion sociale. Les quartiers pauvres du sud d'Annexe où l'immigration est très récente avec près de 50% des résidents qui y habitent depuis moins de 3 ans ne sont pas suffisamment organisés pour se doter de tels systèmes collectifs communautaires.

La police

La doctrine de la police de proximité a été adoptée par la Police nationale congolaise (PNC) en décembre 2010. Le degré d'application de ses principes dans les 5 communes reste modeste et varie assez peu entre les communes. En se basant sur la perception qu'ont les résidents des différents composants de la police de proximité, la police de la commune de Rwashhi obtient les meilleurs scores de mise en œuvre (43.9 points sur un total de 100 possibles) et celle de Bipemba le moins bon score (38.9).

Si en règle générale, les résidents sont d'avis que la police connaît bien le terrain (plus de 64% pensent ainsi dans toutes les communes), en revanche, pour les autres critères les scores obtenus par la police sont faibles. L'intervention rapide dans des délais courts et la prévention sont ses tendons d'Achilles (68% environ pensent que ces deux principes ne sont pas appliqués). Une large majorité pense que la police patrouille rarement leur

I

II

III

IV

V

VI

VII

VIII

IX

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

quartier, qu'elle n'intervient pas dans des délais courts en cas d'urgence et qu'elle est distante du public.

L'image de la police en matière de lutte contre la criminalité est assez médiocre dans les deux villes. Elle est la moins bonne dans la commune d'Annexe (32.8% d'avis positifs) et la meilleure dans la commune de Rwashi (43.4% d'avis positifs).

L'image de la police en matière de lutte contre les violences sexuelles est relativement bonne à Mbujimayi, mais mauvaise à Lubumbashi où la prévalence des violences sexuelles est élevée. A Mbujimayi, 47.2% des résidents de Bipemba et 53.1% de ceux de Muya estiment que la police fait du bon travail en la matière. A Annexe, les avis positifs sont plombés à 21.4%. Seules 17.7% des femmes d'Annexe pensent que la police fait du bon travail en matière de violences sexuelles.

Si à Lubumbashi le gros des résidents est plutôt d'avis qu'il n'y a pas de changement au niveau de la qualité du travail de la police depuis 12 mois, à Mbujimayi les pessimistes sont beaucoup plus nombreux : 45.7% des résidents de Bipemba et 43.4% de ceux de Muya pensent que ce travail se péjore.

La sécurité, le genre et les violences sexuelles

A Lubumbashi, les femmes ne placent pas la sécurité en tête de leurs préoccupations. Seules 18.4% d'entre elles le font contre 28.4% des hommes. Pour elles, l'accès à l'électricité (27.5%) et l'accès à l'eau (23.2%) sont plus prioritaires.

En revanche, à Mbujimayi, la sécurité est la priorité numéro 1 pour 32.1% des femmes devant toute autre considération. Les hommes, eux, sont 29% à faire de la sécurité la priorité dans leur quartier.

La prévalence des violences sexuelles atteint des sommets dans la commune d'Annexe : 8.2% des femmes de la commune d'Annexe ont subi une agression sexuelle dans les derniers 3 ans. Seule la commune de Rwashi connaît des taux aussi conséquents (7.8%). Ailleurs, ces taux pour les femmes sont nettement moins élevés et varient entre 1.8% à Muya et 3.3% à Bipemba. L'inquiétude face aux viols est très élevée chez les femmes à Annexe : 85.3% se déclarent assez ou très inquiètes quant au risque d'être victime d'une agression sexuelle.

Les femmes n'entreprennent souvent aucune démarche officielle ou informelle lorsqu'elles ont été victime d'un délit. Résignées, elles ne font rien dans 50% des cambriolages, dans 43.8% des agressions et dans 64.8% des agressions sexuelles. Elles s'adressent moins souvent que les hommes à la police et plus souvent aux chefs de quartier. Ainsi, pour les cambriolages, elles se tournent dans 44.8% des cas vers les chefs de quartier contre 18.1% vers la police.

Aucune femme victime de violence sexuelle ne s'est adressée aux ONGs pour dénoncer une agression sachant que la société civile a largement cessé ses programmes d'assistance aux victimes faute de financements.

La sécurité et les chefs de quartier

Les chefs de quartier ne sont pas officiers de police judiciaire mais, par délégation des pouvoirs en matière d'ordre public des bourgmestres et en vertu du rôle qu'ils jouent dans les disputes civiles, ils jouent un rôle clef dans la sécurité publique. Ils s'avèrent les principaux destinataires des plaintes en matière criminelle. A Mbujimayi, ils reçoivent 75.3% des plaintes pour cambriolage contre seulement 20.6% pour la police. Même à Lubumbashi, où leur rôle est moindre, ils reçoivent plus de plaintes que la police (42.4% contre 27.3% à la police).

Les chefs de quartier sont souvent les chevilles ouvrières des systèmes d'alarmes communautaires mis en place dans les quartiers. Lorsqu'un résident participe à un

tel système, la probabilité qu'il s'adresse au chef de quartier pour un cambriolage est multipliée par un facteur de 1.72. Ceux qui s'adressent aux chefs de quartier sont le plus souvent les femmes, les individus plus âgés, les plus pauvres ou encore les moins éduqués. Les catégories plus marginalisées, que l'on retrouve dans les quartiers informels autoconstruits, se tournent plutôt vers les chefs de quartier. En recourant souvent à la médiation pour régler les conflits, les chefs de quartier sont essentiels pour reproduire le consensus social.

La commune d'Annexe (Lubumbashi)

Commune qui forme la ceinture de Lubumbashi, elle est marquée par une croissance démographique très rapide, la très grande taille de ses quartiers et l'arrivée, surtout dans le sud de la commune, de nouveaux immigrants de fraîche date. 46.4% des résidents de la commune y habitent depuis moins de 3 ans. La bourgeoisie de Lubumbashi s'installe de plus en plus dans les quartiers du nord-ouest (Munua et Kasapa) tandis qu'ailleurs la pauvreté domine très largement.

La criminalité se concentre surtout dans les quartiers sud, mais aussi est, de la commune. Les taux de criminalité sont les plus élevés à Kalebuka, Kisanga, Kasungami et Luuwoshi. Les problèmes de drogues et de bandes de jeunes agressifs gangrèment la vie de ces quartiers. Le nombre d'insécurisés de jours y est particulièrement élevé à Kasungami (19.1%) et Kisanga (17.1%). A la tombée de la nuit, la peur gagne les quartiers résidentiels qui sont victimes principalement de braquages. Dans les quartiers sud de la couronne, la sécurité est jugée très mauvaise par les résidents. A Kalebuka, les résidents attribuent la note très basse de 2.76 sur 10 à la sécurité.

Les violences sexuelles sont très fréquentes dans pratiquement toute la commune. Certains quartiers comme Munua (12.5%), Kisanga (7.1%), Luuwoshi (11.1%) et Naviundu (9%) ont des taux de violences sexuelles à l'encontre des femmes très élevés. Les femmes de la commune sont préoccupées par ce risque et leur image des services de la police en la matière est mauvaise : 82.6% des femmes estiment que la police fait du mauvais travail en matière de lutte contre les violences sexuelles dans la commune.

S'agrandissant pratiquement quotidiennement, ces nouveaux territoires sont peu couverts par la police. Il y a peu de patrouilles pédestres en uniforme, pas de véhicule de police pour intervenir rapidement en cas d'urgence, aucun système de communication interne à la police et, d'une manière générale, l'application de la doctrine de police de proximité est minimale avec cependant deux exceptions : Kalebuka et Kasapa.

Dans les quartiers du sud de la commune, le sentiment général est que la situation sécuritaire se dégrade : 68.7% des résidents pensent ainsi à Kalebuka, 68.6% à Kasungami et 60.6% à Kisanga. Ces quartiers sont également d'avis que le travail de la police se péjore. La confiance dans l'institution policière pour faire face à la situation sécuritaire y est très limitée, sauf à Kalebuka. Le sentiment qui prédomine un peu partout à Annexe est qu'aucune institution n'est à même d'assurer la sécurité. La confiance dans la police étant minimale, peu de résidents pensent qu'une augmentation des effectifs de police est la solution à l'insécurité : seuls 4.6% des résidents le souhaitent). La solution qui a les faveurs du public est l'amélioration de l'éclairage public (37% des avis) suivi de l'établissement d'un poste de police de quartier (13.4%).

I

II

III

IV

V

VI

VII

VIII

IX

La commune de Kampemba (Lubumbashi)

La criminalité est élevée à Kampemba, mais elle se concentre surtout dans les quartiers informels, autoconstruits, qui occupent les no-mans-land qui séparaient historiquement la ville blanche coloniale de la cité noire ouvrière de la Rwashii. Les quartiers de Kigoma, une partie de Kabetsha, Bogonga et le quartier de Kampemba sont les quartiers les plus chauds. Ces quartiers, souvent pas lotis, insalubres, dont les parcelles ne sont pas enregistrées au cadastre, sans école publique et terrains de jeu pour les jeunes, cumulent les problèmes. C'est aussi dans ces quartiers que se sont installés les problèmes de drogue, d'alcool et de bandes de jeunes agressives.

Les quartiers les plus aisés de la commune sont en général mieux desservis par la police que les autres, mais cela n'est pas systématique. Si Hewa Bora et Bel Air 1 sont plutôt bien desservis et que la police y est relativement proche du public, ce n'est pas le cas de Bel Air 2 où les principes de la police de proximité ne sont pas appliqués. Les quartiers informels de Kigoma, Bogonga ou Kampemba sont les plus mal desservis par la police. La police y obtient des mauvaises notes en matière de visibilité, proximité et équité.

Dans les quartiers informels de Kigoma et de Bobonga, mais également à Hewa Bora et Kafubu, plus de 40% des résidents sont d'avis que la qualité de la police a chuté ces derniers 12 mois. Dans la plupart de ces zones, la confiance dans la police comme service de sécurité est très limitée. 11.5% des résidents du quartier de Kampemba pensent que la police est à même de le faire. A Kabetsha, ce taux tombe même à 8.6%. Dans cette commune centrale de Lubumbashi, un nombre important de résidents est d'avis que personne n'est à même d'assurer la sécurité publique. C'est le cas de 50.3% des résidents du quartier de Kampemba et de 60.5% des résidents du quartier de Kabetsha. Ailleurs, ces sceptiques sont un peu moins nombreux mais près d'un tiers d'entre eux partagent cet avis.

Vu le pessimisme ambiant, dans tous les quartiers, sauf à Kafubu, très peu de délits sont dénoncés à la police. Dans le quartier de Kampemba, seuls 9.4% des délits dénoncés le sont à la police. Dans certains quartiers, comme Kampemba et Kabetsha, les résidents se tournent plus volontiers vers les chefs de quartier pour déposer plainte. A Kampemba, 58.5% des délits dénoncés sont dénoncés aux chefs de quartier ; à Kabetsha, 47.1% des délits sont dénoncés aux chefs de quartier contre seulement 23.5% à la police. Malgré leur rôle crucial en matière de sécurité publique, les chefs de quartier sont souvent mal logés et ne disposent pas de moyens adéquats pour assurer leurs services.

Bipemba (Mbujimayi)

Dans la commune de Bipemba, l'insécurité se concentre dans la zone est de la commune à proximité du centre urbain. Ces zones centrales cumulent les problèmes de délinquance, d'incivilité et de pauvreté. L'ensemble de quartiers qui forme le forum de Debut Bipemba, au nord-ouest de la commune, est la zone la plus sensible. Le taux de cambriolage sur 3 ans est de 42.5% et le taux d'agression de 8.3%. Mais c'est surtout la présence de bandes de jeunes agressives (13.4%) et des taux d'insécurisés de jour (32.2%) et de nuit (87.6%) très élevés qui caractérisent cette zone où seuls 25.6% des résidents estiment que la qualité de vie est bonne. La cohésion sociale et le contrôle social sont faibles dans cette zone qui est également la plus pauvre de toute la commune et celle qui connaît le taux de chômage le plus élevé. La crainte d'être agressé dans la rue est manifestée par 90.3% des résidents de cette zone et 77.4% des résidents de Debut Bipemba pensent qu'ils seront l'objet d'un délit dans les 12 prochains mois.

A l'autre extrémité de la commune, le quartier périphérique de Bisanga peut être qualifié de calme et semble épargné par l'insécurité qui règne en ville.

Les zones de Debut Bipemba et de Makala sont moins bien desservies par la police que la périphérie. La police est peu visible à Makala (34.2%) et à Debut Bipemba (40.1%).

Elle y fait peu de prévention, intervient rarement dans des délais courts et s'avère pour l'essentiel éloignée du public. Au contraire, le quartier de Bisanga, plus calme, apprécie sa police qui est plus visible (55.3%), proche du public (70.8%), intervient rapidement (65.3%) ou encore s'avère impartiale pour une majorité de résidents (54.2%). Partout, sauf à Bisanga, l'opinion dominante est que la sécurité se dégrade (à Debout Bipemba, 63.4% des résidents sont de cet avis) et que le travail de la police se péjore (56.5% des résidents de Debout Bipemba pensent ainsi).

Face à l'insécurité, les résidents des quartiers participent souvent à des programmes d'alarme collectifs organisés en principe par les chefs de quartier. 43.7% des résidents de Butoka et 37.4% des résidents de Debout Bipemba le font.

Partout, à Bipemba, les résidents préfèrent déposer plainte auprès des chefs de quartier plutôt qu'à la police. Ils le font surtout à Makala (80%), Debout Bipemba (76.3%) ou encore Basanga (75%). La dénonciation à la police est rare. Elle est un peu plus fréquente à Ditala (25.9%) et nulle à Bisanga. Dans une zone comme Debout Bipemba, les résidents font plus confiance aux groupes de jeunes qui veillent dans le quartier (22.1%) qu'à la police pour assurer la sécurité publique (19%). Mais en général, ils sont plutôt sceptiques et pensent qu'aucune institution ou organisation n'est à même d'assurer la sécurité.

Muya (Mbujimayi)

La zone ouest de la commune de Muya – des territoires appelés Révélation et Lubilanji et situés à proximité du centre-ville –, abrite la classe moyenne de Mbujimayi. Les ménages à revenus moyens forment plus de 45% de la population. Etant une zone économique plutôt dynamique, cette section de la commune attire les jeunes à la recherche d'emploi dans l'économie informelle. C'est aussi la zone où la qualité de vie est la meilleure de la commune. Pourtant, Révélation et Lubilanji et les zones contiguës de Cardinal Mulala et de Musungayi considèrent que l'insécurité est le problème no 1 de leurs quartiers. Les agressions, les violences sexuelles, la drogue, les gangs de jeunes agressifs ainsi que la consommation excessive d'alcool se concentrent dans cette zone. En conséquence, 30.3% des résidents se disent insécurisés de jour. La cohésion sociale étant plus faible qu'ailleurs, les initiatives collectives pour prévenir la criminalité y sont réduites et les chefs de quartier jouent un rôle plus marginal qu'ailleurs dans les questions de sécurité.

A l'est de la commune, dans les zones plus périphériques, la problématique du chômage prédomine depuis la faillite de l'entreprise minière de la MIBA qui mit fin au formidable essor économique de la ville au 20ème siècle. Ces zones plus calmes adhèrent souvent à des programmes de prévention organisés par les chefs de quartier. Plus de 30% des résidents le font. Les résidents de l'est de la commune se tournent moins souvent vers la police pour dénoncer un délit que dans les zones ouest. L'image de la police est également sensiblement moins bonne dans toute cette zone à partir du groupe de quartier appelés Cardinal Mulala. C'est d'ailleurs dans ce forum que l'image de la police est la moins bonne (seulement 30.2% d'avis positifs sur la lutte contre la criminalité et 16.2% d'avis positifs sur la routière).

Un peu partout dans la commune, une partie importante de l'opinion publique est d'avis que le travail de la police a tendance à se péjorer. 52.2% des résidents de Cardinal Mulala pensent ainsi et 47.2% pensent de même à Lubilanji. Cette opinion négative va de pair avec le sentiment que la situation sécuritaire se dégrade à Muya. Plus de 40% des résidents de la commune pensent en effet que les problèmes sécuritaires ont augmenté dans leur quartier.

Comme c'est le cas à Bipemba, les résidents font sensiblement plus confiance aux groupes de jeunes qui veillent dans le quartier qu'à la police pour protéger les populations. C'est vrai à Révélation, à Cardinal Mulala et à l'est de la commune. La police est jugée marginale pour sécuriser ces zones plus tranquilles, plus périphériques et très pauvres de la commune de Muya.

I

II

III

IV

V

VI

VII

VIII

IX

Recommandations

Les auteurs du diagnostic recommandent que le travail des chefs de quartier en matière de sécurité publique soit revalorisé. Quelque peu oubliés des grands textes de la réforme de la sécurité publique, les chefs de quartier, que ce soit à Lubumbashi ou à Mbuji-Mayi, sont les principaux destinataires de plaintes, organisent les systèmes d'alarme communautaires appréciés des résidents, président les sous-comités locaux de sécurité et les forums de quartier et, parce qu'ils représentent le bourgmestre dans les quartiers, peuvent fédérer l'action locale en matière de sécurité de proximité. **Un meilleur encadrement des chefs de quartier par des textes et un renforcement de leurs capacités et équipements devraient être considérés.**

Un programme de **Zones d'action prioritaires (ZAP) alliant urbanisme et sécurité** devrait cibler en priorité les quartiers informels, autoconstruits, marginalisés qui s'avèrent bien souvent des quartiers sensibles, voire hypersensibles. Les taux de cambriolages, d'agression, de violence sexuelle et d'incivilité y sont les plus élevés. Cela impacte négativement sur la qualité de vie, la sécurité et la santé. Ces zones prioritaires ont été identifiées dans le diagnostic comme étant les quartiers sud de la commune d'Annexe, les quartiers de Bogonga, Kabetsha et de Kigoma à Kampemba, la zone de Debout Bipemba à Bipemba et les quartiers ouest de Muya à Mbuji-Mayi.

Un soutien accru aux **programmes d'intégration des enfants de la rue** devrait être considéré pour endiguer le risque de trajectoires délinquantes au sein de bandes de jeunes agressives. La présence de ces bandes double pratiquement la probabilité d'une agression dans les quartiers.

Un **programme d'action global pour endiguer les violences sexuelles dans la commune d'Annexe** doit être mis en place d'urgence. Cela passe par un renforcement des services spécialisés de la police en la matière qui doit être doublé de la revitalisation de programme d'assistance légale, social et médicale aux victimes au sein de la société civile.

Le **renforcement de l'intégrité et de la police de proximité** doit se poursuivre dans et au-delà des zones pilotes. La mise en application des principes de déontologie policière mais aussi la visibilité de la police sont susceptibles d'améliorer significativement son image. Les ZAP (zones d'action prioritaires) devraient avoir la priorité des interventions pour renforcer la police de proximité.

La police doit **améliorer le traitement des plaintes**, améliorer les taux de satisfaction des victimes et considérer la mise en place, à terme, d'une identification judiciaire qui fait entièrement défaut à Lubumbashi et à Mbuji-Mayi.

Un **maillage plus dense de postes de police** devrait être considéré dans la mesure où cela correspond aux attentes des résidents qui souhaitent des postes de police dans leur quartier ; parallèlement, dans les quartiers les plus sensibles, la police pourrait **considérer la réintroduction des patrouilles de police à pied** abandonnées depuis quelques années. La mobilité de la police avec l'établissement d'un centre d'appel de type 119 permettant d'engager la police rapidement dans des cas de braquage devrait également voir le jour.

Executive Summary

The local diagnostic of security analyses crime in three communes of Lubumbashi (Kampemba, Annexe and Rwashi) and two communes of Mbujimayi (Bipemba and Muya). The main data source comes from a victimization survey conducted during March and April 2016 by Coginta and the universities of Lubumbashi and Mbujimayi totaling 6'000 interviews. While the commune of Rwashi is control zone for a later impact study, the others are pilot communes for the introduction of the police de proximité gradually introduced in the Democratic Republic of Congo (DRC). The project is supported by the International Organization for Migration with funds from the Governments of the United States of America and Canada. The diagnostic of security establishes a baseline by measuring a series of key indicators of security and its analyses will allow the newly established Local Councils for Security of Proximity (CLSP) in the four pilot communes to draft local plans of prevention.

Criminality

3-year burglary rates fluctuate between 28.8% in Annexe (Lubumbashi) and 35.6% à Muya (Mbujimayi). The city of Mbujimayi has slightly higher rates of burglary (35.3%) than the city of Lubumbashi (32.7%). For assaults, the reverse is true: 3-year assault rates are lower in Mbujimayi (9.2%) than in Lubumbashi (10.5%).

In both cities, criminality takes place mostly during the night. About 4 out of 5 burglaries are committed during night time. In Annexe, over 8 of 10 assaults also took place during the night. However, in Mbujimayi, a sizable number of assaults take also place during the day (about 40%).

Criminality is closely linked to urbanism. In Lubumbashi, the diagnostic uncovered that higher-income areas witness less crime. Medium-income neighborhoods with strong social ties have moderate rates of criminality. Crime tend to concentrate in low-income areas, informal dwellings with large immigrant populations, poor social cohesion, and, in the case of Lubumbashi, situated mostly in southern and eastern belt of the city.

Sense of insecurity

The sense of insecurity peaks after dark. In all communes, about 4 of 5 respondents feel unsafe walking alone in the streets of their neighborhood at night. During the day, the situation looks far better even though, in Mbujimayi especially, there still is a sizable portion of residents who feel unsafe in their neighborhood: 17.9% in Bipemba and 21.4% in Muya. The sense of insecurity is the highest in informal low-income neighborhoods during the day.

Residents of all communes studied attribute lower-than-average grades to security in their neighborhood. While in Lubumbashi a majority thinks the security situation is stable, in Mbujimayi the trend is negative: 46.9% of Bipemba residents and 43.7% Muya believe security deteriorated during the past 12 months.

Reporting to the police

Urban victims rarely report crimes. In Muya, where reporting rates reach a low, 66.2% of burglary victims never report the crime; this is also true for 57.3% of assaults and 73.7% of sexual assaults. When victims decide to report a crime, they may not report to the police.

In fact, the diagnostic shows that reporting to the police is an exception rather than the rule. Rates fluctuate between 12.6% in Bipemba and 18% in Annexe for burglaries. The reporting rates to the police are slightly higher for assaults. Everywhere, they remain however under 20%.

Victims, in general, prefer to report to *chefs de quartiers* (local authorities at neighborhood level). This is particularly the case in Mbujimayi. In the commune of Bipemba, in 66.9% of the cases the victim of a burglary reports the case to the chef de quartier. 60.1% of burglary victims of Muya do the same.

Low reporting rates to the police can be explained by a poor image of the police, lack of trust in its capability and high levels of dissatisfaction with policing handling of complaints. In Muya, for instance, 11.7% only of victims who

I

II

III

IV

V

VI

VII

VIII

IX

EXECUTIVE SUMMARY

reported a burglary to the police considered the police did a good job handling their case. Victims in Lubumbashi are highly irritated by the fact that police charges for registering a complaint in total disregard to the fact that access to justice is free in DRC. In Mbujimayi, where money is less involved in police complaint registration, victims complain that police did not catch criminals and showed little interest in their case.

Crime prevention

With relatively high levels of criminality and fearing crime, residents adopt frequently individual or collective strategies to prevent crime.

Collective action is most popular in Mbujimayi. Often under the leadership of the chefs de quartier, residents organize alarm systems (whistles, tam-tam) to alert the neighborhood of the presence of criminals or they organize youth groups to monitor and patrol the area during night-time. 45.1% of residents in Mbujimayi participate to one or another of such collective crime prevention programs.

In Lubumbashi, collective action is the exception. Residents tend to adopt more individual measures aiming at hardening the target of criminals. In high-income neighborhoods, walls are erected around the house to prohibit unwanted access. Low-income neighborhoods are more vulnerable to burglary as resources are lacking to adopt individually such costly measures and, as mentioned earlier, lower levels of social cohesion due to recent immigration prevent people to organize themselves collectively.

Policing

The doctrine of the *police de proximité* has been adopted by the Congolese National Police (PNC) in December 2010. To measure the degree of local implementation of the doctrine, the diagnostic constructed an index-like synthetic indicator using several dimensions of policing. Based on resident perceptions of these dimensions, the commune of Rwashi, Lubumbashi, obtains the highest score (43.9 points of a total of 100). The lowest score is achieved by the police in Bipemba, Mbujimayi (38.9).

While residents agree in general that the police have a fair knowledge of the terrain, the police fare poorly on all other counts. Rapid intervention and crime prevention are the main weaknesses with over 68% of negative opinion. A majority thinks that police patrol unfrequently the area, are not fair, and are distant to the public.

Consequently, the image of the police is rather poor. Annexe, with only 32.8% of positive opinion, trails behind the other communes. The police of Rwashi fare better than all with 43.4% of positive opinion.

In Lubumbashi, residents assess policing as stable, not better but also not worse. Not so in Mbujimayi where 45.7% of Bipemba and 43.4% of Muya consider that the quality of the police has declined over the past 12 months.

Gender, security and sexual violence

Female residents of Lubumbashi do not consider security as top priority issue; only 18.4% of them against 28.4% of men ranked security first. For women, access to electricity (27.5%) and access to water (23.2%) are more pressing concerns. In Mbujimayi, however, insecurity is the most salient issue. As assaults affect more women than men in this city, security tops the list of concerns for 32.1% of women and for 29% of men.

Rates of sexual violence peak in two communes: 8.2% of women were victim of sexual violence in the past three years in Annexe and 7.8% in Rwashi. Elsewhere, rates are much

lower: 1.8% in Muya and 3.3% in Bipemba in the city of Mbujimayi. The exceptional rates in Annexe translate into fear. 85.3% of females declare fearing being the target of sexual violence.

Female victims generally refrain from reporting crime. This is the case in 50% of burglaries, 43.8% of assaults and 64.8% of sexual assaults. Victimized females report less to the police than men and more to the chefs de quartier. On average, 44.8% of reported burglaries are reported by females to the chefs de quartier while only 18.1% of complaints are addressed to the police.

Public opinion regarding how police address sexual violence is slightly more positive in Mbujimayi than in Lubumbashi. In Annexe, where rates of sexual violence are the highest, only 21.4% of residents think the police do a good job in this matter. Female respondents are the least positive. Only 17.7% of them believe the Annexe police do a good job addressing sexual violence. 11.1% of females who reported their case to the police found the services offered satisfactory.

None of the female victims reported their case to an NGO as civil society has mostly discontinued its services to female victims due to lack of funding.

Security and the chefs de quartier

Despite their lack of judicial powers but as extension of their key role in solving local civil disputes, the chefs de quartier prove to be a primary actor in public security. They are the principal recipients of complaints. In Mbujimayi, they receive 75.3% of formal complaints for burglaries while the police receive only 20.6% of them. Even in Lubumbashi, where their role in public security is less prominent, they receive more complaints (42.4%) than the police (27.3%) for burglaries.

The chefs de quartier are also at the forefront to organize collective mechanisms of alarm and self-defense groups. When a resident participates to such a system, he or she is also 1.72 times more likely to report crime to the chefs de quartier. The chefs de quartier appear thus to enjoy a high degree of legitimacy, to take initiatives in public security, and to be well-informed about the local security situation. By handling cases, they reproduce social cohesion as they use mostly mediation to solve cases reported to them by somewhat marginalized social groups. Indeed, those who report to the chef de quartier are mostly females, older generations, the poorest and the less educated.

Annexe (Lubumbashi)

Situated at the periphery of Lubumbashi, the belt commune of Annexe and its large quarters have witnessed an extremely rapid demographic growth recently. One out of two residents (46.4%) have arrived during the past three years in the commune. Higher-income households occupy the western and north-western part of the belt. Elsewhere, poverty dominates and large parts of residential areas are informal, lacking roads and access to services.

Criminality and incivilities concentrate in the southern and eastern parts of the commune. Drugs and aggressive youth gangs create insecurity and people tend to feel unsafe in the streets. Respectively 19.1% and 17.1% of residents of the southern neighborhoods of Kasungami and Kisanga feel unsafe during the day walking the streets of their neighborhood. In Kalebuka, another southern neighborhood, people rate security at a very low 2.76 on a 10-point scale.

After dark, insecurity gains all neighborhoods including the high-income ones in the west and northern part of the commune that are the theater of frequent armed robberies.

Sexual violence is frequent in the commune and affect most neighborhoods. Munua (12.5%), Kisanga (7.1%), Luwuwoshi (11.1%) and Naviundu (9%) display however higher

EXECUTIVE SUMMARY

than average rates. Female residents express deep concern over this phenomenon and 82.6% of them are not satisfied with how the police address the matter.

Expanding quickly, these new urban territories are poorly covered by police services. There are few foot patrols, no police car to intervene rapidly when called for an urgency, no dedicated police communication network, and, as a rule, compliance with the doctrine of police de proximité is low except for two neighborhoods: Kalebuka and Kasapa.

The security situation is worse in the southern informal neighborhoods (Kalebuka, Kasungami, Kisanga) where over 60% of the population thinks it further deteriorated over the past 12 months. In these neighborhoods, the dominant opinion is that no institution can ensure protection of the area. Confidence in the police being low, few residents express the wish to have more police. The main solutions for security, so the residents, are more public lighting (37%) and more police stations across the territory (13.4%). Only 4.6% consider that increasing the number of police is a solution.

Kampemba (Lubumbashi)

Criminality is high in this industrial commune of Lubumbashi. It concentrates mainly in informal dwellings that were built on the historical no-man's-land that once separated the original white colonial city and the black city (Rwashi). The neighborhoods of Kigoma, parts of Kabetsha, and Bogonga as well as the southern *quartier* of Kampemba display the highest rates of criminality and incivilities. These *quartiers* are affected by insalubrity and occasional waves of cholera; lots have never been registered formally; they have few or none public schools and sport areas to occupy a sizable portion of unemployed youths. They cumulate problems of crime, drugs, alcohol, and youth gangs.

Policing and the police de proximité fare better in high-income neighborhoods, but not systematically. If residential areas such as Hewa Bora and Bel Air 1 are well served by the police, this is not the case of Bel Air 2, another higher-income area. Comparatively, low-income areas fare poorly in terms of policing. In Kigoma, Bogonga and Kampemba, the police do not comply with standards of *police de proximité*. There, the police obtain low marks in visibility, proximity, and fairness.

In the informal dwellings of Kigoma and Bogonga, but also in Hewa Bora and Kafubu, over 40% of residents believe the quality of policing declined over the past 12 months. In most of these areas, the trust in the police as provider of security is extremely low. 11.5% only of residents of the quartier of Kampemba trust the police as security provider. In informal Kabetsha, this percentage is even lower: 8.6%. A large proportion of the local population of the commune can be labelled as sceptics, especially in low-income neighborhoods. In the quartier of Bogonga, 60.5% of residents believe that security is out of control and no institution can be trusted in ensuring protection. In the quartier of Kampemba, 50.3% of residents share this opinion.

On the backdrop of this pessimism, it may not come as a surprise that in all neighborhoods, except for Kafubu, residents are unlikely to report a crime to the police. In the quartier of Kampemba, only 9.4% of crimes are reported to the police. In many neighborhoods, like Kampemba and Kabetsha, residents tend to report crime to the chefs de quartier rather than to the police. In the quartier of Kampemba, 58.5% of reported crimes are reported to the chefs de quartier. The latter receive 47.1% of all reported burglaries in Kabetsha while the police get 23.5% only of cases. Despite their critical role in crime reporting and the future forums de quartier, the chefs de quartier are poorly trained, housed, and equipped.

Bipemba (Mbujimayi)

Insecurity is higher in the eastern part of the commune of Bipemba, near the downtown area of Mbujimayi. Crime is associated with higher level of incivilities and rampant

poverty. The group of neighborhoods named Debout Bipemba, at the north-eastern end of Bipemba, features the highest crime rates of the commune. 3-year burglary rates reach 42.5%; assault rates 8.3%. Aggressive youth gangs tend to congregate in this area and, besides provoking physical assaults, they generate a deep sense of insecurity among the population. During the day, 32.1% of the population feel unsafe walking in the streets of Debout Bipemba; during the night, this rate jumps to an 87.6% high. Quality of life in Debout Bipemba is declared very low by residents who point to a lack of social cohesion in the area. 77.4% of residents in this area believe they will be the target of a crime in the next 12 months, and 90.3% fear being assaulted in the streets.

At the opposite end of the commune, the western and more rural group of neighborhoods called Bisanga is comparatively safer and seems spared from the high rates of criminality that characterized the eastern and southern sections of Bipemba.

Policing is weak in the high-crime areas of Debout Bipemba and Makala. Residents see few police patrols walking their streets: 34.2% in Makala and 40.1% in Debout Bipemba. Prevention campaigns are few; police do not intervene rapidly in case of emergency; and residents complain the police lack proximity with the public. In safer Bisanga, the police get the highest marks of the commune in all dimensions of the police de proximité. Residents observe relatively often police patrols in their streets (55.3%); the police is seen as close to the public (70.8%); police intervenes rapidly when called in for an emergency (65.3%); and a majority of residents believe that police is fair in their neighborhood.

Facing insecurity and a weak policing, Bipemba residents tend to participate to collective programs of alert often managed by the chefs de quartier. 43.7% of residents of Butoka and 37.4% of residents of Debout Bipemba do participate to such programs.

Everywhere in Bipemba, residents favor reporting crime to the chefs de quartier rather than to the police. In Makala, 80% of burglaries are reported to the chefs de quartier; in Debout Bipemba, 76.3%; in Bisanga, 75%. Reporting to the police is the exception rather than the rule in the two communes of Mbujimayi studied. In high-crime areas such as Debout Bipemba, residents have more trust in youth self-defense groups to protect the population (22.5%) than in the police (19%). But the dominant opinion, in high-crime areas, is that no institution or informal group is in a position of ensuring adequate protection.

Muya (Mbujimayi)

The western end of the commune of Muya –areas called Révélation and Lubilangi and situated near the down-town area -, host the middle class of Mbujimayi. Middle-income households make up 45% of the population of these areas. Being economically dynamic, this section of the Muya attracts youth seeking jobs in the informal economy. Quality of life is better than elsewhere in the communes studied, but security appears as a primary concern of residents. Assaults, sexual assaults, drugs, aggressive youth gangs, and excessive alcohol consumption concentrate in these areas. Therefore, a sizable proportion of residents (30.3%) feels unsafe walking the streets of their neighborhood during the day. Social cohesion being lower than in other parts of the commune, collective initiatives to prevent crime are few and the chefs de quartier play a lesser role in security than elsewhere.

The Eastern part of Muya is economically marginalized and features high rates of unemployment since the bankruptcy of the MIBA, the main diamond extraction company that had been at the origin of the city and its economic growth during the 20th century. These safer neighborhoods adhere more often to collective programs of prevention organized by the local chefs de quartier. Over 30% of residents do so. Residents of these areas report less crime to the police than in the western section of the commune. Starting from the central group of neighborhoods called Cardinal Mulala and moving to the eastern periphery, the police image suffers also lower rates of satisfaction than in the more urban west of the commune. In Cardinal Mulala, for instance, only 30.2% of residents think the police is doing a good job in fighting criminality and a very low 16.2% think that the “routière”, the traffic police, does a good job.

- I
- II
- III
- IV
- V
- VI
- VII
- VIII
- IX

EXECUTIVE SUMMARY

Everywhere in the commune, a sizable portion of residents holds negative views on the evolution of policing. 52.2% of Cardinal Mulala residents believe policing is getting worse and 47.2% of Lubilanji share this opinion. This negative opinion is correlated with a sense that security is also deteriorating in Muya. Over 40% of residents of the commune of Muya believe security is declining in their neighborhood.

As this is the case in Bipemba, residents tend to believe that youth self-defense groups do better than the police to protect the population. This opinion is widespread in Révélation, Cardinal Mulala and the eastern neighborhoods of Muya. Police is perceived as relatively marginal to secure the safer but poorer eastern periphery of Muya.

Recommendations

The authors of the diagnostic recommend that the contribution of the chefs de quartier to public security matters is acknowledged. Somewhat forgotten by the texts of the public security reform, the chefs de quartier, be it in Lubumbashi or in Mbujimayi, are the primary recipients of crime reports filed by residents. They also organize collective alarms systems and youth self-defense groups where social cohesion allows. The chair the sub-committees of public security coordinating security institutions and, with the reform, will also start to chair the public security forums that that will be consulted by the Local Councils of Security of Proximity (CLSP). These representatives of the civilian local government have the legitimacy, the information, and the formal capacity to create a consensus with civil society and federate action around local public security centered on prevention and partnership. This acknowledgement should translate into support by policy texts, equipment and capacity-building.

A **Priority Action Zones (PAZ) program combining urbanism and security** should prioritize informal and marginalized neighborhoods that display higher rates of criminality, incivilities and insalubrity that impact negatively on quality of life, safety and health. Such priority zones have been identified by the diagnostic as the southern neighborhoods of the Annexe belt, Bogonga, Kigoma and part of Kabetsha in Kampemba, Debout Bipemba in Bipemba, and the western neighborhoods of Muya.

Supporting **integration programs of street children** is identified as a driver for safer neighborhoods as street youth gangs double the likelihood of assaults in the streets of Lubumbashi and Mbujimayi.

A **multi-partner global program to address sexual violence** should be developed to curb the exceptionally high rates of sexual violence against females in the commune of Annexe. Specialized services of the police should be reinforced, become more mobile and cover better the territories where prevalence of sexual violence is high. NGOs need to revive discontinued programs to temporary shelter and accompany victims in the judicial process with adequate legal, social and medical services.

Reinforcing **police integrity and the *police de proximité*** should be a priority in the pilot zones. Complying with principles of deontology, but also increasing police visibility and its capacity to intervene in case of emergency in high-crime areas are likely to improve police image and trust in their capacity to protect citizen. The PAZ (Priority Action Zones) should be focus areas of the new policing.

Police should improve their handling of complaints, improve victim satisfaction, and consider establishing, in the longer run, a forensic identification to improve their investigations in case of burglary.

A **denser network of local police stations** should be considered as it would match public expectations. In parallel, in high-crime areas, police should reintroduce foot patrols that were abandoned several years ago. Police mobility with a 119-like call center should be a priority to target armed robberies that worsen security in higher-income areas.

INTRODUCTION



IMAGE 1: L'équipe d'enquêteurs de l'Université de Lubumbashi

I

II

III

IV

V

VI

VII

VIII

IX

Introduction

Contexte et objectifs

Ce diagnostic local de sécurité dans les villes de Lubumbashi et de Mbuji-Mayi s'inscrit dans le cadre de la réforme de la sécurité publique en République démocratique du Congo. Sous l'impulsion du Comité de suivi de la réforme de la police - le CSRP -, la PNC a adopté la police de proximité comme doctrine d'engagement, ses missions ont été redéfinies dans la loi sur la police qui la régit et un décret du Premier ministre datant de 2013 a institué, pour gouverner la sécurité locale dans les entités décentralisées, des Conseils locaux pour la sécurité de proximité – les CLSP – qui, sous la présidence des chefs des exécutifs locaux, réunissent la police, les services du procureur et la société civile dans un effort de promouvoir la concertation. Sans achever le chantier de la réforme, ces textes encadrent néanmoins de manière assez complète la police et désormais le défi à relever consiste à mettre en œuvre ces textes pour que la nouvelle approche se concrétise sur le terrain.

C'est dans ce cadre global de réforme que le projet de l'Organisation internationale pour les migrations, l'OIM, grâce au soutien généreux des gouvernements canadien et américain, s'est engagée auprès des autorités de Lubumbashi et de Mbuji-Mayi pour accompagner l'introduction de la police de proximité dans quelques communes de ces deux villes et faciliter la mise en place des premiers CLSP. D'un commun accord avec les autorités locales, à Lubumbashi, la commune de Kampemba et celle d'Annexe ont été choisies pour piloter la police de proximité dans la ville et servir de terrains d'expérimentation de la nouvelle approche. A Mbuji-Mayi, deux communes ont également été choisies pour devenir les têtes de pont de l'avancée de la police de proximité dans la capitale du Kasai occidental : Bipemba et Muya.

Le projet de l'OIM comprend plusieurs volets dont trois composantes principales que sont a) les constructions et réhabilitations d'infrastructures policières à Kampemba pour la ville de Lubumbashi et Bipemba et Muya à Mbuji-Mayi, b) la formation pour une durée de six mois de personnels des quatre communes pilotes et c) l'appui à l'installation de organes de gouvernance de la sécurité publique – les CLSP - dans les communes pilotes avec un soutien pour faciliter les premiers diagnostics et plans locaux de sécurité. Ces pour concrétiser ces engagements du troisième volet que ce diagnostic a été réalisé.

Rappelons que les CLSP trouvent leur origine dans le décret de septembre 2013 qui les institue. D'inspiration continentale et notamment française, les CLSP sont des enfants de la décentralisation et de la police de proximité. La décentralisation, parce qu'elle attribue aux autorités des entités décentralisées des compétences en matière de sécurité – les bourgmestres des communes sont en effet des officiers de police judiciaire qui ont la responsabilité de l'ordre public sur leur territoire et disposent de la police pour l'assurer – placent les bourgmestres au cœur du dispositif sécuritaire dans les communes. Sachant que la police de proximité promeut le partenariat et la co-production avec d'autres acteurs administratifs et sociaux de la sécurité, cette philosophie s'accommode bien de la création d'une plateforme commune entre la police, les acteurs administratifs dont ceux en charge de la politique criminelle (les services du procureur) et de la société civile qui permet par la concertation de coordonner l'action en matière de sécurité publique et de prévention de la délinquance.

Le présent diagnostic constitue la première étape du travail des CLSP. Il vise à objectiver les problèmes de sécurité dans chaque commune, comprendre les comportements des résidents en matière de sécurité des résidents et analyser leurs représentations sociales sur la police et la sécurité afin d'être en mesure, dans une seconde étape, d'élaborer des plans de sécurité et de prévention de la délinquance qui reposent sur des bases solides et correspondent aux attentes des populations locales. Ces deux étapes – le diagnostic local

de sécurité et le plan local de sécurité et de prévention de la délinquance – sont les outils clefs à disposition des CLSP pour objectiver, coordonner et créer à la fois du consensus et de la cohérence dans la coproduction de la sécurité par les acteurs régaliens et sociaux.

Ce n'est pas la première fois qu'un diagnostic de sécurité est réalisé à Lubumbashi. L'un des travaux qui a accompagné la création de l'Ecole de criminologie fut un remarquable rapport intitulé « Approches de la criminalité dans la ville de Lubumbashi » et édité par le recteur de l'Université de Lubumbashi, le professeur Kaumba Lufunda, qui, aujourd'hui occupe la position de chef de cabinet du ministre de l'Intérieur. Ce rapport, publié en août 2003, constitue un jalon dans la compréhension de l'insécurité dans la ville. L'Ecole de criminologie a tout naturellement été associée à la recherche diagnostic qui, 14 ans plus tard, est réalisée ici.

Le diagnostic de sécurité présenté dans ce texte a également pour ambition de mettre en place un tableau de bord de la sécurité dans les villes de Mbujimayi et de Lubumbashi qui puisse permettre de mesurer plus tard l'évolution de la sécurité et des attentes des résidents après l'introduction de la police de proximité. Il fait office d'étude de base au temps t0 qui, lorsqu'on la répètera au temps t1 correspondant à la fin de cycle du projet IOM, permettra d'évaluer l'impact des projets pilotes et de tirer des enseignements pour le déploiement futur de la police de proximité à l'échelon des deux villes et d'autres villes similaires à travers le pays. Afin de servir de zone de comparaison pour l'étude d'impact, une troisième commune de la ville de Lubumbashi est incluse dans ce diagnostic avec l'accord des autorités de la commune. Il s'agit de Rwashi. L'inclusion de cette commune dans les études de base et d'impact permettra de s'assurer que les effets induits dans les zones pilotes sont bien dues aux activités du projet et non à des facteurs inobservés. L'étude présentée ici ne se contentera pas cependant de mesurer des indicateurs dans la commune de Rwashi aujourd'hui, mais présentera suffisamment d'analyses pour que celles-ci, en fin de cycle du projet, servent aux autorités pour échaffauder des politiques de sécurité publique utiles à l'avenir.

Ce diagnostic local de sécurité repose avant tout sur un sondage représentatif mené à l'échelon de chaque commune – les communes pilotes et la zone de contrôle. Il veut défricher le terrain à l'aide d'indicateurs mesurables sans pour autant avoir l'ambition d'être exhaustif. Faute de temps, il n'a pas pu être complété par des études qualitatives sur des thématiques particulières comme cela aurait été souhaitable pour approfondir des sujets qui ne seront qu'évoqués ici.

Le sondage fut une collaboration avec l'Ecole de criminologie de l'Université de Lubumbashi et l'Université de Mbujimayi. 1200 entretiens standardisés ont été réalisés dans chaque commune par des enquêteurs spécialement formés par Coginta auprès d'échantillons représentatifs de la population. Au total, pratiquement 6000 entretiens ont ainsi été réalisés. La méthodologie d'échantillonnage et d'enquête est décrite dans l'annexe méthodologique et c'est à cette annexe que l'on se reportera pour les détails techniques de l'enquête. Outre le sondage – et parce que l'objectif était également de réaliser des cartes de l'insécurité -, les limites administratives des deux villes ont été tracées numériquement (Mbujimayi) ou complétées (Lubumbashi). Ce travail de traçage s'est fait en collaboration avec les chefs de quartiers. De manière aussi exhaustive que possible, le projet a également organisé le repérage du réseau de postes de police, des marchés principaux ainsi que des écoles afin de permettre leur représentation graphique sur les cartes. Les cartes administratives présentées dans ce diagnostic sont toutes originales, créées de toutes pièces à partir d'informations collectées par le présent projet et les fonds de carte disponibles sur Openstreetmap. Certaines données ont été uploadées par le projet sur Openstreetmap afin qu'elles puissent servir à d'autres utilisateurs et sont libres d'accès. En parallèle, le projet a créé des cartes interactives des deux villes qui peuvent être librement consultées sur le site SecurityMap.org.

I

II

III

IV

V

VI

VII

VIII

IX

INTRODUCTION

Remerciements

L'équipe de Coginta était animée par Dominique Wisler qui est l'auteur principal de ce rapport et a dirigé l'enquête à Lubumbashi. Rafael Avila Coya a pris en charge la conduite de l'enquête à Mbujimayi, confectionné les échantillons et s'est occupé de toute la composante cartographique du projet. Le directeur de l'Ecole de criminologie de Lubumbashi, le professeur Ildephonse Tshinyama a codirigé l'enquête à Lubumbashi en mobilisant des assistants de l'Ecole et d'autres facultés qui ont réalisé le travail de terrain ; il a pris également en charge la rédaction du contexte historique et sociodémographique de la ville de Lubumbashi et mené diverses petites enquêtes de terrain auprès des chefs de quartiers et sur l'architecture urbaine dans les trois communes étudiées de Lubumbashi. Maître Jean Faustin Kabeya, de l'Université de Mbujimayi, a codirigé l'enquête à Mbujimayi, recruté les enquêteurs et corédigé les parties contextuelles sur la ville de Mbujimayi. Les quelque quarante enquêteurs ne peuvent tous être nommés ici mais nous tenons à saluer le travail qu'ils ont accompli avec persévérance, professionnalisme et bonne humeur. L'équipe de Coginta souhaite également remercier les bourgmestres et les chefs de quartier sans l'appui desquels ce diagnostic n'aurait pas vu le jour. Les équipes locales d'IOM, emmenées par Damien Callamand, chef de projet à Lubumbashi, et Florian Morier, chef d'antenne à Mbujimayi ont facilité le travail d'enquête et n'ont pas ménagé leurs efforts pour assurer la réussite du projet.

CHAPITRE I

LE CONTEXTE URBAIN



IMAGE 2: Le poste de police de Kasungami, Lubumbashi

Cette section présente un bref historique des villes étudiées – Lubumbashi et Mbuji mayi – et notamment des communes qui font partie de ce diagnostic. Il présente également une typologie des quartiers qui servira de ligne conductrice aux analyses en distinguant les quartiers à habitat résidentiels, les quartiers populaires historiques issus de la cité ouvrière qui gravitait autour des mines et les quartiers à dominante informelle d’autoconstruction qu’on appelait les biasassa à Mbuji mayi et qui dominent le paysage urbain de la banlieue de Lubumbashi et de territoires urbains qu’on appelait jadis la « zone neutre ». Quelques indicateurs socio-démographiques seront également reproduit dans ce chapitre notamment pour document la force du lien social et du contrôle social dans les communes de cette étude.

LUBUMBASHI¹⁶

Un peu d'histoire

La ville de Lubumbashi est le produit de l'industrialisation, sa naissance même étant étroitement associée à la découverte d'importants gisements de cuivre et leur mise en exploitation par l'Union Minière du Haut Katanga (UMHK), aujourd'hui la Générale des Carrières et des Mines (GECAMINES) dont la cheminée symbolise la ville. Imaginée par des urbanistes, elle a pris naissance dans un site presque inhabité après l'annexion de L'Etat Indépendant du Congo (EIC) par la Belgique en 1908.

La ville tient son appellation du nom de la rivière au bord de laquelle elle a été fondée. A sa création, la ville se nomme Elisabethville, baptisée du nom de la reine Elisabeth épouse du Roi Albert 1er des Belges. Née, officiellement, le 9 novembre 1910, Lubumbashi n'obtiendra pourtant le statut de ville qu'en 1941 s'adossant sur une ossature industrielle importante. C'est le colonel Emile Wangermee, premier gouverneur du Katanga, qui va arrêter le plan de cette ville en gestation selon un modèle calqué sur les villes sud-américaines. L'idée est de créer un centre administratif et commercial à proximité des mines et des usines, notamment la mine de l'Etoile, l'actuelle mine de Kalukuluku exploitée par l'entreprise CHEMAF (Chemical of Africa).

Le dernier recensement remontant à 1984, on doit se contenter d'estimations construites à partir de projections plus ou moins fiables pour évaluer la démographie de la ville aujourd'hui. Quelques chiffres circulent qu'on prendra cependant avec des pincettes. Par exemple, en 2001, des estimations de la population ont été réalisées à Lubumbashi qui avancent le chiffre de 1'180'387 habitants. Ce nombre a probablement doublé depuis, voire plus.

Parmi les facteurs de croissance démographique, les migrations internes notamment en provenance des deux anciennes provinces du Kasai sont tout à fait cruciales. Elles se sont toujours déroulées cependant sur un fond de tensions entre communautés autochtones et les nouveaux venus. La cohabitation ne va pas de soi et ce d'aucuns nomme les conflits « Katangais-Kasaiens » jalonnent l'histoire depuis l'indépendance de la RDC. Les « Balubas » du Kasai sont restés des « étrangers » pour les groupes ethniques qui se considèrent comme autochtones du Katanga : Bemba, Sanga, Hemba, Tshokwe, Lunda, Balubakat, etc. On estime à 600'000 le nombre des Kasaiens « refoulés » du Shaba-Katanga entre 1992-1994 et dont une partie retournera à Mbuji-Mayi comme on le verra dans la section consacrée à cette ville.

Comme du reste toutes les grandes villes du Katanga, que ce soit Likasi, Fungurume, ou Kolwezi, Lubumbashi représente l'archétype des villes attractives, d'Eldorado pour les jeunes migrants du Kasai et des campagnes. « Les Congolais frappés par la précarité des conditions de vie », disent Ngoie Tshibambe et Mbuyi Kabunda (2010)¹⁷, « manifestent un nomadisme stratégique, c'est-à-dire qu'ils sont sans cesse en mouvement à l'intérieur comme à l'extérieur en quête des opportunités de débrouille ». Nombreux sont donc ces jeunes qui débarquent quotidiennement à Lubumbashi, s'installant en priorité dans le sud de la couronne banlieusarde de la ville, à savoir la commune d'Annexe que nous étudierons dans ce diagnostic. La plupart de ces nouveaux migrants investissent les espaces du secteur informel du commerce, de l'artisanat, des services et des transports. D'ailleurs, ceux qui pratiquent le taxi-moto sont désignés par le terme générique de « manseba » qui signifie « oncle » en tshiluba.

Tout en participant ainsi à la formation d'une urbanité, si leur présence massive dans les secteurs de la petite activité marchande les rend indispensables au fonctionnement de l'économie urbaine, elle peut, à tout moment, les exposer à des excès de xénophobie surtout en période de crise, de turbulence ou d'agitation politique. Tout en offrant un espace de prédilection pour la migration interne, Lubumbashi est aussi une plateforme d'élaboration de projets migratoires sur le plan international. En effet, en provenance

¹⁶ Ce chapitre est rédigé par Ildephonse Tshinyama en collaboration avec Dominique Wisler.

¹⁷ Ngoie Tshibambe et Mbuyi Kabunda, 2010. *La dynamique migratoire en RDC : Morphologie, logique et incidences à Lubumbashi*, Rapport final du projet financé par MacArthur Foundation : « Perspectives Africaines sur la mobilité ».

des milieux ruraux et d'autres villes du pays, les jeunes qui y arrivent sont légion qui nourrissent d'autres projets migratoires et qui vont s'insérer dans de vastes réseaux de mobilité transfrontaliers en direction des pays d'Afrique australe et d'Asie.

Les communes qui prennent part à cette étude – Kampemba, Annexe et Rwashu - portent en elles les traces de l'histoire particulière de la ville. D'une certaine manière, chacune d'entre elles représente pratiquement un exemple parfait, malgré les nuances qu'il faudra apporter, des types d'habitats issus de l'origine coloniale et du développement de la ville. Le cœur de Kampemba rappelle la ville blanche dans laquelle s'installaient les cadres de l'industrie en plein essor, la zone centrale de Rwashu évoque la cité ouvrière indigène avec son habitat populaire et Annexe, pour une large part, est un exemple de la cité informelle autoconstruite. Nzuzi (1989) 18 a fait la typologie de ces quartiers de Lubumbashi et ces trois types d'espaces – la zone des quartiers aisés, le territoire de la cité populaire et les quartiers dominés par l'informalité qui sont liés à l'immigration et la misère – seront utiles pour mieux comprendre la réalité de l'insécurité à Lubumbashi et nous serviront, dans ce diagnostic, de guide pour la réflexion.

CARTE 1: Les communes de Lubumbashi du diagnostic



Les types de quartier

Le cœur historique de Kampemba a été créé au moment de l'élargissement sur son flanc oriental de la ville blanche, le quadrilatère central, la « vraie ville », imaginée par les colons belges selon le principe de la ségrégation. La nouvelle zone résidentielle était située juste au-delà de la zone industrielle qui bordait le périmètre du quadrilatère sur lequel la ville originale était bâtie. L'habitat dans ce cœur historique communal était de type pavillonnaire, parfois à étage, avec jardin privatif clôturé par une haie vive courant le long de rues conçues selon un plan à damier. Ces pavillons, aujourd'hui vétustes, sont caractéristiques des quartiers aisés qui se développent également dans une configuration plus aérée, plus contemporaine et spacieuse, sous forme de villas, d'une part dans le nord de la commune de Kampemba (quartier Hewa Bora) et d'autre part dans toutes la partie occidentale de la commune d'Annexe au niveau des quartiers de Munua et de Kasapa qui prolongent la zone du golf où se sont installés la bourgeoisie locale et les expatriés.

La commune de Rwashu quant à elle représente un exemple type de l'habitat populaire local né de la ségrégation entre la ville blanche et la cité dite indigène – appelée par les Lushois tout simplement « la cité » - qui abritait à l'origine les familles d'ouvriers locales travaillant dans les usines de Lubumbashi. Le plan de ces cités populaires, dont Rwashu était un îlot parmi d'autres situés au sud du quadrilatère original, suivent encore un schéma directeur bien qu'étant mal desservies en eau et en électricité. Les maisons y sont

18 Nzuzi, L., 1989. *Urbanisation et aménagement en Afrique noire*, SEDES, Paris, 287 p.

LE CONTEXTE URBAIN

construites en brique, à l'origine selon un modèle bien défini qu'on appelait les maisons Grevisse, dans des zones d'habitat denses entraînant une forte promiscuité. Les maisons sont ouvertes sur la rue, sans clôture, celles-ci n'apparaissant que tardivement en réponse à l'insécurité. Kabetsha qui borde le quartier industriel dans Kampemba était conçu de cette manière ainsi que l'essentiel du cœur de la commune de Rwashi (Bendera, Matoleo). A Lubumbashi, la commune sud de Kenya est une zone entièrement conçue de cette façon quadrillée par des routes à damier et les fameuses maisons Grevisse.

Finalement, l'autoconstruction, à savoir des quartiers informels dans lesquels les maisons sont construites par les habitants eux-mêmes, de manière anarchique, sans plan directeur et partant sans services ou avec un minimum de services venus de greffer par la suite, est typique du sud de la commune d'Annexe qui a accueilli et accueille encore aujourd'hui l'immigration rurale à la ceinture de Lubumbashi. On pense ici en particulier aux quartiers sud, pauvres, de Kasungami, Kalebuka et Kisanga. L'autoconstruction n'est cependant pas le monopole de la commune d'Annexe et d'une certaine manière de la bordure extérieure de la ceinture banlieusarde de Lubumbashi. Elle caractérise aussi les interstices entre les quartiers de la ville blanche originale et ceux aménagés de la cité ouvrière qu'elle a comblés au fil du temps. A Kampemba, par exemple, des quartiers comme Kigoma et Bogonga sont dominés par la construction informelle venue remplir ces espaces vides tampon dans la ville duale. Certains de ces espaces étaient appelés à l'origine « la zone neutre ». C'est également vrai du quartier pauvre Kampemba qui forme aujourd'hui le prolongement sud-ouest de Bogonga. Kafubu en revanche, est plutôt un habitat de type populaire qui remonte historiquement à la cité noire ouvrière conçue au sud de Lubumbashi tout en étant fortement mité de constructions informelles. La commune de Rwashi est elle aussi bordée sur l'ouest (Congo) et l'est (vers la mine) de zones de constructions informelles, la zone de Congo étant typiquement un de ces espaces laissés vide pour marquer physiquement la séparation des territoires.

Cette typologie de quartiers –aisés, populaires et autoconstruits - sera utile pour guider nos analyses car elle entraîne des problématiques et des sociabilités propres qui ont leur importance dans les questions d'ordre public. Les quartiers aisés, souvent européanisés, sont plutôt caractérisés par l'individualisme, un contrôle social faible, une dynamique collective peu développée pour combler les lacunes policières qu'on pourra observer plus loin. A l'inverse, dans les espaces d'autoconstruction précaires, l'absence de services entraîne une relative insécurité, un contrôle défectueux de l'espace par les autorités, et les habitants ont développé souvent des pratiques collectives et un registre d'initiatives de prise en charge des populations par elles-mêmes hors des sentiers battus de l'Etat (Lafuma Kapenda A. 2000)¹⁹. Dans ce registre d'initiatives populaires, on le verra, on peut ranger les veilles communautaires organisées par les résidents pour se prémunir des voleurs. Dans les quartiers populaires, on peut s'attendre à un mixte entre les deux.

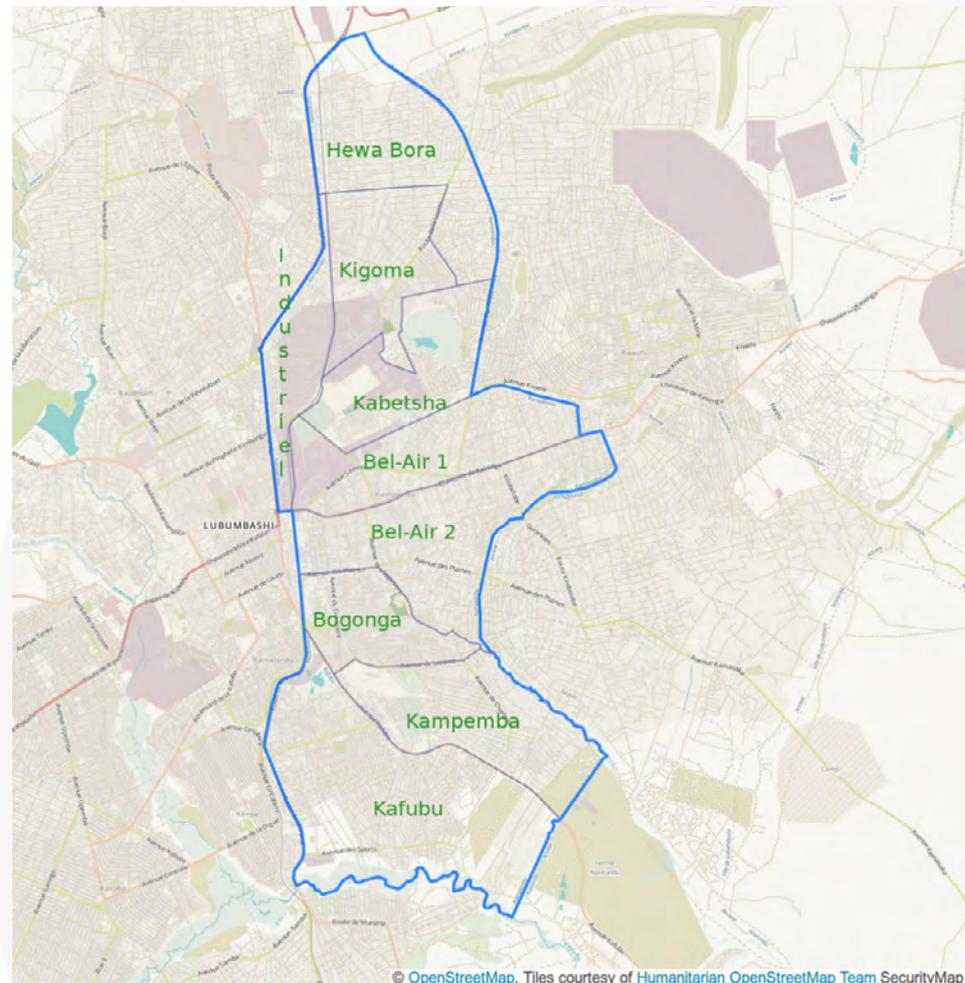
Kampemba

L'histoire de la commune de Kampemba commence avec l'arrêté n° 106/F/F du premier septembre 1943 du Gouverneur du Katanga créant à l'est de la ville un quartier résidentiel dénommé Bel-Air en raison de l'air frais qui y règne et parce que cette partie orientale ne reçoit pas les fumées des usines dont les émanations sont poussées par les vents plus vers l'ouest épargnant toute la zone est de la ville. Son plan d'aménagement fut établi en 1956 par l'arrêté n° 97/56 du 16 août et approuvé par l'ordonnance n°601/60 du 02 mars 1960. Bel Air jouxte la zone industrielle formée par le quartier Industriel (qui aujourd'hui fait partie de Kampemba) qui s'agrandit fortement dans les années 1940 entraînée par l'effort de guerre auquel participe cette zone minière. Le cœur historique de la commune – les deux Bel Air – est destiné à accueillir exclusivement la population blanche. A l'origine, le quartier est bordé à l'ouest par des camps ouvriers très structurés (telle que le camp SNCC) et, au nord-est

¹⁹ Lafuma Kapenda, A. 2000. "La répartition spatiale des antennes paraboliques à Lubumbashi (RD Congo). Premier inventaire d'analyse socio-spatiale. *Bulletin de la Société géographique de Liège*, 39, 2, 91-99.

par la cité africaine, la ville indigène, qui constitue aujourd'hui une bonne partie de la zone sud de la commune de Rwashi.

CARTE 2: Les quartiers de la commune de Kampemba



Bel Air fait partie de la commune de Lubumbashi jusqu'en 1970, date à laquelle le Conseil de ville se propose d'opérer un redécoupage administratif. L'idée étant de rapprocher l'administrant des administrés. Sur proposition du Gouverneur du Katanga d'alors, le Ministre d'Etat chargé de l'intérieur et des affaires coutumières signe l'arrêté n° 70/05/0572 du 09 mai 1970 portant de 6 à 7 le nombre des communes de la ville de Lubumbashi et déterminant leurs limites. Désormais, le quartier Bel-Air et ses environs deviennent la commune de Kampemba.

A sa création, ladite commune comptait deux quartiers : Bel-Air I et Bel-Air II. Au fil du temps, trois autres quartiers lui ont été associés. Ce furent d'abord les quartiers Kigoma, Kabetsha et Industriel. Kabetsha et Industriel sont des quartiers historiques, conçus très tôt dans l'histoire de la ville. Kabetsha était un site d'implantation de la cité indigène qui se prolonge dans Rwashi et qui répondait à un plan d'aménagement du territoire structuré. En revanche, le quartier de Kigoma occupe un espace vide comblé au fil du temps sans véritable plan et ressemble aux quartiers sud de la commune caractérisés par l'autoconstruction. Ces nouveaux quartiers sud sont Bogonga et Kampemba qui s'implantent sur d'anciennes zones agricoles destinées à alimenter la ville et dont on trouve encore aujourd'hui les restes avec, tout au sud de la commune, la ferme Megastore. Le quartier de Kafubu, on vient de le dire, parce qu'il a été conçu pour accueillir les ouvriers locaux des usines de Lubumbashi au même titre que la zone de Rwashi, est un habitat populaire avec une dominante d'autoconstruction.

I

II

III

IV

V

VI

VII

VIII

IX

LE CONTEXTE URBAIN



IMAGE 3: Vue de l'habitat à Kafubu

Cette commune doit son nom à un ruisseau qui la traverse. « Kampemba » dont le diminutif « pemba » signifie, en langue locale, « argile réfractaire blanche », soit le kaolin.

Annexe



CARTE 3: Les quartiers de la commune d'Annexe

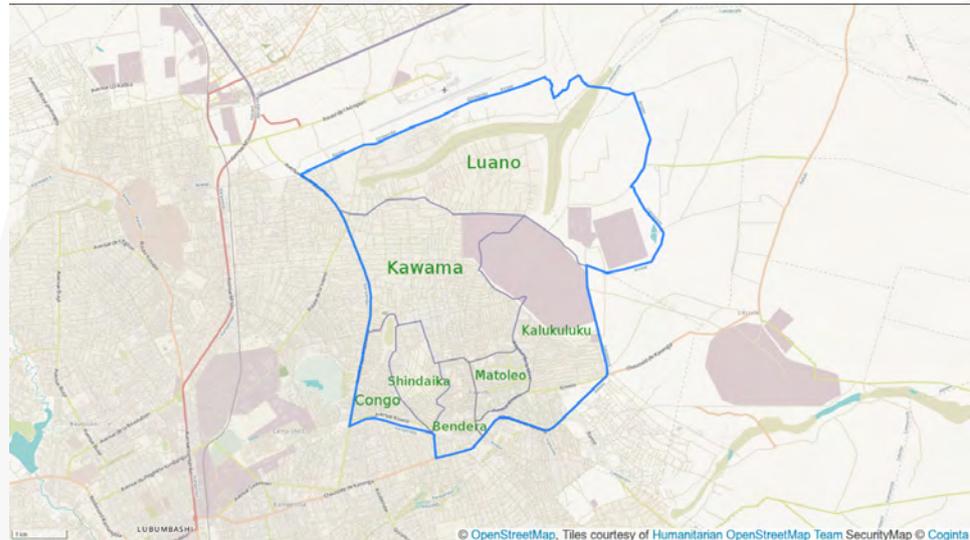
Créée officiellement en 1957 pour gérer les populations venues s'installer dans la ceinture de la ville de Lubumbashi, la commune Annexe est généralement présentée comme étant essentiellement rurale. Mais les données actuelles de l'extension de la ville de Lubumbashi exigent de nuancer le propos. Le centre étant saturé, la classe moyenne et les « nouveaux riches » ont choisi de s'installer dans les quartiers naissants de la commune Annexe, et tout spécialement ceux qui se situent dans le prolongement ouest de la zone du golf de Lubumbashi. Dans ces nouveaux espaces urbains résident également des foyers pauvres donnant aux quartiers ouest de Munua et de Kasapa la configuration composite qu'on leur connaît où la mixité sociale est plus ou moins grande et où coexistent la bourgeoisie, parfois la grande bourgeoisie, et des familles pauvres issue de l'immigration. Les populations issues de l'immigration rurale se sont cependant surtout installées au sud et sud-est de la couronne de Lubumbashi dans des zones d'autoconstruction où les services sont pratiquement absents et, bien souvent, la police peu implantée.

Aujourd'hui, l'extension même de la ville de Lubumbashi se confond pratiquement avec l'élargissement de la commune Annexe. Ce qui pose un sérieux problème de gestion

administrative tant on sait que le bureau de ladite commune est hébergé par une autre commune, celle de Kamalondo, plus ou moins au centre de la ville. On mesure bien l'atypicité de cette commune dont le bourgmestre, pour atteindre l'une de ses entités administratives ou quartiers, est forcément obligé de traverser l'une ou l'autre des communes voisines.

Rwashi

CARTE 4: Les quartiers de la commune de Rwashi



Située au nord-est de la ville, la commune de Rwashi fut créée en 1956 et devait abriter une cité ouvrière nettement séparée par un no-mans-land des zones blanches à l'instar de la commune de Kenya au sud de la ville par exemple. L'ouvrage fut confié à l'OCA (Office des Cités Africaines) et ces espaces structurés, insuffisamment équipés en eau et électricité, furent historiquement peuplés par des foyers à revenus moyens résidant dans de petites maisons en briques cuites, aujourd'hui vétustes, et vivant dans des quartiers surpeuplés. La proximité avec la mine de Kalukuluku qui constitue pratiquement tout le flanc oriental du quartier dit de Kawama a permis l'essor d'un artisanat local de la malachite, minerais contenant du cuivre et du cobalt. A côté des ouvriers, des petits fonctionnaires, employés et commerçants, il s'est développé un artisanat dans l'orfèvrerie qui caractérise encore aujourd'hui l'activité économique de la commune et qui en fait l'une des communes les plus touristiques de la ville de Lubumbashi. Les quartiers centraux de Rwashi – Shindaika, Kawama, Bendera, Matoleo - sont donc des quartiers d'habitat populaire où résident encore aujourd'hui une portion significative de la classe moyenne de Lubumbashi. Le quartier nord, dit de Luano, est en revanche un quartier à l'origine rurale où se sont historiquement installés des familles d'ouvriers qui refusaient de rentrer en province à la fin d'un contrat de travail et reconvertis dans l'agriculture vivrière. Ces quartiers, petit à petit, sont investis par la ville informelle qui gagne du terrain avec, à la clef, une certaine mixité sociale caractéristique des quartiers nord de la ville. Certains espaces vides de la commune de Rwashi en revanche, comme le quartier Congo, ont été comblés par l'autoconstruction anarchique avec son lot de problèmes d'accès aux services, d'insalubrité, de promiscuité et qui, on le verra, sont devenus des zones d'insécurité au même titre que des quartiers très similaires comme Kigoma ou Bogonga dans la commune voisine de Kampemba.

LE CONTEXTE URBAIN

Mbujimayi

Selon les chiffres pour 2015 de la mairie, la ville de Mbujimayi compte 3'278'888 habitants pour une superficie de 135'20 km².²⁰ Les chiffres officiels pour les deux communes de ce diagnostic – la ville comptant en tout cinq communes –, Bipemba, qui occupe tout l'est de la ville, aurait 910'978 habitants occupant une superficie de 57.60 km², soit 15'815 habitants au km². La commune de Muya qui s'étend sur l'ouest de la commune jusqu'à la rivière sur une surface totale de 12.6km² a une population de 719'446 habitants, soit une densité de 57'098 habitants au km². En l'absence d'un recensement en bonne et due forme, ces chiffres restent des estimations probablement très approximatives. Selon le ministère du Plan, Mbujimayi comptait 486'325 habitants en 1984 et, suite à l'arrivée des réfugiés du Katanga entre 1991 et 1993, on la ville compterait 1'193'891habitants en 1999. Ce chiffre aurait pratiquement triplé depuis.



CARTE 5: Les communes de Mbujimayi du diagnostic

L'origine de l'aventure urbaine du site de Mbujimayi est liée à la découverte de gisements diamantifères sur son sol par l'entreprise Forminière en 1918. Celle-ci développera et exploitera plusieurs sites et, dès 1949, à la suite d'une ordonnance (no 21/135) exigeant à l'employeur de loger les familles de travailleurs, le noyau de la ville de Mbujimayi se forme selon le modèle colonial des villes duales. Tout d'abord, un quartier résidentiel, aisé, destinés aux cadres et appelé « Le Poste ». Ce quartier se situe au sud de la ville actuelle. Ensuite, les quartiers ouvriers – appelés « la cité » et qui prendront aussi le nom de Baudine – à proximité de la zone minière principale située sur la rive sud de la rivière Kansa qui forme la frontière méridionale de la ville actuelle. Le quartier administratif appelé Tshibuyi ne s'est développé quant à lui que vers les années 1950 sur le territoire de l'actuelle commune de Diulu et de manière contiguë sur la partie septentrionale du quartier Le Poste réservé aux cadres de la Forminière devenue entre-temps la Miba.

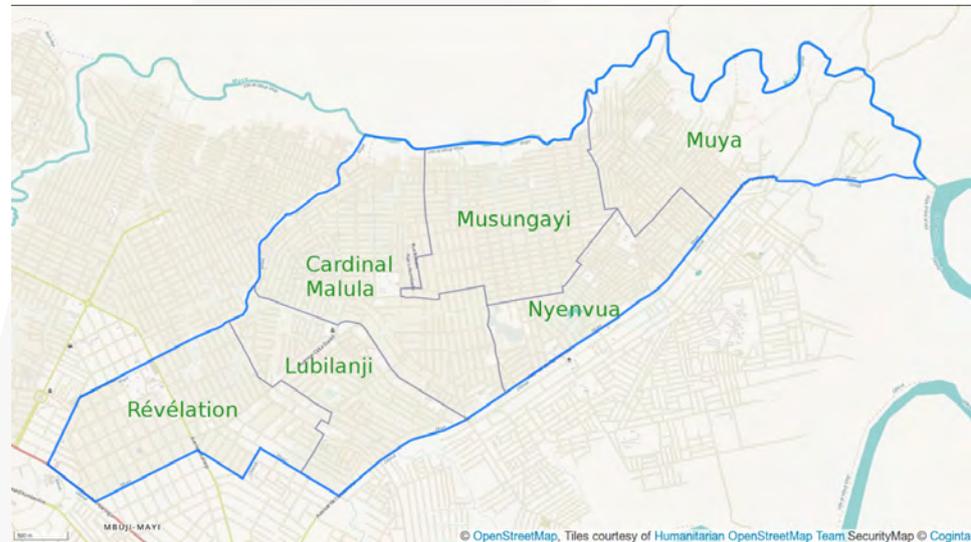
Entre 1960 et 1961, la ville reçoit les réfugiés de différentes crises entre communautés. Avec l'afflux de réfugiés, deux villages situés dans l'actuelle commune de Bipemba se développent rapidement et la zone obtient, en 1966, ses premières limites administratives officielles. Parce que les dirigeants de l'Etat du Sud-Kasaï réquisitionnaient des villas du Poste Miba occupé par les cadres de la mine, la Miba décida pour remédier à la situation de construire ce qui fut appelé la Nouvelle Ville comme quartier résidentiel et administratif pour le nouveau gouvernement. Ce fut, semble-t-il, le seul secteur où dominèrent alors les matériaux durs alors que jusqu'ici la ville était construite en briques cuites dites Adobe largement par les résidents eux-mêmes. La Nouvelle Ville est située pratiquement au centre la commune actuelle de Muya dans une zone qui chevauche ce que, pour cette

²⁰ Ce chapitre est rédigé par Jean Faustin Kabeya de l'Université de Mbujimayi, avec Dominique Wisler. Il s'inspire notamment de l'ouvrage de Shomba Kinsama et Olela Nonga (2015) intitulé « Monographie de la ville de Mbujimayi ».

étude, on appellera les forums Musungayi, Cardinal Mulala et Nyenvua avec, pour quartier central, le quartier de OUA.

Les cartes suivantes indiquent les périmètres des regroupements de quartiers appelés « forums » et établis en avril 2016 pour les bourgmestres dans la perspective de créer des plateformes locales de réflexion et d'échanges avec les communautés sur les questions d'insécurité. Ces plateformes – les forums – sont présidées par un chef de quartier dont le rôle est d'animer des séances régulières sur ces questions.

CARTE 6: Les forums de la commune de Muya



CARTE 7: Les forums de la commune de Bipemba



Hormis le quartier résidentiel de la Miba, la Nouvelle Ville et les cités ouvrières au sud, la ville se développe en dehors de toute planification et, notamment parce que les réfugiés ont un statut de squatters et pour contrôler les populations, il n'était pas autorisé aux populations locales de construire en matériaux durs. Pratiquement toute la ville devient une zone d'autoconstruction ouverte que les résidents appelaient en tshiluba les « biasasa » et où les clôtures elles-mêmes étaient interdites. La Miba ne construit pas de logements ouvriers mais vendit des matériaux de construction à son personnel tels que briques et tôles.

Chassés en 1960-61 du Katanga et à nouveau entre 1991 et 1993, les Luba du Kasai se sont repliés très largement sur Mbujimayi qui n'était nullement préparée à ces afflux massifs et soudains de réfugiés. Ces arrivées de populations furent vécues comme autant de chocs entraînant, à chaque fois, une baisse significative mais temporaire du niveau

LE CONTEXTE URBAIN

de vie de la population en général, obligée de partager avec les arrivants les maigres ressources disponibles. A plus long terme, la vague de réfugiés de 1991 et 1993 semble avoir cependant dynamisé l'économie locale avec l'arrivée de savoirs et de compétences nouvelles.

Le nord du forum de Debout Bipemba et l'ouest ainsi qu'une partie du forum de Makala étaient historiquement des lotissements ouvriers : Lubwebwe (Makala) et Kankelenge (Debout Bipemba septentrional). Mais contrairement à Lubumbashi où les anciennes cités ouvrières ont conservé jusqu'ici leur classe moyenne et leur habitat populaire, on n'observe pas la même continuité historique à Mbuji mayi notamment en raison des réaménagements qu'a connus la ville. Les biasasa furent en effet restructurées par vagues successives. En gros, on peut dire que la zone occupée par le forum de Debout Bipemba aujourd'hui fut restructurée vers 1960 et 1961 et pratiquement toute la commune de Muya, hormis la Cité Nouvelle, fut réaménagée entre 1977 et 1983 (Cf. Piermay, 1993).



L'informalité qui présidait à la naissance et à l'évolution de la ville s'est traduite par l'insuffisance chronique non seulement des services de base comme l'eau potable, l'électricité, les canalisations mais également les structures scolaires. La libéralisation de l'exploitation du diamant en 1982 a entraîné un phénomène de déscolarisation des enfants qui ont travaillé dans les mines artisanales plutôt qu'étudié sur les bancs d'école, un phénomène visible dans les statistiques de scolarisation encore aujourd'hui où l'infra-scolarisation reste élevée à Mbuji mayi et touche environ 20% des résidents. Sous

IMAGE 4: Ravin Kibamgu à Mbuji mayi

la pelle des creuseurs, et parce que la ville est bâtie sur un sol sableux, des centaines de ravins se sont formés – on compte quelque 400 têtes de ravin – dans la ville, un phénomène qui enclavent les quartiers, créent des zones inhabitables à terme, et crée des espaces dangereux lorsqu’il faut les traverser et sont réputés être de véritables coupes-gorge une fois la nuit tombée.

IMAGE 5: photographie de maisons dans le Forum de Cardinal Mulala (quartier Ngonba Ngola)



IMAGE 6: case dans les zones limitrophes nord du quartier de Mulama Musulu



Le changement de régime intervenu en 1997 a démantelé d’un seul coup l’appareil de sécurité de la ville. A l’approche des troupes du mouvement de libération, les gendarmes ont fui la ville en abandonnant armes et munitions qui furent récupérées par la population. Les efforts du nouveau pouvoir pour contraindre la population à rendre ces armes n’ont pas apporté des résultats satisfaisants. Dans un contexte de précarité et de dissolution de la police, la prolifération soudaine d’armes de petit calibre fut l’un facteur de l’insécurité grandissante à Mbujimayi et a contribué à la gangstérisation de groupes de jeunes et de l’apparition du phénomène Kuluna dans la zone. La précarité de la vie s’est accentuée avec la crise économique mondiale qui fit chuter le cours des matières premières et la baisse inexorable de la production du diamant qui atteint pratiquement un niveau zéro de production entre 2008 et 2010. La Miba, société employait près de 3000 ouvriers et injectait dans l’économie locale mensuellement plus de 2’500’000 de dollars américains en salaires et fournitures, n’a en effet pas résisté et tomba en faillite en 2008 portant le coup de grâce à l’économie locale.

I

II

III

IV

V

VI

VII

VIII

IX

LE CONTEXTE URBAIN

Les personnes ayant un emploi rémunéré ne représentent plus aujourd'hui qu'un faible pourcentage des adultes ; l'argent ne circule plus et le pouvoir d'achat des résidents a considérablement chuté. Entre 2008 et 2010, la ville a enregistré un départ massif des opérateurs économiques quittant Mbuji mayi pour Lubumbashi et Kinshasa ; la plupart des magasins ont fermé leurs portes. Le secteur d'exploitation artisanale du diamant sur lequel était adossée la classe moyenne locale a lui aussi pratiquement disparu du fait d'un monopole de fait imposé par les détenteurs de gros capitaux. Cela a contraint les petits et moyens opérateurs sur toute la filière du diamant à mettre la clef sous la porte. Tous ceux qui se maintenaient dans ce secteur avec un capital variant entre 5'000 et 100'000 dollars américains, voire plus, se sont vu contraints d'abandonner leurs activités sans que l'économie locale en panne ne soit en mesure de leur fournir des opportunités de rebondir. On assiste ainsi à une paupérisation rapide de la classe moyenne locale, phénomène qui se répercute, comme dans un jeu de domino, dans les milieux plus pauvres car elle-même entretenait jadis dans un système de patronage des franges entières de population. Les jeunes migrent à nouveau vers les grandes villes du Katanga. Selon un rapport du PNUD et des estimations datant de 2008, le revenu moyen annuel par habitant à Mbuji mayi est de 588 dollars américains (PNUD fin 2009).

La ville de Mbuji mayi est généralement habitée par la population d'origine luba et, parce qu'elle fut le chef-lieu de l'ancienne province du Kasai oriental qui comprenait le Sankuru et le Lomami, elle compte un nombre plus ou moins important de ressortissants de ces deux provinces distribués dans les cinq communes que compte la ville, à savoir les Kanyok, les Songes et les Tetela. Le tshilula reste la langue utilisée par plus de 90% des résidents. La langue est apprise à l'école et utilisée comme langue nationale. L'occupation de la ville s'est faite en suivant généralement la répartition des Balubas en deux blocs : les Balubas du sud-est et ceux du nord-ouest. Les premiers sont composés des Balubas des territoires des Tshilenge, Katanda et Ngandajika auxquels s'ajoutent ceux du territoire de Lupatapata. Les second sont les Balubas de Miabi et de Kabeya Kamuanga. Les premiers occupent principalement les communes de Dibindi, Muya et Kanshi et les seconds les communes de Bipemba et Diulu.

LE TISSU SOCIAL ET LE CONTRÔLE SOCIAL

La mobilité

Le tableau suivant montre que l'immigration dans les communes de la ville de Lubumbashi reste importante alors qu'elle l'est moins à Mbuji mayi. La commune de Bipemba, à Mbuji mayi, a cessé d'être une commune de forte immigration. 82.7% des résidents de Bipemba y habitent depuis plus de 3 ans, alors qu'ailleurs ces résidents de longue date se font plus rares et font place aux « nomades de la débrouille ». Des zones entières de Bipemba ont été désertées en raison du ravinement rendant impraticables les chemins de desserte. A Lubumbashi, le nombre de nouveaux résidents est nettement plus élevé. Le taux de nouveaux arrivants est maximal dans la ceinture d'Annexe où un résident sur deux y habite depuis moins de trois ans. Ces chiffres rendent compte de l'attractivité de la ville qui attire les migrants, mais aussi l'occupation nouvelle des parcelles vides par les habitants de Lubumbashi à la recherche de nouveaux espaces de résidence. Rwashi connaît elle aussi des zones de forte croissance avec des quartiers comme ceux de Luano et de Kawama qui voient leur population gonfler rapidement en occupant des zones en friche bon marché. Dans le quartier de Luano, 65% des résidents environ sont arrivés dans la commune depuis moins de trois ans. En moyenne, seuls 57.3% des résidents de la commune de Rwashi y résident depuis plus de trois ans. Les résidents à long terme se concentrent plutôt dans la commune de Kampemba qui, même si elle se densifie, connaît un peu moins de mobilité et d'immigration. 61.7% de ses résidents y habitent depuis plus de trois ans.

TABLEAU 1: LA DURÉE DE LA RÉSIDENCE DANS LES COMMUNES, EN %

	Annexe	Kampemba	Rwashi	Bipemba	Muya
Durée de résidence	%	%	%	%	%
Moins de 6 mois	7.1	5.7	7.9	2.6	6.1
Entre 6 mois et 1 an	12.1	11.1	12.6	3.7	8.5
Entre 1 an et 3 ans	27.4	21.5	22.2	11.0	16.8
Depuis plus de 3 ans	53.4	61.7	57.3	82.7	68.6
Total	100%	100%	100%	100%	100%
N	1218	1182	1234	1201	1204

La qualité de vie

De l'avis des résidents eux-mêmes, la qualité de vie est nettement meilleure dans la ville de Lubumbashi qu'à Mbuji-Mayi. 74.1% des résidents déclarent la qualité de vie plutôt bonne voire très bonne à Lubumbashi contre seulement 64.1% des résidents de Mbuji-Mayi.

Entre les communes de Lubumbashi, les variations sont somme toute assez faibles même si l'on trouve sensiblement plus d'avis très positifs dans les quartiers de Rwashi. Dans cette commune, 58.9% des résidents se déclarent « tout à fait d'accord » avec l'affirmation comme quoi la qualité de vie est bonne dans leur quartier. Les autres communes comportent moins d'enthousiastes – et notamment Annexe (et ses quartiers sud). Grosso modo, 74% de résidents dans les trois communes de Lubumbashi estiment la qualité de vie plutôt bonne ou très bonne.

Ces moyennes ne doivent pas masquer les fortes variations entre les quartiers. A Rwashi, la qualité de vie est médiocre dans le quartier sensible, informel et criminogène de Congo (seuls 49.7% l'estiment bonne) alors qu'elle est excellente dans le nouveau quartier de Luano (98.2% d'avis positifs). Dans la commune de Kampemba, les avis sont plutôt négatifs dans le quartier informel pauvre du même nom (51.8%) alors qu'ils sont très positifs dans le quartier historiquement aisé de Bel Air 1 (88.2%). A Annexe, des variations de même amplitude peuvent s'observer entre les quartiers informels de la banlieue sud – Kasungami : 52.9% d'avis positifs – et les quartiers résidentiels aisés – Munua : 86% d'avis positifs.

TABLEAU 2: LA QUALITÉ DE VIE DANS LES COMMUNES DE LUBUMBASHI ET DE MBUJIMAYI, EN %

La qualité de vie dans le quartier est bonne	Annexe	Kampemba	Rwashi	Bipemba	Muya
	%	%	%	%	%
Tout à fait d'accord	41.3	46.5	58.9	35.3	36.7
Plutôt d'accord	32.2	27.6	15.7	30.7	25.5
Plus ou moins d'accord	20.8	16.3	14.8	13.5	16.5
Plutôt pas d'accord	3.2	5.5	4.3	7.9	11.2
Pas du tout d'accord	2.5	4.1	6.3	12.6	10.1
Total	100%	100%	100%	100%	100%
N	1217	1181	1228	1201	1200

LE CONTEXTE URBAIN

Comparé à Lubumbashi, le nombre de résidents de Mbujimayi se déclarant peu satisfaits de la qualité de vie dans leur quartier est assez élevé. A Bipemba et Muya, respectivement 20.5% et 21.3% des résidents considèrent que la qualité de vie est plutôt médiocre dans leur quartier alors que cette proportion est nettement plus faible à Lubumbashi (8.6% en moyenne). On observe un peu plus de satisfaits dans la commune de Bipemba (66%) que dans celle du Muya (62.3%).

Le contrôle social

La cohésion sociale est considérée comme un rempart social à la criminalité et, comme on le verra par la suite, forme le terrain fertile dans lequel poussent les initiatives sociétales, communautaires, d'autodéfense contre les délinquants. C'est dans les quartiers assez homogènes ethniquement de Mbujimayi et dans les quartiers populaires de Rwashi que la cohésion sociale est la meilleure. Dans les quartiers informels d'immigration récente de la ceinture sud de Lubumbashi, la cohésion sociale n'est pas aussi bonne que, par exemple, à Shindaika où 71.6% des résidents sont d'avis que la cohésion sociale est bonne ou, pour prendre un exemple de quartier populaire, celui de Kafubu, où 63.6% des résidents affirment que la cohésion sociale est bonne dans leur quartier. Dans les quartiers informels, contrairement peut-être aux attentes, la solidarité est un peu en panne. Dans le quartier pauvre de Kampemba, par exemple, seuls 34.8% estiment que la solidarité est bonne. Dans le quartier informel de Congo, 46.7% le pensent également. A Kisanga, ce taux est de 34.7%. L'informalité, selon nos chiffres, ne favorisent pas forcément la cohésion sociale. Dans les quartiers aisés, encore plus clairement le chacun pour soi qui domine. A Munua et Kasapa, moins de 30% des résidents pensent que la solidarité est bonne dans leur quartier. Dans le quartier résidentiel traditionnel de Bel Air 1, le taux est également plutôt bas : 37.3%. Les taux communaux moyens sont pratiquement le reflet de la domination, dans les communes, de types d'habitat. A Annexe, avec ses quartiers informels et ses quartiers aisés, la cohésion sociale est plutôt faible (42%). A Rwashi, où domine l'habitat populaire, le taux est assez élevé (56.7%). A Mbujimayi, la permanence des populations et l'homogénéité des communautés font que les taux de cohésion sociale y sont proches de ceux des quartiers populaires de Lubumbashi et plutôt favorable, donc à des initiatives populaires pour se prémunir de la délinquance.

TABLEAU 3: LA COHÉSION SOCIALE DANS LES QUARTIERS PAR COMMUNE, EN %

Le climat dans le quartier	Annexe	Kampemba	Rwashi	Bipemba	Muya
	%	%	%	%	%
Plutôt l'entraide	42.0	44.4	56.7	56.7	56.2
Un mélange des deux	22.5	16.8	13.1	26.9	21.6
Plutôt chacun pour soi	35.5	38.8	30.2	16.4	22.2
Total	100%	100%	100%	100%	100%
N	1193	1140	1187	1177	1171

Le sondage dispose d'un second indicateur du contrôle social. Les résidents se sont exprimés sur la probabilité qu'un voisin intervienne en cas de vol chez eux. Là où la cohésion sociale est plutôt bonne, comme à Rwashi, Bipemba et Muya, il s'avère que la probabilité qu'un voisin intervienne dans de telles conditions est plutôt élevée (env. 70%). En revanche, à Annexe et Kampemba, cette probabilité est plus faible (env. 56%). Dans un quartier aisé comme Munua, où la cohésion sociale est minimale, la probabilité d'intervention d'un voisin est faible (44%). Elle est en générale un peu meilleure dans

les quartiers informels ; elle est la plus élevée dans les quartiers populaires. A Bendera, Shindaika ou Matoleo, des quartiers populaires historiques de Rwashi, la probabilité dépasse 70%.

Les résidents s'adaptent à ces conditions sociales et, en fonction du tissu, prennent des dispositions assez différentes pour se prémunir des voleurs. Nous verrons plus loin que dans les communes de Kampemba et Annexe, la tendance est à durcir les cibles (les maisons et concessions) pour limiter les cambriolages alors que dans les communes où la cohésion sociale est bonne des mécanismes collectifs de protection par les résidents eux-mêmes se mettent en place dans des contextes où la police n'occupe le terrain que de manière limitée. On y reviendra sur ces mécanismes dans un chapitre ultérieur.

TABLEAU 4: LA COHÉSION SOCIALE DANS LES QUARTIERS PAR COMMUNE, EN %

Probabilité qu'un voisin intervienne en cas de vol chez soi	Annexe	Kampemba	Rwashi	Bipemba	Muya
	%	%	%	%	%
Improbable	43.7	44	29.7	27.4	30.3
Probable	56.3	56	70.3	72.6	69.7
Total	100%	100%	100%	100%	100%
N	1126	1133	1160	1178	1167

I

II

III

IV

V

VI

VII

VIII

IX



CHAPITRE II

La sécurité publique en chiffres



IMAGE 7: Le commissariat central de la commune de Bipemba, Mbuji-Mayi

Cette section dresse un constat de la situation de la sécurité publique dans les communes du diagnostic à partir des données de sondage. Le premier groupe d'indicateurs sont les taux de prévalence de victimisation pour trois types de délits, à savoir les cambriolages dans le lieu de résidence, les agressions violentes dans la rue et les violences sexuelles. Le sondage est particulièrement utile pour connaître ces taux sachant que, comme on le verra dans une section ultérieure, très peu de délits sont dénoncés à la police et, partant, même si les statistiques criminelles étaient impeccables (ce qu'elles ne sont pas en RDC, cf. Kaumba 2003¹⁶), elles n'offriraient qu'une vision très partielle et biaisée de la réalité de la criminalité dans les villes congolaises. Cela d'autant que, comme on va le voir dans une section consacrée à la dénonciation, un nombre important de victimes renoncent tout simplement à déposer plainte et, le plus souvent, déposent plainte auprès d'autres acteurs que la police. Le second groupe d'indicateurs sont les incivilités ou, en d'autres termes, les désordres publics qui relèvent en principe de règlements communaux. Parmi les incivilités, nous avons cependant inclus une gamme de problèmes qui relèvent également du code pénal, comme la vente de drogues. Les incivilités principales étudiées dans ce diagnostic sont les nuisances sonores, l'insalubrité, le constat de bagarres dans le quartier ou encore le phénomène des bandes de jeunes agressives et de Shégués. L'intérêt d'analyser les incivilités dans un diagnostic vient du fait qu'elles dérangent et nuisent à la qualité de vie mais aussi que leur présence génère non seulement un sentiment d'insécurité mais également de la criminalité. L'incivilité comme ressors d'une dynamique criminogène a été théorisée par la théorie du « carreau cassé » et popularisée par l'approche dite de la tolérance zéro.

16 Kaumba, L. 2003. Approches de la criminalité dans la ville de Lubumbashi. Rapport de recherches effectuées durant la neuvième session des travaux de l'Observatoire du changement urbain. Août.

LA CRIMINALITÉ

Les taux de criminalité

A l'échelon des communes étudiées, les taux de cambriolage sur 3 ans sont les plus faibles dans la commune d'Annexe : 28.8% de résidents qui déclarent avoir été victime d'un cambriolage dans la commune. Les taux les plus élevés de cambriolage à Lubumbashi sont constatés à Kampemba (35.5%). A Mbujimayi les deux communes de Bipemba et de Muya connaissent un taux similaire à celui de Kampemba, à savoir de 35% et de 35.6% respectivement. Il est fréquent que l'on soit victime plusieurs fois de cambriolage sur une période de trois ans. A Annexe, cette victimisation à répétition concerne une victime sur deux (50.3%). Dans les autres communes, les taux de victimisation à répétition sont même sensiblement plus élevés. Ainsi, à Bipemba, 61% des victimes de cambriolage l'ont été plusieurs fois sur trois ans ; à Muya, 62.2% des victimes déclarent de même. Les taux présentés dans les tableaux ne tiennent pas compte de cette victimisation à répétition qui, si on tenait compte, feraient grimper les chiffres.

**TABLEAU 5: LES TAUX DE CRIMINALITÉ SUR TROIS ANS
PAR COMMUNE EN % DE VICTIMES**

	Annexe	Kampemba	Rwashi	Bipemba	Muya
	%	%	%	%	%
Cambriolages	28.8	35.5	33.9	35.0	35.6
Agressions	9.8	11.9	9.8	9.9	8.6

Kampemba n'a pas seulement le taux de cambriolage le plus élevé de Lubumbashi, ses résidents sont également plus souvent victime d'agression qu'ailleurs dans la ville. 11.9% des résidents de la commune déclarent avoir fait l'objet d'une agression dans la commune sur les trois dernières années. Les taux d'agression sont de 9.8% à Annexe et Rwashi et de 9.9% et 8.6% à Bipemba et Muya respectivement.

La problématique des violences sexuelles semble toucher avant tout Rwashi et Annexe, les taux de violences sexuelles y étant les plus élevés des cinq communes étudiées. Ces violences concernent 5.2% des résidents à Rwashi et 3.9% à Annexe et, si l'on restreint l'analyse seulement aux femmes, les taux s'emballent comme on le verra plus loin. A Mbujimayi, les taux sont très largement inférieurs à ceux de Lubumbashi et atteignent 1.7% et 1.6% respectivement à Bipemba et Muya. Les violences sexuelles sont traitées plus en détails dans la section sur le genre et la sécurité. On relèvera ici que les données de sondage sur cette problématique doivent être considérées avec une certaine réserve méthodologique. Les conditions de l'entretien affectent les réponses, comme ladite section sur le genre, le confirmera et il y a tout lieu de croire que les données présentées ici sous-estiment l'ampleur du problème.

Si on limite le calcul des taux aux résidents qui habitent la commune depuis plus de 3 ans, les taux de criminalité s'avèrent encore plus élevés que ceux qui sont présentés dans le tableau ci-dessus. Sachant que les taux étudiés dans ce diagnostic se rapportent à l'expérience d'un cambriolage ou d'une agression sur une période de trois ans dans la commune, limiter l'analyse aux résidents de longue date permet d'obtenir une meilleure image de la criminalité dans la commune. Cette considération est importante pour l'analyse car, on l'a vu dans le chapitre sociodémographique, la mobilité est importante notamment dans les communes de Lubumbashi et un nombre très important de résidents

LA SÉCURITÉ PUBLIQUE EN CHIFFRES

- parfois jusqu'à 50% - habitent la commune depuis moins de trois ans. En restreignant ainsi l'analyse aux résidents de plus longue date (trois ans et plus), les taux de criminalité s'avèrent légèrement supérieurs à ceux présentés précédemment. Le tableau suivant donne les chiffres.

Il s'avère que les taux de cambriolage sont de 39.8% à Rwashi qui devance ainsi Kampemba 37.9%. Les taux d'agressions sont toujours plus élevés à Kampemba et le taux grimpe à 14.3% de résidents de longue durée. Ces données limitées aux résidents de longue date confirment que les violences sexuelles sont un problème saillant surtout à Lubumbashi et, dans cette ville, notamment à Rwashi (5.6%) et à Annexe (3.5%).

TABLEAU 6: LES TAUX DE CRIMINALITÉ SUR TROIS ANS PAR COMMUNE POUR LES RÉSIDENTS DE PLUS DE TROIS ANS, EN % DE VICTIMES

	Annexe	Kampemba	Rwashi	Bipemba	Muya
	%	%	%	%	%
Cambriolages	30.9	37.9	39.8	35.3	37.6
Agressions	11.9	14.3	11.5	10.2	8.6
Violences sexuelles	3.5	2.6	5.6	1.6	1.6

L'évolution de la criminalité

Les données du sondage permettent d'observer également l'évolution récente de la criminalité. Les résidents ont été interrogés sur la date du dernier cambriolage subi. A Annexe, 52.9% ont indiqué que celui-ci s'est déroulé en 2016 contre 43.5% à Kampemba et 41.5% à Rwashi. Ces chiffres semblent indiquer que les cambriolages progressent plus rapidement à Annexe qu'ailleurs dans la ville même s'il faut considérer que ces différences sont partiellement un artefact du fait qu'il y eu deux semaines de décalage entre l'enquête à Rwashi (où l'enquête a débuté) et l'enquête à Annexe (où elle s'est achevée). On ne note pas de différences significatives pour les communes de Mbujimayi (l'enquête avait débuté à Muya et, 8 jours plus tard, s'est déroulée à Bipemba). Pour les agressions, les différences entre les communes de Lubumbashi sont faibles. Si 55.5% des victimes d'Annexe mentionnent que la dernière agression a eu lieu en 2016, cette proportion s'élève à 54.3% des victimes à Rwashi et 47.9% à Kampemba. A Mbujimayi, 41.6% des victimes mentionnent que la dernière agression a eu lieu en 2016 dans la commune de Muya contre 36.4% à Bipemba.

TABLEAU 7: POURCENTAGE DE VICTIMES PAR TYPE DE DÉLIT EN 2016, EN %

	Annexe	Kampemba	Rwashi	Bipemba	Muya
Cambriolages	52.9	43.5	41.5	44.2	43.6
Agressions	55.5	47.9	54.3	36.4	41.6
Violences sexuelles	52.3	57.1	52.6	45	42.1

LA SÉCURITÉ PUBLIQUE EN CHIFFRES

Les périodes de la journée dans lesquelles se déroulent les délits

L'essentiel des cambriolages – environ 80% - a lieu de nuit entre 22h et 6h du matin dans toutes les communes étudiées.

TABLEAU 8: L'HEURE DU CAMBRIOLAGE PAR PÉRIODE ET COMMUNE, EN %

	Annexe	Kampemba	Rwashi	Bipemba	Muya
Entre 22h et 6h	77.9	81.6	78.3	79.6	81.7
Entre 6h et 12h	4.7	4.2	5.6	6.2	5.0
Entre 12h et 18h	6.0	4.2	4.8	8.0	7.1
Entre 18h et 22h	11.4	10.0	11.3	6.2	6.2
Total	100%	100%	100%	100%	100%
N	317	380	373	401	420

Les agressions se déroulent également essentiellement après la tombée de la nuit à Lubumbashi. Dès 18h, le risque de se faire agresser augmente sérieusement dans les trois communes de Lubumbashi. A Mbuji-Mayi, il n'est pas rare que les agressions aient lieu également durant la journée, que ce soit le matin ou l'après-midi. A Muya, pratiquement une agression sur deux se déroule en plein jour. A Bipemba, un peu plus de 40% des agressions ont lieu en plein jour.

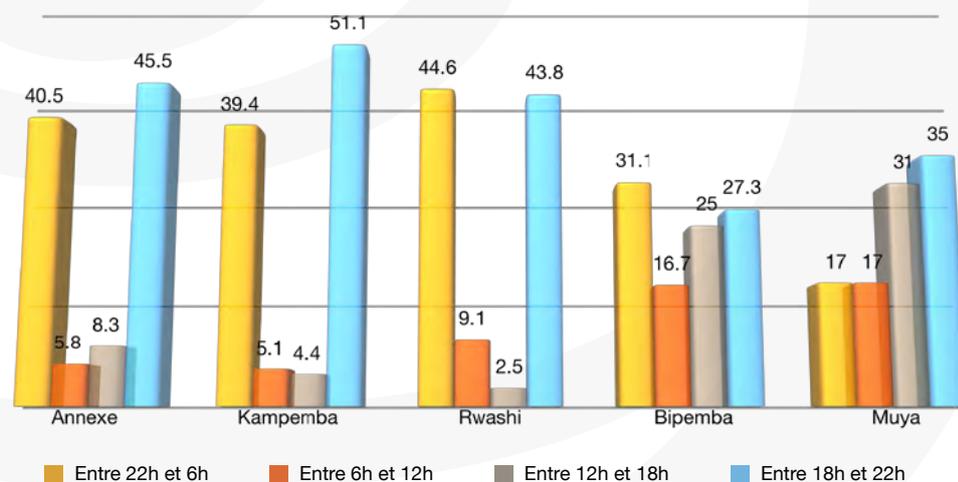


FIGURE 1: Périodes des agressions dans les 5 communes, en %

A Lubumbashi, pratiquement une agression sexuelle sur deux se déroule en plein jour et, cela, surtout les après-midis. En revanche, à Mbuji-Mayi, les agressions sexuelles semblent se dérouler plutôt de nuit même si, à Muya, plus de 40% des victimes rapportent que l'agression sexuelle s'est déroulée dans la journée.

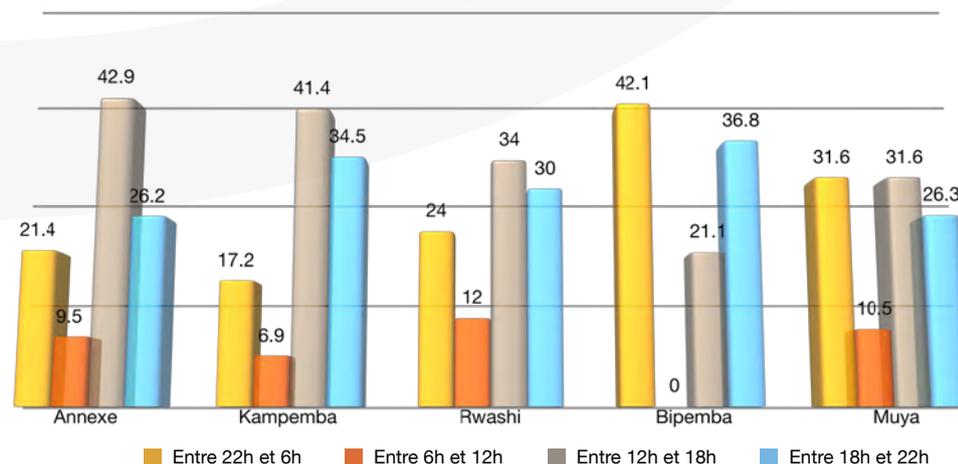


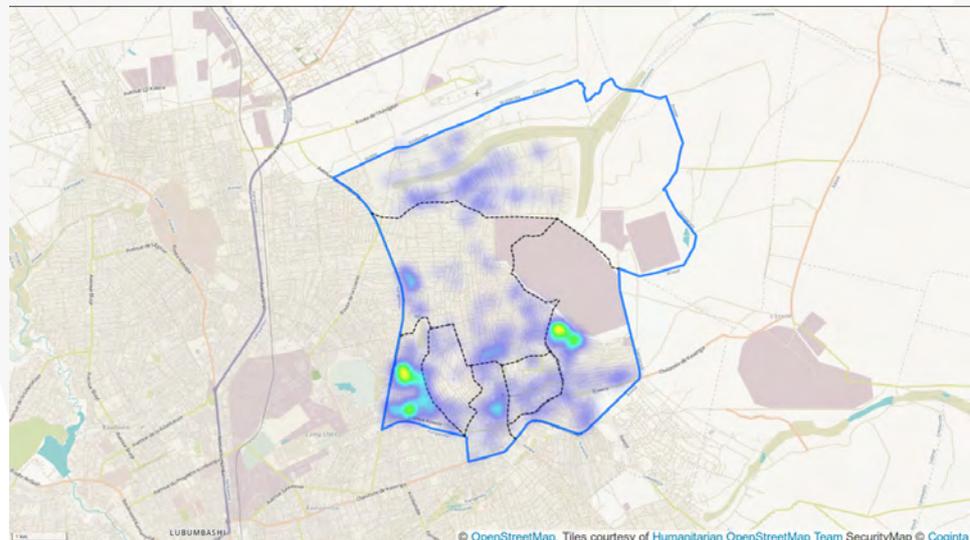
FIGURE 2: La période des agressions sexuelles dans les 5 communes, en %

LE PROFIL DES VICTIMES

L'agression

Le facteur qui explique le mieux la probabilité d'une agression est la fréquence de la présence, dans le quartier, de bandes de jeunes agressives. Dans une régression multiple, une telle présence multiplie la probabilité d'être victime d'une agression par un facteur de 1.81 (presque deux fois) et cette causalité s'observe dans les deux villes de Mbuji mayi et Lubumbashi.²¹ D'autres facteurs liés au contexte du quartier influencent la probabilité d'une agression, mais aucun ne le fait autant que la présence de bandes de jeunes. Cela confirme le lien suggéré par plusieurs études entre criminalité et les bandes de jeunes en RDC. Pour Shomba (Shomba 2015), les Shégués et Kuluna sont les principaux responsables de la criminalité à Kinshasa et Mbuji mayi. On reviendra plus loin dans ce chapitre sur le phénomène des bandes de jeunes pour tenter de le cerner un peu plus. Cependant, on peut déjà affirmer ici que la problématique des bandes de jeune est clairement identifiée ici comme un levier de l'insécurité et que toute démarche pour améliorer la sécurité dans les deux villes doit se confronter en priorité à cette problématique.

CARTE 8: Foyers de concentration des agressions dans la commune de Rwashi



D'autres variables contextuelles jouent un rôle. Un contexte de quartier où la consommation abusive d'alcool est plus fréquente qu'ailleurs augmente également le risque d'agression par un facteur de 1.67 à Mbuji mayi. Cette problématique n'a pas d'influence significative à Lubumbashi. Le risque d'agression est également sensiblement plus élevé dans un quartier que nous avons appelé sensible ou hypersensible dans ce diagnostic (cf. plus loin), mais cette fois seulement à Lubumbashi. Prenons l'exemple de la commune de Rwashi. Ainsi, par exemple, un résident de Congo a nettement plus de risque d'être agressé que s'il habite un quartier calme comme Luano par exemple. La carte de Rwashi suivante montre quels sont les foyers de concentration des victimes d'agression.

Si l'on se tourne maintenant vers des variables démographiques caractérisant les victimes, quelques différences transparaissent entre Mbuji mayi et Lubumbashi. A Lubumbashi, les victimes sont généralement issues de foyers plus pauvres, mais ne sont pas forcément plus jeunes et, surtout, ce sont avant tout les hommes qui subissent des agressions dans cette ville. Par rapport aux femmes, la probabilité de subir une agression augmente de 1.71 fois pour les hommes à Lubumbashi.

²¹ Pour mesurer les probabilités, nous utilisons des régressions logistiques en utilisant des modèles élaborés pour l'analyse. Ces régressions permettent d'identifier les facteurs ayant le plus de poids dans un modèle élaboré pour expliquer une relation et de mesurer l'effet des facteurs significatifs du modèle. Dans ces régressions, réalisées ici indépendamment pour chaque commune, les bandes de jeune sont à la fois le facteur ayant le plus de poids du modèle heuristique et déployant le plus d'effet sur la probabilité d'une agression.

LA SÉCURITÉ PUBLIQUE EN CHIFFRES

A Mbujimayi, l'origine du milieu n'a pas d'influence sur la prévalence de la victimisation. Cependant, ce sont cette fois en majeure partie les femmes qui sont les principales victimes d'agression dans cette ville. Elles sont 1.54 fois plus souvent victimes d'agression que les hommes. Les victimes les plus fréquentes, à Mbujimayi, sont généralement les jeunes de moins de 25 ans. A l'analyse, il s'avère que le taux d'agression à l'encontre des femmes est relativement stable quel que soit l'âge de la victime ; pour les hommes, ce sont surtout les plus jeunes qui sont victimisés. Les taux diminuent chez les plus âgés, chose qu'ils ne font pas avec les femmes.

Pour illustrer le propos, donnons quelques chiffres d'analyses bivariées sous forme de tableaux ou de graphiques.

TABLEAU 9: TAUX D'AGRESSION EN FONCTION DE LA PRÉSENCE OU NON DE BANDES DE JEUNES AGRESSIVES DANS LE QUARTIER PAR VILLE, EN %

	Présence de bande de jeunes agressives	
	Non	Non
Lubumbashi	6.7	6.7
Mbujimayi	6.2	6.2

TABLEAU 10: TAUX D'AGRESSION EN FONCTION DU GENRE PAR VILLE, EN %

	Femme	Homme
Lubumbashi	7.5	13.4
Mbujimayi	10.3	8.1

TABLEAU 11: TAUX D'AGRESSION EN FONCTION DE L'ORIGINE SOCIALE DE LA VICTIME

	Pauvre	Moyen	Aisé
Lubumbashi	10.9	10.3	5.3
Mbujimayi	8.5	11.4	6.6

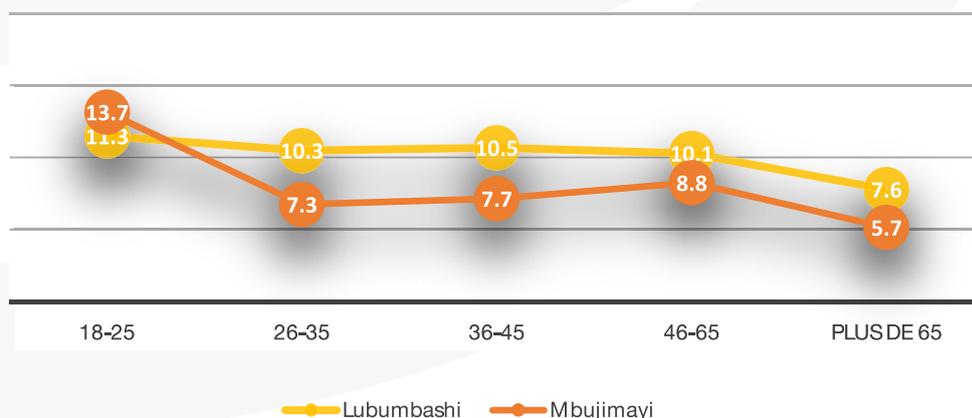


FIGURE 3: Taux de victimisation par catégorie d'âge à Lubumbashi et Mbujimayi

L'INCIVILITÉ

IMAGE 8: Insalubrité au marché de Kigoma



La série de tableaux suivants présentent les données sur la prévalence des incivilités par type d'incivilité dans les communes étudiées et, pour chaque incivilité, ils indiquent le degré de nuisance déclaré par les résidents sur une échelle de 1 (dérange très peu) à 10 (dérange énormément) sachant que 5 signifie la moyenne (dérange moyennement).

Les incivilités les plus fréquentes à Lubumbashi sont, dans l'ordre, les animaux errants, la consommation excessive d'alcool et l'insalubrité, suivies de scènes de drogues. Les autres incivilités sont nettement moins fréquentes.

Dans le périmètre de la ville de Lubumbashi, la commune de Kampemba est plus affectée que les autres communes par le problème de l'incivilité. La consommation abusive d'alcool y est l'incivilité la plus fréquente : 34.2% des résidents constatent ce phénomène fréquemment dans leur

quartier ; l'insalubrité y est également un problème persistant (30.2%) ainsi que les scènes de drogue (29.5%). Ces incivilités, avec les animaux errants, sont les plus fréquentes de la commune si l'on en croit les résidents. Ces problèmes sont nettement moins fréquents à Rwashi tandis qu'Annexe se situe en quelque sorte à mi-chemin entre les deux communes en matière d'incivilités. A Rwashi, par exemple, moitié moins de résidents qu'à Kampemba constatent fréquemment des scènes de drogue (14.5%). Même observation pour l'insalubrité : 16.3% des résidents constatent ce problème dans leur quartier à Rwashi contre 30.2% à Kampemba.

A Mbujimayi, les incivilités les plus fréquentes sont la consommation abusive d'alcool et les scènes de drogues. 33% des résidents estiment que la consommation excessive d'alcool est fréquente à Bipemba contre 25.6% à Muya. Quant aux scènes de drogues, 25.3% des résidents de Bipemba en constatent fréquemment dans leur quartier et 21.1% à Muya. Les résidents de Mbujimayi constatent également plus fréquemment qu'ailleurs des conflits entre résidents qui en viennent aux mains : 11.8% en constatent fréquemment à Muya et 9.3% à Bipemba. La problématique des jeunes agressifs et Shégués semble un peu moins saillante à Mbujimayi qu'à Lubumbashi. Alors que, par exemple, 17% des résidents en constatent fréquemment à Kampemba, seuls respectivement 7.8% et 6.1% des résidents de Bipemba et Muya constatent fréquemment ce problème.

La consommation excessive d'alcool, les bandes de jeunes agressives ou encore les scènes de drogue dérangent plus les résidents de Mubji Mayi que ceux de Lubumbashi. En se disant dérangés par ces phénomènes, les résidents de Mbujimayi expriment sans doute leur désarroi face à des phénomènes qui leur paraissent étroitement liés à la montée de l'insécurité qu'ils diagnostiquent dans la ville. Certains quartiers de la ville se sont révélés particulièrement dangereux pour les enquêteurs eux-mêmes qui furent parfois soumis à des filatures de jeunes et des menaces telles que l'on a redoublé de précaution lorsque l'on y menait l'enquête. On va revenir sur ces incivilités un peu plus loin dans ce chapitre.

Les résidents de Lubumbashi considèrent par exemple que l'insalubrité est l'incivilité la plus dérangeante. Au moment où se déroulait l'enquête, des cas de choléra étaient apparus dans la zone notamment de Kampemba qui ont coûté à son bourgmestre son

I

II

III

IV

V

VI

VII

VIII

IX

LA SÉCURITÉ PUBLIQUE EN CHIFFRES

poste et firent la une des médias. Les résidents de Kampemba étaient particulièrement concernés par la crise de l'insalubrité et, sans doute influencés par la psychose qui s'est emparée des quartiers, ont attribué au moment de l'enquête la note de 6.3 au problème de l'insalubrité en faisant du même coup l'incivilité la plus dérangeante de tout le diagnostic. Dans les quartiers de Bogonga et de Kafubu, les résidents ont même attribué à l'insalubrité les notes excessivement élevées de 7.96 et 7.39 respectivement.

Les résidents de Kampemba se sont également déclarés plus dérangés qu'ailleurs dans la ville de Lubumbashi par le problème des bandes de jeunes agressives et autres Shégués (5.83), les scènes de drogue (5.69) et de la consommation excessive d'alcool (5.59).

A Annexe, l'insalubrité n'est pas aussi problématique qu'ailleurs dans la ville et a obtenu la note de 4.77 dans le diagnostic. Les incivilités les plus dérangeantes de la commune d'Annexe sont les scènes de drogues (5.01) et les jeunes agressifs, Shégués et suicidaires (4.91).

A Rwashi, l'insalubrité était également considérée au moment de l'enquête comme étant l'incivilité la plus dérangeante. Sur une échelle de 1 (dérange peu) à 10 (dérange énormément), l'insalubrité a obtenu la note moyenne de 5.37 dans la commune. Ce problème est suivi des animaux errants (5.11). Les scènes de drogue ou les jeunes agressifs dérangent un peu moins les résidents de Rwashi qu'ailleurs : ces incivilités y obtiennent les notes de 4.73 et 4.56 respectivement.

L'incivilité la plus dérangeante de Bipemba est l'alcool abusif (6.18), suivi des scènes de drogues (5.84) et des jeunes agressifs et Shégués (5.74).

A Muya, les jeunes agressifs et Shégués dérangent le plus (5.67). Ce problème devance de peu les scènes de drogues (5.56) et l'alcool excessif (5.47).

TABEAU 13: PRÉVALENCE DES INCIVILITÉS À KAMPEMBA

	Parking sauvage	Dégradations	Bagarres	Jeunes agressifs	Drogues	Tapages nocturnes	Alcool excessif	Insalubrité	Animaux errants	Bruits route
	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
Non	89.6	82	50.8	63.1	42.1	65.5	33.9	39.8	34	62.4
Parfois	9.1	12	39.1	19.9	28.4	20.4	31.9	30.0	43.4	27.8
Souvent	1.3	6.0	10.1	17.0	29.5	14.1	34.2	30.2	22.6	9.8
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%
N	1180	1171	1178	1153	1068	1178	1117	1177	1177	1175
Degré de nuisance										
Moyenne	3.19	4.42		5.83	5.69	4.97	5.59	6.3	4.96	4.4

TABEAU 14: PRÉVALENCE DES INCIVILITÉS DANS LA COMMUNE DE RWASHI

	Parking sauvage	Dégradations	Bagarres	Jeunes agressifs	Drogues	Tapages nocturnes	Alcool excessif	Insalubrité	Animaux errants	Bruits route
	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
Non	91	77.3	57.8	72.9	55.2	69.4	41.2	53.5	40.9	65.6
Parfois	8.2	17.7	36.6	20.9	30.3	21.3	38.8	30.2	38.8	24.8
Souvent	0.8	5.0	5.6	6.2	14.5	9.3	20	16.3	20.3	9.6
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%
N	1228	1208	1210	1203	1120	1228	1174	1226	1222	1228
Degré de nuisance										
Moyenne	3.41	4.49		4.56	4.73	4.88	4.76	5.37	5.11	4.39

LA SÉCURITÉ PUBLIQUE EN CHIFFRES

TABLEAU 15 : PRÉVALENCE DES INCIVILITÉS DANS LA COMMUNE DE BIPEMBA

	Parking sauvage	Dégradations	Bagarres	Jeunes agressif	Drogues	Tapages nocturnes	Alcool excessif	Insalubrité	Animaux errants	Bruits route
	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
Non	94.7	81.5	44	74.6	42.3	59.8	38.2	59.9	52.5	71.7
Parfois	4.4	15.6	46.7	17.6	32.4	29.4	28.3	24.4	38.5	20.9
Souvent	0.9	3.0	9.3	7.8	25.3	10.8	33.5	15.7	9.0	7.4
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%
N	1183	1182	1194	1183	1154	1199	1165	1200	1191	1199
Degré de nuisance										
Moyenne	3.92	4.05		5.74	5.84	5.01	6.18	5.31	4.76	4.6

TABLEAU 16: PRÉVALENCE DES INCIVILITÉS À MUAYA

	Parking sauvage	Dégradations	Bagarres	Jeunes agressif	Drogues	Tapages nocturnes	Alcool excessif	Insalubrité	Animaux errants	Bruits route
	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
Non	94	68.4	46	77.8	46.2	62.4	41.9	49.2	59.9	73
Parfois	5.4	26.1	42.2	16.1	32.7	28.0	32.5	30.4	36.3	17.5
Souvent	0.6	5.5	11.8	6.1	21.1	9.6	25.6	20.4	3.8	9.5
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%
N	1189	1182	1191	1187	1121	1201	1142	1199	1196	1200
Degré de nuisance										
Moyenne	4.24	4.41		5.67	5.56	5.04	5.47	5.11	3.88	4.53

La problématique de la drogue

La carte suivante présente la distribution géographique des lieux de vente et de consommation de chanvre constatés par les résidents dans les trois communes étudiées de la ville de Lubumbashi. 3 zones majeures sont concernées et représentent les foyers principaux dans lesquels cette problématique fait surface. La commune de Kambempa, où le problème est le plus fréquent qu'ailleurs à Lubumbashi, présente deux foyers principaux. Le premier, au sud de la commune, se développe dans pratiquement tout le quartier autoconstruit de Bogonga, touche l'extrémité ouest de Bel Air 2 et se prolonge au sud dans la partie centrale du quartier Kampemba. Des foyers résiduels peuvent être observés également à Kafubu. C'est la zone principale que nos données permettent d'identifier.



IMAGE 9: Staff consommation de chanvre dans le quartier de Bogonga, commune de Kambempa

Le second foyer de vente et de consommation de chanvre semble prendre son départ dans le coin sud-est du quartier informel de Kibonga, traverse l'extrémité est du quartier Kabesha pour se répandre dans le quartier limitrophe de la commune de Rwash, à savoir le quartier Congo. Bogonga et Congo s'avèrent être des quartiers sensibles, voire hypersensibles, avec des taux généralement élevés de cambriolages, agression et d'incivilités. La consommation de chanvre dans ces zones contribue à la qualification de ces quartiers comme zones sensibles et l'un des leviers de l'insécurité à Kambempa.

LA SÉCURITÉ PUBLIQUE EN CHIFFRES

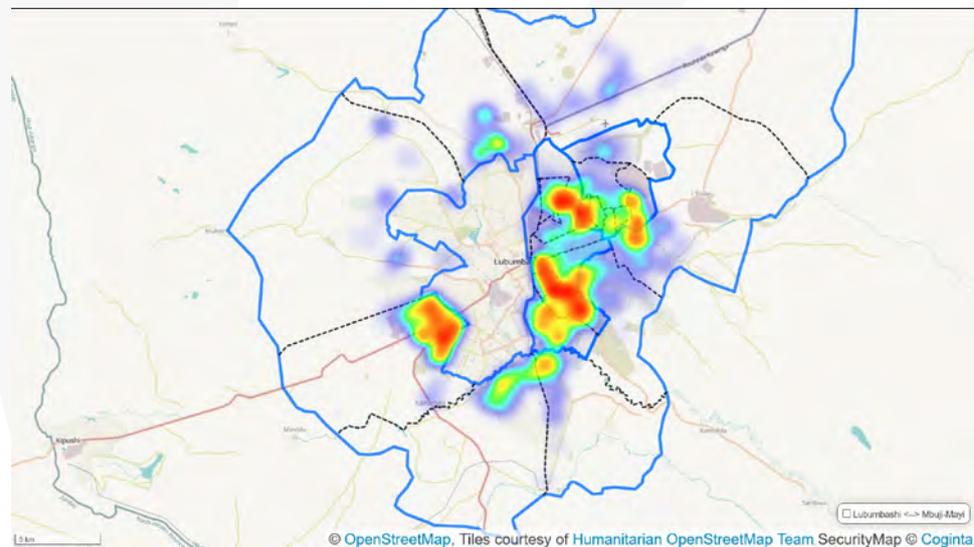
Le troisième foyer se situe quant à lui dans la commune d'Annexe au niveau du quartier de Kisanga au sud-ouest de la commune.

Des foyers mineurs sont également visibles sur la carte, comme les zones nord de Kasungami et Kalebuka ou encore à Luwuwoshi dans une petite zone qui chevauche la frontière avec Rwashi et se prolonge dans le quartier de Kalukuluku.

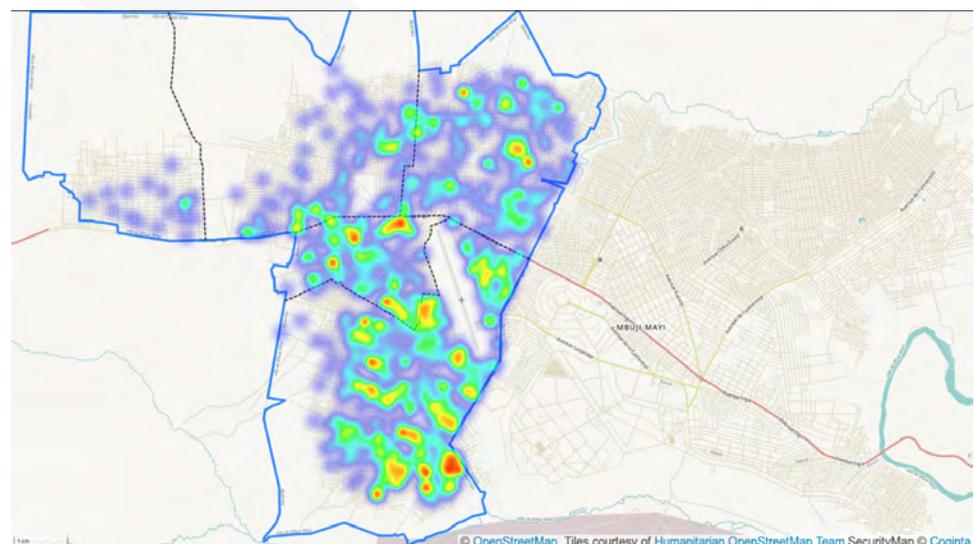
La vente et la consommation se fait ouvertement dans des lieux bien connus des habitants qui sont connus sous le nom de « staff » (cf. photo ci-contre) à Lubumbashi ou, à Mbuji-Mayi, de « Nganda » et où se vend également de l'alcool indigène hors de tout contrôle.

Si les points de vente et de consommation de drogues sont relativement circonscrits à Lubumbashi, ce n'est pas le cas de Mbuji-Mayi où, notamment dans la commune de Bipemba, le phénomène couvre pratiquement toute la commune indiscriminément tout en étant surtout fréquent dans toute la partie est et sud de la commune. Le phénomène est généralisé et visible pratiquement partout dans la commune Muya tout en étant nettement moins fréquent cependant qu'à Bipemba. Les points rouges sur ces cartes désignent les endroits où les résidents citent le plus souvent cette problématique dans leur quartier.

CARTE 9: La distribution géographique des points de vente et de consommation de chanvre à Lubumbashi



CARTE 10: Localisation des points de vente et consommation de chanvre à Bipemba (Mbuji-Mayi)



I

II

III

IV

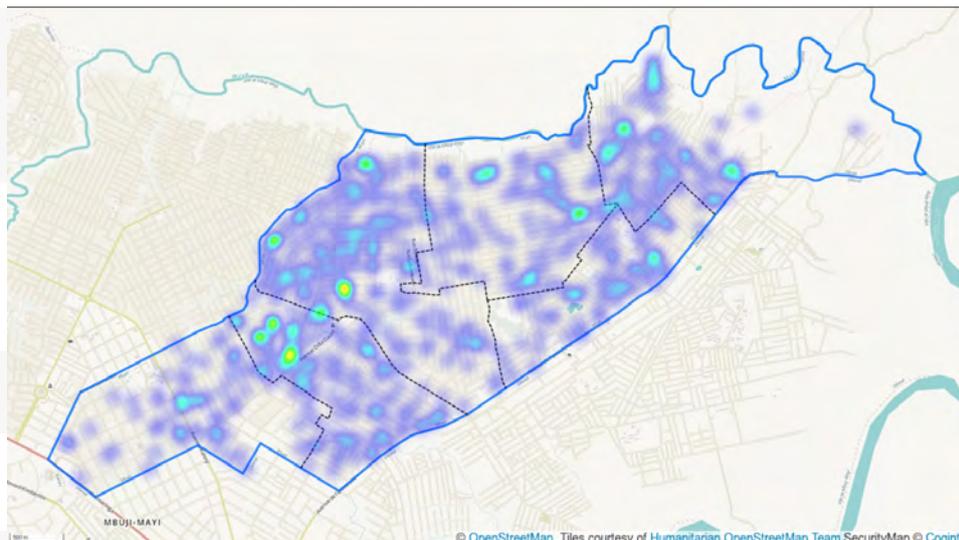
V

VI

VII

VIII

IX



CARTE 11: Localisation des points de vente et de consommation de chanvre dans la commune de Muya (Mbujimayi)

La problématique des bandes de jeunes agressives

Selon une recherche récente (Shomba 2015)²² sur le phénomène de la violence des jeunes en RDC, l'exode de masse qui s'est opérée vers des villes comme Kinshasa, Mbujimayi et Lubumbashi depuis les campagnes a contribué à une croissance urbaine désordonnée ainsi qu'à la marginalisation, la pauvreté et la précarité à la périphérie des villes qui accueille les migrants. Les ménages appauvris qui y résident, dit cette recherche, sans appui de l'Etat, voient leurs enfants généralement déscolarisés, grossir le nombre de jeunes vivant dans la rue et que l'on appelle communément « Shégués ». L'origine du nom, selon certaines interprétations, vient de Schengen en référence aux aspirations de la jeunesse de rejoindre le continent européen à la recherche d'une vie meilleure (cf. Kaumba 2003). Selon d'autres (Shomba 2015), il tire son origine d'une contraction et en référence à Che Guévara.

L'infrascolarisation, à savoir le fait qu'un individu n'ait pas suivi ou fini l'école primaire, est stable depuis une trentaine d'années. A Lubumbashi, le taux d'infrascolarisés se maintient à un niveau légèrement inférieur à 7% jusqu'à la tranche d'âge des 36-45 ans avant d'augmenter rapidement ensuite. A Mbujimayi, les taux d'infrascolarisation sont plus élevés qu'à Lubumbashi et se maintiennent aux environs de 20% jusqu'à 65 ans avant d'augmenter à 30% pour les plus de 65 ans. Ce sont essentiellement les femmes qui sont infrascolarisées à Mbujimayi (cf. infra, le chapitre sur la sécurité et le genre). La dernière génération des 18-25 ans compte sensiblement moins d'infrascolarisés (15.7%).

L'infrascolarisation touche plus certaines zones que d'autres. La couronne périphérique de Lubumbashi, et notamment ses quartiers sud qui accueillent l'immigration récente, présentent en effet des taux d'infrascolarisation plus élevés qu'ailleurs. Dans les quartiers autoconstruits de Kasungami, Kalebuka et Kisanga, les taux d'infrascolarisation sont les suivants : 19.6% à Kasungami, 12.1% à Kalebuka et 10.4% à Kisanga. Mais d'autres zones de Lubumbashi, les plus pauvres, marginalisées, insécurisées ne sont pas en reste avec Kampemba (16.5% d'infrascolarisés), Kigoma (9.6%) ou Bogonga (5.2%). Dans la commune de Rwashi, l'infrascolarisation touche des quartiers autoconstruits, mal viabilisés, et souvent peu desservis par la police, comme Congo (11.9%), mais aussi le nouveau quartier de Luano (13%) et certains quartiers populaires comme Matoleo et Kalukuluku (env. 10% chacun). Ces quartiers absorbent eux aussi une partie de l'immigration mais sont également des territoires où se sont repliés les déshérités et où se concentre la misère de Lubumbashi.

²² Shomba 2015. *Violences et exclusions urbaines en République démocratique du Congo, programme Ville sûres et inclusive*, Centre de recherches pour le développement international, 2015.

LA SÉCURITÉ PUBLIQUE EN CHIFFRES

FIGURE 4: Le niveau de scolarisation par tranche d'âge dans la ville de Lubumbashi

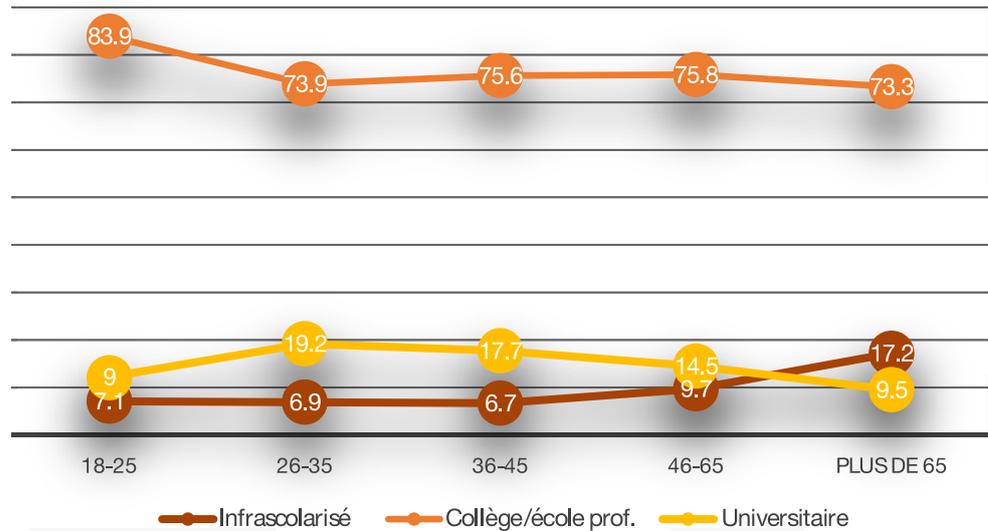
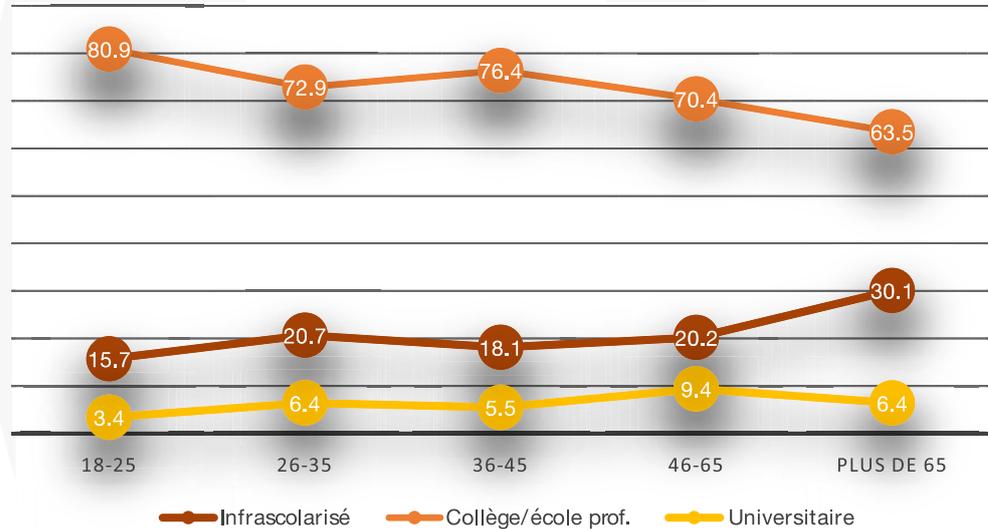


FIGURE 5: Le niveau de scolarisation par tranche d'âge dans la ville de Mbuji mayi



Une étude de l'Université de Lubumbashi (Kaumba 2003)²³ fut la première à identifier l'origine sociale et les multiples mécanismes d'exclusion amenant des enfants de Lubumbashi à rejoindre des groupes de Shégués. On ne décrira pas ces mécanismes ici mais on se contentera d'en lister quelques-uns : la précarité des ménages, avec 10 enfants en moyenne, et qui envoient leurs enfants dans la rue pour y vendre de beignets ou autre choses les rendant vulnérable aux bandes qui les recrutent ; l'abandon d'enfants, notamment à la suite du décès des parents ; l'accusation de sorcellerie d'enfants qui sont exclus de la famille ; les mauvais traitements dans le milieu familial ; l'attrait des mines artisanales où l'on poursuit un mythe d'enrichissement.

Une fois dans la rue, selon l'étude précitée, ces enfants intègrent un groupe qui a ses territoires d'opérations (les secteurs où ils vont choquer), ses spécialisations, ses zones de repli (les karema), ses rites de passage cruels, sa division sociale selon le genre, le type d'activité (les phaseurs et les vagabonds), ainsi qu'une structuration sociale dominée par les « souverains » (ou Kampompa pour les hommes et Kamponba pour les femmes) à Lubumbashi. Si certains, comme les phaseurs, travaillent quand ils le peuvent, d'autres vivent de menus larcins, volent, souvent après avoir pris de la drogue qui « donne du courage », pour survivre. A Mbuji mayi, des groupes de Shégués qui perturbent la paix sociale sont appelés les bana bamukisalu en tshiluba (Shomba et Olela 2015)²⁴.

²³ Kaumba, 2003. *Op. cit.*

²⁴ Shomba et Olela, 2015. *Monographie de la ville de Mbuji mayi. Op cit. p. 64.*

LA SÉCURITÉ PUBLIQUE EN CHIFFRES

Le phénomène shégué est sans doute à distinguer de la gangstérisation de bandes qu'on appelle les Kuluna ou, à Mbujimayi mais aussi à Lubumbashi, les « suicidaires » et qui forment de véritables gangs dangereux et armés. L'origine de ces gangs n'est pas certaine. Ces gangs sont en partie des « spécialisations » issues des rangs de Shégués mais ils ont également d'autres origines, du moins historiquement, et sont associés, selon (Shomba et Olola, 2015) à des cercles sportifs informels (pomba, arts martiaux). Mpana Tshintenge wa Masengu (2015)²⁵ avance qu'ils ont leurs origines historiques dans les combats de rue que se livraient ces cercles sportifs informels, appelées des écuries, dans certains quartiers de Kinshasa et qui tendaient à dégénérer dans des cycles de violence entre groupes. Le culturisme joue toujours un rôle symbolique important dans l'identité des groupes de Kuluna. Le nom de Kuluna, qui signifie « colonne » en portugais, tire son origine d'une référence aux éléments de l'UNITA de Jonas Savimbi qui ravageaient tout ce qu'ils rencontraient dans les zones gouvernementales. Selon Shomba (2015), l'origine sociale des Kulunas est la suivante : des jeunes désœuvrés et drogués (66.5%), de jeunes démobilisés de l'armée ou de groupes (17.7%) et notamment d'ex agents de forces de l'ordre (9.1%). Les Kuluna sont organisés autour d'un chef de gang, d'une équipe qui forme la « ceinture » du chef et des membres parmi lesquels des « copines » chargées des « sales besognes essentielles, spécialement le guet-apens » (Shomba 2015, p. 38, gangstérisme juvénile à Kinshasa, op cit.)

Sans que l'on dispose d'une véritable typologie sûre pour ces phénomènes en RDC, une autre catégorie de groupes criminels, plus spontanés, des sortes de gangs du coin de la rue, appelé des « bana », semble exister également, notamment à Mbujimayi. Ce sont des groupes de jeunes désœuvrés, amateurs de chanvre et consommant l'alcool local (kabumwa, tshitshampa, mala super), qui se retrouvent dans des coins de rue qu'ils occupent et qui peuvent avoir des comportements criminels une fois la nuit tombée (Shomba et Olola 2015 ; Kuna Maba, 2013²⁶).

Dans quelle mesure certains de ces groupes peuvent jouer également un rôle dans l'autodéfense des quartiers, comme on a pu l'observer dans des villes guinéennes par exemple (Coginta 2014)²⁷, reste à élucider.

Lorsque l'on parle de bande de jeunes agressives dans le diagnostic c'est à cet ensemble diffus de groupes – Shégués, Kuluna, Suicidaires, écuries – que l'on se réfère et non à un type particulier.

La série de cartes suivante permet d'observer la localisation de ces bandes de jeunes par commune à partir du constat qu'en font les résidents dans leur quartier. A Lubumbashi, la présence de bandes de jeunes est relativement circonscrite dans des zones qui correspondent à des quartiers sensibles, à dominante d'habitat autoconstruit, où d'autres incivilités comme la vente et consommation de chanvre et d'alcool tendent également à se concentrer. A Annexe, les quartiers les plus touchés sont Kisanga et Luwuwoshi dans des zones également assez bien circonscrites. Le territoire des cellules de Naviundu et de Kalebuka est également investi par les bandes de jeunes. A Kampemba, les quartiers principaux où sévissent des bandes de jeunes sont les deux quartiers sensibles et autoconstruits de Bogonga et Kigoma. A Rwashi, ces bandes de jeunes sont actives essentiellement dans le quartier de Congo, qui lui aussi cumule les problèmes, et le nord du quartier de Kalukuluku qui jouxte la mine.

Mbujimayi présente une situation assez différente dans la mesure où les bandes de jeunes ne sont pas confinées dans des territoires circonscrits au sein de quelques quartiers mais s'avèrent un phénomène diffus qui touche pratiquement tous les quartiers. Dans la commune de Bipemba, pratiquement aucune zone n'est épargnée à l'exception de la zone ouest de la commune (Basanga et une bonne partie de Makala). Bipemba est comme mitée par ce problème qui évoque plutôt l'idée de gangs du coin de la rue. La commune de Muya est moins touchée par le phénomène, mais celui-ci est également assez diffus dans toute la partie ouest, plus urbaines, de la commune.

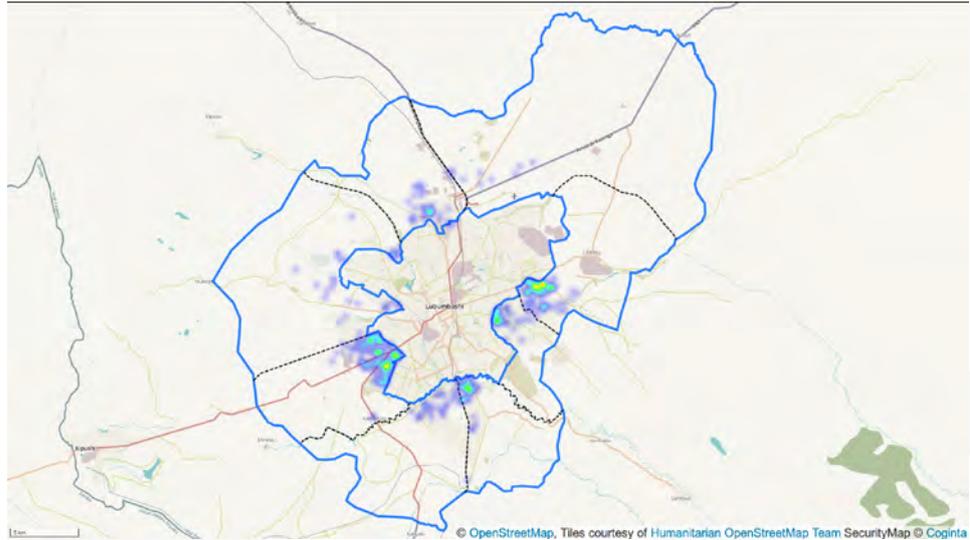
²⁵ Mpana Tshintenge wa Masengu, J. P., "Le va-et-vient entre les centres de détention et la cité à l'aune des opinions des habitants de la commune de Ngaba", dans *Mouvement et enjeux sociaux, numéro spécial, Septembre 2015*, pp. 41-47

²⁶ Kuna Maba, G. 2013. *Le phénomène kuluna à Kinshasa : le gangstérisme de rue et les moyens d'en finir*, Kinshasa, Ed. MES.

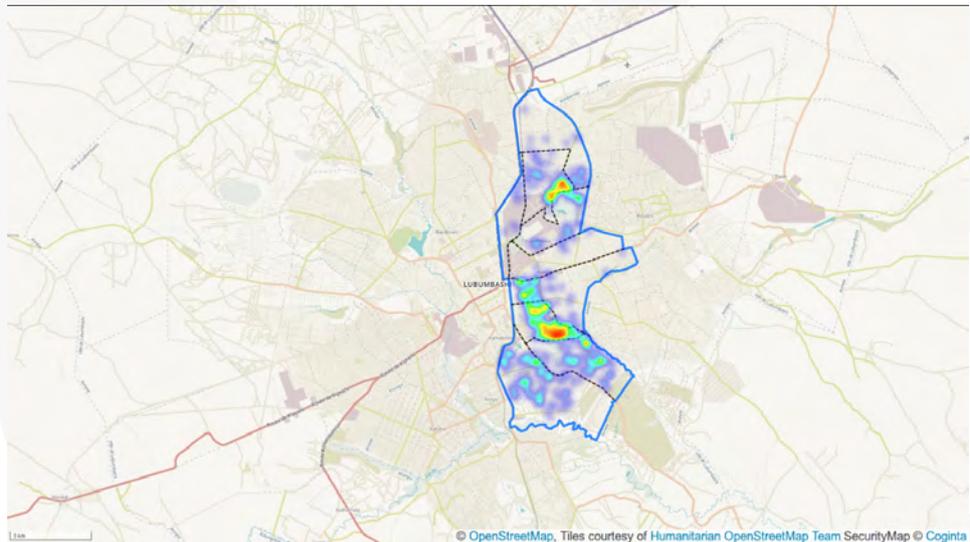
²⁷ Coginta, 2014. *Diagnostic local de sécurité 2014. Un outil au service de la réforme de la police nationale guinéenne et du pilotage de la police de proximité dans les communes de Matam, Ratoma, Mototo et N'Zérékoré*. Coginta, Genève.

LA SÉCURITÉ PUBLIQUE EN CHIFFRES

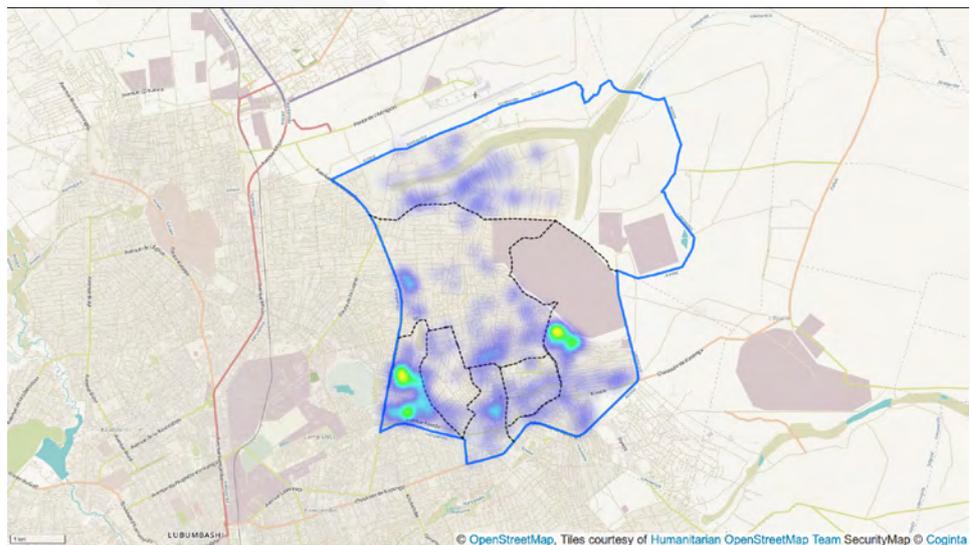
CARTE 12: Localisation des bandes de jeunes agressives dans la commune d'Annexe



CARTE 13: Localisation des bandes de jeunes agressives dans la commune de Kampemba



CARTE 14: Localisation des bandes de jeunes agressives dans la commune de Rwashi



I

II

III

IV

V

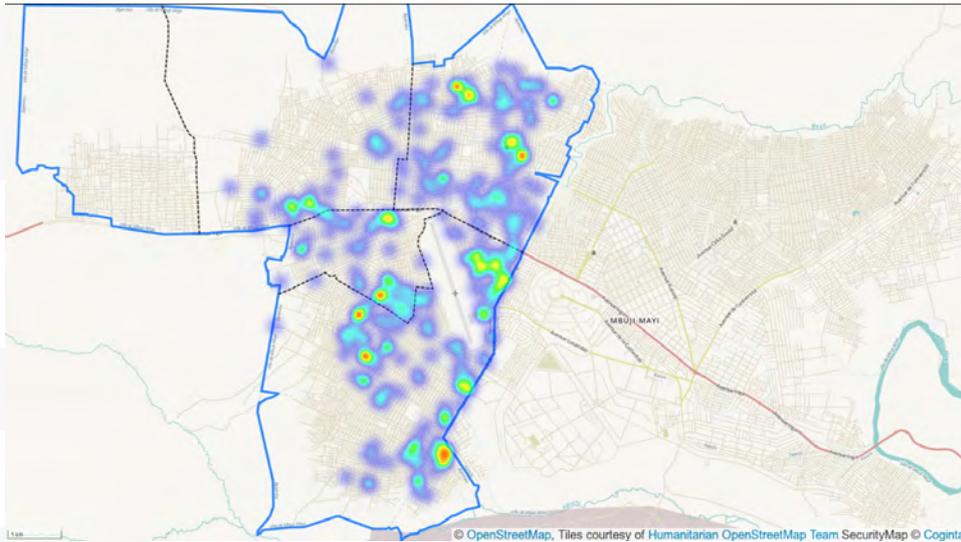
VI

VII

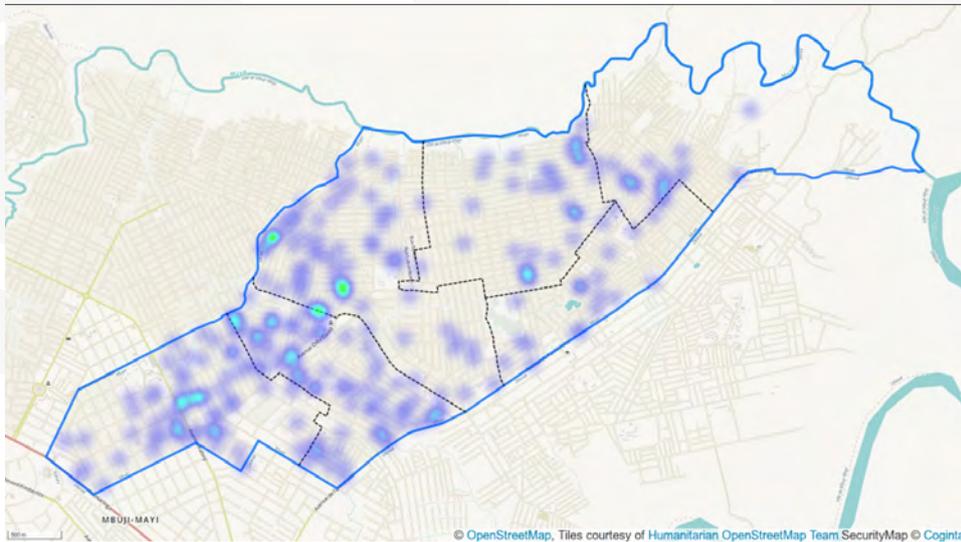
VIII

IX

LA SÉCURITÉ PUBLIQUE EN CHIFFRES



CARTE 15: Localisation des bandes de jeunes agressives dans la commune de Bipemba



CARTE 16: Localisation des bandes de jeunes agressives dans la commune de Muya

CHAPITRE III

LA PERCEPTION DE L'INSÉCURITÉ



IMAGE 10: Forum de quartier à Kasungami pour discuter des problèmes de sécurité dans le quartier

Plusieurs indicateurs de l'insécurité telle qu'elle est perçue par les résidents ont été mesurés à travers le sondage. Le premier indicateur est le positionnement de l'insécurité dans l'ordre des préoccupations des résidents. Le deuxième groupe d'indicateurs est le degré d'inquiétude manifesté par les résidents par rapport au risque d'être victime d'un délit en fonction de plusieurs types de délits. Le troisième groupe d'indicateurs s'attache à analyser le sentiment d'insécurité lorsqu'on marche seul de jour ou de nuit dans les rues de son quartier en reprenant une question standardisée à l'échelle internationale. Le quatrième et dernier groupe est formé par les estimations des résidents du niveau de sécurité dans leur quartier et de l'évolution de la sécurité sur les 12 mois précédant l'interview.

LA PERCEPTION DE L'INSÉCURITÉ

LA POSITION DE L'INSÉCURITÉ DANS L'ORDRE DES PRÉOCCUPATIONS

L'insécurité est l'une des préoccupations majeures des résidents de deux villes étudiées.

Voyons ce qu'il en est de Lubumbashi tout d'abord. Dans la ceinture de Lubumbashi qui absorbe une bonne partie de l'immigration rurale, l'emploi préoccupe les résidents plus qu'ailleurs. 23.3% des résidents de la commune d'Annexe placent ainsi l'emploi en tête des problèmes. A Kampemba et Rwashi, l'emploi est cité par 15.9% et 17.9% des résidents respectivement.

C'est à Kampemba que l'insécurité préoccupe le plus les résidents. 25.9% des résidents de la commune se disent préoccupés en priorité par ce problème. Cette proportion est assez proche à Annexe (23.2%) et à Rwashi (21.3%).

En règle générale, l'accès à l'eau et l'accès à l'électricité sont des problèmes récurrents dans les trois communes de Lubumbashi. L'électricité s'avère même la préoccupation la plus fréquemment citée à Annexe (24%) et l'accès à l'eau le plus fréquemment à Rwashi (23.8%).

Mbuji mayi se démarque de Lubumbashi par la centralité que revêt la problématique de l'insécurité dans l'ordre des préoccupations des résidents. A Bipemba, 36.7% des résidents placent en effet l'insécurité en tête de leurs préoccupations. A Muya, 34.3% le font. Dans cette ville mise à genoux par la faillite de la MIBA, l'emploi arrive en seconde position des préoccupations de ses habitants. A Bipemba, 28% des résidents placent ainsi l'emploi en tête des problèmes contre 22.8% des habitants de Muya. La centralité des problèmes de l'insécurité et de l'emploi relègue au second rôle en quelque sorte tous les autres problèmes. L'accès à l'eau et à l'électricité qui, bien que la ville soit mal desservie en services, sont des problématiques plus marginales pour les habitants par rapport à la sécurité et l'emploi. En particulier, l'accès à l'électricité revêt pratiquement les attributs d'un produit de luxe aux yeux des habitants.

TABLEAU 17: LES PROBLÈMES PRINCIPAUX SELON LES RÉSIDENTS PAR COMMUNE EN %

	Annexe	Kampemba	Rwashi	Bipemba	Muya
	%	%	%	%	%
Emploi	23.3	15.9	17.9	28.0	22.8
Insalubrité	3.1	7.1	4.2	2.8	3.4
Pénurie de logement	1.1	1.4	0.7	0.8	1.3
Nuisances sonores	0.1	0.8	1.2	0.1	0.4
Circulation routière	1.1	0.7	0.9	2.0	2.4
Insécurité et criminalité	23.2	25.9	21.3	36.7	34.3
Accès à l'électricité	24.0	21.2	19.9	6.1	11.0
Accès à l'eau	21.7	21.4	23.8	19.4	17.6
Pas de problème	1.1	1.5	2.0	1.1	1.3
Autre	1.3	4.1	8.1	3.0	5.5
Total	100%	100%	100%	100%	100%
N	1218	1179	1230	1204	1198

Indépendamment du quartier de résidence, le profil des résidents qui placent l'insécurité en tête de leurs préoccupations est le suivant : ce sont avant tout les insécurisés de nuit (mais aussi les insécurisés de jour), ceux qui estiment probable d'être victimes d'un crime dans les prochains 12 mois, ceux qui ont une mauvaise image de la police et ceux qui

ont fait l'objet récemment d'une agression ou d'un cambriolage qui placent l'insécurité en tête des problèmes. La probabilité que l'insécurité soit considérée comme problème principal d'un quartier est multipliée par un facteur de 1.85 chez les insécurisés de nuit, de 1.48 chez les insécurisés de jour, de 1.81 chez ceux qui pensent probable d'être victime d'un crime dans les prochains 12 mois ; cette probabilité est multipliée par 1.57 pour les victimes d'agression, par 1.51 par les victimes de cambriolage. Les incivilités, en revanche, ne jouent pas directement de rôle dans ce positionnement. Elles le font indirectement dans la mesure où elles jouent un rôle critique dans l'explication du sentiment d'insécurité. Notons que les hommes sont 1.3 fois plus susceptibles que les femmes de considérer que l'insécurité est le défi principal du quartier. En mode bivarié, ou tableau croisé, 32.6% des hommes placent l'insécurité en tête des problèmes du quartier alors que seules 23.9% des femmes le font.²⁸ Les femmes sont plus préoccupées que les hommes par l'accès à l'électricité et l'insalubrité.

L'INQUIÉTUDE FACE À LA CRIMINALITÉ

Les résidents manifestent une assez grande inquiétude face à la probabilité d'être personnellement victime d'un délit. Grosso modo, à Mbujimayi l'inquiétude concerne avant tout les cambriolages et les résidents des deux communes se déclarent plus inquiets qu'à Lubumbashi face au risque d'être victimes de tels actes : plus de 80% se disent inquiets d'être cambriolés. L'agression préoccupe un peu moins les résidents de Bipemba et de Muya. Par exemple, 53.3% des résidents de Bipemba se déclarent inquiets face au risque d'agression et 41.5% se déclarent inquiets d'être victime d'agression sexuelle.

A Lubumbashi, les résidents se déclarent pratiquement aussi inquiet d'être cambriolés que d'être agressés. A Annexe, la crainte de l'agression (73.3%) est même légèrement supérieure à celle d'être cambriolés (72.6%). A Mbujimayi, la peur de l'agression reste néanmoins élevée (plus de 1 résident sur 2 manifeste une inquiétude face à ce risque) sans atteindre les niveaux d'Annexe (73.3%) et de Kampemba (70.9%). Ils se situent à Muya à 56% et à Bipemba à 53.3%.

L'inquiétude face au risque d'être victime de violences sexuelles est la plus élevée à Annexe (54.7%) et la moins élevée à Bipemba (41.5%). Cet indicateur vient nuancer le résultat précédent qui tendait à montrer que Mbujimayi connaissait des taux faibles d'agression sexuelle. Le sous-rapportage, pour des raisons culturelles, étant toujours possible. Mesuré à l'aune de la question sur les « craintes » d'une agression sexuelle, les chiffres de Bipemba et Muya sont maintenant comparable à ceux de Rwashu et Kampemba. Seule Annexe se démarque clairement du lot. Ces taux sont désagrégés selon le genre dans le chapitre consacré au genre et la sécurité reproduit plus loin.

Interrogés sur la probabilité d'être victime d'un crime dans les 12 prochains mois, c'est à Mbujimayi que cette probabilité est jugée la plus élevée. Cela conforte le statut de l'insécurité comme préoccupation principale dans cette ville. 61.7% des résidents de Bipemba et 57.6% à Muya jugent probable d'être victime d'un crime sur les 12 prochains mois. A Lubumbashi, ces taux sont moins élevés. C'est à Kapemba où l'on estime le plus probable d'être victime d'un crime (52.6%) et à Rwashu que cette probabilité est jugée la moins élevée (48%).

²⁸ Pour rappel, en mode bivarié, les chiffres ne sont pas identiques avec les chiffres d'une régression qui contrôle l'effet d'un facteur par les autres facteurs inclus dans le modèle d'analyse.

LA PERCEPTION DE L'INSÉCURITÉ

TABLEAU 18: POURCENTAGE DE RÉPONDANTS MANIFESTANT UNE INQUIÉTUDE FACE AU RISQUE D'ÊTRE VICTIME D'UN CRIME PAR TYPE DE CRIME ET COMMUNE, EN %

	Annexe	Kampemba	Rwashi	Bipemba	Muya
Cambriolage	72.6	78.1	72.3	82.6	80.5
Agression	73.3	70.9	63.1	53.3	56.0
Violences sexuelles	54.7	46.1	42.0	41.5	42.9

TABLEAU 19: LA PROBABILITÉ D'ÊTRE VICTIME D'UN CRIME DANS LES 12 PROCHAINS MOIS PAR COMMUNE EN %

	Annexe	Kampemba	Rwashi	Bipemba	Muya
	%	%	%	%	%
Improbable	50.5	47.4	52.0	38.3	42.4
Probable	49.5	52.6	48.0	61.7	57.6
Total	100%	100%	100%	100%	100%
N	1162	1141	1112	1080	1083

LE SENTIMENT D'INSÉCURITÉ

Ce diagnostic mesure le sentiment d'insécurité à partir d'une question standardisée dans les enquêtes de victimisation internationales et qui consiste à demander aux personnes interrogées s'ils se sentent tout à fait, assez, pas vraiment ou pas du tout sécurisés lorsqu'ils marchent seuls dans les rues de leur quartier après la tombée de la nuit. Comme le sentiment d'insécurité ne se manifeste pas uniquement de nuit, nous avons posé deux questions séparées permettant de mesurer le sentiment d'insécurité de nuit comme de jour.

Le tableau suivant permet d'observer que, de jour, un nombre élevé de personnes se sentent en insécurité dans les rues de leur quartier à Mbujimayi alors que, à Lubumbashi, à l'exception de Rwashi, la situation est meilleure. De jour, c'est à Muya que les résidents se sentent le moins en sécurité. 21.4% de ses résidents déclarent y avoir peur lorsqu'ils marcher seuls dans leur quartier en plein jour. Certaines zones de Muya génèrent plus d'insécurité que d'autres. On verra dans la partie consacrée à Muya que le taux d'insécurisés le jour atteint un record avec le taux de 31.3% pour la zone du forum de Lubilanji.

Les communes de Bipemba à Mbujimayi et de Rwashi à Lubumbashi ont des taux similaires d'insécurisés de jours, soit 17.9% et 17.8% respectivement. A Kampemba, bien que la commune soit plus touchée que les autres par la criminalité et les incivilités, le taux d'insécurisés de jour reste limité (10.3%) et se rapproche du taux le moins élevé du diagnostic que l'on observe dans la commune d'Annexe (9%).

De nuit, l'ordre des communes est pratiquement inversé. C'est essentiellement à Annexe et Kampemba que le taux d'insécurisés est le plus élevé (respectivement 80% et 81.1%) alors qu'il est de 73.9% à Rwashi et de 77% environ pour les deux communes étudiées de Mbujimayi. Mais même si les taux de Mbujimayi sont légèrement en retrait, ils restent élevés puisque quatre personnes sur cinq se déclarent insécurisées la nuit lorsqu'elles marchent seules dans les rues de leur quartier.

TABLEAU 20: LE POURCENTAGE D'INSÉCURISÉS DE JOUR ET DE NUIT PAR COMMUNE

	Annexe	Kampemba	Rwashi	Bipemba	Muya
Insécurisés de jour	9.0	10.3	17.8	17.9	21.4
Insécurisés de nuit	80.0	81.1	73.9	77.6	77.3

LA PERCEPTION DE L'INSÉCURITÉ

Toutes zones confondues, les insécurisés, mesurés à partir de cette question, craignent avant tout de se faire agresser dans la rue. Les victimes de délits ne sont pas forcément plus insécurisées de jour que les autres. C'est plutôt la perception de la probabilité d'une agression qui explique le sentiment d'insécurité. Les personnes qui se déclarent inquiètes quant au risque d'agression se disent plus de 3.23 fois plus souvent que les autres insécurisées de jour. L'insécurité de jour est également liée aux incivilités. Plus le quartier connaît un problème de drogues et plus l'on tend à se sentir insécurisés (facteur de 1.3). La présence de jeunes agressifs dans le quartier insécurise également (facteur de 1.29). Les femmes, plus vulnérables aux agressions et notamment aux agressions sexuelles, sont 1.49 fois plus insécurisées que les hommes. Si les résidents estiment que la police connaît bien le terrain, elles ont tendance à se déclarer plus sécurisées (facteur de 1.46).

Les facteurs qui ont une influence positive et rassurante à Lubumbashi sont avant tout la compétence de la police. Lorsque les résidents estiment que la police ne connaît pas bien le terrain dans le quartier, ils sont 25.7% à se dire insécurisés de jour contre 9.6% pour ceux qui estiment que la police est compétente. L'insécurité ressentie n'est pas liée à l'âge des répondants ou leurs revenus. En revanche, les hommes (14.5%) se déclarent plus insécurisés que les femmes (10.2%).

L'ESTIMATION DU NIVEAU DE SÉCURITÉ

Les notes qu'obtient la sécurité sur une échelle de 1 (très mauvais) à 10 (très bon) sont très similaires dans les 5 communes étudiées et inférieure à la moyenne de 5. Les communes d'Annexe et de Kampemba obtiennent les moins bonnes notes (3.89 et 3.92 respectivement) alors que Muya, qui a la meilleure note. Ainsi, même si l'insécurité est jugée par de nombreux résidents de Mbujimayi comme étant leur préoccupation majeure, cela ne se traduit pas par des notes plus basses qu'à Lubumbashi.

TABLEAU 21: LE NIVEAU DE SÉCURITÉ SUR UNE ÉCHELLE DE 1 À 10 DANS LES COMMUNES

	Annexe	Kampemba	Rwashi	Bipemba	Muya
Moyenne	3.89	3.92	4.0	4.12	4.31
N	1218	1182	1234	1205	1205

L'ÉVOLUTION DE LA SÉCURITÉ

L'évolution de la sécurité est mesurée dans le sondage à partir d'une question portant sur les 12 derniers mois. A Mbujimayi, une proportion importante de résidents estime que la sécurité publique se dégrade depuis une année. Ils sont même 33.8% à Bipemba et 29% à Muya pour penser qu'elle se dégrade « fortement ». A Bipemba, pratiquement un résident sur deux pense que la sécurité se dégrade (46.9%) (« un peu » et « fortement »).

A Lubumbashi, seuls les résidents de Kampemba s'avèrent également nombreux (27.7%) à partager le même sentiment d'une dégradation de la sécurité. Le sentiment qui prédomine cependant à Lubumbashi est que la situation de la sécurité publique stagne et reste inchangée. Près d'un résident sur deux pense de cette manière dans les communes de Lubumbashi. 55.5% pensent ainsi à Annexe, 49.6% à Kampemba et 47.5% à Rwashi.

S'il y a très peu de résidents qui estiment que la sécurité s'améliore à Lubumbashi (environ 9% à Annexe et Kampemba et 17.7% à Rwashi), en revanche, à Mbujimayi, près d'un résident sur trois (31% environ) perçoit une amélioration. En général, on parle d'une petite amélioration (environ 27%). A Mbujimayi pourtant, même si cela est plus controversé, le pessimisme est de rigueur. 46.9% pensent que la sécurité se dégrade à Bipemba et 43.7% partagent cet avis à Muya. On verra plus loin, dans la section consacrée aux forums de

I

II

III

IV

V

VI

VII

VIII

IX

LA PERCEPTION DE L'INSÉCURITÉ

quartier de Mbujimayi, que ce pessimisme est particulièrement marqué dans une zone élargie située au cœur de Mbujimayi et que, dans la périphérie, les choses vont légèrement mieux.

TABLEAU 22: L'ÉVOLUTION DE LA SÉCURITÉ DANS LES COMMUNES SUR LES 12 DERNIERS MOIS, EN %

	Annexe	Kampemba	Rwashi	Bipemba	Muya
	%	%	%	%	%
Fortement dégradée	23.7	27.7	22.3	33.8	29.0
Un peu dégradée	11.2	13.4	12.7	13.1	14.7
Pas de changement	55.5	49.6	47.5	22.1	25.3
Un peu améliorée	8.8	7.7	15.7	27.7	27.8
Beaucoup améliorée	0.9	1.3	1.9	3.4	3.1
Total	100%	100%	100%	100%	100%
N	1110	1070	1010	1169	1139

CHAPITRE IV

LES COMPORTEMENTS DES RÉSIDENTS EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ



IMAGE 11: Marché Rail, Kigoma. L'administrateur du marché en discussion avec des shégus

Cette section examine les comportements des résidents en matière de sécurité de manière comparative. On y passe en revue les comportements de dénonciation tour à tour pour les différents types de délits et les incivilités. Est-ce que les victimes de délit et d'incivilité déposent plainte ou dénoncent les cas ? A qui s'adressent-elles lorsqu'elles le font ? On distinguera entre des stratégies de résignation, des stratégies formelles, des stratégies hybrides de dénonciation et finalement des stratégies plus sociales de plainte ou dénonciation. On verra, dans cette section que le type de stratégie dépend notamment des délits et varie en fonction de plusieurs facteurs qu'on tâchera d'identifier. Cette section examinera également les comportements en matière de prévention en discutant les choix des résidents entre les stratégies individuelles de durcissement des cibles et stratégies collectives, communautaires, de prévention et de protection.

I

II

III

IV

V

VI

VII

VIII

IX

LA DÉNONCIATION DE LA CRIMINALITÉ

Déposer plainte à la police ne va pas de soi dans les villes de Lubumbashi et de Mbuji mayi et, comme on va le voir, les victimes choisissent souvent de se tourner vers d'autres acteurs que la police lorsqu'elles décident d'entreprendre des démarches. Le tableau X permet d'observer dans quelle mesure les victimes de délit choisissent d'entreprendre des démarches à la suite d'un cambriolage.

TABLEAU 23: LES TAUX D'INFORMATION PAR TYPE DE CRIMINALITÉ ET PAR COMMUNE EN %

	Annexe	Kampemba	Rwashi	Bipemba	Muya
	%	%	%	%	%
Cambriolages	46.8	54.5	57.1	56.1	66.2
Agressions	62.2	57.1	61.0	53.9	57.3
Violences sexuelles	59.1	72.4	61.0	84.2	73.7

Bien souvent – et cela surtout pour les cambriolages – les résidents n'entreprennent aucune démarche. A Annexe, par exemple, plus d'un résident sur deux ne fait rien à la suite d'un cambriolage. Cette stratégie – qu'on peut peut-être appeler une stratégie de résignation – est un peu moins fréquente dans les autres communes et les autres délits, mais occupe une place importante dans le comportement des victimes. Elle s'explique en bonne partie par l'insatisfaction qui prédomine lorsque les résidents déposent plainte à la police ou informent les chefs de quartier. Mais voyons d'abord à qui les victimes de délit s'adressent lorsqu'elles décident d'entreprendre des démarches.

Les stratégies de dénonciation

Commençons par les cambriolages. Lorsqu'elles entreprennent une démarche, les victimes de cambriolage des villes de Lubumbashi et de Mbuji mayi s'adressent assez peu à la police. Les taux les plus faibles de plainte à la police sont enregistrés dans les communes de Mbuji mayi et la commune de Rwashi à Lubumbashi. A Rwashi, 15.7% seulement des plaintes sont adressées à la police. A Bipemba, ce taux est de 16.4% et de 17.9% à Muya. Le taux le plus élevé peut être constaté à Annexe avec 31.3% de plaintes adressées à la police.

Les destinataires principaux de la dénonciation pour cambriolage sont les chefs de quartier et cela dans toutes les communes étudiées. Ces chefs de quartier, bien que n'étant pas officiers de police judiciaire et donc n'étant pas habilités à prendre formellement une plainte, sont pourtant les autorités vers lesquelles les résidents se tournent le plus souvent pour dénoncer un cambriolage. C'est surtout vrai à Mbuji mayi où les chefs de quartier jouent un rôle clef dans les démarches des résidents. 66.9% des plaintes leur sont adressées à Bipemba et 60.1% à Muya. Dans les communes de Lubumbashi, les chefs de quartier reçoivent nettement moins de plaintes pour cambriolages. Le taux varie entre 32.1% à Kampemba et 37.3% à Annexe. Il est de 36.9% à Rwashi.

Il est très rare que les victimes s'adressent directement aux tribunaux pour déposer plainte. A Kampemba, 1.1% des victimes de cambriolage ont choisi cette stratégie. Ailleurs, les taux sont proches de zéro.

Dans les communes de Lubumbashi, il est très fréquent en revanche que l'on informe les voisins d'un cambriolage alors qu'à Mbuji mayi on le fait plus rarement. A Rwashi, 28.1% des démarches entreprises à la suite d'un cambriolage est d'informer les voisins.

LES COMPORTEMENTS DES RÉSIDENTS EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ

A Bipemba, ce réflexe n'est adopté que par 2.2% des victimes de cambriolage. Dans les communes de Mbujimayi, le chef de quartier canalise donc vers lui les démarches et, on le verra, une partie de l'explication tient dans le fait qu'il se trouve au cœur des arrangements communautaires de protection des résidents contre les cambriolages et très probablement d'autres raisons. On pensera par exemple au fait que le chef de quartier ne réclame pas de somme d'argent pour enregistrer une plainte ou qu'il est ainsi tenu au courant d'un problème et que le plaignant n'est pas confronté à la police seule qui, parfois, tend à gérer de manière quasiment privée des plaintes (Cf. Kaumba 2003). Ces raisons devraient faire partie d'une enquête plus approfondie que nous n'avons pu mener ici.

TABLEAU 24: LES DESTINATAIRES DE LA DÉNONCIATION POUR CAMBRIOLAGE PAR COMMUNE EN %

	Annexe	Kampemba	Rwashi	Bipemba	Muya
	%	%	%	%	%
Police	31.3	23.4	15.7	16.4	17.9
Chef quartier/cellule	37.3	32.1	36.9	66.9	60.1
Tribunal	0.5	1.1	0.4	0.4	0.9
Imam	0.0	0.0	0.7	0.4	0.0
Homme de Dieu	2.0	3.3	2.9	3.0	1.5
Proche influent	9.5	15.7	15.3	10.8	13.2
Voisin	19.4	24.5	28.1	2.2	6.5
Total	100%	100%	100%	100%	100%
N	201	274	274	269	341

TABLEAU 25: LES DESTINATAIRES DE LA DÉNONCIATION POUR LES AGRESSIONS PAR COMMUNE EN %

	Annexe	Kampemba	Rwashi	Bipemba	Muya
	%	%	%	%	%
Police	25.0	29.7	25.9	22.7	20.0
Chef quartier/cellule	22.7	25.3	34.6	50.0	28.0
Tribunal	1.1	0.0	1.2	0.0	1.3
Imam	1.1	0.0	2.5	0.0	0.0
Homme de Dieu	1.1	0.0	0.0	0.0	4.0
Proche influent	35.2	33.0	21.0	21.2	30.7
Voisin	13.6	12.1	14.8	6.1	16.0
Total	100%	100%	100%	100%	100%
N	88	91	81	66	75

Tournons-nous maintenant vers les comportements des victimes d'agression. Dans l'ensemble, les stratégies de dénonciation pour agression sont assez similaires dans les deux villes étudiées, mais, malgré tout, on note quelques différences qui méritent une mention. La police, tout d'abord, apparaît comme étant un acteur sensiblement plus important pour résoudre ce type de problème que pour résoudre les problèmes liés aux cambriolages. A Kampemba, elle reçoit 29.7% des plaintes pour agression et devance du même coup les chefs de quartier (25.3%) comme destinataire de la dénonciation. A Rwashi, les chefs de quartier (34.6%) restent les destinataires principaux de la dénonciation pour

LES COMPORTEMENTS DES RÉSIDENTS EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ

agression, mais la police les talonne avec 25.9% de plaintes. A Mbujimayi, les chefs de quartier sont, comme pour les cambriolages, des destinataires clefs de la dénonciation et cela est visible surtout à Bipemba où 50% des plaintes leur sont adressées. Ces données confirment l'importance des chefs de quartier dans la ville de Mbujimayi dans la gestion de l'ordre public.

Contrairement à ce qui est le cas pour les cambriolages, les proches influents jouent également un rôle clef dans la dénonciation et, a priori, dans la résolution de ce type de problème. C'est vrai surtout à Annexe, Kampemba et Muya. Plus de 30% des dénonciations leur sont adressées. A Rwashi et Bipemba, 21% environ des dénonciations leur sont adressées.

Si l'on regroupe les destinataires en fonction d'une typologie qui distinguerait entre les stratégies formelles (police, tribunaux), hybrides (chefs de quartier et de cellule) et sociale (homme de Dieu, parents, personne influente, etc.), le portrait qui se dégage est le suivant :

Les stratégies principales de dénonciation pour cambriolages sont des stratégies plutôt sociales à Lubumbashi, à l'exception d'Annexe. A Lubumbashi, pratiquement une dénonciation pour cambriolage sur deux (47.1%) est adressée à des acteurs sociaux, le plus souvent, des voisins. A Annexe, la tendance est de s'adresser aux chefs de quartier (37.3%) même si les acteurs formels (31.8%) et sociaux (30.8%) sont également importants. A Mbujimayi, en revanche, ce sont les stratégies hybrides – chefs de quartier – qui dominent dans les choix des résidents. Les stratégies formelles, consistant à s'adresser à la police ou aux tribunaux, sont partout plus marginales et ce constat s'impose surtout pour les cambriolages. Pour les agressions, ce sont les stratégies purement sociales qui prédominent en règle générale. C'est surtout le cas à Annexe, Kampemba et Muya. A Rwashi et surtout à Bipemba, les chefs de quartier jouent un rôle important voire majeur (Bipemba).

TABLEAU 26: LES STRATÉGIES DE DÉNONCIATION POUR CAMBRIOLAGE DES RÉSIDENTS PAR COMMUNE EN %

	Annexe	Kampemba	Rwashi	Bipemba	Muya
	%	%	%	%	%
Formelle	31.8	24.5	16.1	16.7	18.8
Hybride	37.3	32.1	36.9	66.9	60.1
Sociale	30.8	43.4	47.1	16.4	21.1
Total	100%	100%	100%	100%	100%
N	201	274	274	269	341

TABLEAU 27: LES STRATÉGIES DE DÉNONCIATION POUR AGRESSION PAR COMMUNE EN %

Stratégies	Annexe	Kampemba	Rwashi	Bipemba	Muya
	%	%	%	%	%
Formelle	22.7	29.7	27.2	22.7	21.3
Hybride	26.1	25.3	34.6	50.0	28.0
Sociale	51.1	45.1	38.3	27.3	50.7
Total	100%	100%	100%	100%	100%
N	119	140	119	66	75

Les taux de dénonciation

Le sondage permet de calculer les taux de dénonciation de cambriolage à la police et aux chefs de quartier. La police a connaissance directement de 18% des cambriolages à Annexe (le meilleur taux) et de seulement 12.6% de ceux-ci à Bipemba (le taux le moins élevé des 5 communes). Selon les pratiques des chefs de quartier, qui peuvent ou non transmettre la plainte à la police, ces taux peuvent être cependant plus élevés. Les taux de dénonciation à la police sont sensiblement meilleurs pour les agressions, mais restent également limités. Ils se situent grosso modo à 20% des cas et cela quelle que soit la commune.

A Mbujimayi, les chefs de quartier s'avèrent mieux renseignés que la police à la fois pour les cambriolages et les agressions. A Muya, où les résidents s'adressent souvent à eux, ils ont connaissance de 58.6% des cambriolages et de 28% des agressions. A Bipemba, 43% des cambriolages sont portés à leur connaissance et 50% des agressions. Dans les communes de Lubumbashi, ces taux sont nettement moins élevés. A Annexe et Kampemba, les taux de dénonciation aux chefs de quartier sont d'environ 21% pour les cambriolages et de 16% pour les agressions. C'est à Rwashî où les chefs de quartier sont les mieux renseignés à la fois pour les cambriolages (28.9%) et pour les agressions (23.5%).

TABLEAU 28: LES TAUX DE DÉNONCIATION POUR CAMBRIOLAGE AUPRÈS DE LA POLICE ET DES CHEFS DE QUARTIER PAR COMMUNE EN %

	Annexe	Kampemba	Rwashî	Bipemba	Muya
	%	%	%	%	%
Taux de dénonciation à la police	18.0	15.3	15.7	12.6	14.6
Taux de dénonciation aux chefs de quartier	21.4	21.0	28.9	43.0	58.6
Total de cambriolages	350	419	414	418	428

TABLEAU 29: LES TAUX DE DÉNONCIATION POUR AGRESSION AUPRÈS DE LA POLICE ET DES CHEFS DE QUARTIER PAR COMMUNE, EN %

	Annexe	Kampemba	Rwashî	Bipemba	Muya
Taux de dénonciation à la police	18.5	19.3	17.6	22.7	20.0
Taux de dénonciation aux chefs de quartier	16.8	16.4	23.5	50.0	28.0
Total d'agressions	119	140	119	118	103

Les taux de satisfaction avec le traitement des plaintes

Le sondage permet de mesurer les taux de satisfaction avec le traitement des plaintes ou dénonciation pour les trois groupes de destinataires principaux et par type de délit.

Les taux de satisfaction pour traitement de plainte par la police sont très bas dans le cas des cambriolages, et cela explique sans doute également pourquoi les résidents déposent rarement plainte auprès de la police. Ces taux varient entre 11.7% de satisfaits à Muya et 20% à Bipemba. A Lubumbashi, les taux de satisfaction sont très similaires : 15.9% de satisfaits à Kampemba et respectivement 17.7% et 17.1% à Annexe et Rwashî.

Les taux sont à peine plus élevés pour les plaintes déposées aux chefs de quartier. Si 20.6% des résidents se déclarent satisfaits à Muya et 22.9% à Rwashî, ces taux sont de 14.3% à Kampemba, de 16.2% à Annexe et de 17.5% à Bipemba.

Le constat est assez similaire pour les agressions. Les taux sont particulièrement faibles à Lubumbashi avec seulement 10% environ des plaignants qui se déclarent satisfaits de la manière dont la police a traité leur plainte. A Mbujimayi, les taux sont meilleurs tout en

LES COMPORTEMENTS DES RÉSIDENTS EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ

restant bas : 26.7% de taux de satisfaction. Les taux sont sensiblement meilleurs pour les chefs de quartier, à l'exception notable de Bipemba (9.1%) et de Kampemba (13.6%). Ailleurs, ils oscillent entre 20% à Annexe et Rwashi et 45% à Muya. Notons que nombre de cas d'agressions par commune dans l'échantillon est faible et que ces chiffres n'indiquent que des tendances. On peut cependant affirmer que la contribution des chefs de quartier en matière de cambriolage et d'agression reste modeste même si, à Muya, ils semblent en mesure de répondre mieux à la demande des résidents dans les cas d'agression. En règle générale, les résidents se montrent plus satisfaits avec des stratégies sociales de dénonciation, que ce soit pour les cambriolages ou les agressions. Dans le cas des agressions, recourir à un membre influent de la famille pour résoudre le problème semble particulièrement concluant à Muya et Rwashi où les taux de satisfaction sont de 82.6% et de 76.5% respectivement.

TABLEAU 30: TAUX DE SATISFACTION AVEC LA MANIÈRE DONT DIFFÉRENTS ACTEURS ONT TRAITÉ LA DÉNONCIATION POUR CAMBRIOLAGE

	Annexe	Kampemba	Rwashi	Bipemba	Muya
Police	17.7	15.9	17.1	20.5	11.7
Chef de quartier	16.2	14.3	22.9	17.5	20.6
Parent	50	61.9	74.4	41.4	48.8

TABLEAU 31: TAUX DE SATISFACTION AVEC LA MANIÈRE DONT DIFFÉRENTS ACTEURS ONT TRAITÉ LA DÉNONCIATION POUR AGRESSION

	Annexe	Kampemba	Rwashi	Bipemba	Muya
Police	10.0	11.1	10.5	26.7	26.7
Chef de quartier	20.0	13.6	20.0	9.1	45
Parent	40.7	53.3	76.5	50.0	82.6

Le sondage permet d'en savoir plus sur les raisons de l'insatisfaction. La raison la plus souvent avancée par les résidents est le fait d'avoir dû déboursier de l'argent à la demande des policiers. Cette pratique est courante à Lubumbashi, mais est beaucoup plus marginal à Mbujimayi. En règle générale, les raisons de l'insatisfaction sont plutôt d'ordre professionnel, la police n'étant pas en mesure d'arrêter les voleurs ou n'en n'ayant pas fait assez. En comparaison, les chefs de quartier demandent plus rarement une contribution financière pour déposer plainte, à l'exception d'Annexe.

TABLEAU 32: LES RAISONS DE L'INSATISFACTION AVEC LE TRAITEMENT POLICIER DE LA PLAINTÉ, EN %

	Annexe	Kampemba	Rwashi	Bipemba	Muya
	%	%	%	%	%
N'en a pas fait assez	17.7	9.4	14.7	34.3	17
Désintéret du policier	7.8	15.1	5.9	14.3	22.6
Pas trouvé les auteurs	31.4	22.6	14.7	25.7	22.6
Pas tenu au courant	2.0	9.4	11.7	14.3	1.9
Été impoli	0	0	5.9	2.9	0
A mis du temps à arriver	5.9	7.6	5.9	2.9	17
Avait des préjugés sur moi	0	0	5.9	0	1.9
M'a demandé de l'argent	33.3	28.3	29.4	2.8	13.2
Autre	1.9	7.6	5.9	2.8	3.8
Total	100%	100%	100%	100%	100%
N	51	53	34	35	53

TABLEAU 33: LES RAISONS DE L'INSATISFACTION AVEC LE TRAITEMENT PAR LE CHEF DE QUARTIER DE LA PLAINTE, EN %

	Annexe	Kampemba	Rwashi	Bipemba	Muya
	%	%	%	%	%
N'en na pas fait assez	16.1	12.5	24.3	49.3	38.2
Désintérêt du chef	11.3	32.0	12.2	11.0	18.5
Pas trouvé les auteurs	33.9	34.7	33.8	32.9	33.7
Pas tenu au courant	17.7	12.5	10.8	2.0%	1.3
Été impoli	0	0	1.4	0	1.3
A mis du temps à arriver	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a
Avait des préjugés sur moi	0	0	1.3	1.4	3.2
M'a demandé de l'argent	19.4	6.9	8.1	0.7	2.5
Autre	1.6	1.4	8.1	2.7	1.3
Total	100	100%	100%	100%	100%
N	42	48	29	23	44

LA DÉNONCIATION POUR INCIVILITÉ

En règle générale, les résidents ne dénoncent par les incivilités et cela se vérifie indépendamment de la commune étudiée. Les taux de dénonciation varient entre 12% à Bipemba et 17.8% à Rwashi. De manière peu surprenante vu les comportements de dénonciation pour délits, c'est dans la ville de Mbujimayi que les chefs de quartier sont les plus sollicités lorsque les résidents dénoncent une incivilité. 63.6% des dénonciations leur sont adressées à Bipemba et 55.5% à Muya. Dans les communes de Lubumbashi, les résidents ont tendance à solliciter plus les chefs de quartier (54.8%) qu'ailleurs dans la ville. Néanmoins, même à Lubumbashi, les résidents s'adressent avant tout aux chefs de quartier pour dénoncer les incivilités. Ils le font dans 34.7% des cas à Annexe et dans 38.9% des cas à Kampemba. La police est moins sollicitée. C'est à Rwashi qu'elle l'est le plus avec 34% des dénonciations qui lui sont adressées. A Bipemba et Muya, la police est peu sollicitée pour incivilités. Elle l'est dans respectivement 21.6% et 21.2% des cas. On peut donc affirmer en conclusion que pour les incivilités la résignation est de mise à Lubumbashi et Mbujimayi. Lorsque les résidents choisissent de se tourner vers les autorités pour trouver des solutions, ils le font en mobilisant des stratégies hybrides et cela est surtout avéré à Mbujimayi (et à Rwashi).

TABLEAU 34: LES DESTINATAIRES DE LA DÉNONCIATION POUR INCIVILITÉ PAR TYPE DE DESTINATAIRE ET PAR COMMUNE, EN %

	Annexe	Kampemba	Rwashi	Bipemba	Muya
Police	32.4	27.5	34.0	21.6	21.2
Chef de quartier ou de cellule	34.7	38.9	54.8	63.6	55.5
Homme de Dieu	5.1	9.8	2.1	3.1	6.8
Proche influent	27.8	23.8	9.0	11.7	16.5
Total	100%	100%	100%	100%	100%
N	216	193	188	103	236

LA PRÉVENTION DE LA DÉLINQUANCE : ENTRE STRATÉGIES INDIVIDUELLES ET COLLECTIVES

Interrogés sur les démarches entreprises pour se prémunir de la délinquance, un résident sur deux environ à Lubumbashi et un peu plus d'un résident sur trois à Mbuji mayi déclarent ne rien avoir entrepris. Lorsqu'ils prennent des mesures, en revanche, les résidents des deux villes adoptent des stratégies passablement différentes selon le contexte : type d'habitat, moyens financiers à disposition, tissu social.

A Mbuji mayi – et cela confirme ce que l'on peut voir également à travers d'autres analyses du diagnostic de sécurité – les résidents ont mis en place des systèmes communautaire d'alerte et de protection. Les ménages se munissent principalement de sifflets, tam-tam, grelots ou autres instruments permettant d'alerter le voisinage par un tintamarre et ils semblent également mobiliser des jeunes du quartier pour assurer la protection du quartier. Ces systèmes ne sont pas récents à Mbuji mayi. Néanmoins, ce type de mesure semble avoir le vent en poupe puis qu'un nombre relativement important de résidents déclarent qu'ils y ont adhéré depuis moins d'un an : 22.5% à Bipemba et 20.7% à Muya. Face à la montée de l'insécurité, ou du moins ce qui est ressenti comme tel, les résidents réagissent en s'organisant collectivement.

A Lubumbashi, ce type de réflexe n'a pratiquement pas cours ou, en tout cas, dans une moindre mesure qu'à Mbuji mayi. En ville de Lubumbashi, c'est à Rwashi que les résidents déclarent plus souvent avoir mis en place un système de sifflets et de veille de jeunes bien que cela soit malgré tout assez marginal : 5% l'ont mis en place depuis longtemps tandis que 6.8% l'ont mis en place depuis moins d'une année. A Kampemba, ces mécanismes informels et collectifs sont pratiquement inexistants. A Kampemba, mais aussi ailleurs à Lubumbashi y compris à Rwashi, la stratégie dominante est plutôt de type individuel et consiste à renforcer la protection du logis en installant une porte en fer, doublant les cadenas ou encore, pour ceux qui le peuvent, en érigeant une clôture autour de la concession. Près de 8% des mesures de cet ordre ont été prises dans les derniers 12 mois précédant l'enquête à Annexe et Rwashi.

Ces mesures individuelles de durcissement des cibles sont privilégiées dans les quartiers aisés où réside la classe moyenne locale. Celle-ci a souvent adopté un mode de vie à l'europpéenne ou à l'occidental, habite des maisons individuelles avec jardin privatif qui, traditionnellement dans des quartiers comme Bel Air à Kampemba, étaient ceintes par une belle haie vive (cf. image 12). Aujourd'hui, ces haies verdoyantes cèdent progressivement la place aux clôtures en briques dénaturant la beauté d'antan des quartiers bourgeois de Lubumbashi (cf. image 13 and 14).



IMAGE 12: haie vive formant l'enceinte d'une villa privative à Kampemba

LES COMPORTEMENTS DES RÉSIDENTS EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ

IMAGE 13: fortification et remplacement des haies vives par des murs d'enceinte en brique



IMAGE 14: Barbelés qui deviennent la norme à Lubumbashi dans les quartiers aisés



Cette architecture murale évolue à son tour au point de céder le pas à des habitations qui ressemblent à des maisons fortes défigurées par des murs d'enceinte de plus en plus hauts coiffés par des alignements de fils de fer barbelés enlaidissant le paysage urbain.

Les plus nantis, et notamment dans les quartiers plus aisés d'Annexe, s'octroient le privilège de s'offrir les services des maisons de gardiennage ou de la police publique pour la monter la garde.

Paradoxalement, à côté des quartiers européens et même, le plus souvent, à l'intérieur même de ses quartiers, la cité populaire, locale, s'est développée et notamment dans l'actuelle Rwashi où l'exiguïté des habitations et des espaces rime avec une vie en plein air de type communautaire partagée à l'africaine.

Ici, la réalité est telle que lorsque l'on n'est pas à l'intérieur de sa propre maison, c'est directement sur la rue que l'on se retrouve dilué dans une forme de promiscuité générée par une forte densité des populations. Il n'en demeure pas moins que cette proximité architecturale et humaine tend à renforcer une certaine cohabitation des ménages, à rapprocher davantage les populations autour d'une logique du vivre ensemble. Cela joue stimule la cohésion sociale sans cesse renouvelée même si, au demeurant, une telle réalité peut être un facteur à la base des conflictualités sociales à gérer au quotidien. L'image 10 montre le type de la maison ouverte sur la rue qui caractérise si bien le paysage urbain dans les quartiers de tradition populaire issus des cités d'ouvriers construites dans les années 1940 à Lubumbashi.

I

II

III

IV

V

VI

VII

VIII

IX

LES COMPORTEMENTS DES RÉSIDENTS EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ



IMAGE 15: La maison ouverte traditionnelle des quartiers populaires de Rwashi

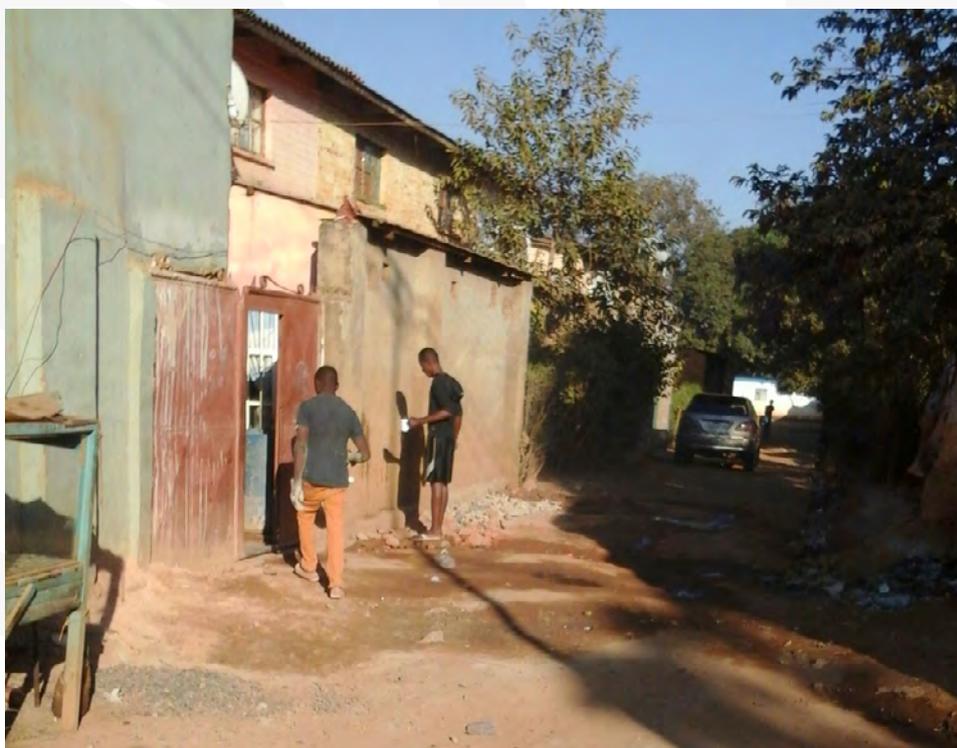


IMAGE 16: l'architecture murale de protection qui envahit les quartiers populaires de Rwashi

Mais même les quartiers populaires ne résistent pas à la tendance qui consiste à aménager des murs d'enceinte si exigus que soient les espaces permettant de telles installations et les portes en fer se multiplient au niveau du mur ainsi érigé ou directement à la porte de la maison et dont les autres ouvertures sont munies de grilles en fer de protection.

Il n'est pas rare non plus que les résidents de Lubumbashi prennent un chien de garde même si, certains des résidents interviewés, ont déclaré de manière un peu anecdotique et ironique qu'il est vrai avoir renoncé à ce mode de protection après s'être fait voler leur animal. Dans les « autres mesures », la plupart des résidents ont mentionné avoir acquis des cadenas pour fermer la maison, déclarent assurer une présence permanente à l'intérieur de la maison pour qu'elle ne soit jamais vide, ou encore avoir acquis des armes telles que des frondes, des machettes ou autre arme blanche assurant leur protection et celle de leur ménage. Les répondants ont très rarement déclaré posséder une arme à feu ne jugeant sans doute pas judicieux de le mentionner aux enquêteurs s'ils en possédaient.

LES COMPORTEMENTS DES RÉSIDENTS EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ

Dans les quartiers populaires, mais également dans les quartiers autoconstruits notamment du sud de la couronne d'Annexe à Lubumbashi ou à Mbujimayi, les mécanismes communautaires d'alarme et de protection sont plus fréquents.

La mise en place de systèmes collectifs et communautaires, informels, de protection traduit des pratiques ou cultures locales : c'est à Mbujimayi que ce type d'approche est prisé alors qu'à Lubumbashi il est marginal. 45.1% des résidents de Mbujimayi affirment disposer d'un système de protection communautaire contre seulement 10.5% des résidents de Lubumbashi. Pour Shomba (2015), le répertoire de l'auto-défense populaire puise ses racines dans l'idéologie « quasiment instituée par le régime du Président L. D. Kabila » (1997-2001) sur la prise en charge des communautés par elles-mêmes (Shomba, 2015, p. 74).

S'ils reflètent des répertoires culturels et peut-être une idéologie d'Etat temporaire qui aurait pris à Mbujimayi mais moins à Lubumbashi, ces systèmes collectifs se mettent en place néanmoins dans des contextes de quartier qui forment un terrain favorable et qui dépendent en partie du type d'habitat.

En effet, ils s'installent plutôt dans des quartiers défavorisés, dominés par l'autoconstruction, qui sont aussi plus touchés que les autres par les tapages nocturnes, de consommation excessive d'alcool ou encore de consommation et ventes de drogues), mais surtout dans des quartiers où la solidarité entre résidents est plutôt meilleure qu'ailleurs, et dans des quartiers où la police a une mauvaise image, est peu présente et est jugée distante de la population. Ces facteurs ont été identifiés à partir d'une analyse multivariée des données de sondage.

TABLEAU 35: LES MESURES DE PRÉVENTION ADOPTÉES PAR LES RÉSIDENTS POUR SE PRÉMUNIR DE LA DÉLINQUANCE

	Annexe	Kampemba	Rwash	Bipemba	Muya
	%	%	%	%	%
Installé un système d'alarme (sifflets, tam-tam, jeunes) ces derniers 12 mois	5.6	3.4	6.8	22.5	20.7
Installé un système d'alarme (sifflets, tam-tam, jeunes) depuis longtemps	4.5	3.8	5.0	20.4	14.0
Installé une porte en fer ces 12 mois	7.6	4.3	7.9	2.7	7.3
Installé une porte en fer depuis longtemps	9.0	13.6	8.0	3.6	6.1
Pris un chien de garde ces derniers 12 mois	4.5	5.1	3.8	1.6	3.4
Pris un chien de garde depuis longtemps	7.0	8.7	3.8	2.4	4.1
Engagé une société de gardiennage ces derniers 12 mois	0.7	0.3	0.1	0.1	0.0
Engagé une société de gardiennage depuis longtemps	0.9	0.4	0.1	0.4	0.1
Pas pris de dispositions particulières	51.3	50.4	53.4	38.2	36.4
Engagé des policiers comme agents de sécurité ces derniers 12 mois	0.4	0.2	0.2	0.1	0.1
Engagé des policiers comme agents de sécurité depuis longtemps	0.4	0.2	0.1	0.4	0.1
autre	8.2	9.6	10.7	7.8	7.6
Total	100%	100%	100%	100%	100%
N	1399	1370	1357	1384	1405

LES COMPORTEMENTS DES RÉSIDENTS EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ

Le profil des personnes qui disent adhérer à un tel système est en outre un profil masculin, plutôt plus âgé, d'individus issus des classes plutôt pauvres, infrascolarisés, qui ont déjà fait l'objet d'une agression récemment et qui se déclare insécurisés de nuit.

Pour résumer ce profil, on peut dire ceci : dans les quartiers où les incivilités sont importantes, les agressions plus fréquentes, la police peu présente et peu appréciée mais où la cohésion sociale plutôt solide, les hommes des classes moyennes à pauvres ont tendance à prendre leur destin en mains et adhérer à des systèmes communautaires de protection des résidents et cela d'autant plus si de tels systèmes font déjà partie du répertoire culturel dans leur ville.

TABLEAU 36: L'EXISTENCE D'UN MÉCANISME COMMUNAUTAIRE DE PROTECTION EN FONCTION DE LA VILLE, EN % (DONNÉES PONDÉRÉES)

Un mécanisme de protection communautaire	Lubumbashi	Mbujimayi
	%	%
Oui	10.5	45.1
Non	89.5	54.9
Total	100%	100%
N	3820	2215

TABLEAU 37: L'EXISTENCE D'UN MÉCANISME COMMUNAUTAIRE DE PROTECTION EN FONCTION DU NIVEAU D'ÉDUCATION DES RÉPONDANTS, EN % (DONNÉES PONDÉRÉES)

Un mécanisme de protection communautaire	Infrascolarisation	Moyen	Elevé
	%	%	%
Oui	30.4	22.7	17.7
Non	69.6	77.4	82.3
Total	100%	100%	100%
N	787	4454	730

TABLEAU 38: L'EXISTENCE D'UN MÉCANISME COMMUNAUTAIRE DE PROTECTION EN FONCTION DE LA COHÉSION SOCIALE, EN % (DONNÉES PONDÉRÉES)

Un mécanisme de protection communautaire	Forte	Moyenne	Faible
	%	%	%
Oui	28.4	22.9	15.1
Non	71.6	77.1	84.9
Total	100%	100%	100%
N	2892	1269	1713

TABLEAU 39: L'EXISTENCE D'UN MÉCANISME COMMUNAUTAIRE DE PROTECTION EN FONCTION DE L'IMAGE DE LA POLICE, EN % (DONNÉES PONDÉRÉES)

Un mécanisme de protection communautaire	Mauvaise image	Bonne image
	%	%
Oui	28	20.7
Non	72	79.3
Total	100%	100%
N	3310	1821

TABLEAU 40: L'EXISTENCE D'UN MÉCANISME COMMUNAUTAIRE DE PROTECTION EN FONCTION DU SENTIMENT D'INSÉCURITÉ, EN % (DONNÉES PONDÉRÉES)

Un mécanisme de protection communautaire	Très sécurisé	Assez sécurisé	Pas très sécurisé	Très insécurisé
	%	%	%	%
Oui	16.5	19	22.1	27.6
Non	83.5	81	77.9	72.4
Total	100%	100%	100%	100%
N	417	793	1682	2793

DE LA CAUSE DU SENTIMENT D'INSÉCURITÉ DANS LA RUE ET LES SOLUTIONS POUR Y REMÉDIER

L'insécurité dans la rue, on l'a dit plus haut, est provoquée par la peur d'être agressé. Les causes principales avancées par les résidents pour expliquer cette peur sont propres à chacune des deux villes. A Lubumbashi, l'absence d'éclairage est le plus souvent incriminée. Parmi ceux qui mentionnent des espaces insécurisants dans leur quartier, environ un répondant sur deux affirme que l'absence d'éclairage est à mettre en cause. A Mbujimayi, l'absence de passant et les espaces vides sont les principales causes de l'insécurité : 44.9% des résidents de Bipemba et 49.8% de ceux de Muya pensent ainsi. Les bandes de jeunes agressives sont mises en cause surtout à Bipemba (20%), mais également dans les autres communes où près de 8% des résidents disent que la présence de telles bandes est la cause principale de l'insécurité qui règnent dans leur quartier.

LES COMPORTEMENTS DES RÉSIDENTS EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ

TABLEAU 41: LES CAUSES DE L'INSÉCURITÉ DANS LA RUE PAR COMMUNE, EN %

	Annexe	Kampemba	Rwashi	Bipemba	Muya
	%	%	%	%	%
Absence de passants et espaces vides	13.0	10.2	21.7	44.9	49.8
Manque d'éclairage	55.0	52.7	51.9	17.3	26.1
Présence de trafiquants de drogues et de drogués	0.5	4.1	2.2	0.7	3.0
Présence de bande de jeunes agressives	7.8	8.7	4.2	20.2	8.0
Autre	23.7	24.4	20.0	16.9	13.2
Total	100%	100%	100%	100%	100%
N	422	393	451	272	402

Interrogés sur les solutions pour remédier au problème de l'insécurité, les résidents se sont prononcés pour différents types de solution. En gros, à Lubumbashi, et conformément à leur diagnostic comme quoi l'absence d'éclairage provoque l'insécurité, les résidents appellent très souvent de leurs vœux plus d'éclairage public. 37.1% réclament ce type de mesure à Annexe. A Kampemba, 34.9% et à Rwashi 33% souhaitent également plus d'éclairage dans les zones réputées chaudes. Les résidents de Mbujimayi sont un peu plus nombreux que ceux de Lubumbashi pour déclarer souhaiter plus de groupes d'autodéfense dans les quartiers. A Muya, où ce souhait est le plus fortement marqué, 10% souhaitent cela. A Lubumbashi, c'est à Rwashi où ce souhait est le plus fréquemment exprimé (4.1%). Les résidents de Lubumbashi souhaiteraient disposer d'un numéro d'appel gratuit pour appeler la police en cas d'urgence. C'est surtout à Annexe et à Kampemba que les préférences se portent sur ce choix : 13.2% à Annexe et 12.7% à Kampemba. A Bipemba et Muya, peu de résidents ont mentionné cet item. En règle générale, les résidents souhaitent un poste de police à proximité et c'est surtout à Mbujimayi que le souhait de voir plus de policiers dans le quartier a été le plus souvent formulé : 25.3% à Bipemba et 21.1% à Muya.

CHAPITRE V

LES REPRÉSENTATIONS SOCIALES



IMAGE 17: Le commissariat du quartier de Kalebuka dans la commune d'Annexe, Lubumbashi

I

II

III

IV

V

VI

VII

VIII

IX

LES REPRÉSENTATIONS SOCIALES

IMAGE DE LA POLICE

Les services de police de proximité

Sur le terrain, la police de proximité peut se décliner sous différentes formes comprenant notamment des actions préventives en matière de lutte contre l'insécurité, la multiplication des partenariats pour cogérer la sécurité publique, une présence visible et rassurante de la police sous forme de patrouilles à pied ou à vélo dans le quartier ou encore l'application stricte du principe de l'impartialité et le respect des droits de l'homme, bref, les dimensions d'une police de proximité sont multiples et nous avons tenté de mesurer l'application de ses principes par la police nationale congolaise sur le terrain dans les communes de Lubumbashi et de Mbuji-Mayi. Pour ce faire, nous avons interrogé les résidents en leur demandant s'ils étaient tout à fait d'accord, assez d'accord, plutôt pas d'accord ou pas d'accord du tout avec le fait que, dans leur quartier, la police était visible, faisait de la prévention, connaissait bien le terrain, était proche du public, résolvait les problèmes, nouait des partenariats ou encore était impartiale.

Les résultats sont présentés dans le tableau ci-dessous. Les chiffres indiquent le pourcentage de répondants se déclarant assez d'accord ou tout à fait d'accord pour chaque item.

Les résidents sont en général en effet d'accord que la police connaît bien son terrain (les chiffres oscillent entre 64.1% pour Rwashi et 72.4% pour Bipemba). En règle générale, les résidents sont également d'avis que la police dispose d'une capacité certaine de résolution de problème. À Rwashi et Kampemba, plus de 50% des résidents pensent ainsi. À Bipemba, cependant, seuls 37.2% des résidents sont de cet avis. Sur ces deux dimensions – la connaissance du terrain et la résolution de problème –, la police est jugée plutôt positivement.

Pour les autres dimensions, les avis sont plus négatifs. La plupart des résidents estiment que l'intervention d'urgence dans des délais courts est un maillon faible de la police. Les résidents de Rwashi sont un peu plus positifs (43.5%) que ceux des autres communes à cet égard. C'est à Annexe que l'on observe le moins d'avis positifs sur la capacité de la police à intervenir dans des délais courts (28.1%). Le travail en partenariat ne semble pas la force de la police dans les communes étudiées. À Mbuji-Mayi les avis sont les moins positifs (29.4% et 32.8%) alors que le pourcentage d'avis positif sur ce point est d'environ 37% à Lubumbashi. Les avis sont également plutôt négatifs sur l'aspect prévention de la police. Rwashi, encore une fois, est un peu plus positif (40.3%) que les autres communes. À Bipemba, par exemple, seuls 29.4% des résidents pensent que leur police fait du bon travail en matière de prévention. Les avis sont plutôt négatifs sur la présence visible de la police. C'est à Annexe que l'on observe le plus d'avis négatifs tandis qu'à Mbuji-Mayi les avis sont un peu plus positifs. Les avis sont également plutôt négatifs sur la proximité de la police par rapport à son public. Les avis sont les plus négatifs à Bipemba (34.8%), à Kampemba (36.7%) et à Annexe (38.6%).

TABLEAU 42: L'APPLICATION DES PRINCIPES DE LA POLICE DE PROXIMITÉ PAR COMMUNE, EN %

	Annexe	Kampemba	Rwashi	Bipemba	Muya
Proche du public	38.6	36.7	41.3	34.8	42.1
Connait le terrain	65.5	68.5	64.1	72.4	67.3
Intervient dans des délais courts	28.1	32.4	43.5	29.8	29.5
A une présence visible dans le quartier	36.4	40.9	41.9	45.0	45.8
Résoud les problèmes	43.7	51.2	51.3	37.2	43.5
Travaille en partenariat	37.0	37.5	37.8	29.4	32.8
Fait de la prévention	30.0	33.7	40.3	26.3	31.0

LES REPRÉSENTATIONS SOCIALES

Les graphiques ci-dessous présentent les données du tableau sous forme de polygones de la police de proximité. La partie pleine représente la mise en œuvre empirique des principes de la police de proximité sur le terrain dans les cinq communes. La forme générale du polygone empirique est à peu près identique dans toutes les communes et montre à quel point les pratiques policières sont uniformes dans les villes de Lubumbashi et de Mbuji mayi, et probablement ailleurs dans le pays. Les plages blanches laissées entre le polygone parfait et le polygone empirique de la police de proximité représentent le potentiel d'amélioration. Les forces relatives de la PNC aujourd'hui sont dans la connaissance du terrain et la résolution de problèmes. Ses défauts principaux sont la proximité avec le public, le partenariat, la prévention, l'intervention d'urgence, l'impartialité et la visibilité.

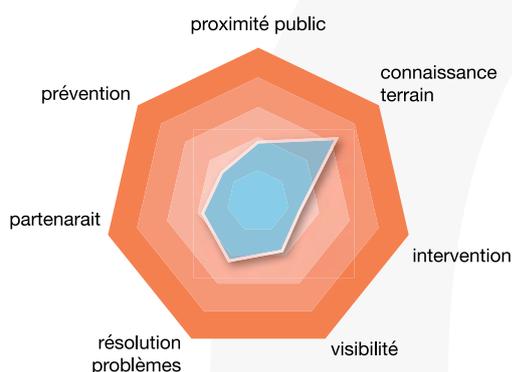


FIGURE 6: Le polygone de la police de proximité à Annexe

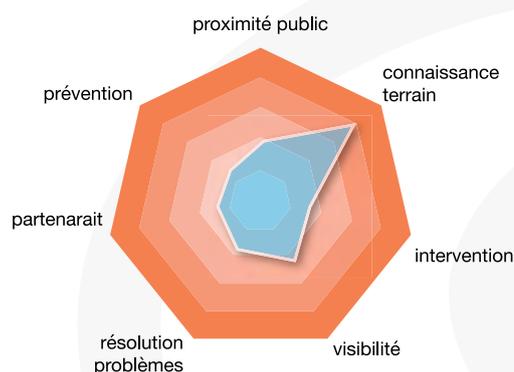


FIGURE 7: Le polygone de la police de proximité à Rwashi

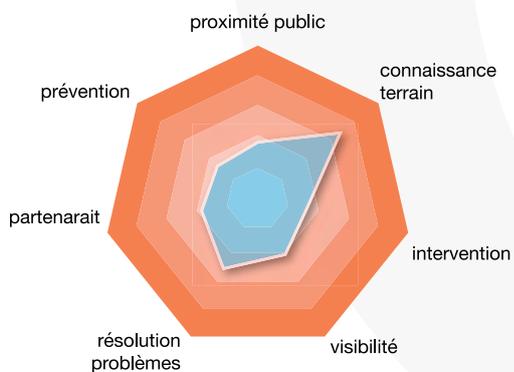


FIGURE 8: Le polygone de la police de proximité à Kampemba

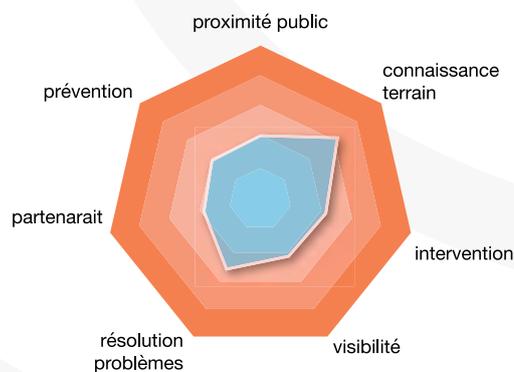


FIGURE 9: Le polygone de la police de proximité à Bipemba

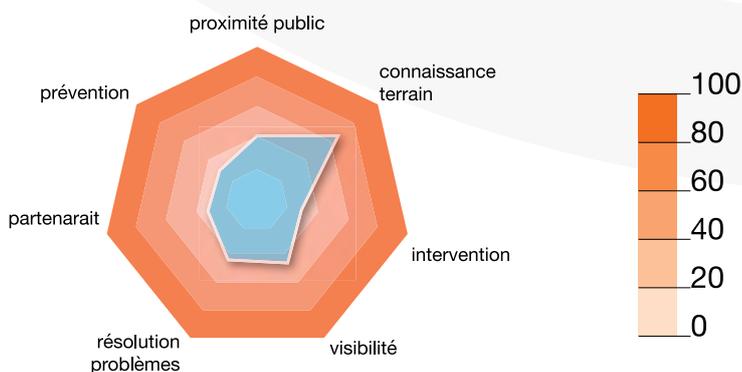


FIGURE 10: Le polygone de la police de proximité à Muya

- I
- II
- III
- IV
- V
- VI
- VII
- VIII
- IX

LES REPRÉSENTATIONS SOCIALES

Les différents services de la police

Le sondage permet d'analyser l'avis des résidents sur différents services de police : la lutte contre la criminalité, la police de la route, les services spécialisés sur les violences sexuelles ainsi que les groupes d'intervention mobiles.

L'image de la police est assez médiocre dans les deux villes malgré quelques variations entre les communes.

L'image de la police est nettement meilleure à Rwashu que dans les autres communes de Lubumbashi, et cela pour tous les services. Pratiquement 1 habitant de Rwashu sur 2 (47%) estime que la police fait du bon travail en matière de lutte contre la criminalité ou de police de la route dans les quartiers. Dans les communes d'Annexe et de Kampemba, les taux de satisfaction sont plombés à 34.5% et 36.7% d'avis positifs respectivement. A Lubumbashi, les avis sont les moins bons pour le service spécialisé de la police en matière de lutte contre les violences sexuelles et pour les groupes d'intervention que pour les autres services. A Annexe, qui connaît également les taux de violences sexuelles les plus élevés du diagnostic, le service de lutte contre les violences sexuelles est mal noté qu'ailleurs (21.8% d'avis favorables seulement). Toujours à Annexe, les groupes d'intervention n'ont les faveurs que d'un maigre 18.2% de résidents. Pour le dire autrement, ces deux services recueillent environ 80% d'avis négatifs.

A Mbujimayi, les avis sont également plutôt négatifs. Ils ont tendance à être sensiblement meilleurs à Muya qu'à Bipemba, mais les différences restent minimes entre ces deux communes. Ainsi, la lutte contre la criminalité ne recueille que 40.8% d'avis favorables à Muya et 36.2% à Bipemba. La police de la route est très mal notée à Mbujimayi alors que, à Lubumbashi, elle l'est un peu mieux. Seuls 24.6% des résidents de Bipemba et 26.1% des résidents de Muya pensent qu'elle fait du bon travail en la matière. Les groupes d'intervention sont également mal notés. En revanche, et c'est assez remarquable, les avis sont plutôt encourageants sur le travail de la police en matière de violences sexuelles. Alors qu'ils ont tendance à être très négatifs à Lubumbashi (surtout à Annexe et Kampemba), 47.2% des résidents de Bipemba et 53.1% des résidents de Muya sont d'avis que ce service fait du bon travail. Ce service est même le service le mieux noté toutes zones et tous services confondus à Muya.

TABLEAU 43: L'IMAGE DU TRAVAIL DE LA POLICE EN % DE BONNE IMAGE PAR COMMUNE

	Annexe	Kampemba	Rwashu	Bipemba	Muya
Lutte contre la criminalité	34.6	36.7	47.0	36.2	40.8
Police de la route	39.2	38.0	47.2	24.6	26.1
Lutte contre les violences sexuelles	21.8	32.0	42.0	47.2	53.1
Les groupes d'intervention	18.2	20.3	37.1	21.7	20.2

TABLEAU 44: POURCENTAGE DE PERSONNES AYANT DONNÉ LEUR AVIS SUR L'IMAGE DE LA POLICE PAR COMMUNE

	Annexe	Kampemba	Rwashu	Bipemba	Muya
Lutte contre la criminalité	80.5	80.7	77.4	94.4	91.2
Police de la route	62.4	83.6	78.5	87.6	85.5
Lutte contre les violences sexuelles	54.2	56.7	61.0	82.6	74.7
Les groupes d'intervention	80.5	80.7	77.4	94.4	91.2

LES REPRÉSENTATIONS SOCIALES

Le tableau précédant fournit des indications sur les taux de réponses sur les questions portant sur l'image de la police. En effet, la question sur l'image de la police a généré un nombre assez important de refus de réponse. Près de 20% des résidents de Lubumbashi n'ont pas souhaité s'exprimer sur cette question. A Mbuji-Mayi, les taux de réponses sur ces questions concernant l'image de la police ont été nettement meilleurs. Les non réponses peuvent en partie être interprétées comme l'expression d'une méconnaissance d'un sujet, comme par exemple sur la qualité du service de lutte contre les violences sexuelles de la police qui peut être méconnu. En revanche, à Lubumbashi, une bonne part des non réponses semble plutôt la manifestation d'une relative crainte à donner son avis sur un sujet jugé sensible. Les conditions d'anonymat garanties par les enquêteurs n'ont pas convaincu tout le monde et lorsqu'il s'est agi de donner son avis sur la qualité du travail de la police, certains ont souhaité ne pas s'exprimer. Ces mêmes personnes, en revanche, n'ont pas hésité à donner leur avis sur la présence policière ou les délais d'intervention par exemple qui n'impliquaient pas de jugement de valeur.

Les personnes interrogées avaient également la possibilité d'indiquer si la police de la route était présente ou non dans leur quartier. Dans la grande majorité des cas, ce service n'est pas présent ou, du moins, c'est l'avis des résidents. C'est surtout vrai à Annexe et Kampemba ou seuls respectivement 16.8 et 21.1% des résidents considèrent que la routière est présente dans leur quartier.¹⁶ A Mbuji-Mayi, près de 40% environ des résidents affirment que la routière est présente dans leur quartier.

TABLEAU 45: LA PRÉSENCE DE LA POLICE DE LA CIRCULATION DANS LES QUARTIERS PAR COMMUNE

	Annexe	Kampemba	Rwashi	Bipemba	Muya
	%	%	%	%	%
Oui	16.8	21.1	34.3	38.8	41.8
Non	83.2	78.9	65.7	61.2	58.2
Total	100%	100%	100%	100%	100%
N	1106	1135	1128	1142	1125

Le profil des insatisfaits

L'image de la police dépend de plusieurs facteurs principaux, mais avant tout de ceux-ci. Tout d'abord, les victimes de délits – et notamment de cambriolages et de violences sexuelles – sont les plus négatives face au travail de la police. Les victimes de cambriolage sont 1.67 et les victimes d'agression sexuelle 2.09 fois plus susceptibles que les autres d'estimer que la police fait du mauvais travail. La présence de bandes de jeunes agressives influence également négativement l'image de la police par un facteur de 1.46 fois. Ensuite, le second groupe de facteurs qui influent le plus sur l'image de la police sont liés à la police. Dans des proportions similaires, les résidents qui estiment que la police n'applique pas le principe d'impartialité et qu'elle n'est pas proche du public sont 1.80 fois plus susceptibles que les autres d'estimer mauvais le travail de la police. Les plus insécurisés et les hommes ont une nettement moins bonne image de la police également.

En mode bivarié – et avec des données pondérées – les résultats de régressions logistiques donnent ce qui suit. Les victimes de cambriolages sont 74.7% à penser que la police fait du mauvais travail contre 59.1% chez les autres. Les victimes de violences sexuelles sont 78.7% à estimer que la police fait du mauvais travail contre 62.9% chez les autres. Les résidents qui pensent que la police ne traite pas tout le monde de la même manière sont 74% à estimer mauvais le travail de la police contre 50.5% chez les autres. Ajoutons que ceux qui estiment que la police n'est pas visible sont 75.1% à penser qu'elle fait du mauvais travail contre 49.6% chez les autres. Ceux qui estiment que la police n'est pas

¹⁶ A Annexe, elle est plus présente à Luwuwoshi et Naviundu que dans les autres quartiers, y compris les quartiers résidentiels de Munua et Kasapa. A Kampemba, elle est présente surtout dans les quartiers aisés de Bel Air (1 et 2), un peu moins à Hewa Bora et Bogonga, et pratiquement pas dans les autres quartiers. Elle est absente du quartier dit de Kampemba. A Rwashi elle est très présente à Congo et Bendera, un peu moins à Kawama, Shindaika, Matoleo et Kalukuluku, et pratiquement absente du quartier nord de Luano. A Bipemba, elle est surtout présente dans les quartiers est de la ville et moins à Basanga. A Muya, elle est surtout présente à l'ouest de la commune et notamment à Lubilanji, à l'est de la commune, elle est nettement moins présente.

LES REPRÉSENTATIONS SOCIALES

proche du public sont 76.2% à penser qu'elle fait du mauvais travail contre 44.4% chez les autres. Les hommes, finalement, sont plus négatifs que les femmes : ils sont 68.9% à penser que la police ne fait pas du bon travail contre 60% des femmes.

L'évolution de travail de la police

Les avis sur l'évolution du travail de la police sur les 12 derniers mois dans le quartier sont relativement négatifs. C'est surtout vrai à Mbujimayi où 45.7% des résidents de Bipemba et 43.4% à Muya pensent que le travail de la police s'est dégradé récemment. A Lubumbashi, l'opinion dominante est plutôt qu'il n'y a pas de changement. 59.3% des résidents d'Annexe, 45.2% des résidents de Kampemba et 41.7% des résidents de Rwashhi pensent que la situation est stable. Cependant, toujours à Lubumbashi, une partie non négligeable des résidents affirme également que le travail de la police s'est détérioré ces 12 derniers mois. C'est le cas pour 27% des résidents d'Annexe, de 37.3% des résidents de Kampemba et de 33.7% des résidents de Rwashhi.

**TABLEAU 46: L'ÉVOLUTION DU TRAVAIL DE LA POLICE
PAR COMMUNE SUR LES 12 DERNIERS MOIS EN %**

	Annexe	Kampemba	Rwashhi	Bipemba	Muya
	%	%	%	%	%
Amélioration	13.7	17.5	24.7	27.9	25.7
Pas de changement	59.3	45.2	41.7	26.4	30.9
Détérioration	27.0	37.3	33.7	45.7	43.4
Total	100%	100%	100%	100%	100%
N	1028	1003	929	11494	1123

Les organisations les mieux à même d'assurer la sécurité

L'opinion publique assez négative du travail de la police se traduit par un scepticisme général sur la capacité des institutions régaliennes à assurer la sécurité des quartiers. En moyenne, moins d'un tiers des résidents estiment que la police est à même d'assurer la sécurité publique.

Au-delà des doutes exprimés sur la capacité de la police, on observe que, à Lubumbashi, le scepticisme est généralisé : pour beaucoup de résidents, aucune entité, quelle qu'elle fût, n'est en mesure d'assurer la sécurité publique. Ce scepticisme est le plus prononcé à Annexe où 44.9% des résidents estiment qu'aucune entité n'assure la sécurité dans leur quartier. Cette opinion est également largement répandue à Kampemba (39.8% de sceptiques). A Rwashhi, en revanche, les sceptiques sont plus minoritaires (22.9%) et c'est aussi dans cette commune que la police obtient son meilleur score avec 33.9% de résidents qui lui font confiance.

Le tableau suivant permet un autre constat : là sont installés des groupes de jeunes qui veillent à la sécurité des quartiers, le scepticisme est en retrait. C'est le cas de Rwashhi pour la ville de Lubumbashi mais également des deux communes de Mbujimayi. A Muya, où ces groupes sont les mieux notés par la population, le taux de sceptiques est plus bas qu'ailleurs (20.7%). Dans cette commune, 44.6% des résidents estiment que les chefs de quartiers et les groupes de jeunes sont les entités les plus à même d'assurer la sécurité des quartiers. En comparaison, la police ne recueille que 29.7% d'avis positifs dans cette commune.

L'existence de ces systèmes informels a pour effet de rassurer quelque peu les résidents qui, bien qu'ils aient une opinion négative sur la sécurité dans leur quartier, pensent néanmoins qu'il existe des entités capables de les protéger. Là où ces groupes de veille ne sont pas mis en place à côté de l'institution formelle de la police, le nombre de sceptiques est très élevé, comme à Annexe et à Kampemba.

LES REPRÉSENTATIONS SOCIALES

Sans entrer dans les détails, il s'avère à l'analyse (avec des données pondérées) que c'est avant tout à Mbujimayi et par les hommes que ces groupes d'autodéfense sont prisés. Ils le sont également dans les quartiers où la solidarité entre résidents est plutôt forte, la police peu présente (et mal aimée) et le sentiment d'insécurité de nuit élevé. Ainsi, pour donner quelques chiffres, 18.6% des hommes contre 9.9% des femmes pensent que les groupes d'autodéfense sont les plus à même d'assurer la sécurité. 18.5% des résidents des quartiers où la cohésion sociale est forte sont de cet avis contre 8.5% dans les quartiers où elle est faible. Ceux qui pensent que la police fait du mauvais travail sont 18.2% à estimer que les groupes d'autodéfense assurent la sécurité du quartier contre 11.1% chez les autres. C'est également surtout ceux qui disent ne jamais voir la police (18.7%) qui accordent leur confiance plutôt aux groupes d'autodéfense alors que les autres sont quelque 12% à le faire.

TABLEAU 47: LES ORGANISATIONS QUI ASSURENT LE MIEUX LA SÉCURITÉ SELON LES RÉSIDENTS PAR COMMUNE EN %

	Annexe	Kampemba	Rwashi	Bipemba	Muya
	%	%	%	%	%
La police	27.8	30.2	33.9	29.7	29.7
Les sociétés privées de gardiennage	2.4	1.8	2.4	0.5	2.2
Les chefs de quartier	14.1	12.1	11.6	10.9	15.6
Les groupes de veille de jeunes	5.0	6.5	14.3	23.5	29.0
La garde républicaine	2.9	0.8	5.7	0.3	1.3
Personne	44.9	39.8	22.9	32.1	20.7
Autre	2.9	8.9	9.2	3.0	1.5
Total	100%	100%	100%	100%	100%
N	1192	1157	1163	1194	1176

ATTENTES DES RÉSIDENTS EN MATIÈRE DE POLICE

Les types de prestations policières

Interrogés sur leurs préférences en matière de prestations policières, dans toutes les communes étudiées, à l'exception de Kampemba, les résidents souhaitent en priorité disposer d'un poste de police dans leur quartier. C'est surtout vrai à Mbujimayi, où environ 45% de résidents font ce choix. A Annexe et à Rwashi, 42% environ font également ce choix. L'intervention rapide d'urgence arrive souvent en deuxième position dans la hiérarchie des souhaits exprimés. L'intervention rapide à la cote plutôt à Lubumbashi. A Kampemba, elle est même le premier choix des résidents (42% de choix). A Annexe, 37.3% des résidents font également ce choix. A Mbujimayi, l'intervention d'urgence n'a pas la cote : seuls 20% des résidents considèrent qu'elle devrait être la priorité policière. A Mbujimayi, les résidents lui préfèrent nettement la patrouille pédestre de quartier et le poste de quartier. A Lubumbashi, la patrouille pédestre arrive systématiquement en troisième et dernière position. On lui préfère partout le poste de police et l'intervention d'urgence.

TABLEAU 48: LES PRÉFÉRENCES EN MATIÈRE DE TYPE DE PRESTATION POLICIÈRE DANS LES QUARTIERS PAR COMMUNE, EN %

	Annexe	Kampemba	Rwashi	Bipemba	Muya
Intervention rapide	37.3	42.0	31.2	20.2	20.2
Patrouille à pied	20.5	18.9	26.2	34.2	35.2
Poste de quartier	42.2	39.1	42.6	45.6	44.6
Total	100%	100%	100%	100%	100%
N	1158	1101	1097	1146	1123

LES REPRÉSENTATIONS SOCIALES

L'ordre des préférences à Mbujimayi (et partiellement à Rwashi) n'est pas très facile à interpréter. Pour quelles raisons, en effet, les résidents de Mbujimayi (et partiellement ceux de Rwashi également) accordent-ils si peu d'importance à l'intervention d'urgence ? Inversement, pourquoi les résidents de Lubumbashi semblent-ils si sceptiques sur l'utilité des patrouilles pédestres de police ? Une réponse partielle vient du constat suivant. Là où les communautés ont organisé des systèmes d'autodéfense, l'intervention d'urgence recule dans l'ordre des priorités. 19.8% des résidents qui affirment participer à un système d'alarme communautaire font le choix de l'intervention d'urgence alors que ceux qui ne participent pas à de tels systèmes sont 35.3% à souhaiter que l'intervention d'urgence soit la première priorité de la police. Ce type de mécanisme existant essentiellement à Mbujimayi, l'urgence dans cette ville semble donc prise en charge par les résidents eux-mêmes. Lorsqu'on ne participe pas à un tel système communautaire, l'intervention d'urgence remonte dans l'ordre des priorités que les résidents souhaiteraient pouvoir assigner à la police.

TABLEAU 49: LES PRÉFÉRENCES DES RÉSIDENTS PAR TYPE DE PRESTATION ET LA PARTICIPATION OU NON À UN SYSTÈME D'ALARME COMMUNAUTAIRE (EN %, DONNÉES PONDÉRÉES)

	Ne participe pas à un système communautaire	Participe à un système communautaire
Intervention d'urgence	35.3	19.8%
Patrouille à pied	24.0	28.6%
Poste de police	40.7	51.7%
Total	100%	100%
N	5275	807

A l'analyse, il s'avère que les préférences du public sont également assez étroitement liées à l'image véhiculée par la police. Si l'image de la police est mauvaise, les résidents tendent à préférer le poste de police à tout autre type de prestation. La préférence pour le poste de police peut peut-être s'expliquer par le rapport ambivalent que les déçus de la police ont avec celle-ci. Pour nombre d'entre eux, la police est plutôt un facteur de tracasserie et dès lors il n'est pas souhaitable qu'elle fasse des patrouilles à pied augmentant du même coup les situations de tracasseries. Lorsque l'image est mauvaise, les résidents souhaiteraient que la police se limite à intervenir pour les situations d'urgence ou prendre les plaintes dans les postes de police.

TABLEAU 50: LES PRÉFÉRENCES DES RÉSIDENTS PAR TYPE DE PRESTATION ET L'IMAGE DE LA POLICE (EN %, DONNÉES PONDÉRÉES)

	Mauvaise image	Bonne image
	%	%
Intervention d'urgence	28.7	41.7
Patrouille à pied	23.4	25.6
Poste de police	47.9	32.7
Total	100%	100%
N	3139	1907

CHAPITRE VI

CHAPITRES THÉMATIQUES

I

II

III

IV

V

VI

VII

VIII

IX

LA SÉCURITÉ ET LE GENRE

Le contexte du quartier

Un nombre élevé de femmes de Mbujimayi sont infrascolarisées (28.9%) alors que, à Lubumbashi, ce taux est de 12.2%. Près d'une femme sur deux de Mbujimayi a fréquenté l'école primaire (45%), mais très peu ont suivi une école professionnelle (5.1%), obtenu un diplôme d'Etat (17.5%) ou un degré universitaire (2.5%). A Lubumbashi, la situation est sensiblement meilleure. 12.2% des femmes interrogées, on l'a dit, n'ont pas fréquenté ou pas fini l'école primaire ; 24.6% ont achevé l'école primaire ; 27.2% ont fréquenté une école professionnelle et 27% obtenu du diplôme d'Etat. 9% ont un degré universitaire. En comparaison, seuls 3.3% des hommes sont infrascolarisés à Lubumbashi, et 9.8% à Mbujimayi. Pas loin d'une femme sur deux dans les deux villes s'occupent du foyer : 49.5% à Lubumbashi et 46.2% à Mbujimayi. Lorsqu'elles travaillent, une bonne partie des femmes exercent des activités dans le commerce ou l'artisanat, se déclarent vendeuses indépendantes ou travaillent à la petite semaine vivant de débrouille comme beaucoup d'hommes.

Les femmes de Lubumbashi ne partagent pas l'opinion des hommes sur les problèmes prioritaires dans les quartiers. Pour elles, la sécurité n'est pas le premier problème des quartiers, et de loin. Si 28.4% des hommes placent l'insécurité en tête des problèmes des quartiers, seules 18.4% des femmes le font. Pour les femmes, les problèmes principaux sont plutôt l'accès à l'électricité (27.5%) et l'accès à l'eau (23.2%), des problématiques qui compliquent les tâches ménagères quotidiennes. A Mbujimayi, en revanche, les femmes sont pratiquement autant que les hommes à considérer que l'insécurité est le problème no 1 des quartiers. Elles sont 32.1% à le faire tandis que 29% des hommes le font. Pour les femmes, comme pour les hommes, l'emploi est également prioritaire. 28.4% des femmes le pensent et 22.3% des hommes. Ils s'accordent également sur le fait que l'accès à l'eau est le troisième problème le plus important. C'est le cas de 19.9% des hommes et de 17.2% des femmes de Mbujimayi.

Dans les deux villes, les femmes sont légèrement moins satisfaites que les hommes de la qualité de vie dans les quartiers. Si 75.3% des hommes de Lubumbashi estiment qu'il fait bon vivre dans leur quartier, ce taux tombe à 72.8% chez les femmes. A Mbujimayi, 68.1% des hommes estiment bonne la qualité de vie dans le quartier alors que seules 60% des femmes le pensent également.

La victimisation

En moyenne, à l'échelon du diagnostic et avec des données pondérées, les victimes d'agressions sont plutôt les hommes. Ils connaissent un taux d'agression de 12.3% contre 8.1% pour les femmes sur trois ans. Pour les agressions sexuelles, en revanche, les femmes en sont les principales victimes : 5.3% des femmes en ont été victimes contre 2.1% des hommes. Ces taux élevés de violences sexuelles chez les femmes – taux sur lesquels on revient un peu plus loin - se répercutent dans l'inquiétude que manifestent les femmes face au risque de viol : 73% des femmes interrogées se disent inquiètes ou très inquiètes quant au risque d'être violées. Les femmes se déclarent également plus inquiètes que les hommes d'être agressées (75.3% contre 54.3% chez les hommes) et manifestent plus d'inquiétude que les hommes face au risque de cambriolage (82.4% contre 72% chez les hommes).

Des différences importantes peuvent être constatées si l'on compare la situation dans les deux villes. Dans les trois communes étudiées de Lubumbashi, les victimes principales d'agressions sont les hommes. Mais à Mbujimayi, ce sont les femmes. Voyons les chiffres. A Kampemba, où l'on rencontre le plus d'agressions à l'échelle des 5 communes, 15.5% des hommes déclarent avoir été victime d'agression sur les trois dernières années contre 8.5% des femmes

par exemple. A Mbujimayi, le rapport s'inverse : dans les quartiers de Bimpemba, 11.6% des femmes ont été victimes d'une agression contre 8.1% des hommes et à Muya 9.1% des femmes ont été victimes d'une agression contre 8.1% des hommes.

TABLEAU 51: LES TAUX COMPARÉS D'AGRESSION PAR GENRE ET PAR COMMUNE

	Homme	Femme
Annexe	13.3	6.1
Kampemba	15.5	8.5
Rwashi	11.6	7.8
Bipemba	8.1	11.6
Muya	8.1	9.1

En règle générale, les femmes constatent moins fréquemment que les hommes des incivilités telles que les scènes de drogues, des jeunes agressifs ou Shégués ou encore la consommation excessive d'alcool. A Mbujimayi, cependant, la situation s'inverse pour les bandes de jeunes agressifs : les femmes en constatent plus souvent que les hommes. Elles constatent plus souvent qu'à Lubumbashi des scènes de drogue, des jeunes agressifs ou Shégués et de la consommation excessive d'alcool.

TABLEAU 52: LA PERCEPTION DES INCIVILITÉS PAR VILLE EN % (NON PONDÉRÉ)

	Lubumbashi		Mbujimayi	
	Homme	Femme	Homme	Femme
	%	%	%	%
Drogue				
non	37.8	58.2	37.7	50.6
parfois	34.4	29.3	36.5	28.6
souvent	29.9	12.5	25.8	20.8
	100%	100%	100%	100%
Jeunes agressifs				
non	60.0	77.5	80.8	71.7
parfois	25.1	15.7	13.8	19.8
souvent	14.9	6.8	5.4	8.5
	100%	100%	100%	100%
Alcool excessif				
non	24.8	48.3	29.1	50.6
parfois	37.0	38.3	33.5	27.4
souvent	38.2	13.4	37.4	22.0
	100%	100%	100%	100%
Insalubrité				
non	47.7	46.8	55.2	54
parfois	30.1	35.6	21.3	33.3
souvent	22.2	17.6	23.6	12.7
	100%	100%	100%	100%

Les femmes de Mbujimayi se disent aussi plus incommodées par le triptyque drogues, jeunes agressifs et alcool. Sur une échelle de 1 à 10 (où 10 est le degré maximum de nuisance), elles attribuent en moyenne un score proche de 6 pour ces incivilités. A Lubumbashi, l'incivilité qui dérange le plus les femmes est l'insalubrité (5.84).

CHAPITRES THÉMATIQUES

TABLEAU 53: LE DEGRÉ DE NUISANCE DES INCIVILITÉS SELON LE GENRE ET LA VILLE EN % (MOYENNE SUR UNE ÉCHELLE DE 1 À 10)

	Lubumbashi		Mbujimayi	
	Homme	Femme	Homme	Femme
Drogues	5.20	5.13	5.47	5.99
Jeunes agressifs	5.02	5.42	5.46	5.88
Alcool excessif	5.26	4.84	5.68	6.06
Insalubrité	5.20	5.84	5.71	4.72

Les violences sexuelles

Selon nos données, la problématique des violences sexuelles à l'encontre des femmes est particulièrement alarmante. Deux séries de chiffres sont reproduites dans le tableau suivant. Sachant que la question des violences sexuelles est sensible et que les répondants hésitent a priori à se confier à un enquêteur inconnu, on a voulu savoir si la présence d'autres individus écoutant l'interview influençait les réponses. Le tableau confirme que c'est le cas et que les taux, en règle générale, augmentent lorsque l'interview se réalise sans observateurs dans des conditions qui garantissent une discussion privée avec l'enquêté.

TABLEAU 54: LES TAUX DE VIOLENCES SEXUELLES PAR COMMUNE SELON LA PRÉSENCE OU NON D'AUTRES PERSONNES QUI ÉCOUTENT, EN % DE VICTIMES

	Annexe	Kampemba	Rwashi	Bipemba	Muya
D'autres personnes écoutent	3.9	2.6	5.2	1.7	1.6
L'enquêté est seul	4.9	2.6	6.0	2.1	1.3

Lorsqu'ils sont seuls avec l'enquêteur, les répondants rapportent plus de cas et les taux de victimisation en principe prennent l'ascenseur dans ces conditions (sauf à Muya). Dans de telles conditions d'interview, à Rwashi, 6% des répondants rapportent avoir été victime de violences sexuelles contre 5.2% lorsque d'autres personnes écoutent l'entretien ; à Annexe 4.9% des résidents déclarent avoir subi des violences sexuelles (contre 3.9% lorsque d'autres écoutent). A Mbujimayi, le taux augmente également sensiblement dans les conditions d'interview optimales à Bipemba (2.1%), mais ce n'est pas le cas à Muya (1.3%).

Le prochain tableau reproduit les chiffres de la distribution par genre et par commune des violences sexuelles dans les conditions optimales d'interview. La prévalence des agressions sexuelles s'avère extraordinairement élevée à Annexe et à Rwashi pour les femmes : respectivement 8.2% e 7.8% en ont été victimes sur les derniers trois ans dans ces deux communes. Autrement dit, pas loin d'une femme sur dix a subi des violences sexuelles dans les trois ans qui précèdent l'entretien. Dans les autres communes, les taux de violences sexuelles subies par les femmes sont nettement inférieurs : 3.1% à Kampemba, 3.3% à Bipemba et 1.8% à Muya.

TABLEAU 55: LES TAUX DE VIOLENCES SEXUELLES PAR GENRE ET PAR COMMUNE (RÉPONDANT SEUL AVEC L'ENQUÊTEUR)

	Annexe	Kampemba	Rwashi	Bipemba	Muya
Hommes	0.3	2.1	4.4	0.7	0.9
Femmes	8.2	3.1	7.8	3.3	1.8

Certains quartiers sont plus touchés que d'autres. Les victimes de violences sexuelles se retrouvent avant tout dans les quartiers de Munua (12.5%), Luwuwoshi (11.1%), Naviundu (9%) et Kisanga (7.1%) dans la commune d'Annexe. A Kampemba, il s'agit surtout du quartier pauvre et marginalisé de Kambemba (11%). A Rwashi, trois quartiers sont plus touchés que les autres : Matoleo (19.5%), Congo (9.4%) et Kalukuluku (9%).

Malgré les précautions prises lors de l'enquête (les femmes interviewaient les femmes, choix d'un endroit privatif pour réaliser l'interview, procédure pour indiquer la présence d'autres individus écoutant l'interview), les enquêtrices, à Lubumbashi comme à Mbuji mayi, ont noté que les femmes hésitaient à se confier auprès d'elles sur la question des viols et parlaient plus volontiers du viol d'une voisine. Le taux de non-réponse pour cette question n'était cependant pas très élevé (moins de 4%) et les femmes ont ainsi en général accepté de répondre. Cela ne signifie pas que toutes se soient confiées aux enquêtrices et que les chiffres présentés ici ne soient pas, en réalité que la pointe de l'iceberg recouvrant une réalité encore plus dramatique.

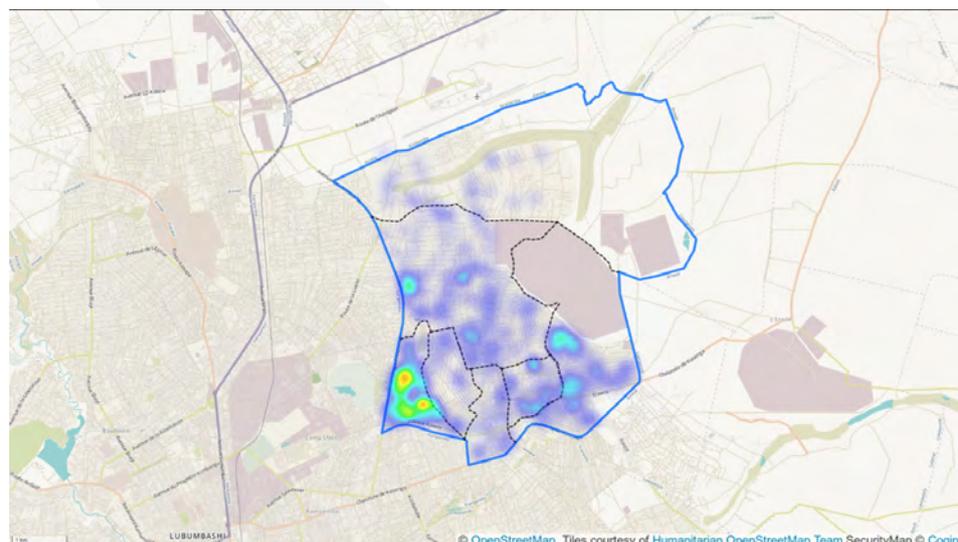
Le risque de viol étant un risque très concret pour les femmes, l'inquiétude a gagné les femmes dans toutes les communes. A Annexe, par exemple, où les risques sont les plus élevés, 85.3% des femmes avouent être inquiètes – 67.8% sont même « très inquiètes » - d'être les prochaines victimes d'un viol. En revanche, à Rwashi – assez curieusement vu la réalité des viols dans la commune – les femmes manifestent des taux d'inquiétude plus bas qu'ailleurs : 52.6% des femmes en moyenne se disent inquiètes face à l'éventualité d'être victime d'agression sexuelle. A Mbuji mayi, où les femmes rapportent moins de cas de violences sexuelles, celles-ci n'en demeurent pas moins inquiètes et cela notamment à Bipemba où 71.2% des femmes le sont.

TABLEAU 56: LE POURCENTAGE D'INQUIETS FACE AU RISQUE D'AGRESSION SEXUELLE DANS LES COMMUNES SELON LE GENRE

	Annexe	Kampemba	Rwashi	Bipemba	Muya
Hommes	22.0	23.4	32.1	13.1	22.1
Femmes	85.3	66.2	52.6	71.2	65.5

La carte suivante permet d'observer la géolocalisation des résidents (hommes et femmes confondus) qui manifestent de l'inquiétude face à la problématique des violences sexuelles dans la commune de Rwashi. Ces craintes sont exprimées essentiellement dans la zone autoconstruite, pauvre et criminogène du quartier de Congo alors qu'ailleurs dans la commune, et notamment dans les zones nord, la problématique est nettement plus retraits.

CARTE 17:
Géolocalisation de l'inquiétude face au risque d'agression sexuelle dans la commune de Rwashi



Alors qu'en règle générale, les résidents ont une opinion plutôt positive toutes proportions gardées sur la qualité du travail de la police en matière de violences sexuelles, ce n'est pas

CHAPITRES THÉMATIQUES

du tout le cas à Annexe. Seules 17.4% des femmes d'Annexe estiment que la police fait du bon travail en la matière. L'opinion des femmes de Kampemba sur le travail spécialisé de la police pour traiter de cette problématique n'est pas très favorable non plus avec seulement 36.6% d'opinions positives. A Rwashi et à Mbujimayi, les avis sur le travail de la police en la matière sont nettement meilleurs. 47.7% des femmes de Bipemba considèrent que la police fait du bon travail et 44% à Muya.

Le sentiment d'insécurité

Un peu paradoxalement peut-être, bien que plus inquiètes que les hommes face à l'éventualité de délits, les femmes sont moins nombreuses que ces derniers à considérer qu'elles en seront victimes dans les prochains 12 mois. A Annexe, à titre d'exemple, seules 39.4% des femmes contre 59.2% des hommes estiment probable d'être victimes d'un délit dans les 12 prochains mois. Estimant la criminalité moins probable, les rues paraissent également plus sûres aux femmes qu'aux hommes après la tombée de la nuit. 73% des femmes se disent insécurisées lorsqu'elles marchent seules après la tombée de la nuit en moyenne contre 82.8% des hommes. En revanche, de jour, les différences observées ne sont pas significatives statistiquement : 14.6% des hommes se disent insécurisés contre 13.2% des femmes.

Il faut cependant nuancer cette affirmation. Le tableau suivant permet d'observer que si les femmes se sentent plus en sécurité que les hommes dans les communes de Lubumbashi de jour, l'inverse est vrai en ville de Mubji Mayi. A Mbujimayi, en moyenne, 24.2% des femmes se déclarent insécurisées de jour contre 15.1% des hommes. Cette peur diurne dans l'espace public s'explique assez bien par la réalité des agressions à Mbujimayi ainsi que par la présence peu rassurante de bandes de jeunes agressives et de Shégués qui occupent pratiquement tout le territoire. En effet, une bonne partie des agressions se déroule de jour à Mbujimayi alors qu'à Lubumbashi elles se déroulent plutôt la nuit. Pour mémoire, à Bipemba et Muya, respectivement 25% et 31% des agressions les plus récentes se sont déroulées l'après-midi alors qu'à Rwashi ou Kampemba seules 2.5% et 4.4% des agressions se sont déroulées les après-midis. La présence de bandes de jeunes agressives et de Shégués a pour effet d'insécuriser les résidents. A Mbujimayi, on l'a vu plus haut, ces incivilités sont constatées très fréquemment par les femmes qui les déclarent également particulièrement problématiques.

TABLEAU 57: LE SENTIMENT D'INSÉCURITÉ LE JOUR PAR COMMUNE ET PAR GENRE, EN %

	Annexe	Kampemba	Rwashi	Bipemba	Muya
Homme	9.3	12.4	21.7	11.8	18.2
Femme	8.6	8.3	13.7	23.8	24.6

TABLEAU 58: LE SENTIMENT D'INSÉCURITÉ DE NUIT PAR COMMUNE ET PAR GENRE, EN %

	Annexe	Kampemba	Rwashi	Bipemba	Muya
Homme	85.2	86.7	78.0	81.7	80.0
Femme	74.0	75.0	69.3	73.4	74.4

Sur les 191 cas de violences sexuelles recensés dans ce diagnostic, 10.3% ont été commis par un ami proche, 12.4% par une connaissance, 19.1% par une personne en tenue et 56.7% par un ou des inconnus.¹⁷ Dans plus d'un cas sur deux, l'agression a été commise en bande. C'est essentiellement à Lubumbashi (Annexe et Kampemba) que les auteurs sont identifiés comme des « personnes en tenue » (20.8% des cas).

Dans toutes les communes de Lubumbashi, les femmes attribuent de meilleures notes à la sécurité que les hommes. L'inverse est vrai à Mbujimayi. Le prochain tableau permet de le constater. Les Lushoises donnent des notes supérieures à 4 à la sécurité alors que les hommes sont plus négatifs et donnent des notes inférieures à ce chiffre. Les femmes de Muya attribuent 4.16 en moyenne à la sécurité dans leur quartier contre 4.47 pour les hommes. A Bipemba, elles donnent 4.07 à la sécurité alors que les hommes lui attribuent le score très proche de 4.18.

La vulnérabilité accrue des femmes de Mbujimayi face aux agressions, le constat plus fréquent chez les femmes de Mbujimayi de la présence du triptyque d'incivilités particulièrement dérangeantes (alcool abusif, drogue et bandes de jeunes agressives), le sentiment d'insécurité élevé de jour et l'opinion plus largement partagée par les femmes que par les hommes qu'aucune entité n'est à même d'assurer la sécurité publique sont des facteurs clefs pour expliquer qu'elles donnent à la sécurité publique des moins bonnes notes que les hommes.

TABLEAU 59: MOYENNES ATTRIBUÉES À LA SÉCURITÉ SELON LE GENRE PAR COMMUNE SUR UNE ÉCHELLE DE 1 À 10

	Annexe	Kampemba	Rwashi	Bipemba	Muya
Homme	3.13	3.15	3.62	4.18	4.47
Femme	4.66	4.67	4.39	4.07	4.16

La dénonciation, les femmes et les chefs de quartier

Les femmes sont plus nombreuses que les hommes à s'adresser aux chefs de quartier pour rapporter un délit. Elles se tournent beaucoup moins souvent que les hommes vers la police pour déposer plainte. Leurs choix se portent sur des stratégies hybrides ou sociales de dénonciation avant tout ; très rarement sur des stratégies formelles à l'exception des plaintes pour violences sexuelles. Cette relative centralité des chefs de quartier dans la dénonciation pour les femmes se retrouve dans des taux de satisfaction des femmes avec les prestations de ces derniers qui sont sensiblement supérieurs que ceux manifestés par les hommes. Cependant, malgré tout, ces taux de satisfaction même pour les chefs de quartier restent bas. Les femmes – on va le voir – sont en réalité très sceptiques sur la capacité à la fois des institutions régaliennes et des organisations communautaires à assurer la sécurité.

Voyons ce qu'il en est de la dénonciation. Si les hommes s'adressent dans 40.6% des cas aux chefs de quartier lorsqu'ils dénoncent un cambriolage, les femmes le font dans 44.8% des cas. Pour les agressions, les hommes s'adressent aux chefs de quartier dans 26.6% des cas ; les femmes le font dans 31.3% des cas. Les femmes s'adressent moins souvent que les hommes à la police : elles le font dans 18.1% des cas où elles portent plainte pour un cambriolage alors que les hommes le font dans 23.6% des cas ; pour les agressions, elles s'adressent dans 20.4% des cas à la police alors que les hommes le font dans 29.7% des cas. Le seul cas où les femmes déposent plainte plus souvent à la police qu'aux chefs de quartiers est pour les violences sexuelles. 37.4% des plaintes sont adressées à la police contre 31.3% aux chefs de quartier. Les hommes, dans de tels cas, choisissent plutôt des stratégies sociales et dénoncent plutôt à un parent.

CHAPITRES THÉMATIQUES

TABLEAU 60: LA DÉNONCIATION POUR CAMBRIOLAGE EN FONCTION DU GENRE (EN % AVEC DONNÉES PONDÉRÉES)

	Homme	Femme
	%	%
Police	23.6	18.1
Chef quartier/cellule	40.6	44.8
Tribunal	0.7	0.5
Imam	0.0	0.5
Homme de Dieu	3.3	1.6
Proche influent	12.0	15.6
Voisin	19.8	18.9
Total	100%	100%
N	848	565

TABLEAU 61: LA DÉNONCIATION POUR AGRESSION EN FONCTION DU GENRE (EN % AVEC DONNÉES PONDÉRÉES)

	Homme	Femme
	%	%
Police	29.7	20.4
Chef quartier/cellule	26.6	30.6
Tribunal	1.0	0.0
Imam	0.7	0.7
Homme de Dieu	1.0	0.0
Proche influent	29.7	31.3
Voisin	11.4	17.0
Total	100%	100%
N	290	147

TABLEAU 62: LA DÉNONCIATION POUR VIOLENCES SEXUELLES EN FONCTION DU GENRE (EN % AVEC DONNÉES PONDÉRÉES)

	Hommes	Femmes
	%	%
Police	25.9	37.4
Chef quartier/cellule	24.1	31.3
Tribunal	3.7	1.0
Amie/ami	1.9	2.0
Imam	1.9	0.0
ONG	7.4	0.0
Numéro d'urgence	0.0	0.0
Homme de Dieu	1.9	1.0
Parent, personne influente	27.8	18.2
Centre de santé	0.0	0.0
Autre	5.6	9.1
Total	100%	100%
N	54	99

Les taux de satisfaction des femmes avec la dénonciation auprès des chefs de quartier est sensiblement meilleure que ceux exprimés par les hommes. Elles sont ainsi 23.5% à se déclarer satisfaites du traitement de leur plainte pour cambriolage auprès des chefs de quartier contre 14.8% des hommes. Elles sont 23.2% à se déclarer satisfaites du traitement de l'agression par le chef de quartier contre 15.9% des hommes. Ces taux restent cependant très faibles et c'est plutôt l'insatisfaction qui domine de part et d'autre.

Cette insatisfaction se manifeste à travers l'immense scepticisme dont font preuve les femmes à l'égard de la capacité des acteurs quels qu'ils soient à assurer la sécurité dans les quartiers. En effet, toutes zones confondues, si les femmes font légèrement plus confiance (15.3%) aux chefs de quartier que les hommes (10.2%) pour assurer la sécurité publique, elles se démarquent des hommes surtout par leur scepticisme : 41.2% des femmes estiment que personne n'est à même d'assurer la sécurité publique alors que le taux de « sceptiques » est de 26.7% chez les hommes. Les hommes ont plutôt tendance à faire confiance à la police (34.2%) alors que seules 26.6% des femmes le font.

Le scepticisme des femmes est plus prononcé à Annexe (52.5% des femmes d'Annexe pensent qu'aucun acteur institutionnel ou informel n'est à même d'assurer la sécurité publique dans leur quartier) ; à Kampemba, 47.1% des femmes pensent de même ; à Bipemba, dans la ville de Mbujimayi, 42.8% des femmes pensent ainsi.

Les différences entre les sexes dans la manière de percevoir les choses sont plus manifestes à Mbujimayi. En règle générale, les hommes de Mbujimayi font confiance soit à la police soit aux groupes communautaires pour assurer la sécurité du quartier. Les femmes ont une confiance très réduite dans la police et dans les groupes communautaires. Partant, sans véritable alternative, elles se montrent beaucoup plus sceptiques que les hommes. A Mbujimayi, 36.3% des femmes ne font confiance en aucun acteur pour assurer la sécurité alors que seuls 16.3% des hommes expriment le même scepticisme. A Lubumbashi, en moyenne, 42.5% des femmes ne font confiance en aucun acteur contre 29.6% des hommes.

TABLEAU 63: LES ENTITÉS LES MIEUX À MÊME D'ASSURER LA SÉCURITÉ DU QUARTIER EN FONCTION DU GENRE DU RÉPONDANT (EN % AVEC DONNÉES PONDÉRÉES)

	Hommes	Femmes
	%	%
Police	34.2	26.6
Sociétés privée de gardiennage	2.0	2.0
Chefs de quartier	10.2	15.3
Groupes de jeunes de veille de quartier	15.9	8.8
Personne	26.8	41.2
Garde républicaine	2.9	2.4
Autre	8.1	3.8
Total	100%	100%
N	3211	3151

Les préférences des femmes en matière de police

A l'échelon du diagnostic, toutes zones confondues, il s'avère que si les hommes préfèrent très nettement le poste de police (47.2%) à tout autre type de prestation policière, les femmes favorisent plutôt l'intervention d'urgence (38.7%). Femmes et hommes s'accordent sur le fait que la patrouille à pied dans le quartier ne fait partie des priorités.

CHAPITRES THÉMATIQUES

Rappelons ici que la patrouille de police à pied et en uniforme dans un quartier n'est pas forcément, pour les Congolais, synonyme de présence rassurante contrairement à ce que l'on peut observer dans un pays occidental. L'image de la police est en berne et, comme on vient de la constater avec les violences sexuelles, un nombre significatif d'agressions sexuelles (environ 20% à Lubumbashi) sont commises par des « hommes en tenue ». L'étude de Kaumba (Kaumba 2003) rapporte le phénomène des « patrouilles de police pirates » qui rançonnent les gens hors de tout contrôle apparent et que certains répondants ont mentionné lors notre enquête également. Ad minima, la patrouille à pied est assimilée aux tracasseries permanentes de la police de la route qui importunent les résidents plutôt qu'elles ne les rassurent. La patrouille à pied a donc un statut ambivalent pour les Congolais : elles présentent à la fois un risque et une nécessité. Plus l'image de la police est bonne – et c'est loin d'être le cas pour l'instant -, et plus les Congolais souhaitent une présence visible de la police sous forme de patrouilles pédestre.

**TABLEAU 64: LES PRÉFÉRENCES TACTIQUES EN FONCTION DU GENRE
(EN %, AVEC DONNÉES PONDÉRÉES)**

	Homme	Femme
Intervention d'urgence	27.8	38.7
Patrouille à pied	25.0	24.2
Poste de police	47.2	37.1
Total	100%	100%
N	3031	3050

L'intervention d'urgence est plébiscitée par les femmes dans les communes d'Annexe et de Kampemba par 45.5% et 48.8% d'entre elles respectivement. C'est dans les communes de Mbujimayi que l'intervention d'urgence a le moins la cote auprès des femmes et passe même en troisième et dernière position dans l'ordre des préférences. A Bipemba, seules 22.7% des femmes accordent leur préférence à l'intervention d'urgence et 27.1% des femmes à Muya. Dans ces deux communes de Mbujimayi, les femmes penchent nettement en faveur du poste de quartier : elles le font dans 43.3% des cas à Bipemba et dans 41.9% des cas à Muya.

Les femmes de Mbujimayi souhaitent plus souvent que les hommes que la priorité thématique de la police soit la lutte contre les bandes de jeunes agressives et les Shégués. Pour 6.8% des femmes, cela doit être la priorité de la police alors que seuls 0.8% des hommes le pensent. Elles souhaitent également plus souvent que les hommes que la police prenne à bras le corps la lutte contre la drogue (4.2% contre 2.7% chez les hommes). En règle générale, tout le monde s'accorde pour que la lutte contre les braquages soit la priorité (68.3% chez les femmes et 64.2% chez les hommes). A Lubumbashi, contrairement à Mbujimayi, la lutte contre l'insalubrité devrait devenir une priorité policière pour 13% des femmes contre 1.8% des hommes.

Les femmes lusoises sont les premières à plébisciter l'éclairage public pour prévenir l'insécurité (42.2% contre 28.3% chez les hommes). Elles sont plus nombreuses que les hommes à souhaiter un numéro d'appel gratuit pour appeler la police : 12.3% contre 8.3% chez les hommes. A Mbujimayi, les femmes souhaitent voir plus de policiers dans la rue (27.3%) que les hommes (18.9%) et plus d'éclairage public (20.9%) que les hommes (16.4%).

LES CHEFS DE QUARTIER

IMAGE 18: Chefs de quartier de la commune de Bipemba, Mbujimayi



Les analyses du diagnostic ont permis de dégager le rôle clef joué par les chefs de quartier dans le dépôt de plainte. Les victimes de cambriolages s'adressent avant tout à eux pour rapporter un délit ; les victimes d'agression le font sensiblement moins mais, en règle générale, elles s'adressent plus souvent aux chefs de quartier qu'à la police également pour rapporter ce type de délit également. C'est surtout vrai à Mbujimayi, mais l'est également à Lubumbashi. Ainsi, à Mbujimayi, 75.3% des victimes de cambriolage qui entreprennent des démarches rapportent l'affaire aux chefs de quartier ; à Lubumbashi, cette proportion est de 42.4%. 44.3% des agressions rapportées à Mbujimayi le sont aux chefs de quartier. A Lubumbashi, cette proportion tombe à 31.4%. A l'inverse, seuls 20.6% des cambriolages rapportés font l'objet d'un dépôt de plainte à la police à Mbujimayi et 27.3% à Lubumbashi. Pour les agressions, les chiffres sont les suivants : 24.6% des agressions rapportées font l'objet d'un dépôt de plainte formel à la police à Mbujimayi et 31% à Lubumbashi. Rappelons que tous ces pourcentages sont calculés à partir des délits pour lesquels les résidents entreprennent des démarches ; bien souvent, ils adoptent des stratégies de résignation et par conséquent aucune démarche n'est entreprise.

TABLEAU 65: Pourcentages de plaintes par type de délit aux chefs de quartiers et à la police par ville, en %

	Lubumbashi	Mbujimayi
Cambriolages aux chefs de quartier	42.4	75.3
Agressions aux chefs de quartier	31.4	44.3
Cambriolages à la police	27.3	20.6
Agressions à la police	31.0	26.4

Traditionnellement en RDC, les chefs de quartier s'occupent des conflits parcellaires, des conflits civils entre propriétaire et locataire (contrat de bail), des contrats de travail, des affaires de dette¹⁸ ou encore des violences conjugales. C'est donc par extension – et également parce qu'en principe déposer plainte au bureau de quartier ne coûte pas d'argent alors que la police tend à faire payer ce service – que les chefs de quartiers, bien que n'étant pas habilités formellement à le faire puisqu'ils ne sont pas officiers de police judiciaire, prennent les plaintes pour délits. En outre – on s'en souvient - le diagnostic révèle

18 Voir aussi Kaumba L. 2003. *Approches de la criminalité dans la ville de Lubumbashi. Rapport des recherches effectuées dans la neuvième session des travaux de l'Observatoire, août. Université de Lubumbashi*

CHAPITRES THÉMATIQUES

que les résidents, lorsqu'ils entreprennent une démarche, s'adressent essentiellement à eux pour tenter de trouver des solutions aux problèmes d'incivilités.

Qui dénonce aux chefs de quartier ?

Il est possible de dresser le portrait approximatif de ceux qui choisissent plutôt de rapporter un cambriolage ou une agression aux chefs de quartier. Ce sont avant tout des résidents qui participent à des systèmes d'alarme et de protection communautaires dont, bien souvent, la cheville ouvrière, en tout à cas pour Mbuji mayi, est le chef de quartier justement. La probabilité de dénoncer à un chef de quartier un cambriolage est multipliée par un facteur de 1.72 si la victime participe à un tel système et de 2.02 fois pour victimes d'agression.¹⁹ D'autres facteurs interviennent également. Les femmes – on l'a vu dans le chapitre précédent – dénoncent plus volontiers aux chefs de quartier que les hommes. Mais c'est également vrai des répondants plus âgés, avec un niveau d'éducation inférieur et, pour les cambriolages, issus des foyers les plus pauvres. Le portrait qui émerge de l'analyse est donc que le chef de quartier apparaît comme un recours pour les catégories de population qui ont pris l'initiative de s'organiser au niveau communautaire contre la délinquance, pour les plus pauvres, les moins éduqués et les femmes et, en somme, pour des catégories marginalisées que l'on va retrouver dans des quartiers informels où domine l'autoconstruction.

TABLEAU 66: PARTICIPE À UN MÉCANISME COMMUNAUTAIRE D'ALARME ET DE PROTECTION DU QUARTIER

A dénoncé un cambriolage au chef de quartier		
	Non	Oui
	%	%
Non	53.4	31.0
Oui	46.6	69.9
Total	100%	100%
N	962	216

TABLEAU 67: LA DÉNONCIATION D'UNE AGRESSION EN FONCTION DE LA PARTICIPATION OU NON À UN MÉCANISME COMMUNAUTAIRE DE PROTECTION DU QUARTIER, EN %

A dénoncé l'agression au chef de quartier	Participe à un mécanisme communautaire d'alarme et de protection du quartier	
	Non	Oui
	%	%
Non	69.4	55.2
Oui	30.6	44.8
Total	100%	100%
N	306	85

A l'inverse, les victimes les plus fortunées, masculines, avec un niveau d'éducation supérieur et, partant, résidant dans des quartiers plutôt aisés, ont plutôt tendance à s'adresser à la police pour déposer plainte.

¹⁹ Ces probabilités sont calculées à partir d'une régression logistique permettant de contrôler les différents facteurs du modèle heuristique élaboré.

LES CHEFS DE QUARTIER : LE CADRE JURIDIQUE

Ce rôle central dans la sécurité publique, les chefs de quartier le détiennent avant tout de leur fonction de représentation du bourgmestre dans les quartiers qui, lui, a des compétences judiciaires générales et, selon la loi, dispose de la police locale pour gérer l'ordre public qui compte parmi ses attributions. Par effet de filiation en quelque sorte, mais sans qu'ils disposent formellement de compétences judiciaires, les chefs de quartier se retrouvent à jouer dans l'ordre public local un rôle tout à fait central. Dans les affaires civiles, les résidents ont depuis toujours recouru aux chefs de quartier pour les arbitrer et c'est donc un peu par extension et par la coutume qu'ils se retrouvent en première ligne pour traiter des plaintes pour délits.

Rappelons quel est le cadre juridique qui régle l'ordre public local. La notion de quartier est définie et régulée par la loi organique no 08/016 du 7 octobre 2008 portant composition, organisation et fonctionnement des Entités Territoriales Décentralisées et leurs rapports avec l'Etat et les Provinces (« loi sur les ETD ») et par la loi organique du 18 mai 2010 portant fixation des subdivisions territoriales à l'intérieur de province.

Cette dernière loi définit le quartier comme échelon administratif de base de la commune (art. 16) sans personnalité juridique ; elle stipule que son périmètre est défini par un arrêté du Gouverneur de la province, qu'il est administré par un chef de quartier assisté d'un chef de quartier adjoint placés tous les deux sous l'autorité du bourgmestre (art. 20), que ceux-ci nommés par un arrêté du bourgmestre (art. 21), que leurs compétences sont « l'encadrement administratif de la population, de l'hygiène et de la salubrité publique », qu'ils « assurent le recensement administratif de la population » et qu'ils « assument toute tâche administrative » qui leur sont « confiées par le bourgmestre » (art. 23).

Les tâches en matière d'ordre public sont confiées aux chefs de quartier par les bourgmestres qui, en vertu de la loi sur les ETD, sont officiers de police judiciaire à compétence générale (art. 60 (1)). Le bourgmestre « assure le maintien de l'ordre public dans sa juridiction » et « dispose des unités de la Police nationale y-affectées ». En vertu de ces prérogatives, le bourgmestre préside le comité local de sécurité qui a pour tâche de coordonner l'action des services de police affectés à sa commune. Les chefs de quartier, à leur tour, président à l'échelon de leur quartier les sous-comités locaux de sécurité qui se réunissent mensuellement et coordonnent l'action en matière d'ordre public dans leur juridiction.

Avec le décret no 13/041 du 16 septembre 2013 portant création, organisation et fonctionnement des conseils locaux pour la sécurité de proximité (CLSP), les bourgmestres se voient confier la présidence d'un nouvel organe de gouvernance de la sécurité publique chargé de « rechercher des solutions durables aux problèmes de sécurité, de tranquillité et de salubrité publique » dans leur commune (art. 3) : les Conseils locaux pour la sécurité de proximité. Bien que les chefs de quartier ne soient pas explicitement nommés par le décret, ces derniers sont appelés à présider les « forums de quartier » (cf. art. 4) dont le rôle est d'exprimer les besoins sécuritaires de la population et d'être tenus informés de la mise en œuvre de plans locaux de sécurité de proximité.

Que font les chefs de quartier ?

Une étude plus poussée permettrait d'en savoir plus sur le rôle des chefs de quartier. Les remarques qui suivent sont basées sur des informations qui restent anecdotiques le plus souvent et, étant donné le rôle important des chefs de quartier dans la sécurité publique, il serait souhaitable d'envisager une étude plus approfondie dans un futur proche. Quelques entretiens réalisés à Lubumbashi par l'Ecole de criminologie pour ce diagnostic indiquent que les chefs de quartier ont des pratiques assez variées, qu'ils reçoivent plus ou moins de plaintes (comme on l'a vu dans le diagnostic à partir des pratiques de dénonciation des résidents) et traitent des problématiques différentes selon les quartiers.

I

II

III

IV

V

VI

VII

VIII

IX

CHAPITRES THÉMATIQUES

En règle générale, lorsqu'ils reçoivent des plaintes, n'étant pas officiers de police judiciaire, la pratique voudrait qu'ils transmettent la plainte à la police, ce qu'ils font fréquemment généralement sans pourtant que nous ne disposions d'information sur la régularité et la systématicité de cette pratique. Ils ont aussi pour habitude de conseiller les victimes et, notamment pour les conflits civils, de jouer d'arbitrer ou de jouer le rôle de médiateur dans la résolution de ces derniers. A travers ces pratiques les chefs de quartier jouent un rôle important dans la paix sociale et œuvrent un peu comme des juges de paix. Ce rôle est d'autant plus important qu'on vient de le voir ce sont surtout des catégories plus marginalisées, qui ne trouvent pas nécessairement leur compte en se rendant à la police, qui s'adressent en priorité aux chefs de quartier lorsqu'ils font face à un cambriolage ou une agression. Ne trouvant pas forcément leur compte lorsqu'ils s'adressent à la police, les groupes les plus marginalisés, vulnérables, trouvent dans la personne du chef de quartier un interlocuteur qui, parce qu'il pratique la médiation, leur fournit une porte d'entrée dans la justice de paix.

Outre cela, les chefs de quartier – et cela dépend des quartiers et des villes – sont à l'origine de l'installation de mécanismes communautaires, collectifs, d'autodéfense des résidents des quartiers. Ce rôle est relativement méconnu et devrait faire l'objet de plus ample investigation pour en comprendre les tenants et aboutissants.

CHAPITRE VII

LES QUARTIERS ET FORUM DE QUARTIER AU SEIN DES COMMUNES



IMAGE 19: Tenue du premier forum de quartier à Kasungami, Lubumbashi

L'objectif de cette section est de présenter les données par quartier à Lubumbashi et par regroupement de quartiers ou forum à Mbujimayi. Les regroupements de quartier des deux communes étudiées de Mbujimayi ont été effectués par les chefs de quartiers et les bourgmestres respectifs lors de deux ateliers animés par l'OIM les 22 et 23 mars 2016. Dans chaque quartier de Lubumbashi et dans chaque regroupement de quartiers de Mbujimayi sera installé un forum de quartier qui permettra des échanges réguliers entre la police et la population. Ces forums seront animés par les chefs de quartier et les données présentées dans cette section serviront à la fois de matériau de discussion au sein des forums et, pour les Conseils locaux pour la sécurité de proximité d'informations pour la mise en place des plans locaux de sécurité de proximité.

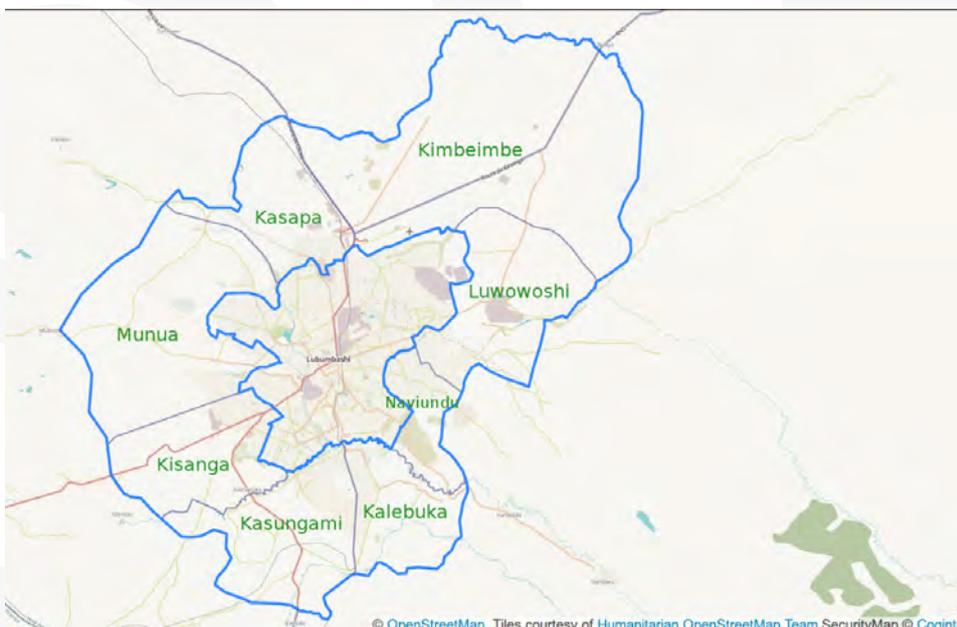
Les données sont présentées de manière succincte et synthétique afin de donner une vision générale des problèmes principaux. Il faut se souvenir que les chiffres indiqués ne représentent que des tendances car les échantillons ne sont représentatifs qu'à l'échelon communal. Au niveau des quartiers ou regroupements de quartier, les échantillons ne sont plus représentatifs et les résultats ne sont qu'indicatifs des tendances qui se dessinent.

Les cartes suivantes présentent les données en fonction des périmètres des quartiers des communes d'Annexe, Kampemba et Rwashi pour la ville de Lubumbashi et des regroupements de quartiers pour les communes de Bipemba et de Muya pour la ville de Mbujimayi. Ces cartes ont été réalisées à partir de traçages des limites des quartiers réalisés par Coginta pour Mbujimayi et par des traces existantes mais révisées par les équipes de Coginta pour Lubumbashi.



Monsieur le Bourgmestre de la commune d'Annexe avec l'équipe de projet.

COMMUNE D'ANNEXE



CARTE 18: Les huit quartiers de la commune d'Annexe

Au sein de la couronne d'Annexe, le type d'habitat et la démographie des deux quartiers de Munua et Kasapa, situés sur la partie ouest et nord-ouest de la ville, se démarquent assez nettement du reste. La classe moyenne, avec ses revenus confortables, éduquée, au style de vie européen manifesté notamment par une tendance à parler français en famille, s'y est installée dans des territoires à habitat composite où se côtoient villas spacieuses et habitations précaires où logent des familles pauvres. Le quartier de Munua prolonge les quartiers aisés du golf de Lubumbashi une fois que l'on a franchi les lignes à haute tension. 38.2% des foyers du quartier déclarent disposer de revenus moyens et 3.9% des revenus supérieurs. 45.4% des ménages parlent le français en famille (ce qui est nettement plus que dans le quartier traditionnel de la classe moyenne à Kampemba : Bel Air).

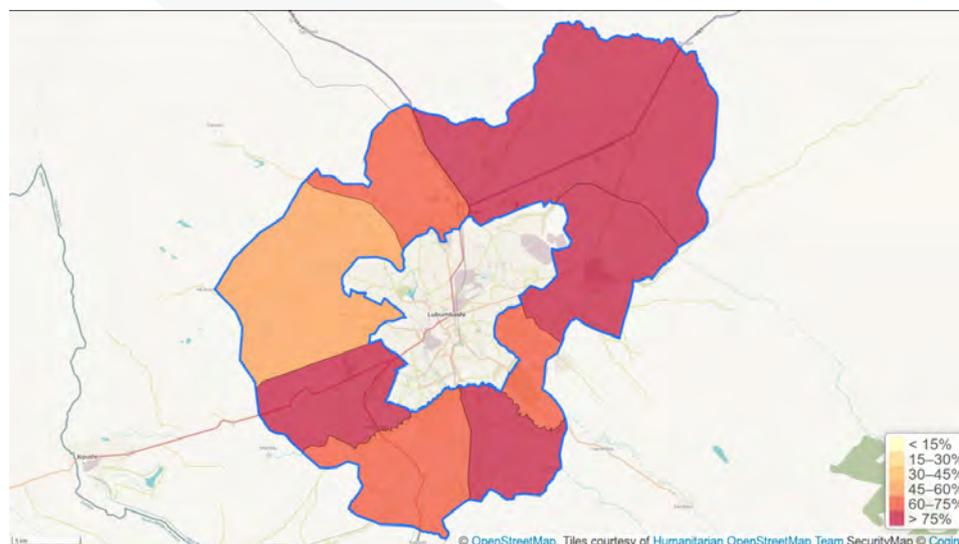
La zone sud de la couronne abrite en effet les foyers les plus pauvres, comme Kalebuka (90.4% de foyers pauvres), Luwowoshi (84.1%) ou encore Kisanga (75.7%). Dans les quartiers de l'est et du sud, l'infra-scolarisation est assez élevée : elle touche 19.6% des résidents de Kasungami à la pointe sud de la ville, 12.5% des résidents de Kalebuka ou encore 12% des résidents de Keimbembe. Le français est peu parlé dans ces zones d'immigration rurale. Il n'est parlé que par 1% des résidents du quartier de Kasungami. Le type dominant d'habitat dans ces zones sud de la couronne est le reflet de la pauvreté et la précarité : l'autoconstruction. Les services sont très limités dans toute cette zone et l'accès à l'eau (sans parler de l'électricité), comme on va le voir plus bas, est le problème no 1 des quartiers sud de la couronne.

**TABLEAU 68: INDICATEURS SOCIODÉMOGRAPHIQUES DES QUARTIERS
DE LA COMMUNE D'ANNEXE PAR QUARTIER, EN %**

	Naviundu	Luwuwoshi	Kalebuka	Kasungami	Kisanga	Munua	Kasapa	Kimbeimbe
Foyers pauvres	72.2	84.1	90.4	61.8	75.7	57.9	67.7	79.2
Foyers à revenus moyens	26.4	14.7	9.6	37.3	23.4	38.2	28.7	20.8
Foyers à revenus supérieurs	1.4	1.2	0	1.0	0.9	3.9	3.7	0
Proportion de jeunes (18-25 ans)	20.3	20.3	21.7	24.5	19.4	17.9	16.3	24.8
Infrascolarisation	4.1	8.2	12.5	19.6	10.4	6.9	3.6	13.0
Diplômes universitaires	15.2	6.9	3.6	7.8	15.8	38.1	23.5	9.0
Parle le français en famille	15.5	7.5	8.4	1.0	9.0	45.4	21.2	10.2
Parle le swahili en famille	63.4	77.5	88.0	80.4	81.5	43.5	65.5	62.2
Parle le tshiluba en famille	13,4	2.5	1.2	3.9	8.1	3.4	10.9	10.2
Exerce une profession libérale	3.1	7.8	1.3	0	1.4	4.3	9.5	1.0
Commerçant, artisan	3.9	3.3	26.3	4.5	0	7.5	4.1	20.4
Débrouillard, journalier	31.8	33.3	21.3	38.2	44.8	27.3	10.1	27.6
Réside dans la commune depuis plus de 3 ans	54.7	49.7	57.8	52.0	58.1	51.2	50.6	53.5

En moyenne, pratiquement un résident sur deux de la commune d'Annexe y habite depuis moins de trois ans. C'est la commune qui connaît le taux le plus élevés de nouveaux résidents à Lubumbashi. Ces chiffres traduisent surtout l'expansion rapide de la ville dans sa périphérie qui ne cesse de s'étendre gonflée par l'afflux constant de nouveaux habitants venus des provinces mais également par une migration interne à la ville qui doit accommoder sa propre croissance due à une très forte natalité. Les quartiers de Kasapa et de Munua accueillent les classes moyennes qui recherchent des espaces plus aérés et ces quartiers connaissent une croissance extrêmement rapide. Luwuwoshi et Kasungami connaissent aussi, selon nos chiffres, des taux de croissance plus importants qu'ailleurs. Les quartiers qui enregistrent le moins de croissance – et nous verrons qu'ils sont les plus problématiques d'un point de vue sécuritaire – sont Kalebuka et Kisanga. Avec 40% environ d'habitants y résidant depuis moins de trois ans, leurs taux de croissance semblent en retrait par rapport aux autres quartiers de la banlieue de Lubumbashi.

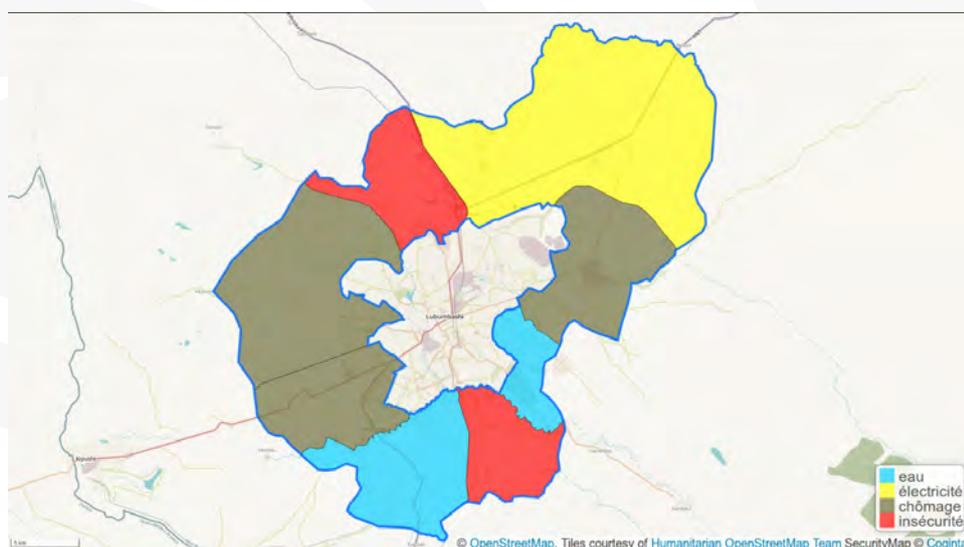
CARTE 19: La qualité de vie dans la commune d'Annexe



ANNEXE

Malgré un taux très élevé de pauvreté et de sérieux problèmes de sécurité, comme on va le voir, le quartier commerçant de Kalebuka semble néanmoins bénéficier d'un microclimat étonnant en matière de qualité de vie : 93% des résidents du quartier sont d'avis que la qualité de vie est bonne dans le quartier. Les quartiers plus aisés – et calmes – de Munua (86%) et de Kasapa (81.9%) sont également réputés pour leur qualité de vie. Keimbembe n'est pas en reste avec 79.2% d'avis positifs. Les résidents de deux quartiers du sud de la couronne - Kasungami et Kisanga – sont les moins positifs sur la qualité de vie dans leur quartier : seuls 52.9% et 56.3% se déclarent satisfaits à ce sujet.

Deux quartiers très contrastés du point de vue sociodémographique placent l'insécurité en tête des problèmes du quartier : le quartier le plus pauvre de Kalebuka et le quartier plutôt aisé de Kasapa. Ailleurs, le chômage est la préoccupation majeure à Luwuwoshi, Kisanga, et même Munua, l'accès à l'eau à Naviundu et Kasungami et l'accès à l'électricité à Keimbembe. La cohésion sociale n'est bonne qu'à Naviundu et Kasungami. Elle est très faible dans les quartiers aisés de Munua et de Kasapa, mais l'est également à Kalebuka et Kisanga au sud de la couronne.



CARTE 20: Les problèmes principaux des quartiers de la commune d'Annexe

TABLEAU 69: QUALITÉ DE LA VIE, CONTRÔLE SOCIAL ET PROBLÈMES PRINCIPAUX DANS LES QUARTIERS D'ANNEXE PAR QUARTIER, EN %

	Naviundu	Luwuwoshi	Kalebuka	Kasungami	Kisanga	Munua	Kasapa	Keimbembe
Bonne image de la qualité de vie	74.3	70.4	93.0	52.9	56.3	86.0	81.9	79.2
Cohésion sociale bonne	60.5	50.0	32.5	58.8	34.7	27.8	29.5	50.0
Bon contrôle social	67.7	48.7	64.2	60.8	43.4	65.1	52.8	69.8
Problème principal du quartier	eau	chômage	insécurité	eau	chômage	chômage	insécurité	électricité

Si l'on se réfère à l'indice de sensibilité²⁰, Keimbembe est un quartier très sûr ; trois quartiers méritent la mention « calmes » (Naviundu, Munua et Kasapa) alors que Luwuwoshi, Kasungami et Kisanga ont une sécurité modérée ou moyenne. Kalebuka, à l'extrémité sud-est de la commune, le plus pauvre des quartiers de la commune mais

²⁰ Cet indice est créé dans ce diagnostic à partir de plusieurs indicateurs comprenant les taux de criminalité, les taux d'incivilités principales et le sentiment d'insécurité. Les quartiers sûrs, selon cet indice, ont une valeur de moins de 10. Un quartier calme a une valeur comprise entre 10 et 15. Un quartier modéré a une valeur entre 15 et 20. Les quartiers sensibles ont des valeurs comprises entre 20 et 25. Au-delà de 25, un quartier est qualifié d'hypersensible.

bénéficiant néanmoins d'une bonne qualité de vie, est le seul quartier que l'on peut qualifier véritablement de sensible en raison d'un cumul de problèmes d'insécurité. Tous les quartiers autoconstruits du sud de la commune frisent avec le seuil de sensibilité selon cet indice. Kasungami, qui jouxte Kalebuka, obtient la valeur de 19.7 selon cet indice. Avec une valeur de 20, il aurait été classé comme quartier sensible à l'instar de Kalebuka. Kisanga obtient également une valeur élevée de 19.1 proche du seuil de sensibilité. Le quartier autoconstruit de Luwuwoshi à l'est de la commune obtient 18.1 sur cet indice.

Les valeurs obtenues par les quartiers selon l'indice de sensibilité correspondent assez bien à l'auto-estimation du niveau de sécurité que les résidents font eux-mêmes de leur propre quartier. Sur une échelle de 1 à 10, où « 10 » indique un quartier très sûr et « 1 » un quartier très peu sûr, les résidents attribuent la moins bonne note à Kalebuka qui n'obtient que 2.76 sur 10 en moyenne. Tous les quartiers autoconstruits du sud de la couronne obtiennent des valeurs inférieures à 4 : Kasungami obtient le score médiocre de 3.69 ; Kisanga obtient 3.55. Luwuwoshi, quant à lui, obtient la mauvaise note de 3.26. Ces quatre quartiers du sud et du sud-est font les moins bons scores de la commune à la fois sur l'indice de sensibilité et selon l'opinion de leurs résidents.

CARTE 21: Les quartiers de la commune d'Annexe selon l'indice de sensibilité

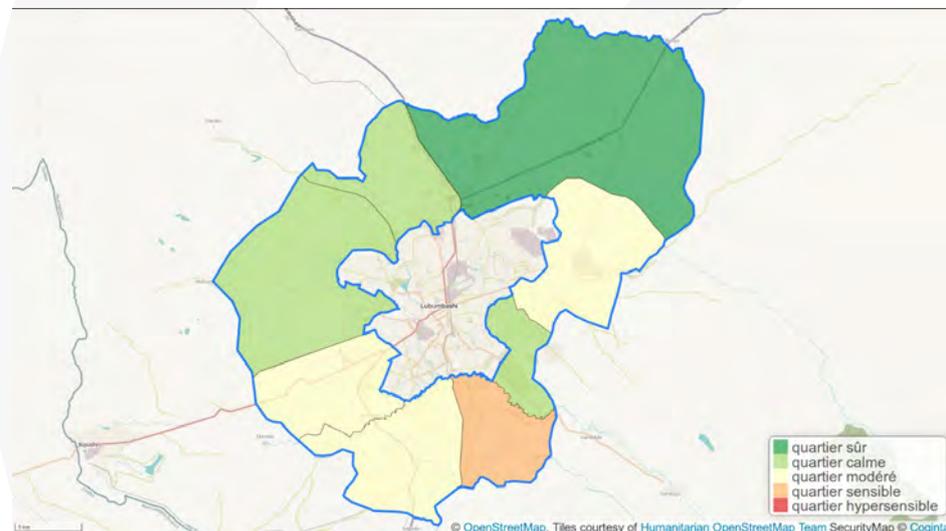
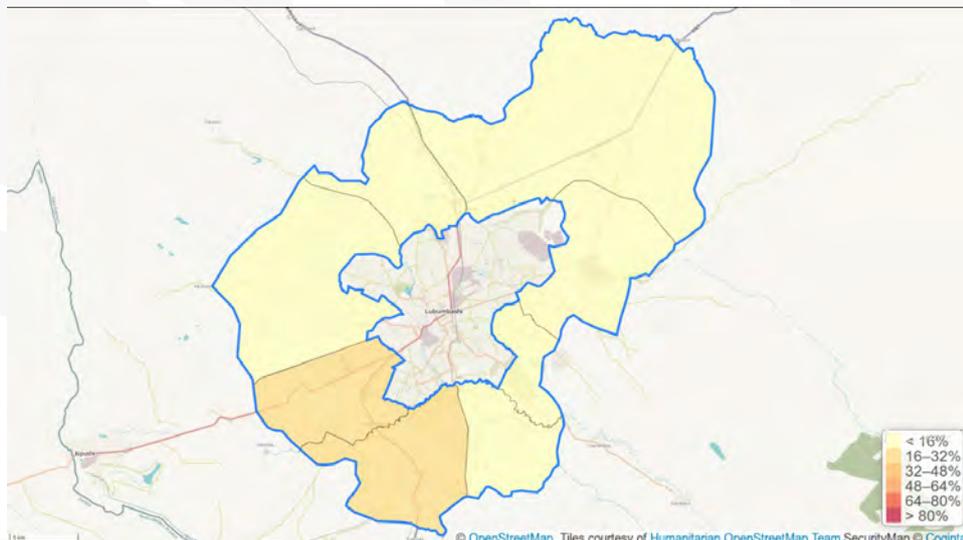


TABLEAU 70: Tableau de bord de l'insécurité dans les quartiers de la commune d'Annexe

	Naviundu	Luwuwoshi	Kalebuka	Kasungami	Kisanga	Munua	Kasapa	Keimbembe
Cambrilage	28.6	48.5	41.0	35.3	21.6	27.5	22.9	13.1
Agression	6.8	10.4	33.7	10.8	14.0	4.3	3.6	5.1
Violences sexuelles	4.8	5.5	2.3	0.1	3.6	6.4	1.2	2.8
Drogue	8.7	13.6	35.8	40.6	27.4	16.1	8.8	15.2
Bagarre	4.2	7.5	9.6	2.0	4.1	11.1	1.8	2.0
Bandes de jeunes et shégus	3.6	15.0	17.1	3.0	22.8	1.7	2.5	5.0
Peur de jour	4.1	7.4	12.1	19.1	17.1	5.3	3.0	2.0
Peur de nuit	75.4	73.9	78.2	94.1	83.7	86.0	89.5	48.4
Indice de sensibilité	12.3	18.1	23.8	19.7	19.1	14.4	11.1	8.7
Niveau de sécurité autoestimé	4.15	3.26	2.76	3.69	3.55	4.41	4.41	4.39
Probabilité d'être victime d'un délit sur les prochains 12 mois	34.1	54.6	74.5	84.3	50.5	18.7	63.8	38.4

ANNEXE

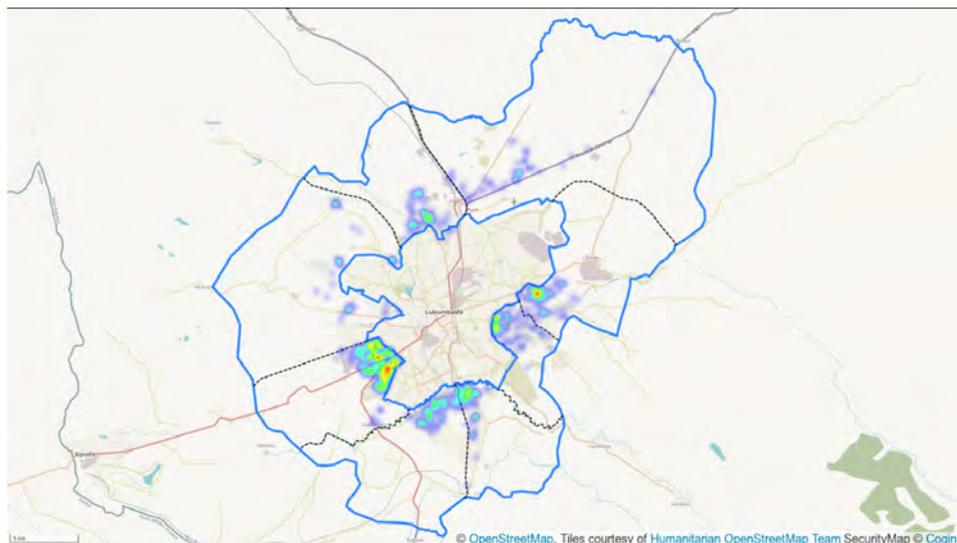
Le tableau de bord de l'insécurité ci-dessus permet de mieux comprendre les problèmes auxquels Kalebuka fait face. Le quartier est frappé de plein fouet par un taux extraordinairement élevé d'agressions (33.7% des résidents disent avoir faits l'objet d'une agression sur les derniers 3 ans). Les taux de cambriolages (41%) y sont également très élevés. Le quartier est également pénalisé par une présence importante de lieux de vente et de consommation de chanvre (35.8%), de scènes de violence interpersonnelle (9.6%) et de bandes de jeunes et de Shégués agressives (17.1%). La configuration de ces problématiques se retrouve dans les deux autres quartiers autoconstruits du sud de la couronne, à savoir Kasungami et Kisanga, même si, dans ce dernier quartier, les taux de cambriolages et d'agressions sont plus en retrait. Les résidents des quartiers sud de la couronne se déclarent peu rassurés. De jour, 17.1% des résidents de Kisanga et 19.1% de ceux de Kasungami se disent insécurisés lorsqu'ils marchent seuls dans leur quartier en plein jour. A Kalebuka, 12.1% sont également insécurisés de jour. Interrogés sur la probabilité d'être victime d'un crime durant les 12 prochains mois, c'est à Kasungami que les résidents se montrent le plus inquiets : 84.3% des résidents du quartier pensent faire l'objet d'un crime dans 12 mois suivants. A Kalebuka, qui arrive en deuxième position, 73.5% des résidents pensent de même. Les taux les plus bas sont enregistrés à Munua, où seuls 18.7% des résidents estiment probable d'être victime d'un crime dans les 12 prochains mois.



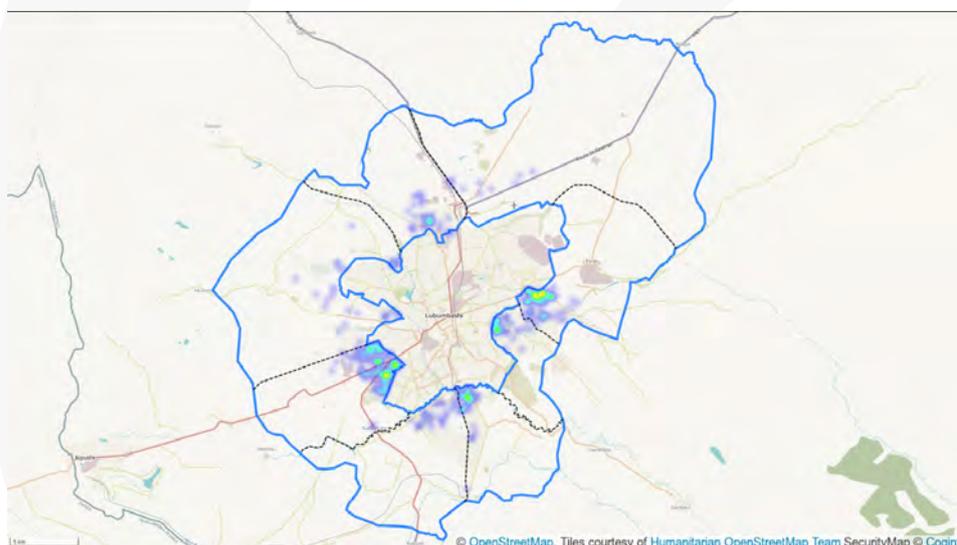
CARTE 22: Le sentiment d'insécurité de jour dans la commune d'Annexe

Les cartes suivantes présentent la distribution territoriale des points de vente et de consommation de chanvre et des bandes de jeunes agressives, deux phénomènes qui s'avèrent étroitement liés du moins géographiquement. Toute la zone urbanisée de Kisanga en direction du centre-ville semble avoir été investie par des bandes de Shégués, le trafic de stupéfiants mais également (carte non montrée) les bars où la consommation abusive d'alcool est très fréquente. Ce triptyque de problèmes est omniprésent également dans les deux autres quartiers autoconstruits du sud de la couronne, à savoir Kalebuka et Kasungami. Quelques chiffres permettront de s'en convaincre : A Kasungami, 52.9% des résidents déclarent que la consommation abusive d'alcool est fréquente dans leur quartier ; à Kalebuka, 45.1% disent de même. En comparaison, dans les quartiers aisés de Munua et de Kasapa, la consommation abusive d'alcool chute : 26.7% à Munua et 4.4% à Kasapa. Ces problématiques sont moins saillantes dans les quartiers nord de la ville, un peu plus dans les quartiers ouest et omniprésentes dans les quartiers pauvres, autoconstruits et d'immigration récente du sud de la couronne. Les cartes permettent d'observer cependant que le phénomène des Shégués couplé avec celui de la drogue semble avoir investi des portions du territoire de Kasapa. Sans pouvoir affirmer que le phénomène est récent, il est possible qu'il le soit et que cela expliquerait sans doute l'impression qu'ont les résidents d'une dégradation soudaine de la sécurité et le fait qu'ils positionnent la sécurité comme étant le problème numéro 1 du quartier alors que les taux de criminalité restent cependant assez faibles par rapport au reste de la commune.

CARTE 23:
La géolocalisation
des points de vente
et de consommation
de chanvre dans la
commune d'Annexe



CARTE 23:
La géolocalisation du
phénomène de bandes
des jeunes agressives
dans la commune
d'Annexe



Le quartier de Keimbembe est très peu touché par l'insécurité. Pratiquement tous les indicateurs qui composent l'indice de sensibilité sont au vert. Le taux de cambriolage y est l'un des plus faibles du diagnostic (13.1%), le sentiment d'insécurité diurne pratiquement inexistant (seul 2% des résidents se disent insécurisés de jour) et la nuit ce sentiment reste très bon (48.4% d'insécurisés) comparativement. La bonne tenue de Keimbembe sur l'indice de sensibilité reste relative comme le rappellera le fait que les résidents lui attribuent une note inférieure à la moyenne de 5 sur une échelle de sécurité et 1 à 10 : avec un score de 4.39, le quartier n'est pas jugé sûr par ses habitants.

Si en règle générale les quartiers nord de la ville de Lubumbashi sont plutôt épargnés par la criminalité, une des raisons principales au calme du quartier de Keimbembe réside dans le fait que la Garde républicaine y loge et que, pour de nombreux résidents, c'est cette garde qui assure la sécurité du quartier. Cela nous mène à l'évaluation de l'action de la police. Le diagnostic permet d'analyser celle-ci à partir de la perception qu'en ont les résidents.

Dans le quartier sud de Kasungami, une infime fraction des résidents est d'avis que la police est visible dans leur quartier (5.1%), qu'elle est proche du public (4%), qu'elle intervient dans des délais courts (2.1%) ou qu'elle fait de la prévention (1%). Et cette image semble si dégradée que seuls 8.9% des résidents estiment que la police est impartiale ! Seulement 7.6% de résidents estiment que la police fait du bon travail dans le quartier (cf. tableau suivant). Dans ce quartier qui cumule les problèmes de sécurité ; la sécurité est mal notée par les résidents eux-mêmes et, comme on peut le voir avec les chiffres sur la

I

II

III

IV

V

VI

VII

VIII

IX

perception de la police, cette dernière ne semble pas contribuer à rassurer les citoyens car elle semble tout bonnement ne pas avoir de présence dans le quartier.

A Kalebuka, le quartier voisin, les choses vont nettement mieux. Certes la police est peu visible - 26.3% des résidents disent voir la police -, mais elle est proche du public selon 67.5% des résidents ; elle intervient rapidement sur appel selon 68.4% des résidents et 74.1% d'entre eux pensent qu'elle fait de la prévention. 50.6% estiment même qu'elle est impartiale, ce qui est un très bon score pour la police à Lubumbashi. Ces excellents scores se répercutent assez naturellement dans une image de la police qui, toutes proportions gardées, est plutôt bonne dans le quartier : 42.1% pensent qu'elle fait du bon travail. On va voir plus loin que les résidents de Kalebuka font confiance dans leur police pour assurer la protection du quartier.

A Kasapa, un quartier calme mais où les résidents sont inquiets de la tournure que prend l'insécurité dans leur quartier, la police paraît visible, proche du public, faire de la prévention et intervenir dans des délais courts pour une majorité de résidents. Et pourtant, lorsqu'on interroge les résidents sur l'image qu'ils ont du travail de la police il s'avère que celle-ci est médiocre et même mauvaise: seuls 9.6% des résidents estiment qu'elle fait du bon travail en la matière. Cette image écornée, malgré la relative proximité que semble avoir la police de Kasapa avec les résidents, est partiellement induite par le sentiment qu'ont 40% des résidents que l'insécurité gagne rapidement le quartier. A Kasapa, 63.8% des résidents pensent qu'ils vont être victime d'un délit dans les 12 prochains mois alors que dans le quartier voisin de Munua seuls 18.7% des résidents le pensent.

TABLEAU 71: LE CONSTAT SUR LA POLICE DES RÉSIDENTS DES QUARTIERS DE LA COMMUNE D'ANNEXE, EN %

	Naviundu	Luwuwoshi	Kalebuka	Kasungami	Kisanga	Munua	Kasapa	Keimbembe
Visibilité de la police	48.3	35.3	26.3	5.1	33.6	40.1	54.6	21.1
Proche du public	44.7	32.9	67.5	4.0	47.7	8.7	58.6	54.0
Intervient dans des délais courts	36	21.7	68.4	2.1	4.6	12.4	53.9	54.6
Fait de la prévention	36.7	28.0	74.1	1.0	10.5	8.5	59.0	53.1
Est impartiale	17.9	14.2	50.6	8.9	80.0	22.7	10.3	39.8

Les quartiers précaires du sud d'Annexe, dont on a vu qu'ils étaient plus touchés que les autres par la criminalité et l'incivilité, semblent faire face à une montée récente de l'insécurité : un peu plus de 68% des résidents constatent une dégradation à Kalebuka et Kasungami et 60.6% constatent également une détérioration à Kisanga sur les derniers 12 mois. Le phénomène de l'insécurité semble aussi gagner des quartiers calmes et plutôt aisés comme Kasapa où 40.5% des résidents constatent une dégradation de la situation sur un an. Là où l'insécurité monte, les résidents tendent à penser que le travail de la police se péjore également. A Kalebuka et à Kisanga, la majorité des résidents sont de cet avis tandis qu'à Kasungami et Kasapa 31% et 22.9% respectivement pensent également que le travail de la police se péjore. Partout ailleurs, l'opinion dominante est que la qualité du travail de la police n'évolue pas et qu'elle reste, dans la plupart des quartiers, largement insatisfaisante. Dans les quartiers calmes ou sûrs d'Annexe, environ un tiers des résidents estiment que la police fait du bon travail en matière de lutte contre la criminalité.

TABLEAU 72: IMAGE DES SERVICES DE POLICE ET ÉVOLUTION DE L'INSÉCURITÉ DANS LES QUARTIERS DE LA COMMUNE D'ANNEXE, EN %

	Naviundu	Luwuwoshi	Kalebuka	Kasungami	Kisanga	Munua	Kasapa	Keimbembe
Bonne image police crime	36.7	24.0	42.1	7.6	42.9	48.7	9.6	34.9
Bonne image police route	63.3	44.4	0	57.1	38.9	77.8	21.7	15.4
Bonne image police violences sexuelles	35.1	18.4	0	3.1	9.8	48.8	20	50.0
Amélioration du travail de la police sur 12 mois	21.0	14.1	20.0	2.0	16.6	10.3	8.6	14.1
Détérioration du travail de la police sur 12 mois	7.6	11.4	58.7	31.0	57.6	9.1	22.9	15.4
Amélioration de la sécurité sur 12 mois	12.4	11.5	6.0	2.9	5.5	4.0	6.5	18.3
Détérioration de la sécurité sur 12 mois	10.2	13.5	68.7	68.6	60.6	15.7	40.5	15.1

Les graphiques suivants permettent de visualiser la distance, et parfois le fossé, qui existe entre le modèle de police de proximité conçu comme un pentagone parfaitement rempli et la réalité de la police sur cinq dimensions : visibilité, proximité, intervention d'urgence, prévention et impartialité. Nous avons choisi de montrer les pentagones empiriques (les parties foncées) pour le cas de Kalebuka (satisfaisant selon les résidents) et le cas de la commune résidentielle de Munua, où l'opinion publique juge moins positivement l'action de la police.

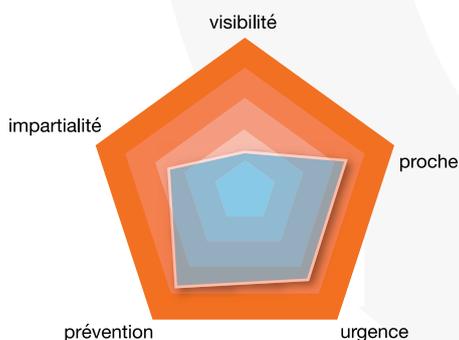


FIGURE 12: Le pentagone empirique de la police de proximité à Kalebuka

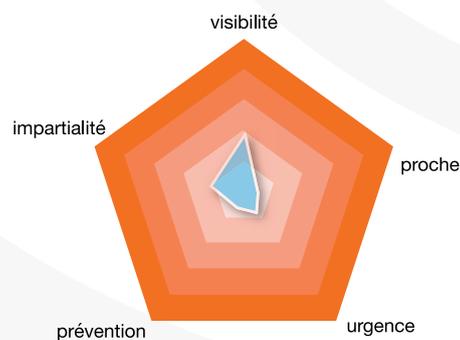


FIGURE 13: Le pentagone empirique de la police de proximité dans le quartier de Munua

Que font les résidents d'Annexe face à l'insécurité ? Voyons d'abord ce qu'il en est de la dénonciation des délits.

Lorsqu'elles entreprennent de rapporter un délit, les victimes de cambriolage ou d'agression de la commune déposent rarement plainte à la police. Elles le font un peu plus à Kasungami (42.1%) mais, en règle générale, elles choisissent plutôt de s'adresser au chef de quartier. On peut considérer ce comportement comme une règle qui ne souffre que d'une unique exception : à Kasapa, où la confiance dans la police est pourtant faible mais la police très présente dans le quartier, les résidents se tournent vers la police plutôt que vers le chef de quartier pour déposer plainte. Partout ailleurs, même dans le quartier le

plus aisé de Munua, le chef de quartier est l'interlocuteur principal des résidents lorsqu'ils choisissent de déposer plainte (ou dénoncer une incivilité). Le rôle du chef de quartier est cependant plus central dans les quartiers du sud et du sud-est de la commune où résident les populations les plus marginalisées dans la commune.

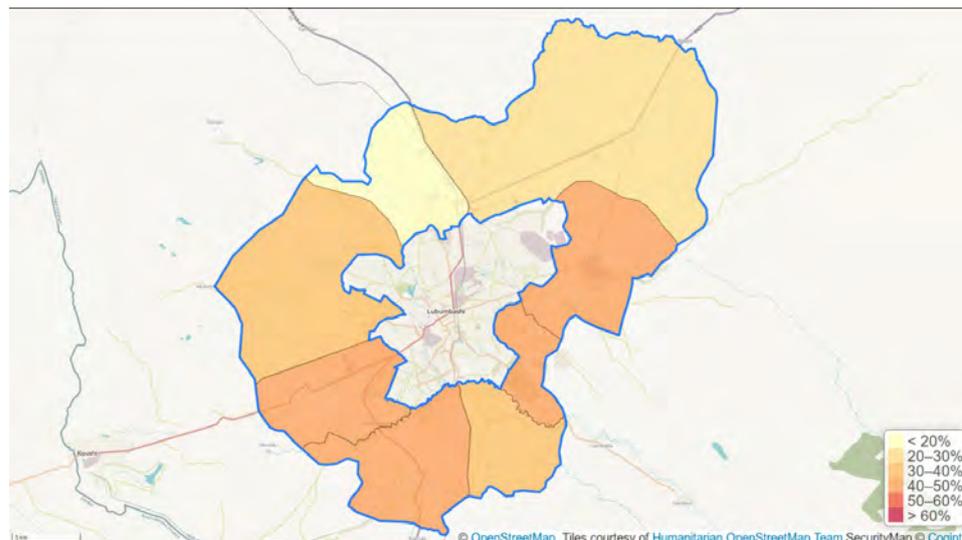
Pour se prémunir des vols, 40.9% des résidents prennent des mesures individuelles ou collectives. Selon les informations qu'ils nous ont fournies, ces mesures sont récentes essentiellement dans les quartiers du sud et du sud-est de la commune. A Kisanga, qui fait face à de sérieux problèmes de drogues et de bandes de jeunes, 60.6% des mesures datent de moins d'un an. Dans les quartiers plus calmes de Munua, Kasapa et Keimbeme, ces mesures sont en général moins récentes mais elles sont sensiblement plus fréquentes dans les deux quartiers les plus aisés de Munua et de Kasapa sachant que les classes moyennes et supérieures investissent toujours plus dans les mesures individuelles de protection.

Dans la panoplie de mesures possibles, les habitants des quartiers plus aisés de Munua et Kasapa et ceux des autres quartiers font des choix différents à la mesure de leurs ressources financières et adaptés au contexte social. Dans les quartiers résidentiels où domine l'individualisme, le choix se porte – mais c'est surtout le cas à Munua où se concentre la richesse de la commune – davantage sur l'achat d'un chien de garde, le louage de services de sociétés de gardiennage privée ou de policiers détachés et la mise en place de murs d'enceinte pour protéger la concession. Les systèmes communautaires consistant à engager des jeunes pour veiller ou mettre en place un système d'alarme collectif n'a pratiquement pas cours dans ces quartiers. En revanche, dans les quartiers du sud et sud-est, c'est ce type de mesures collectives qui s'imposent. Les résidents de ces quartiers s'équipent également, lorsqu'ils le peuvent, des portes en fer. A Kalebuka, Luwuwoshi et Naviundu, les alarmes communautaires sont les mesures les plus populaires. A Kisanga, en revanche, les résidents prennent plutôt des mesures individuelles et barricades la concession ou la maison avec des portes en fer ou des murs d'enceinte.

TABLEAU 73: LES COMPORTEMENTS EN MATIÈRE DE PRÉVENTION ET DE DÉNONCIATION DES RÉSIDENTS DE LA COMMUNE D'ANNEXE PAR QUARTIER, EN %

	Naviundu	Luwuwoshi	Kalebuka	Kasungami	Kisanga	Munua	Kasapa	Keimbembe
Dénonce un délit à la police	14.8	34.4	33.3	42.1	26.3	34.0	37.5	33.0
Dénonce un délit au chef de quartier	48.2	40.6	33.3	47.4	42.1	39.6	12.5	22.2
A pris des mesures de prévention	33.1	39.3	42.2	8.8	49.1	49.8	47.6	39.6
Participe à un système d'alarme et de veille	11.5	17.2	15.7	3.4	7.7	4.8	0	6.9
Les dernières mesures de prévention datent de moins d'un an	40.8	51.6	31.4	55.6	60.6	35.0	17.7	30.0

CARTE 25: Les taux de dénonciation aux chefs de quartier dans la commune d'Annexe par quartier



Ce qui frappe à Annexe est le nombre particulièrement élevé de résidents qui pense qu'aucune organisation n'est à même d'assurer la sécurité dans leur quartier. Ces sceptiques sont les plus nombreux dans les quartiers de Kasungami et de Kasapa, où les résidents font face à une recrudescence de l'insécurité et où l'image de la police est particulièrement mauvaise (moins de 10% de résidents satisfaits) : plus de 70% des résidents de ces deux quartiers pensent que l'insécurité se développe hors de tout contrôle. Ces sont également les deux quartiers où, malgré un avis très négatif sur la police, les résidents n'ont pas mis en place de système collectif d'alarme et de protection.

Ce scepticisme n'est pas partagé par les résidents de Kalebuka : 67.5% des résidents du quartier se déclarent confiants dans le fait que la police est en mesure d'assurer la sécurité du quartier. On se souvient que l'image de la police n'est pas mauvaise à Kalebuka (42.1% d'opinions positives). C'est aussi le quartier dans lequel la police semble appliquer le mieux certains principes de la police de proximité (proche du public, prévention, intervention dans des délais courts). Face à l'insécurité grandissante, les résidents de Kalebuka font confiance dans les capacités de la police à juguler le phénomène. Si une partie des résidents ont également mis en place depuis quelques temps un système d'alarme communautaire, ce système n'inspire guère la confiance des résidents cependant. Les chefs de quartier, qui sont souvent à l'origine des systèmes d'alarme communautaires, jouent également un rôle assez marginal dans la sécurité publique du quartier (1.2%).

Kalebuka est un peu une exception à Annexe. Partout ailleurs, la police n'inspire guère de confiance auprès des résidents. C'est dans les quartiers les plus fortunés de la commune - Kasapa et Munua - que la cote de confiance touche le fond avec respectivement seulement 14.1% et 11.5% de confiants. A Kasungami, où la présence policière semble pratiquement nulle, le taux de confiance est en chute libre : 6.9% des résidents font confiance à la police pour assurer la sécurité du quartier. Ailleurs, grosso modo un tiers des résidents lui font confiance. Les chefs de quartier ont un peu plus la cote à Luuwoshi, Naviundu et Munua sans pourtant convaincre plus de 20% environ des résidents qu'ils sont à même d'assurer la sécurité du quartier. Le nombre important de sceptiques s'explique donc par la faiblesse de la police, le rôle relativement marginal du chef de quartier, et l'absence, dans les quartiers aisés de la commune, ou la faiblesse ailleurs des systèmes communautaires d'alarme pratiquement inexistant dans la commune. A ces facteurs s'ajoutent que, pour un nombre assez important de résidents, que l'insécurité a tendance à grimper et que le travail de la police ne donne pas de signes d'amélioration.

TABLEAU 74: LES ENTITÉS LES MIEUX À MÊME D'ASSURER LA SÉCURITÉ DANS LES QUARTIERS D'ANNEXE PAR QUARTIER, EN %

	Naviundu	Luwuwoshi	Kalebuka	Kasungami	Kisanga	Munua	Kasapa	Keimbembe
	%	%	%	%	%	%	%	%
Police nationale	37.1	39.9	67.5	6.9	31.1	14.1	11.5	29.6
Les sociétés de gardiennage	0	2.5	0	0	0.4	9.5	0.6	1
Chefs de quartier	17.2	20.9	1.2	8.9	12.2	18.1	8.5	14.3
Groupe de jeunes de veille	10.0	10.8	4.8	2.0	7.2	1.5	1.2	2.0
Personne	32.1	20.9	25.3	73.3	44.6	55.3	70.3	32.7
La garde républicaine	1.4	2.5	1.2	0	4.1	0	0.6	18.4
Autre	2.2	2.5	0	8.9	0.4	1.5	7.3	2
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%
N	140	158	83	101	222	199	165	98

Les préférences en matière de prestations policières dans la commune dépendent assez largement du type d'habitat et de facteurs tels que la présence de la police. Dans le quartier le plus résidentiel de Munua, mité des zones résidentielles assez anonymes, l'intervention d'urgence sur appel est le service préféré des résidents. A Kasapa, où l'habitat est assez similaire à Munua et la classe moyenne bien implantée, l'intervention d'urgence et les patrouilles en uniforme dans le quartier sont au coude à coude. A Naviundu, un autre quartier calme, les avis sont partagés entre les trois options. Partout ailleurs, le poste de police apparaît comme l'option prioritaire des résidents.

TABLEAU 75: LES PRÉFÉRENCES EN MATIÈRE DE PRESTATION DES RÉSIDENTS D'ANNEXE PAR QUARTIER, EN %

	Naviundu	Luwuwoshi	Kalebuka	Kasungami	Kisanga	Munua	Kasapa	Keimbembe
	%	%	%	%	%	%	%	%
Intervention d'urgence	34.8	23.8	20.5	36.4	37.2	63.0	38.9	24.2
Partouilles à pied et en uniforme	34.1	12.6	24.1	23.2	11.6	11.5	34.6	19.2
Poste de quartier	31.1	63.6	55.4	40.4	51.2	25.5	26.5	56.6
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%
N	135	143	83	99	215	200	162	99

En matière de prestations thématiques, le souhait de la majorité des résidents est que la police se focalise sur les cambriolages. C'est surtout le cas dans le quartier le plus résidentiel de Munua (84%). A Naviundu, Kasungami et Kisanga d'autres priorités émergent à côté de la lutte contre les cambriolages et les braquages. A Naviundu et Kasungami, la problématique des bandes de jeunes agressives a plus d'importance aux yeux des résidents qu'ailleurs. A Kasungami, 27.8% des résidents citent également le problème de l'insalubrité et des atteintes à l'environnement comme problématique prioritaire dont devrait s'occuper la police. Le crime organisé est cité comme une priorité essentiellement dans les quartiers de Naviundu, Luwuwoshi, Kalebuka et Kasapa.

TABLEAU 76: LES PRÉFÉRENCES THÉMATIQUES DES RÉSIDENTS D'ANNEXE PAR QUARTIER, EN %

	Naviundu	Luwuwoshi	Kalebuka	Kasungami	Kisanga	Munua	Kasapa	Keimbembe
	%	%	%	%	%	%	%	%
Les cambriolages et braquages	48.6	67.9	75.9	50.5	49.5	84.0	68.7	75.2
La drogue	4.2	3.1	3.6	4.1	2.3	0.5	3.6	4.0
Les agressions physiques	4.9	3.8	0	1.0	0.9	2.0	1.2	1.0
Les bandes de jeunes agressives	7.0	2.5	0	12.4	4.1	7.0	0.6	0
L'insalubrité et les atteintes environnementales	1.4	5.7	3.6	27.8	0.9	0	2.4	1.0
Le crime organisé	12.0	8.8	14.5	0	6.3	0.5	20.5	5.9
Autre	21.8	8.2	2.4	4.1	26.1	6.0	3.0	12.9
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%
N	142	159	83	97	222	200	166	101

En matière de solutions pour améliorer le travail de la police, les résidents d'Annexe citent d'abord la paie des policiers. A Munua, par exemple, 90% des répondants ont cité cet item. Ailleurs, les résidents ont souvent d'autres idées à ce sujet. Luwuwoshi cite plus que les autres la discipline (14.5%). A Kalebuka, Keimbembe, Naviundu et Luwuwoshi, la formation est également souvent mentionnée. Pratiquement personne ne considère que l'augmentation des effectifs policiers puisse améliorer la performance. En revanche, à Luwuwoshi, Kasungami et Kisanga notamment, on pense plus souvent qu'ailleurs que le recrutement devrait être amélioré.

Pour résumer, on peut dire ceci. La commune d'Annexe semble en quelque sorte traversée par un axe diagonal qui part du point sud-ouest de Kisanga et file jusqu'au nord-est du quartier de Luwuwoshi. Toute la demi-lune située au nord de cet axe est une zone plus résidentielle, où une partie de la bourgeoisie de Lubumbashi a choisi de s'installer et qui attire même quelques familles de la grande bourgeoisie locale. C'est un mode de vie à l'europpéenne qui y domine, avec une préférence pour des villas individuelles plutôt spacieuses, des espaces aérés, et, dans ces zones composites où résident également des foyers pauvres, c'est plutôt le chacun pour soi qui caractérise les relations entre les habitants. Ces quartiers sont plutôt calmes, et les taux de criminalité et d'incivilité y sont relativement faibles même si les résidents de Kasapa notent une nette détérioration récente de la sécurité dans leur quartier qui les inquiète. Cela est documenté notamment par l'installation de points de vente de drogue qui est souvent accompagné par l'occupation du territoire par des bandes de jeunes agressives. Le quartier nord de Keimbembe partage avec les quartiers sud son urbanisme et sa démographie mais doit le calme qui y règne notamment à la présence du camp de la Garde républicaine qui sécurise la zone.

La demi-lune sud de cet axe accueille des populations souvent pauvres, marginalisées, sans emploi fixe, et le paysage urbanistique est plus celui de la cité noire africaine, avec des maisons souvent ouvertes, des zones d'autoconstruction, où s'entremêlent ruralité et urbanisme dans des habitats peu viabilisés et où l'accès à l'eau et l'électricité sont des problèmes récurrents. L'insécurité tend à se concentrer dans les zones sud de cet axe sans épargner pour autant le sud-est où se forment des poches d'insécurité avec la prolifération de foyers de vente et de consommation de chanvre, l'abus d'alcool, et des bandes de jeunes désœuvrées agressives qui sévissent surtout le soir. On peut observer dans ces zones des taux parfois très élevés d'agression, de cambriolage, et de viols. Le viol – comme on avait pu le voir dans le chapitre consacré au genre et la sécurité – est une problématique majeure dans la commune où pratiquement une femme sur dix déclare avoir fait l'objet d'une agression sexuelle dans les trois ans qui ont précédé l'interview.

ANNEXE

Des quartiers de cette zone cumulent les problèmes, notamment Kalebuka et Kisanga, qui sont lâchés par la cohésion sociale et qui, bien qu'ils s'organisent quelque peu de manière communautaire, ne sont pas en mesure de s'interposer face à la montée de la délinquance.

D'une manière générale, la commune d'Annexe est moins bien desservie par la police que les autres communes. Celle-ci y est moins visible, pratique moins la prévention ou encore intervient moins souvent dans des délais courts qu'ailleurs à Lubumbashi et cette présence minimale se traduit dans une image plutôt négative de son travail, une confiance très réduite dans la capacité de la police à gérer l'ordre public et maîtriser la délinquance et, parce que la pratique de systèmes communautaires d'alarme et de protection est très limitée, bon nombre d'habitants, y compris jusque dans les zones les plus résidentielles de la commune, se sentent abandonnés à leur sort. La montée ressentie de l'insécurité à Kasapa doublé d'un sentiment que la police est en aucun cas proche des citoyens, explique la très mauvaise image qu'ont les résidents de la commune de la police. Même à Munua, où la police assure une meilleure présence, le sentiment qui prédomine est qu'aucune autorité n'est véritablement en mesure d'assurer la protection des résidents.

Face au sentiment d'un abandon des autorités, les résidents tendent à prendre des mesures souvent individuelles de protection. C'est la commune dans laquelle le taux de résidents déclarant avoir pris des mesures ces derniers 12 mois est le plus élevé à Lubumbashi. 41.3% des résidents ont pris des mesures récemment contre 25.8% à Kampemba par exemple. Les mesures prises dans les zones plus résidentielles sont essentiellement des mesures de fortification du lieu d'habitation avec des murs d'enceinte à élévation haute coiffés de file de fer barbelés qui évoquent parfois des zones de guerre. Au sud et au sud-est de la couronne, la tendance est d'organiser des systèmes d'alarme communautaires à l'instar de ce que font les résidents de Rwashu. La police étant peu présente, plutôt mal-aimée, en général considérée comme partielle, et en principe démunie pour répondre aux cambriolages, les résidents s'adressent peu à elle pour dénoncer les délits. Ils ont tendance à se rendre plutôt au bureau du chef du quartier pour l'informer du délit lorsqu'ils entreprennent des démarches même si très peu d'entre eux pensent que ces derniers soient véritablement en mesure d'assurer la sécurité publique face à l'ampleur des problèmes.

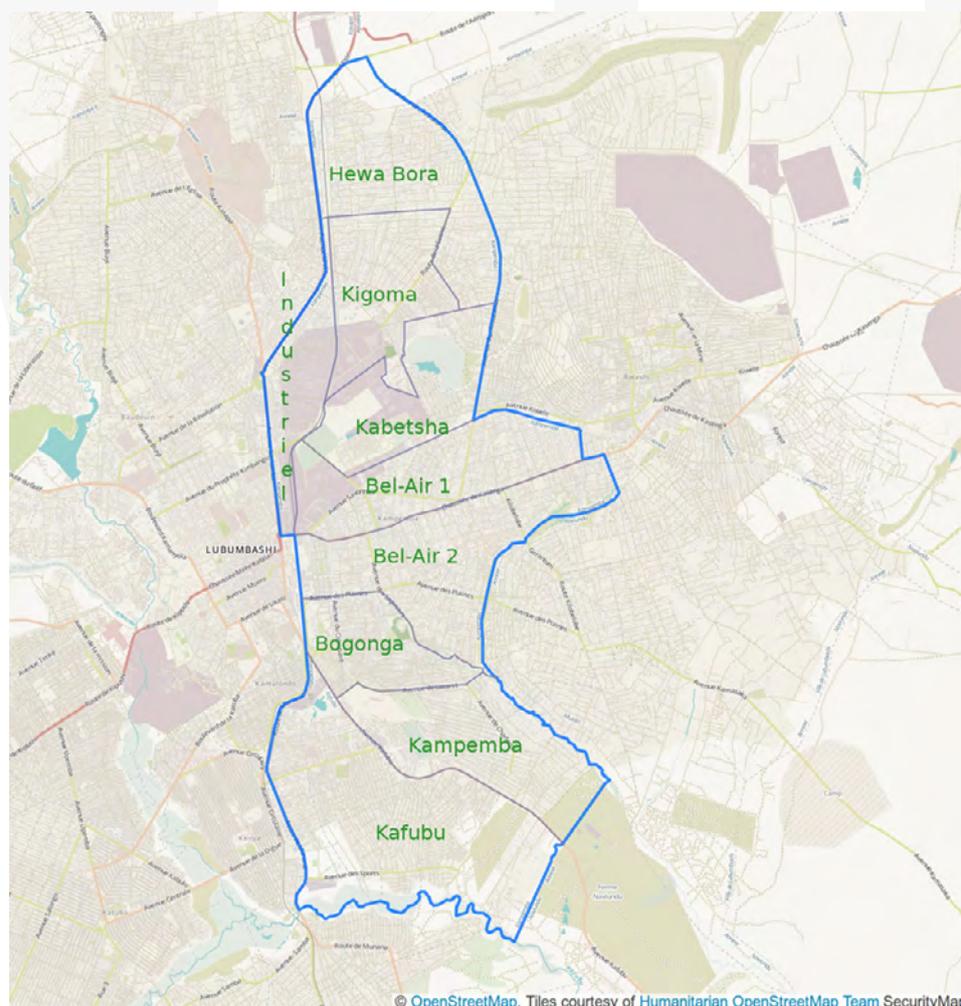
Ce sont les grandes tendances que l'on observe dans la commune même s'il y a une exception notable et qui mérite d'être mentionnée dans cette conclusion. Le cas de Kalebuka dénote en effet dans le pessimisme ambiant. Malgré le cumul des problèmes de sécurité auquel les résidents de ce quartier doivent faire face quotidiennement, environ deux résidents sur trois pensent malgré tout que la police est en mesure de juguler la délinquance, lui font confiance, et s'adressent en conséquence à elle pour dénoncer les délits ; ils considèrent que la police est visible dans leur quartier, qu'elle est proche de son public et l'image qu'ils ont de la police est meilleure qu'ailleurs dans la commune.

IMAGE 20: Groupe de travail du Conseil local de sécurité de proximité de la commune de Kampemba



COMMUNE DE KAMPEMBA

CARTE 26: Carte des quartiers de la commune de Kampemba



Le cœur historique de la commune de Kampemba est formé par les quartiers de Bel Air 1 et Bel Air 2 que l'administration de la ville avait réservés à la population blanche au moment l'extension de la ville dans les années 1940. Encore aujourd'hui, les deux quartiers

- I
- II
- III
- IV
- V
- VI
- VII
- VIII
- IX

KAMPEMBA

de Bel Air sont habités par une classe moyenne qui représente pratiquement la moitié de la population. Le français – qui est la langue principalement parlée par les élites à Lubumbashi – y est parlé en famille par un peu plus de 30% des foyers. Le niveau moyen de scolarisation y est élevé avec, notamment à Bel Air 1 où quelques familles de la grande bourgeoisie locale y ont leur résidence, 31.9% de résidents au bénéfice d'une formation universitaire. La classe moyenne s'est également bien implantée dans le nouveau quartier de Hewa Bora, qui jouxte l'aéroport tout au nord de la commune de Kampemba : on y trouve des fonctionnaires, des professions libérales et quelques patrons d'entreprises. 52.5% des résidents de Hewa Bora déclarent appartenir à la classe moyenne plutôt européenne ; 29.5% ont suivi une formation universitaire et le français est parlé dans 26.7% des ménages.

Le quartier dit industriel, traversé par le rail, était situé entre le quadrilatère du cœur historique de Lubumbashi - où résidaient les Européens - et les nouveaux quartiers de Bel Air. Cette zone était réservée aux entreprises artisanales et industrielles établies à proximité de la voie ferrée. La zone s'est élargie notamment vers le nord dans les années 1940 avec l'effort de guerre qui a redynamisé l'économie locale qui se remettait ainsi de la longue récession des années 1930. Cette zone industrielle et artisanale s'étend aujourd'hui à l'ouest du quartier de Kabetsha qui abritait historiquement des camps d'ouvriers lesquels existent encore aujourd'hui (Camp SNCC ou Société nationale des chemins de fer du Congo). Le secteur reste industriel avec la venue récente de l'entreprise CHEMAF (Chemical of Africa) qui y traite des minerais au cœur de la ville.

Ce que les colons appelaient la ville indigène et qu'on voulait séparée physiquement des zones blanches notamment par des zones dites « neutres », qui étaient de véritables no mans land, ont été installés au sud du quadrilatère original dans une zone qui correspond aujourd'hui à la commune de Kenya et à l'ouest dans ce qui est devenu la commune de Rwashi. L'est de Kabetsha et le quartier de Kigoma ont été investis progressivement par les exclus dans des espaces non viabilisés au préalable et avec une forte dominance d'autoconstruction. Ces deux quartiers portent encore les traces de cette origine historique avec des taux plus élevés de pauvreté (respectivement 77.5% et 62.7%), une infrascolarisation encore importante à Kigoma (9.6%), le français restant plus marginal que dans les Bel Air comme langue parlée en famille (21% et 14.4%).

La zone sud de Kampemba a une histoire un peu différente dans la mesure où ces zones étaient, au départ, consacrées à l'agriculture et l'alimentation de la ville. Les quartiers de Bongonga, Kampemba et Kafubu se sont développés progressivement plus tardivement sur des zones agricoles dont on trouve encore à l'extrémité sud des restes (la ferme Mégastore) bien qu'une partie de Kafubu était occupée également par la cité ouvrière et donc un quartier d'origine populaire. Le quartier de Kampemba, est le quartier des superlatifs de la commune, avec le plus de jeunes (33.5% sont dans la tranche d'âge des 18-25 ans), le plus de pauvres (80.5% des résidents se déclarent d'un foyer pauvre) et où le niveau d'infrascolarisation (16.5%) est le plus élevé. C'est aussi un quartier à forte immigration récente. Près de la moitié des résidents du quartier sont arrivés dans la commune depuis moins de trois ans. C'est également le quartier où l'on observe le plus de résidents parlant le Luba Kat en famille (13.1%) dans la commune. Seuls 4.4% des résidents du quartier disent parler le français dans la famille alors que, par comparaison, à Bel Air 1, 32.4% le font. Bongonga partage avec Kampemba une démographie assez similaire.

Situé dans le prolongement nord du quartier de Kampemba, Kafubu, à l'extrémité sud de la commune, d'origine populaire comme on vient de le dire, abrite une population avec une certaine mixité sociale puisqu'on y observe que 41.6% des personnes interrogées disent appartenir à un foyer à revenus moyens. On y trouve peu de diplômés de l'université cependant (7.3%) mais une classe non négligeable de commerçants et d'artisans qui trahit ses origines ouvrières.

TABLEAU 77: Indicateurs sociodémographiques des quartiers de la commune de Kampemba par quartier, en %

	Hewa Bora	Kampemba	Bel Air 1	Kigoma	Kabetsha	Bel Air 2	Bogonga	Kafubu
Pourcentage de pauvres	44.3	80.5	41.4	62.7	77.5	49.0	77.8	57.5
Pourcentage de revenus moyens	52.5	17.7	51.7	37.3	21.3	49.0	22.2	41.6
Proportion de jeunes (18-25 ans)	17.2	33.5	24.4	23.6	12.6	27.7	23.5	18.9
Infrascolarisation	2.5	16.5	2.5	9.6	1.2	4.0	5.2	4.3
Niveau universitaire	29.5	6.1	31.9	14.4	21.0	24.1	9.6	7.3
Parle français en famille	26.7	4.4	32.4	17.6	14.1	30.4	4.6	8.2
Parle swahili en famille	60.8	73.1	36.0	68.8	60.3	55.2	85.4	81.1
Parle tshiluba en famille	10.8	5.6	24.3	12.8	25.6	11.4	5.4	1.2
Réside dans la commune depuis plus de 3 ans	63.1	52.4	58.8	60.6	63.0	60.4	64.7	66.5
Pourcentage de résidents affirmant parler le français en famille	26.7	4.4	32.4	17.6	14.1	30.4	4.6	8.2

La qualité de vie, telle que les résidents la qualifient, est meilleure dans les quartiers qui accueillent les classes moyennes, à savoir Hewa Bora (96.7% la disent bonne), Bel Air 1 (88.2%) et Bel Air 2 (77.7%). Mais elle est aussi bonne à Kabetsha (85.2%) et à Kafubu (79.4%) qui furent en partie des quartiers populaires et abritent également une portion significative de classe moyenne. En revanche, les résidents des quartiers autoconstruits de Kampemba (51.8%), suivi de ceux de Kigoma (56.7%) et de Bogonga (62.5%), sont nettement moins nombreux à déclarer bonne la qualité de vie dans leur quartier.

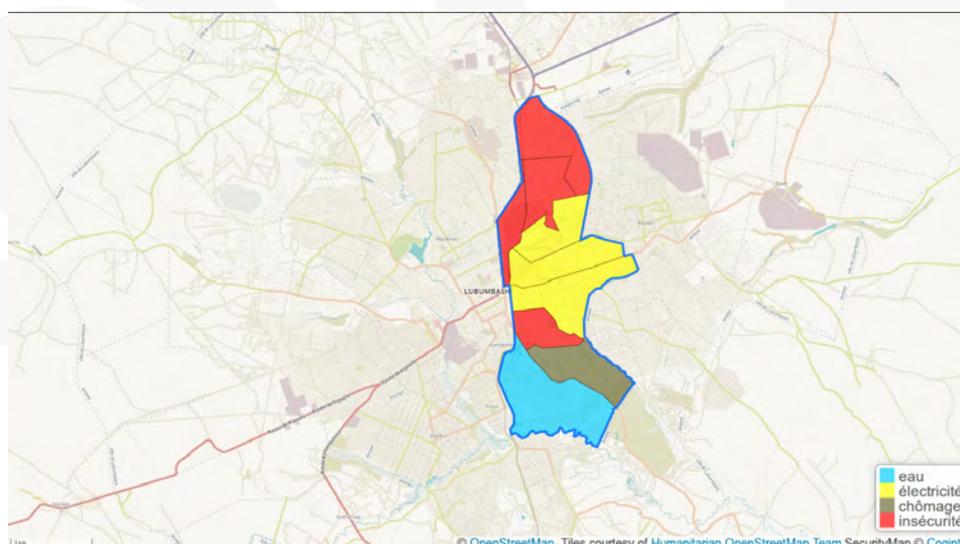
L'individualisme prédomine et le contrôle social est plutôt faible dans les quartiers résidentiels de la commune. A Hewa Bora, par exemple, seuls 31.9% des résidents estiment que la cohésion sociale est bonne et 49.6% pensent que les voisins interviendraient en cas de vol chez eux. C'est dans le quartier populaire de Kafubu que les relations de voisinage sont les meilleures. 63.6% des résidents du quartier estiment que l'entraide domine dans leur quartier et 69.9% affirment qu'un voisin interviendrait en cas de vol chez eux. Ailleurs, le contrôle social est plus faible. L'anonymat est de mise dans les quartiers plus aisés de Hewa Bora et des Bel Air.

L'insécurité est au cœur des préoccupations des résidents des quartiers de Kigoma et de Bogonga, mais également, de manière moins attendue mais de manière assez similaire à ce qu'on a observé dans le quartier aisé de Kasapa, des résidents du nouveau quartier résidentiel de Hewa Bora. Près d'un résident sur deux de Kigoma (48.4%) placent la sécurité en tête des problèmes de la commune.

Dans les deux quartiers de Bel Air ainsi que le quartier adjacent de Kabetsha, l'accès à l'électricité préoccupe sensiblement plus les résidents que l'insécurité. L'insécurité arrive cependant en seconde position. Dans le quartier le plus pauvre de la commune – Kampemba –, le chômage est la première préoccupation des résidents tandis que dans le quartier sud de Kafubu les résidents ont l'accès à l'eau comme préoccupation principale : 45.9% des résidents de Kafubu estiment ainsi que l'eau est le problème numéro 1 du quartier. Notons que l'insalubrité préoccupe surtout les résidents de Bogonga (17.7%), de Kabetsha (15%) et de Kigoma (9.5%), tous des quartiers avec un historique d'autoconstruction sans viabilisation préalable des parcelles.

TABLEAU 78: QUALITÉ DE VIE, CONTRÔLE SOCIAL ET PROBLÈMES PRINCIPAUX DANS LES QUARTIERS DE LA COMMUNE DE KAMPEMBA PAR QUARTIER, EN %

	Hewa Bora	Kampemba	Bel Air 1	Kigoma	Kabetsha	Bel Air 2	Bogonga	Kafubu
Bonne image de la qualité de vie	96.7	51.8	88.2	56.7	85.2	77.7	62.5	79.4
Cohésion sociale bonne	31.9	34.8	37.3	45.5	41.0	44.6	54.1	63.6
Bon contrôle social	49.6	59.5	50.9	52.5	54.3	48.6	59.1	69.9
Problème principal du quartier	insécurité	chômage	électricité	insécurité	électricité	électricité	insécurité	eau
Électricité comme problème principal	32.0	22.0	28.0	15.9	26.3	28.7	15.4	10.7
Insécurité comme problème principal	32.0	18.9	26.3	48.4	18.7	26.7	23.5	15.0



CARTE 27: Les problèmes principaux des quartiers de Kampemba selon les résidents

Si l'on se réfère à l'indice de l'insécurité que nous avons construit pour mesurer globalement la situation de la sécurité d'un quartier, les deux quartiers informels de Kigoma et de Bogonga obtiennent des valeurs critiques – en fait les plus élevées de tout le diagnostic – avec respectivement 30.9 et 28.6. De telles valeurs qualifient ces quartiers d'hypersensibles. Ces sont les quartiers les plus problématique de tout le diagnostic. Les résidents leur attribuent également de mauvais scores sur une échelle de 1 (pas sûr du tout) à 10 (très sûr), à savoir 3.4 pour Kigoma et 3.94 pour Bogonga.

Avec la valeur de 22.1 sur cet indice de l'insécurité, le quartier de Kampemba peut être qualifié de quartier sensible au même titre que, dans la commune d'Annexe, un quartier comme celui de Kalebuka par exemple.

Bel Air 2, Kafubu et Kabetsha se révèlent des quartiers dont la sécurité publique est modérée ou moyenne à l'échelle du diagnostic. Ces quartiers d'origine aisée ou populaire ont conservé une classe moyenne et semblent résister à l'insécurité. Les quartiers les plus riches de Bel Air 1, de Hewa Bora et d'industriel sont des quartiers plutôt calmes selon notre indice même si, on l'a vu, les résidents de Hewa Bora (et ceux d'Industriel) tendent à considérer l'insécurité comme problème no 1 dans leur quartier.

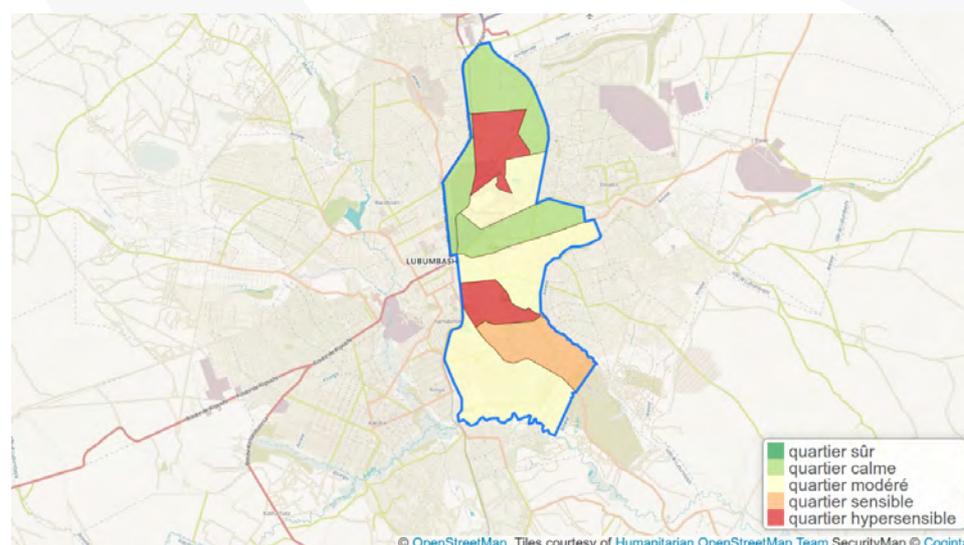
L'hypersensibilité, le quartier de Kigoma la doit moins à des taux exceptionnels de criminalité – taux qui sont certes élevés mais sans atteindre cependant des sommets (37%

de cambriolages, 13.4% d'agressions et 3.2% d'agressions sexuelles) - qu'à des taux d'incivilité très élevés et un sentiment d'insécurité de jour particulièrement qui explose. Le quartier cumule les problèmes : une délinquance relativement élevée, un phénomène persistant de bandes de jeunes agressives (32.3%), la multiplication des points de vente et de consommation de drogues (44.4%) et, aurait-on pu ajouter, une insalubrité persistante et un abus d'alcool très fréquent. Ces problèmes font bondir le sentiment d'insécurité durant la journée : 43.6% - et donc pas loin d'un résident sur deux - des résidents de Kigoma déclarent qu'ils ne se sentent pas en sécurité lorsqu'ils marchent seuls dans les rues de leur quartier de jour. Ce taux d'insécurisés de jour est le plus élevé observé dans tout le diagnostic.

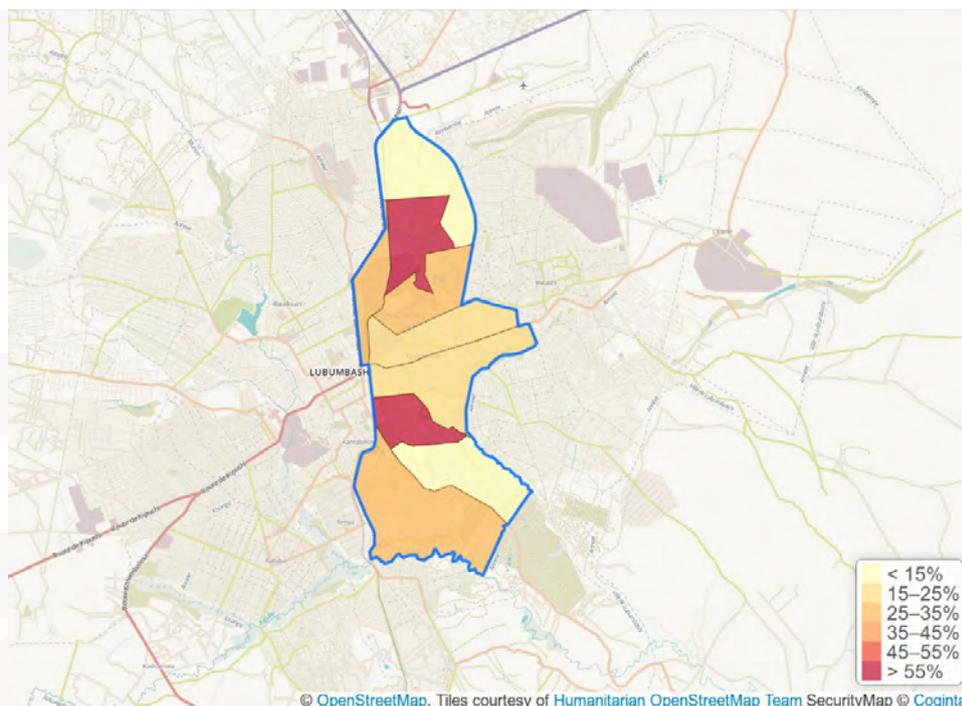
Le cas de Bogonga est plus atypique. Les taux de cambriolage et, surtout, d'agression y sont très élevés (respectivement 38.5% et 22.4%). Le quartier fait face à un problème majeur de deal et de consommation de drogue : 61.6% des résidents disent le constater fréquemment. Il s'agit là aussi du taux le plus élevé observé dans le diagnostic Lubumbashi et de Mbujimayi confondues. Il en va de même avec le phénomène de bandes de jeunes agressives et de Shégués (52.2%) qui y sont particulièrement actives. On peut ajouter à cela que Bogonga fait face à des problèmes d'insalubrité majeurs et qu'il s'agit du quartier où les résidents se plaignent le plus et le plus souvent de ce fléau. Sur une échelle de 1 (dérange peu) à 10 (dérange énormément), l'insalubrité obtient la mauvaise note de 7.96 à Bogonga. Les résidents de Bogonga affirment que l'abus d'alcool est fréquent (49.2%) et dérangeant.

Ce qui rend Bogonga cependant atypique est le fait que, malgré des taux d'incivilités et de délinquance élevés, le sentiment d'insécurité est très bas. Quelque 1% des résidents se déclarent insécurisés de jour et même de nuit le sentiment d'insécurité reste assez bon à l'échelle de ce diagnostic (67.9%). Ce hiatus entre l'insécurité réelle et le sentiment d'insécurité reste un peu inexplicable dans ce diagnostic. Cela dit, le phénomène est assez similaire dans le quartier sensible de Kampemba. Le quartier connaît une problématique liée aux drogues importante (49.7%) dans le prolongement de celle de Bogonga, est le théâtre de bagarres assez fréquemment (14.7%) et connaît un taux très élevé de cambriolage (43.9%) sans que cela ne se traduise par un taux élevé d'insécurisés pendant la journée (1.2% d'insécurisés). Ce qui fait en partie obstacle à l'explosion du sentiment d'insécurité de jour dans ces deux quartiers est la relative qualité du contrôle social : 59% environ des résidents de ces deux quartiers estiment que les voisins interviendraient en cas de cambriolage chez eux.

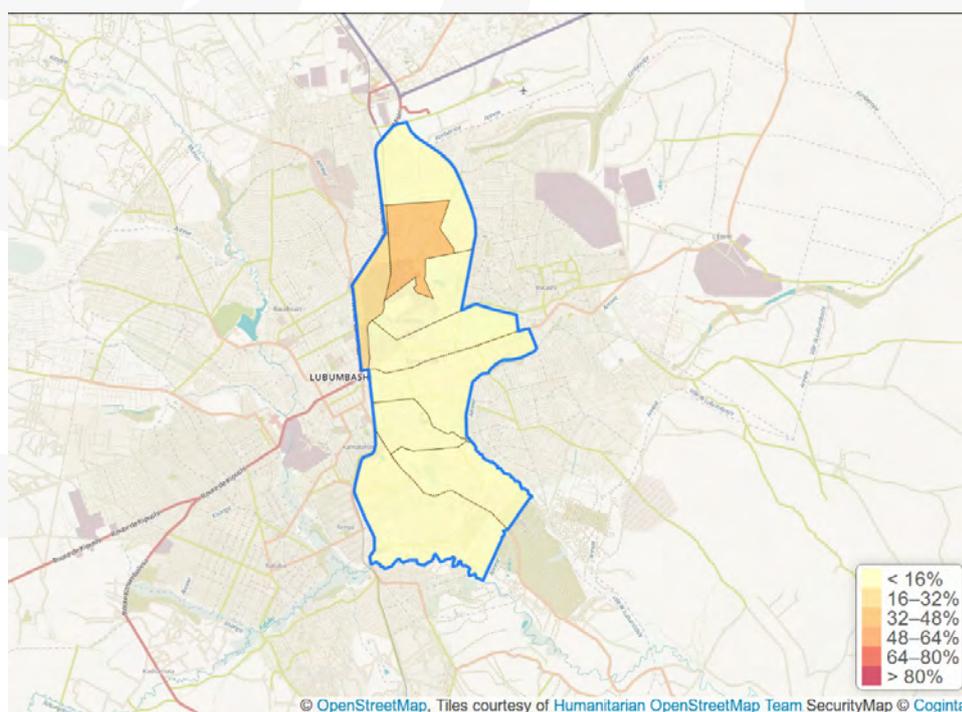
CARTE 28: Le niveau de sécurité dans les quartiers de la commune de Kampemba



KAMPEMBA



CARTE 29: La fréquence de l'insalubrité dans les quartiers de la commune de Kampeмба, en %



CARTE 30: Le sentiment d'insécurité de jour dans les quartiers de Kampeмба

TABLEAU 79: TABLEAU DE BORD DE L'INSÉCURITÉ DANS LES QUARTIERS DE LA COMMUNE DE KAMPEMBA PAR QUARTIER, EN %

	Hewa Bora	Kampemba	Bel Air 1	Kigoma	Kabetsha	Bel Air 2	Bogonga	Kafubu
Cambriolage	25.6	43.9	37.8	37.0	27.2	41.8	38.5	30.5
Agression	3.4	6.1	2.5	13.4	24.1	13.4	22.4	12.9
Violences sexuelles	0.0	5.5	0.0	3.2	0.0	3.0	1.5	3.1
Scenes de drogue	2.3	49.7	6.6	44.4	21.8	17.8	61.6	28.3
Bagarres	0.0	14.7	4.2	26.2	6.2	6.5	17.6	6.9
Bandes de jeunes & shégués	0.8	11.2	4.3	32.3	12.5	7.0	52.2	16.8
Sentiment d'insécurité de jour	4.1	1.2	7.6	43.6	4.9	5.9	0.7	11.6
Sentiment d'insécurité de nuit	94.4	89.3	72.8	94.9	95.6	70.0	67.9	79.2
Type de quartier (indice de sensibilité)	calme	sensible	calme	Hyper-sensible	modéré	modéré	Hyper-sensible	modéré
Indice de sensibilité	10.4	22.1	12.4	30.9	18.1	16.3	28.6	18.7
Niveau de sécurité auto-estimé sur une échelle de 1 à 10 (10=très bon)	4.34	3.99	4.87	3.4	4.32	3.62	3.94	3.75

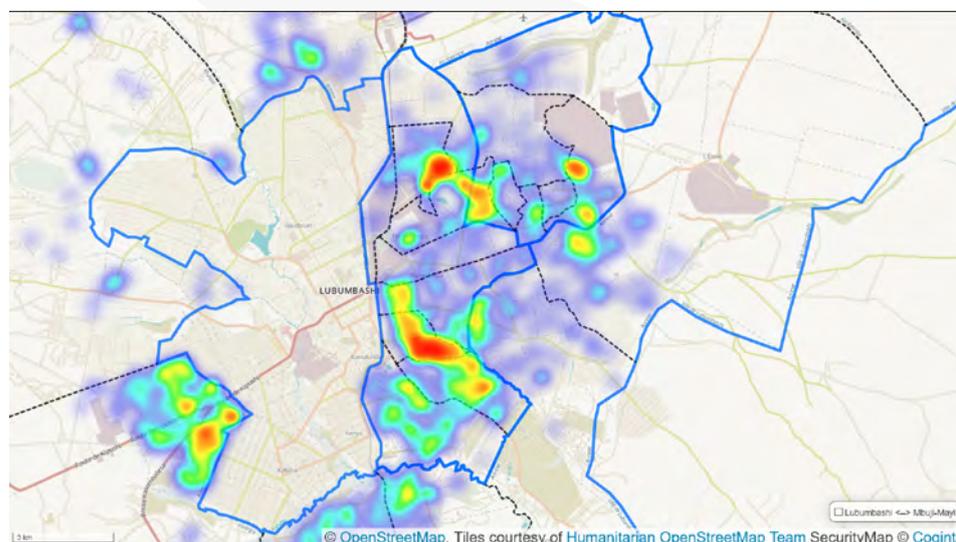
Une des problématiques majeures de la commune de Kampemba est le phénomène du deal et de la consommation de chanvre. Les points de vente et de consommation de drogue se concentrent dans deux foyers qui correspondent aux zones hypersensibles que l'on a identifiées précédemment.

Le premier foyer se situe au niveau du quartier de Kigoma (dans l'angle sud-est du quartier) au nord de la commune. En passant par l'ouest de Kabetsha, le foyer de Kigoma se prolonge vers le quartier de Congo, le quartier le plus sensible et criminogène de la commune de Rwashi.

Le second foyer s'étend du nord de Kigoma vers l'extrémité ouest de Bel Air 2 et, au sud de Kigoma, sur toute la partie centrale du quartier de Kmapemba.

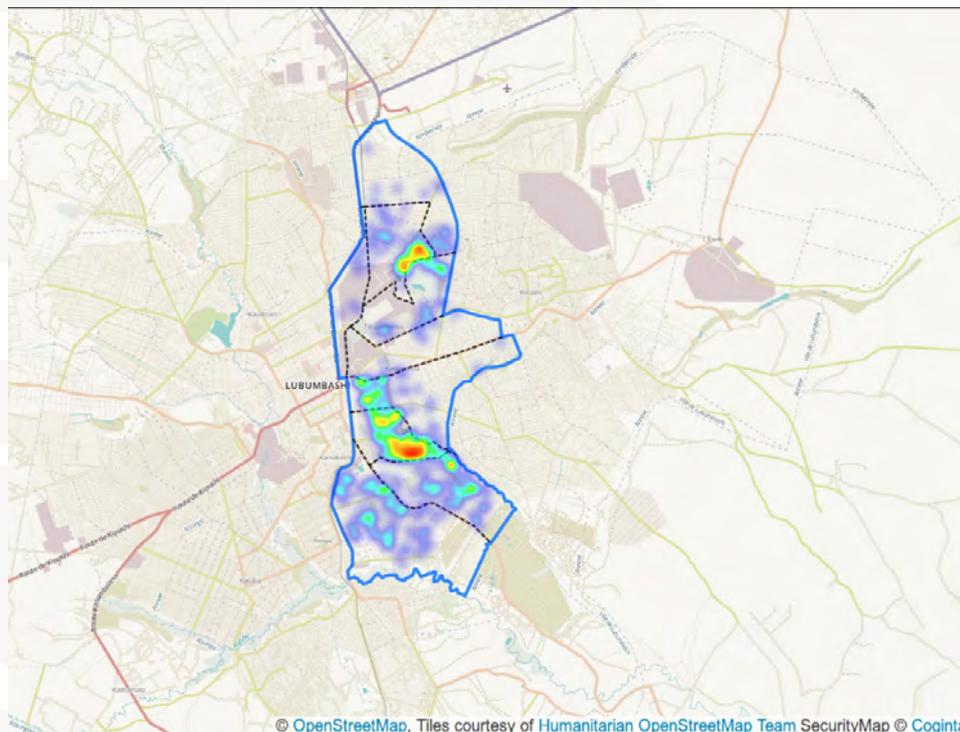
Les seules zones qui sont épargnées ou pratiquement épargnées par le phénomène de la drogue sont les quartiers plus résidentiels de Kampemba, où la police, comme on va le voir, est plus visible, patrouille, intervient et s'avère plus proche du public : Hewa Bora et Bel Air 1.

CARTE 31: Les problèmes de drogues à Lubumbashi



KAMPEMBA

Le phénomène des bandes de jeunes à Kampemba se concentre dans les mêmes foyers que le deal de chanvre auquel il est associé. Kigoma et Bobonga sont les deux quartiers que le problème touche en priorité. L'ouest de Bel Air 2 est également concerné ainsi que, plus marginalement, des zones des quartiers de Kampemba et de Kafubu.



CARTE 32: Distribution géographique des bandes de jeunes agressives à Kampemba

Parmi les zones les plus problématiques citées par les résidents lors des interviews, on peut mentionner celles-ci. A Hewe Bora, qui ne compte pas véritablement de zones chaudes, les résidents citent le plus souvent le rail, la ligne à haute tension et la route qui emmène vers l'hôpital Radem comme zones problématiques.

Dans le quartier hypersensible de Kigoma, l'insécurité selon les résidents, est un peu partout. Deux marchés sont cités plus fréquemment comme zones chaudes : le marché Rail et le marché anarchique. L'avenue de la Rwashi et le pont de la Rwashi sont également des zones que les résidents citent fréquemment comme territoires peu rassurants.

A Kabetsha, l'école Djanja est assez fréquemment mentionnée comme étant une zone chaude, ainsi que la route Kiwele et les abords du rail.

A Bel Air 1, la zone la moins sûre est le croisement de l'Avenue Araucarias et le rail.

A Bel Air 2, plusieurs endroits sont mentionnés fréquemment par les résidents : le cercle du stade Maramba, l'école Maisha (très souvent), l'avenue Sapinière prolongée, l'avenue Fizi, Petite brousse.

A Bogonga, les staffs de consommation de chanvre sont fréquemment indiqués comme zones chaudes, mais également Tata Polo et le croisement des avenues Susanella et Yangambi.

Dans le quartier de Kampemba, les résidents mentionnent avant tout le terrain Cécile, la concession SNCC, le pont Moïse, le staff de chanvre Koko, ou encore l'avenue Centrale.

Finalement, à Kafubu, les espaces du complexe scolaire Cité des jeunes, l'avenue Kafubu, l'avenue des Sports longeant le sud du quartier et la brousse de la ferme Megastore, le marché Pirate de Taba Congo, le château d'eau Exaxo (cf. photo) ou encore la route Bakanja ont fréquemment été cités comme étant des zones chaudes.

TABLEAU 80: LE CONSTAT DE L'ACTIVITÉ POLICIÈRE DANS LES QUARTIERS DE LA COMMUNE DE KAMPEMBA PAR QUARTIER, EN % DE OUI

	Hewa Bora	Kampemba	Bel Air 1	Kigoma	Kabetsha	Bel Air 2	Bogonga	Kafubu
Visibilité de la police	72.7	63.0	62.3	31.3	53.2	25.5	36.6	20.2
Proche du public	57.6	14.7	55.2	47.2	63.2	20.7	20.5	39.9
Intervient dans des délais courts	48.8	26.9	47.4	14.3	45.0	21.0	22.8	39.4
Fait de la prévention	59.1	13.1	48.3	25.2	52.9	18.8	18.7	42.7
Est impartiale	29.5	40.4	15.1	37.1	30.9	14.2	45.9	24.2

Le tableau de bord ci-dessus mesure l'activité policière en fonction de quelques-uns des critères qui sont caractéristiques d'une police de proximité : visibilité sous forme de patrouilles, intervention rapide pour les urgences, proximité avec le public, prévention ou encore impartialité.

Dans les quartiers calmes et les plus aisés de la commune, à Hewa Bora et Bel Air 1, l'action de la police se conforme d'assez près au modèle de la police de proximité. Si l'on conçoit le modèle de la police de proximité comme étant un pentagone parfait rempli à 100% sur ses cinq dimensions – visibilité, proximité avec le public, intervention d'urgence dans des délais courts, prévention et impartialité –, on peut mesurer la distance qui sépare l'action de la police dans les quartiers de l'idéal-type. C'est dans les quartiers aisés de Hewa Bora et de Bel Air 1 que la PNC se rapproche le plus du modèle idéal. 72.7% des résidents de Hewa Bora et 62.3% de ceux de Bel Air 1 déclarent en effet que la police est bien visible dans le quartier. Une partie significative des résidents - 57.6% et 55.2% respectivement dans ces deux quartiers – estime qu'elle est également proche du public. Grosso modo, 50% des résidents considèrent qu'elle intervient dans des délais courts lorsqu'on l'appelle et qu'elle fait de la prévention. Ailleurs dans la commune, seul le quartier Kabetsha obtient des résultats similaires. Dans les autres quartiers, la police est très en deçà de ces pourcentages dans les cinq dimensions.

Dans le quartier de Bel Air 2, un quartier plutôt aisé mais dont la sécurité n'est pas très bonne, la relation des résidents avec leur police est plus compliquée. La situation de Bel Air 2 est assez comparable à celle du quartier populaire plus commerçant et artisanal de Kafubu. Dans ces deux quartiers, la police n'est pratiquement pas visible (Bel Air 2 : 25.5%), elle s'avère distante du public (Bel Air 2 : 20.7%) et fait très peu de prévention (Bel Air 2 : 18.8%).

Si les résidents du quartier marginalisé de Kampemba affirment que la police est bien présente dans le quartier (63%), très peu l'estiment cependant proche du public (14.7%), qu'elle intervient dans des délais courts sur appel (26.9%) ou encore qu'elle fait de la prévention (13.1%).

Dans les deux quartiers hypersensibles, où l'insécurité est la plus élevée dans tout le territoire couvert par ce diagnostic, à Kigoma et Bogonga, la majorité des résidents voit peu la police ; cette dernière intervient rarement dans des délais courts et elle fait peu de prévention. On note une petite différence entre les deux communes : si à Bogonga, seuls 20% des résidents pensent que la police est proche du public, en revanche, à Kigoma pratiquement 50% des résidents pensent qu'elle est plutôt proche du public (47.2%).

L'écart entre l'idéal-type et l'action de la police dans les quartiers est représenté graphiquement pour Hewa Bora et Bogonga par les pentagones suivants. A Hewa Bora, on note que sur toutes les dimensions, à l'exception de l'impartialité, la police fait un travail qui se conforme assez bien au modèle de la police de proximité. Le pentagone empirique de Hewa Bora est certes de dimension réduite, mais il couvre une surface intéressante et encourageante. A Bogonga, la surface couverte par la police est celle d'une peau de chagrin et, à l'aide de ce graphique, on mesure assez bien le fossé creusé entre la doctrine de la PNC et son action sur le terrain dans des zones hypersensibles.

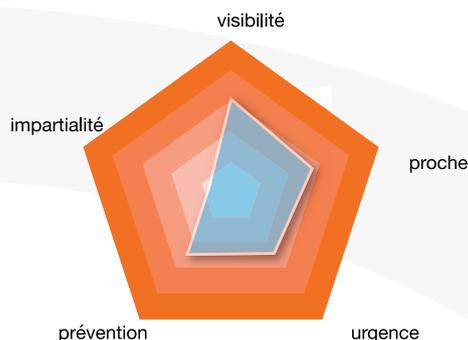


FIGURE 14: La police de proximité à Hewa Bora

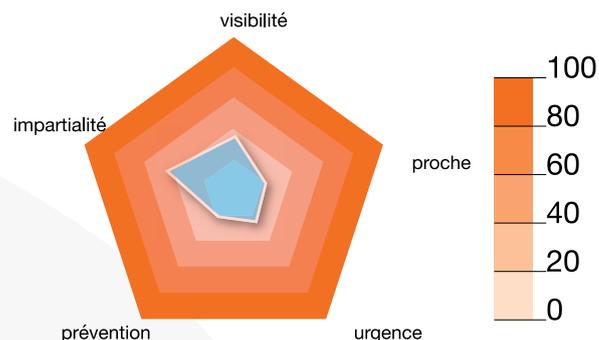


FIGURE 15: La police de proximité à Bogonga

Ces quelques chiffres permettent d'affirmer que les quartiers les plus aisés sont souvent les mieux lotis en matière de prestations policières et que dans ces quartiers, sans se conformer pleinement au modèle d'une police de proximité, des efforts louables sont visiblement consentis pour s'en rapprocher par la PNC. La police y est plus visible, plus rapide pour intervenir ou encore meilleure dans ses prestations de prévention ; elle y est également plus proche des résidents qu'ailleurs sans cependant nécessairement convaincre sur le plan de l'impartialité. Dans le quartier plus marginalisé de Kampemba, mais également ailleurs dans la commune comme à Bel Air 2, la relation entre la population et la police est nettement plus compliquée et distendue. Souvent peu visible, lente dans sa réaction face aux incidents nécessitant pourtant une intervention d'urgence, peu convaincante dans ses actions de prévention, la police est jugée le plus souvent assez distante de la population. Il y a des exceptions notables à la règle comme celle de Kabetsha où la police fait un travail assez comparable au travail réalisé dans les plus beaux quartiers de Hewa Bora et Bel Air 1. En règle générale, il y a un réel déficit en matière de prestations policières dans les quartiers qui font face aux problèmes les plus sérieux et qu'on a appelés les quartiers hypersensibles : Kigoma (un peu mieux desservi) et Bogonga (mal desservi). Lorsque, comme à Bel Air 2, Bogonga ou Kampemba, 80% de la population affirme que la police n'est pas proche du public, on réalise tout le chemin qui reste à parcourir pour mettre en place la police de proximité dans ces zones.

TABLEAU 81: L'IMAGE DE LA POLICE DANS LES QUARTIERS DE LA COMMUNE DE KAMPEMBA PAR QUARTIER, EN %

	Hewa Bora	Kampemba	Bel Air 1	Kigoma	Kabetsha	Bel Air 2	Bogonga	Kafubu
Bonne image police crime	37.7	44.0	40.2	42.5	30.4	29.3	32.8	28.0
Bonne image police route	63.2	50.0	59.6	61.5	62.5	31.0	15.4	25.0
Bonne image police violences sexuelles	62.7	55.3	43.9	16.0	36.7	21.5	3.1	22.9
Amélioration du travail de la police sur 12 mois	27.1	12.9	24.7	19.7	15.6	14.6	8.6	21.3
Détérioration du travail de la police sur 12 mois	41.7	17.7	39.1	46.2	29.7	17.0	61.5	48.1
Amélioration de la sécurité sur 12 mois	16.5	2.7	6.1	12.3	9.1	5.8	7.6	11.3
Détérioration de la sécurité sur 12 mois	30.4	29.3	33.0	51.8	20.8	29.6	63.4	54.6

Sans que cela soit automatique, les chiffres sur les prestations policières présentés plus haut influencent l'image que se font les résidents de la police. Bogonga, mal desservi par la police, et qui fait face à une insécurité hors norme, a une piètre image de la police du quartier. A Bogonga, l'image des différents services de police (lutte contre la criminalité et

police de la route) est en berne, et elle l'est tout particulièrement pour le service de lutte contre les violences sexuelles qui n'obtient que 3.1% d'avis positifs ou, a contrario, 96.9% d'avis négatifs. L'image est également plus négative à Kafubu et à Bel Air 2, tous deux des quartiers peu et mal desservis par la police.

L'image de la police a tendance à se dégrader dans les quartiers aisés de Hewa Bora et de Bel Air 1, mais aussi à Kigoma, Bogonga et Kafubu. Les résidents y sont également assez pessimistes sur l'évolution de l'insécurité. Dans les deux quartiers hypersensibles ainsi que dans le quartier de Kafubu, le sentiment général est que la sécurité se détériore. 51.8% des résidents de Kigoma pensent ainsi ; à Bogonga et Kafubu, cet avis est partagé par respectivement 63.4% et 54.6% des résidents. Le pessimisme l'emporte ainsi dans les zones où les résidents vivent au quotidien des situations d'insécurité exceptionnelles et doivent faire face à une délinquance en hausse.

TABLEAU 82: LES COMPORTEMENTS DES RÉSIDENTS EN MATIÈRE DE DÉNONCIATION ET DE PRÉVENTION DANS LA COMMUNE DE KAMPEMBA PAR QUARTIER

	Hewa Bora	Kampemba	Bel Air 1	Kigoma	Kabetsha	Bel Air 2	Bogonga	Kafubu
Participe à un système d'alarme et de veille	1.6	5.5	3.4	2.4	1.2	6.4	0.7	10.7
Dénonce un délit à la police	15.4	9.4	26.3	12.1	23.5	34.2	26.3	62.2
Dénonce un délit au chef de quartier	23.1	58.5	21.1	27.3	47.1	39.5	18.4	31.1

Le déficit d'image de la police se répercute dans les comportements de dénonciation à la police. Ceux-ci sont faibles, voire très faibles, sauf à Kafubu. C'est dans le quartier le plus marginalisé de Kampemba que le taux de dénonciation à la police est le plus faible (9.4%). Il n'est cependant guère meilleur dans le nouveau quartier riche de Hewa Bora (15.4%) ou le quartier hypersensible de Kigoma (12.1%). Dans le quartier populaire de Kafubu, où il est le meilleur, ce taux atteint 62.2%. Mais encore une fois, Kafubu est une exception. Dans la majorité des quartiers, les résidents préfèrent dénoncer les délits aux chefs de quartier. C'est surtout le cas dans le quartier de Kampemba où 58.5% des dénonciations sont adressées au chef de quartier et seulement 9.4% à la police. Dans cette commune urbaine, très peu de résidents participent à un système d'alarme et de veille collectifs. C'est dans les quartiers de Kampemba et de Bel Air 2 qu'un embryon de tels systèmes semble devoir exister. Mais, selon nos chiffres, peu y participent, respectivement 5.5% et 6.4% des résidents dans ces deux communes.

Le tableau suivant est un peu le baromètre de la confiance dans la police et il apporte un éclairage assez cru sur l'état de la situation. Des pans entiers de l'opinion publique estiment qu'aucune entité n'est véritablement à même d'assurer la sécurité des quartiers. 60.5% des résidents de Kabetsha pensent ainsi. A Kigoma et Kampemba, 50% environ le pensent également. Même dans un quartier où la police assure une forte présence visible et s'avère plutôt proche du public, comme à Hewa Bora, 44.3% des résidents affirment qu'aucune entité n'est à même d'assurer la sécurité du quartier.

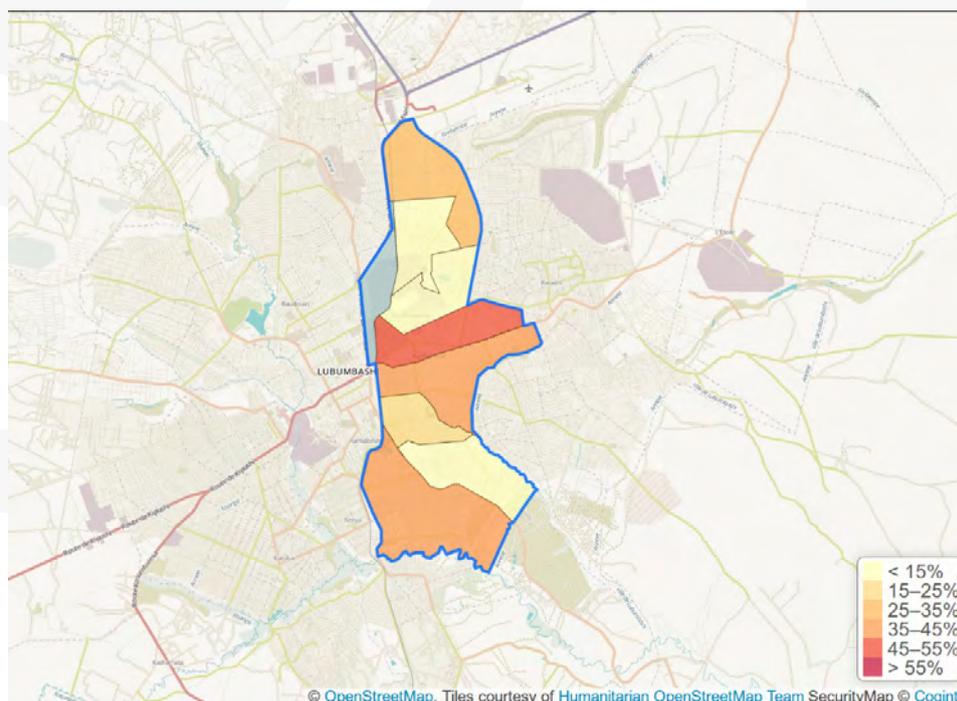
Dans le quartier plutôt aisé de Hewa Bora, moins d'un tiers des résidents (27.9%) pensent que la police est à même d'assurer la sécurité du quartier. Dans le quartier de Kampemba, où la police est présente mais n'a pas la confiance des résidents, le taux de confiance dans la police tombe à 11.5%. Dans ce quartier à l'habitat autoconstruit, pauvre mais solidaire, les résidents préfèrent s'adresser au chef de quartiers pour déposer plainte et lui font relativement confiance (31.9%) pour assurer la sécurité du quartier. Une portion significative (19.4%) des résidents affirme que les groupes de veille de jeunes sont mieux à même d'assurer la sécurité. Dans l'autre quartier hypersensible – Bogonga –, seuls 1.5% des résidents font confiance à ce type de groupe. Le quartier de Bogonga abrite le camp

KAMPEMBA

militaire dit de Vangu et une bonne partie des résidents – 30% environ - estiment que ce sont les militaires qui assurent la sécurité du quartier (cf. la catégorie « autre » du tableau).

TABLEAU 83: LES ENTITÉS LES MIEUX À MÊME D'ASSURER LA SÉCURITÉ DES QUARTIERS DE LA COMMUNE DE KAMPEMBA PAR QUARTIER, EN %

	Hewa Bora	Kampemba	Bel Air 1	Kigoma	Kabetsha	Bel Air 2	Bogonga	Kafubu
Police nationale	27.9	11.5	45.7	12.1	8.6	37.4	23.5	44.1
Les sociétés de gardiennage	3.3	0	4.3	0	1.2	5.1	0	0.9
Chefs de quartier	14.7	31.9	13.0	11.3	16.1	8.7	4.6	8.7
Groupe de jeunes de veille	0.8	2.5	4.3	19.4	1.2	11.8	1.5	6.1
Personne	44.3	50.3	29.3	51.6	60.5	32.8	34.8	32.0
La garde républicaine	0	0	1.7	0	0	2.1	1.5	0.4
Autre	9.0	3.8	1.7	5.6	12.4	2.1	34.1	7.8
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%
N	122	157	116	124	81	195	132	231



CARTE 33: Les taux de confiance dans la police pour assurer la sécurité dans les quartiers de la commune de Kampemba

Dans le quartier hypersensible de Kigoma, où la présence policière est faible mais l'image de la police relativement bonne, la préférence va à la patrouille policière et plus de visibilité policière dans les rues du quartier. Dans les quartiers de Kampemba, de Kabetsha, de Bogonga et de Bel Air 2, où la relation avec la police est plus compliquée et distendue, la prestation préférée est l'intervention d'urgence. Ailleurs, à Hewa Bora, Bel Air 1 et Kafubu, le poste de police de quartier est préféré. C'est surtout le cas à Kafubu où 64.2% des résidents réclament ce type de prestation.

W

	Hewa Bora	Kampemba	Bel Air 1	Kigoma	Kabetsha	Bel Air 2	Bogonga	Kafubu
Préférence pour un poste de police	45.3	22.6	44.3	22.5	34.6	30.4	35.7	64.2
Préférence pour des patrouilles pédestres visibles	12.0	15.8	16.5	44.9	16.0	21.0	24.0	11.2
Préférence pour une intervention d'urgence	42.7	61.6	39.2	32.6	49.4	48.6	40.3	24.6

I

II

III

IV

V

VI

VII

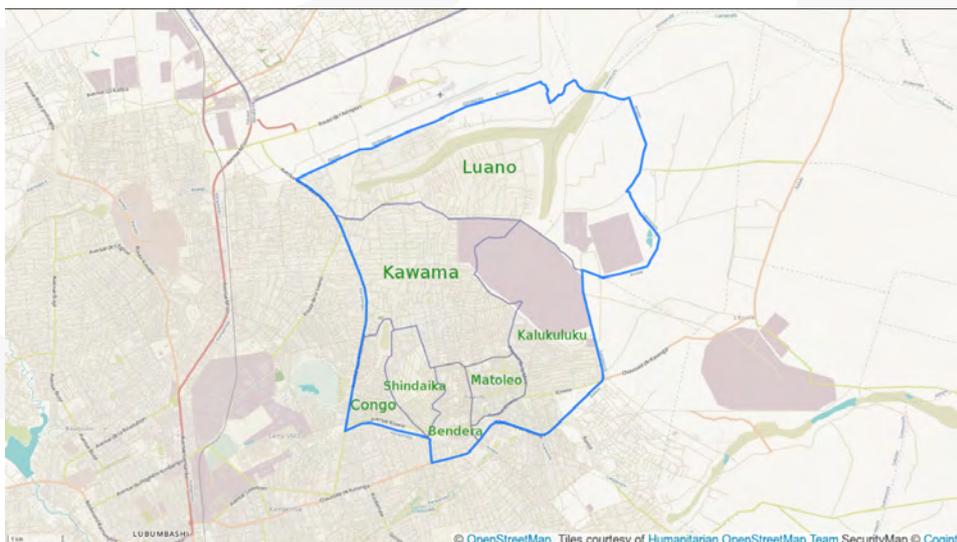
VIII

IX



IMAGE 21: L'équipe de projet avec Monsieur le Bourgmestre de la commune de Rwashi

COMMUNE DE RWASHI



CARTE 34: Carte de référence de la commune de Rwashi

L'héritage de la cité ouvrière historique est encore visible à Rwashi par le niveau de vie sensiblement plus élevé de ses résidents et une classe moyenne de taille conséquente. Le quartier le plus aisé de Rwashi est celui de Bendera où la classe moyenne est dominante (48.1%) et un pourcentage assez important de 10.6% des foyers se réclamant de la bourgeoisie avec des revenus supérieurs. Les quartiers de Kawama, un peu plus au nord, et de Matoleo, à l'est de Bendera, se rapprochent de Bendera. Dans les quartiers de Luano, Shindaika et Kalukuluku, la pauvreté domine même si entre un quart et un tiers des résidents appartiennent à la classe moyenne. Le quartier de Luano est en quelque sorte un nouveau quartier dans la mesure où, ne faisant pas partie de la cité ouvrière historique, s'étaient installés dans ce quartier alors rural des foyers venus pour y cultiver la terre. Progressivement, le quartier est rattrapé par la ville qui s'étend maintenant dans la zone sud de l'aéroport. Le quartier de Congo, on l'a dit dans la section introductive du diagnostic, était historiquement une zone tampon entre la zone blanche de Bel Air et la cité

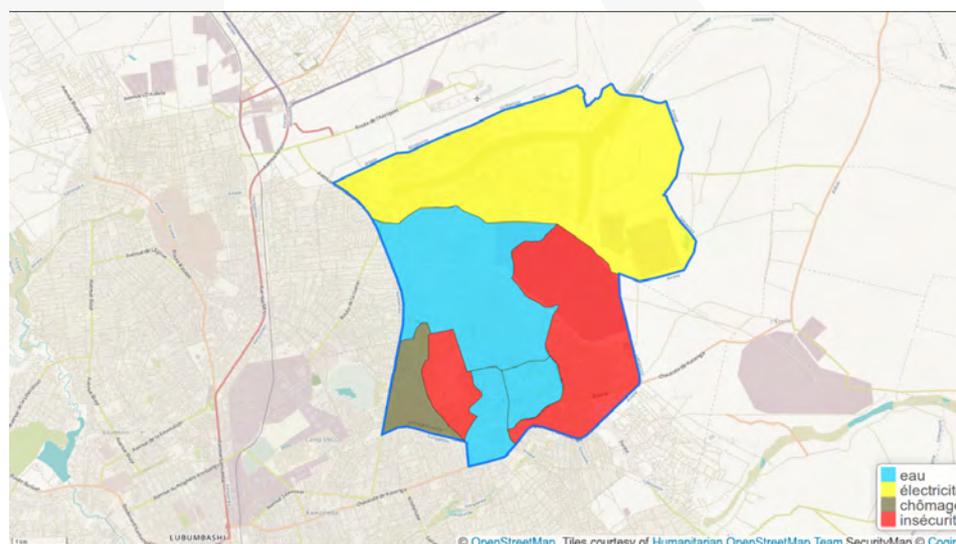
ouvrière indigène qui s'activait à la fois dans la zone industrielle et les mines à proximité. Ce quartier est largement autoconstruit, peu viabilisé, et abrite aujourd'hui une population marginalisée, pauvre pour l'essentiel (80.8% de ménages pauvres), avec un taux élevé d'infra-scolarisation sans être pour autant une zone d'immigration récente puisque 67.6% y résident depuis plus de 3 ans, ce qui est élevé dans la ville de Lubumbashi.

TABLEAU 85: TABLEAU DE BORD SOCIODÉMOGRAPHIQUE DANS LA COMMUNE DE RWASHI PAR QUARTIER, EN %

	Luano	Kawama	Congo	Shindaika	Bendera	Matoleo	Kalukuluku
Pourcentage de pauvres	71.8	52.5	80.8	60	41.4	56.3	66.1
Pourcentage de revenus moyens	27.5	47.0	19.2	37.0	48.1	40.2	30.0
Proportion de jeunes (18-25 ans)	22.2	17.8	27.8	33	23.1	31.8	26.7
infra-scolarisation	13.0	6.1	11.9	4.0	2.9	10.2	9.7
Réside dans la commune depuis plus de 3 ans	44.4	51.1	67.6	67.0	70.2	60.2	57.4

La qualité de vie est plutôt bonne dans les quartiers de Bendera (88.5%), Matoleo (88.6%) et Luano (98.2%). Elle est la moins bonne dans le quartier Congo (46.7%). La cohésion sociale s'avère la plus élevée dans les quartiers plus traditionnels de Bendera (65.7%), Shindaika (71.6%) ou encore Kalukuluku (69.5%). Dans ces quartiers, le contrôle social est assez fort puisque, pour ne prendre que l'exemple de Bendera, 76% des résidents du quartier estiment qu'un voisin interviendrait en cas de vol chez eux. La cohésion sociale est moins forte de toute la commune à Congo et dans les quartiers de Kawama et Luano. Les mécanismes de contrôle social sont les plus faibles à Congo (60.3%) et Kawama (61.7%) mais semblent plutôt forts à Luano (73.7%).

CARTE 35: Le problème principal dans le qal dans la commune de Rwashi par quartier



Le problème principal de la commune est l'accès à l'eau. Ce problème est mentionné avant tout par les résidents de Matoleo, Bendera et Kawama. A Bendera, l'eau est la préoccupation première de 47.1% des résidents ; à Kawama, elle l'est pour 41.4% des résidents du quartier. L'insécurité est le problème principal de deux quartiers : Shindaika (pour 42.4% des résidents) et Kalukuluku (pour 31% des résidents). Congo, pourtant très affecté par l'insécurité, cite plutôt le chômage comme préoccupation première (44%) des habitants tandis que le nouveau quartier de Luano mentionne plutôt l'accès à l'électricité (44.7%) comme problème principal.

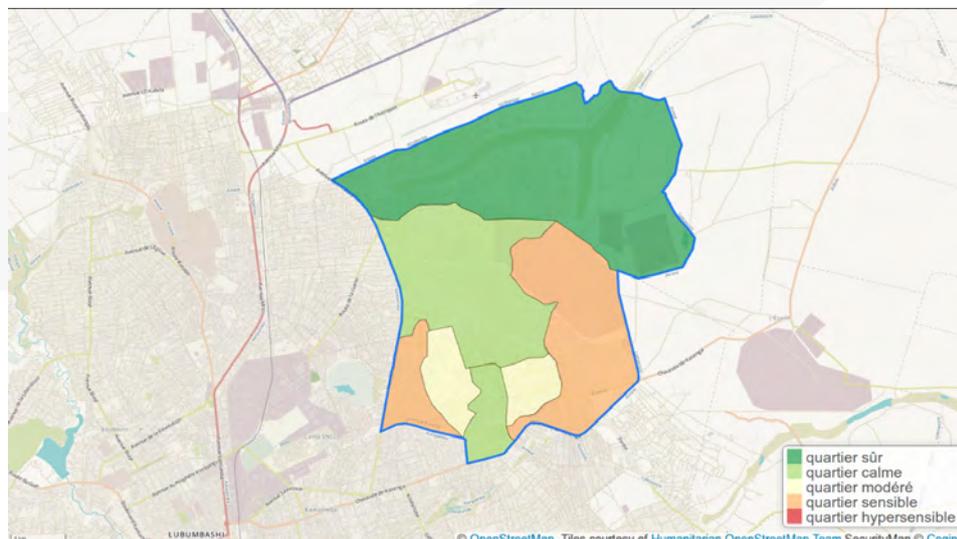
TABLEAU 86: COHÉSION SOCIALE & CONTRÔLE SOCIAL DANS LA COMMUNE DE RWASHI PAR QUARTIER, EN %

	Luano	Kawama	Congo	Shindaika	Bendera	Matoleo	Kalukuluku
Bonne image de la qualité de vie	98.2	74.3	46.7	58.2	88.5	88.6	69.3
Cohésion sociale bonne	25.8	46.4	46.7	71.6	65.7	53.3	69.5
Bon contrôle social	73.7	61.7	60.3	70.6	76.0	74.1	81.2
Problème principal du quartier	électricité	eau	chômage	insécurité	eau	eau	insécurité

Sur l'indice de sensibilité, les quartiers de Rwashi ne se ressemblent pas. Deux quartiers peuvent être qualifiés de sensibles : Congo et Kalukuluku. Les résidents de Congo donnent une très mauvaise note à la sécurité dans le quartier : 2.74, ce qui en fait le quartier le moins bien noté de tout le diagnostic. A Kalukuluku, ils attribuent la modeste note de 3.95 sur l'échelle allant jusqu'à 10. Shindaika, où les résidents estiment que le problème principal du quartier est l'insécurité et qui jouxte le quartier sensible de Congo, se rapproche de très près du seuil de sensibilité avec une valeur de 19.9. Il s'avère que ce sont les quartiers les plus pauvres et marginalisés qui connaissent également les problèmes d'insécurité les plus sérieux. Les résidents de Sindaika attribuent la mauvaise note de 3.61 à la sécurité dans le quartier. Les quartiers de Kawama et de Bendera sont calmes et le nouveau quartier nord de Luano peut être qualifié de sûr en obtenant le très bon score de 7.9 sur l'indice de sensibilité. A Lubumbashi, dans les trois communes étudiées, seul le quartier voisin de Keimbembe obtient un score similaire et qui, comme Luano, est sécurisé partiellement par la Garde républicaine.

La qualification de quartier sensible, Congo et Kalukuluku la doivent à une configuration de problèmes assez similaires. Tous les deux quartiers connaissent des taux de délits élevés (plus de 43% de taux de cambriolages). Mais ce qui les démarque d'autres quartiers est surtout la forte présence d'incivilités telles que la drogue (18.8% et 26.5% respectivement), la fréquence des bagarres (13.2% et 11.5%) ainsi que la présence de bandes de jeunes agressives (13% et 9.6% respectivement). Le sentiment d'insécurité de jour est mauvais dans les deux quartiers (36.1% et 27.3% respectivement). De nuit, dans le quartier Congo cependant, le sentiment d'insécurité est plutôt bon comparativement et toutes proportions gardées (60.8%).

Ce qui tire vers le haut de l'indice de sensibilité Shindaika est surtout le sentiment d'insécurité élevé diurne qui y prévaut : 46.5% des résidents se déclarent en effet insécurisés de jour dans le quartier. Il est vrai que le taux d'agression y est assez élevé (11.2%) et que les scènes de drogues y sont également assez fréquentes (15.4%) et que ces deux problématiques font grimper le sentiment d'insécurité.

**CARTE 36: Carte des quartiers de Rwashi selon l'indice de sensibilité**

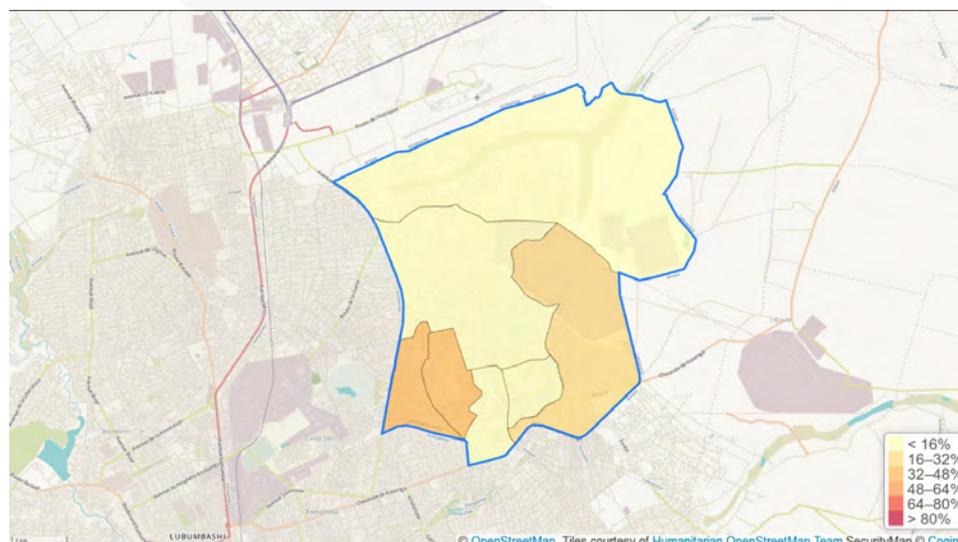
Comme Bobonga à Kampemba, le cas de Matoleo mériterait une étude plus approfondie. La criminalité y semble particulièrement élevée (50% de cambriolages, 16.1% d'agressions et 10.5% d'agressions sexuelles) sans que cela ne transparaisse forcément dans le taux d'insécurisés de jour : 3.4% d'insécurisés de jour seulement. Ce taux faible d'insécurisés pourrait s'expliquer par la faible présence d'incivilités dans le quartier. Ce qui fait également obstacle à un sentiment d'insécurité élevé de jour est, comme à Bogonga, la forte cohésion sociale et le contrôle social dans le quartier. Ce quartier semble être plutôt la cible de voleurs et d'agressions la nuit. Cette criminalité « importée » de nuit se traduit par un taux d'insécurisés de nuit élevé (81.5%).

Rwashi connaît plusieurs quartiers calmes et même sûrs. Bien que Bendera, qui se qualifie comme quartier calme, connaisse un taux de cambriolage élevé (39.4%), les agressions y sont rares et les incivilités plutôt peu fréquentes malgré l'existence d'une scène de drogue (17%). Le sentiment d'insécurité y est très faible de jour (3.9%) et modéré de nuit (60.4%). Luano a l'un des plus faibles taux de cambriolage du diagnostic (15.5%), connaît peu d'incivilités et le sentiment d'insécurité nocturne est parmi les plus bas du diagnostic (44.7%). C'est le quartier le plus sûr de tout le diagnostic. Les résidents ne s'y trompent pas car ils donnent à la sécurité le score de 5.12 sur une échelle de 10, l'un des meilleurs de ce diagnostic.

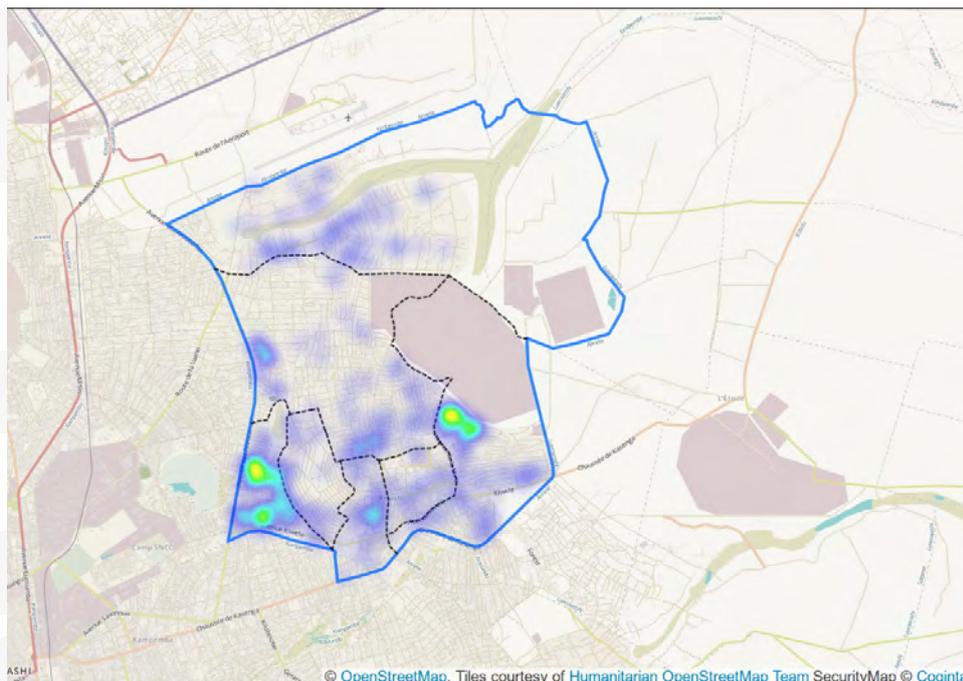
TABLEAU 87: LES INDICATEURS DE L'INSÉCURITÉ DANS LES QUARTIERS DE LA COMMUNE DE RWASHI PAR QUARTIER. EN %

	Luano	Kawama	Congo	Shindaika	Bendera	Matoleo	Kalukuluku
Cambriolage	15.5	26.5	43.5	27.0	39.4	50.0	43.1
Agression	8.1	7.1	10.9	11.2	0.1	16.1	15.0
Violences sexuelles	3.1	2.8	9.6	7.1	1.9	10.5	7.1
Scenes de drogue	5.7	8.9	18.8	15.4	17.0	3.7	26.5
Bagarres	1.3	2.2	13.2	4.1	2.9	2.4	11.5
Bandes de jeunes & shégués	4.4	3.0	13.0	6.2	5.8	2.3	9.6
Sentiment d'insécurité de jour	2.5	11.8	36.1	46.5	3.9	3.4	27.3
Sentiment d'insécurité de nuit	44.7	84.8	60.8	83.9	60.4	81.5	85.2
Indice de sensibilité	7.9	13.1	21.9	19.9	12.7	16.1	22.8
Type de quartier (indice sensibilité)	sûr	calme	sensible	modéré	calme	modéré	sensible
Niveau de sécurité auto-estimé sur une échelle de 1 à 10 (10=très bon)	5.12	3.83	2.74	3.61	4.31	4.84	3.95

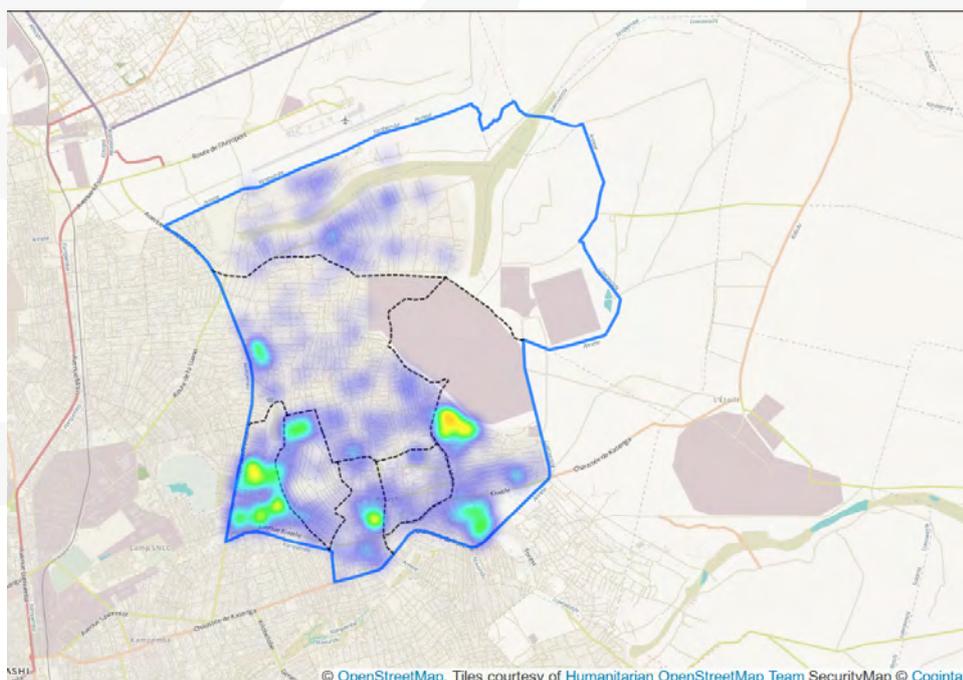
CARTE 37: Le sentiment d'insécurité de jour dans les quartiers de la commune de Rwashi



LES QUARTIERS ET FORUM DE QUARTIER AU SEIN DES COMMUNES



CARTE 37: Le sentiment d'insécurité de jour dans les quartiers de la commune de Rwashi



CARTE 39: La localisation des points de vente et de consommation de drogues à Rwashi

Les nouveaux quartiers de Kawama et de Luano, ainsi que le quartier de Congo, déclarent peu voir la police. En revanche, dans les quartiers plus traditionnels comme Bendera la police est très visible (71.7%). A Congo, seuls 9% des résidents disent voir la police dans les rues de leur quartier. En règle générale, à Rwashi, la police est considérée comme étant relativement proche du public. 56.7% des résidents de Bendera le disent par exemple. Ce n'est pas le cas à Congo où seuls 10.5% des résidents disent que la police est proche du public. Neuf habitants sur dix pensent le contraire. La relation entre la police et les résidents de Congo semble être particulièrement détériorée. Seuls 21.9% des résidents déclarent avoir une bonne image de la police dans ce quartier. Dans les quartiers plus sûrs de Luano et Bendera, pratiquement un résident sur deux estime que la police fait du bon travail. Même dans les quartiers où la sécurité est toute relative, comme Matoleo et Shindaika, l'image de la police est relativement bonne.

LES QUARTIERS ET FORUM DE QUARTIER AU SEIN DES COMMUNES

TABLEAU 88: LE CONSTAT DES PRATIQUES POLICIÈRES DANS LA COMMUNE DE RWASHI PAR QUARTIER, EN %

	Luano	Kawama	Congo	Shindaika	Bendera	Matoleo	Kalukuluku
Visibilité de la police	25.7	39.8	9.0	36.6	71.7	48.7	58.7
proche du public	27.0	51.1	10.5	51.6	56.7	28.8	46.8
Intervient dans des délais courts	35.8	47.0	9.9	55.2	59.8	29.4	55.3
Fait de la prévention	31.1	50.0	9.7	47.8	61.3	19.7	44.8
Est impartiale	29.3	30.4	9.9	40.2	10.6	52.3	42.6

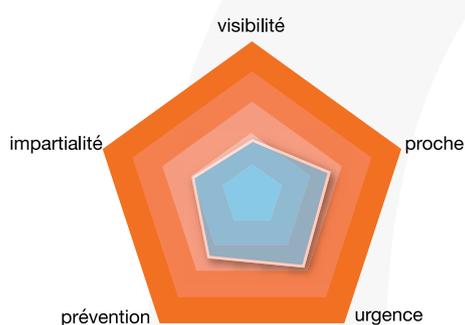


FIGURE 15: Le pentagone empirique de la police de proximité dans le quartier de Shindaika

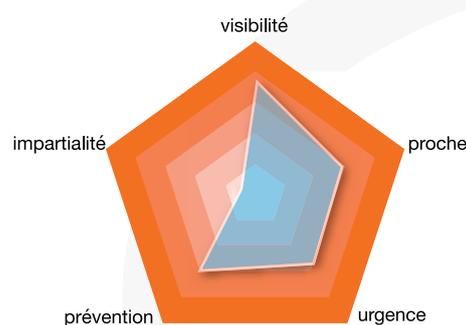


FIGURE 16: Le pentagone empirique de la police de proximité dans le quartier de Bendera

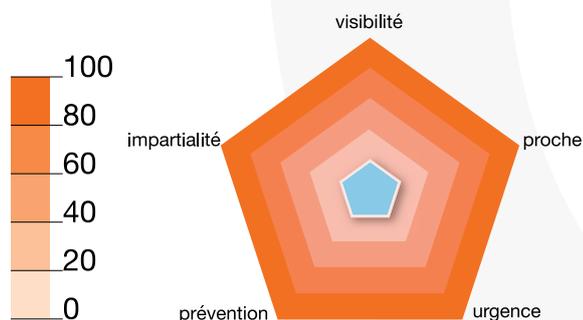


FIGURE 17: Le pentagone empirique de la police de proximité dans le quartier de Congo

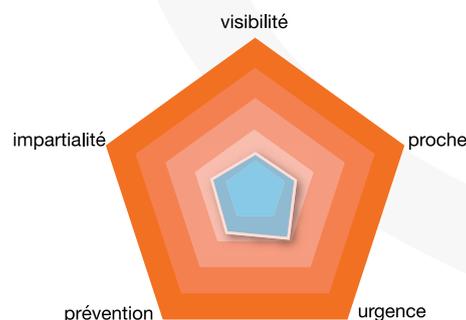


FIGURE 18: Le pentagone empirique de la police de proximité dans le quartier de Luano

Les graphiques précédents permettent de visualiser à l'aide du pentagone empirique de la police de proximité la réalité des pratiques mises en œuvre par rapport à l'idéal de la police de proximité (100% de couverture sur les 5 dimensions que sont la visibilité, la proximité, l'intervention d'urgence, la prévention et l'impartialité). Même dans les exemples plus positifs de Bendera et de Shindaika du chemin reste à parcourir notamment sur la dimension de l'impartialité et tout reste à faire au niveau du quartier sensible de Congo. Dans un nouveau quartier comme Luano, les scores sont médiocres sur toutes les dimensions de la police de proximité.

LES QUARTIERS ET FORUM DE QUARTIER AU SEIN DES COMMUNES

TABLEAU 89: L'IMAGE DE LA POLICE DANS LA COMMUNE DE RWASHI PAR QUARTIER, EN %

	Luano	Kawama	Congo	Shindaika	Bendera	Matoleo	Kalukuluku
Bonne image police crime	50.9	40.1	21.9	50.6	49.4	54.9	46.9
Bonne image police route	55.6	30.7	34.1	55.0	58.7	76.5	49.4
Bonne image police violences sexuelles	34.6	42.0	19.7	50.7	43.1	41.7	48.8
Amélioration du travail de la police sur 12 mois	26.3	25.0	11.7	30.5	24.7	22.5	28.4
Détérioration du travail de la police sur 12 mois	45.5	36.3	5.0	32.9	22.4	39.4	42.2
Amélioration de la sécurité sur 12 mois (% oui)	16.2	19.5	8.7	24.1	16.0	16.1	19.7
Détérioration de la sécurité sur 12 mois (% oui)	35.2	37.7	10.3	36.8	31.9	34.6	43.3

Si l'image de la police est en général acceptable, sauf à Congo, l'évolution n'est pas très favorable. A Luano, 45.5% des résidents estiment que le travail de la police se péjore, 42.2% pensent de même à Kalukuluku et 39.4% à Matoleo. Beaucoup de résidents pensent également que l'insécurité grimpe dans leur quartier. C'est surtout le cas à Kalukuluku (43.3%), à Shindaika (36.8%) ou encore à Kawama (37.7%). En conclusion, un certain pessimisme s'est installé dans la commune quant à l'évolution de travail de la police et de l'insécurité.

TABLEAU 90: LES COMPORTEMENTS DES RÉSIDENTS FACE À LA DÉLINQUANCE DANS LA COMUNE DE RWASHI, EN %

	Luano	Kawama	Congo	Shindaika	Bendera	Matoleo	Kalukuluku
Participe à un système d'alarme et de veille	5.6	12.3	3.3	2	3.9	9.1	11.6
Dénonce un délit à la police	8.0	23.0	27.6	21.1	10.0	18.5	20.5
Dénonce un délit au chef de quartier	48.0	46.2	51.7	36.8	50.0	22.2	35.4

Le rôle principal dans la sécurité publique de la commune semble être moins tenu par la police que par les chefs de quartier. Les résidents, dans tous les quartiers, préfèrent déposer plainte auprès des chefs de quartier plutôt qu'à la police. C'est particulièrement flagrant dans les quartiers de Kawama et Luano, mais également vrai dans des quartiers aussi différents que Congo et Bendera. A Bendera, pour ne prendre qu'un exemple, les chefs de quartiers reçoivent 50% des plaintes alors que la police n'en reçoit que 10%.

Les habitants de Rwashi ne sont pas aussi sceptiques que dans les autres communes sur la capacité des institutions à assurer l'ordre public dans leur quartier. Dans le nouveau quartier de Luano, à l'extrémité nord de la commune, la police n'assure guère de présence et seuls 15.9% des résidents pensent qu'elle est à même de protéger les gens et leurs biens. Soit ils pensent qu'aucune entité n'assure la sécurité soit ils avancent que la Garde républicaine, présente dans la zone pour sécuriser l'aéroport, est l'entité la plus à même de faire ce travail.

Trois quartiers considèrent que les groupes de jeunes d'autodéfense jouent un rôle important dans la sécurisation des quartiers. Il s'agit des quartiers ouvriers traditionnels de Bendera (42.4%) et de Bendera (28.3%), mais ces groupes jouent également un rôle à Kalukuluku (19.9%).

Les quartiers où la police suscite les taux de confiance les plus élevés sont Congo (48.2%) et Bendera (47.5%). Le taux de confiance accordé à la police par les résidents de Congo

LES QUARTIERS ET FORUM DE QUARTIER AU SEIN DES COMMUNES

interpelle sachant que c'est la zone où la police semble la moins visible et la moins proche des résidents (Cf. le pentagone plus haut). En revanche, pour Bendera, la confiance placée par les résidents dans la police s'explique mieux puisque c'est également la zone où la police se rapproche le plus du modèle de la police de proximité.

TABLEAU 91: LA CONFIANCE DANS DIFFÉRENTES ENTITÉS POUR ASSURER LA SÉCURITÉ DU QUARTIER DANS LA COMMUNE DE RWASHI, EN %

	Luano	Kawama	Congo	Shindaika	Bendera	Matoleo	Kalukuluku
Police nationale	15.9	35.1	48.2	26.1	47.5	27.4	35.3
Les sociétés de gardiennage	1.3	1.7	2.8	0	5%	10.7	0.8
Chefs de quartier	9.5	14.8	13.5	6.5	7.1	4.7	12%
Groupe de jeunes de veille	5.1	9.3	5%	42.4	28.3	4.8	19.9
Personne	33.8	14.8	22%	17.4	10.1	40.5	30.3
La garde républicaine	27.4	4.3	1.4	2.2	2%	2.4	0
Autre	7%	20.0	7.1	5.4	0	9.5	1.7
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%
N	157	345	141	92	99	84	241

A l'exception de Matoleo, les résidents de toutes les zones privilégient le poste de police sur les deux autres types de prestation, à savoir l'intervention d'urgence sur appel et la patrouille en uniforme visible dans le quartier. A Luano, la demande d'un poste de police est particulièrement élevée : 57.9% des résidents accordent leur préférence à cette prestation. A Matoleo, au contraire, les résidents appellent de leurs vœux une intervention rapide d'urgence.

TABLEAU 92: LES PRÉFÉRENCES EN MATIÈRE DE PRESTATIONS DANS LA COMMUNE DE RWASHI, EN %

	Luano	Kawama	Congo	Shindaika	Bendera	Matoleo	Kalukuluku
Préférence pour un poste de police	57.9	48.9	38.6	46.4	45.6	15.3	39.0
Préférence pour des patrouilles pédestres visibles	10.0	26.6	29.9	32.1	27.2	32.9	33.1
Préférence pour une intervention d'urgence	32.1	24.5	31.5	21.4	27.2	51.8	27.9



IMAGE 22: Madame le Bourgmestre de la commune de Bipemba, Mbuji-Mayi

COMMUNE DE BIPEMBA

Debout Bipemba, la zone du forum le plus proche de l'hyper-centre de Mbuji-Mayi, a le taux de pauvreté auto-estimée le plus élevé de la commune. 80.8% de ses résidents se déclarent pauvres dans cette zone et vivent probablement avec moins de 2 dollars par jour ce qui les place sous le seuil de pauvreté. Pratiquement un résident sur deux de plus de 18 ans déclare ne pas avoir de travail (46.2%).

Ditala, au sud de Debout Bipemba, est également une zone de pauvreté mais dispose d'une classe de commerçants légèrement supérieure à Debout Bipemba (13.3%). Comme à Debout Bipemba, mais de manière encore plus marquée (33.8%), c'est la débrouillardise qui domine le quotidien des actifs ou, en d'autres termes, l'emploi journalier.

Butoka, qui occupe tout la zone sud de la commune et de l'aéroport, est le regroupement de quartiers le moins pauvre (68.1%) de la commune. C'est aussi, avec Basanga, la zone la moins infrascararisée et une zone où la couche de la classe moyenne est la plus importante de la commune (30.5%). La frontière sud de Butoka est formée par la rivière Kanshi et la grande mine qui borde tout le sud de la ville de l'autre côté de la rivière Kanshi.

Basanga et Makala, les deux zones du nord-est de la commune sont plus rurales. Une proportion d'agriculteurs et de pêcheurs significative y résident : respectivement 15.2% et 9.1%. Pratiquement la moitié de la superficie de ces zones n'est pas habitée et une partie de celle-ci est consacrée à l'agriculture. Basanga a le taux d'emploi le plus élevé de la commune (78.3%), une population d'employés dans le secteur privé de 10.9% (de loin la plus élevée de la commune) et s'avère légèrement moins infrascararisée que les autres zones.

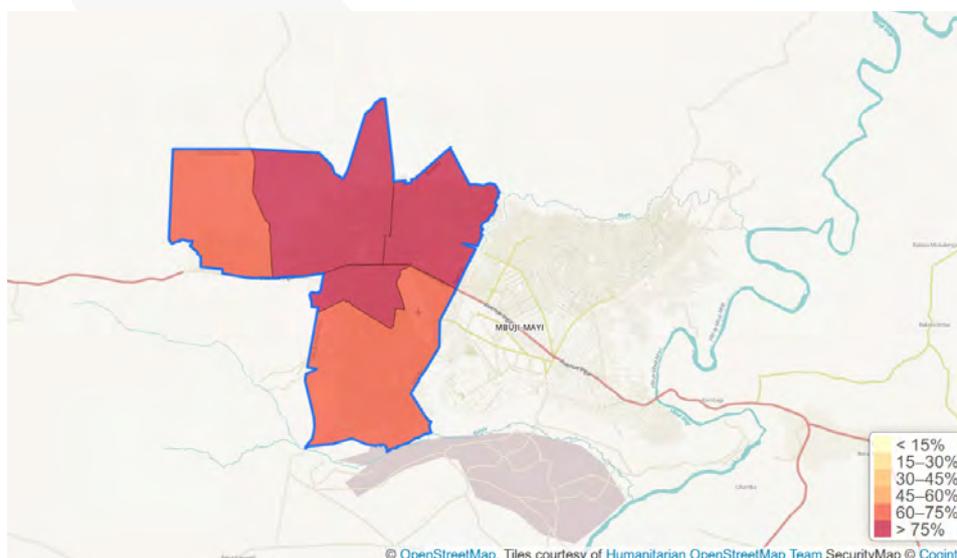
CARTE 40: Les zones de forums de la commune de Bipemba



TABLEAU 93: DÉMOGRAPHIE DE LA COMMUNE DE BIPEMBA PAR FORUM DE QUARTIERS, EN %

	Butoka	Basanga	Makala	Debout B.	Ditalala
Pourcentage de pauvres	68.1	75.0	75.6	80.8	77.9
Pourcentage de revenus moyens	30.5	25.0	23.4	16.1	22.2
Pourcentage d'agriculteurs et pêcheurs	2.9	15.2	9.1	7.8	4.6
Pourcentage de fonctionnaires	6.8	6.5	7.0	6.3	5.3
Pourcentage de débrouillards	33.7	30.4	30.7	23.1	33.8
N'a pas de travail	36.7	21.7	36.7	46.2	34.4
Proportion de jeunes (18-25 ans)	22.4	18.8	20.4	21.1	26.4
infrascolarisation	23.7	23.4	28.1	25.4	27.6
Réside dans la commune depuis plus de 3 ans	80.4	89.6	85.1	84.0	82.4

CARTE 41: Les taux de pauvreté dans la commune de Bipemba par quartier



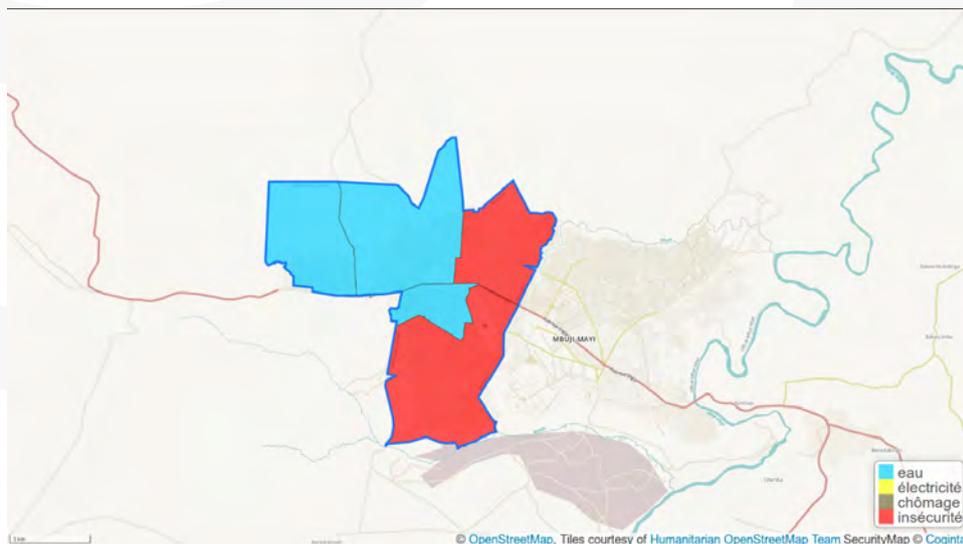
Deux zones citent l'insécurité comme étant le problème no 1 du regroupement de quartiers, à savoir Butoka et Debout Bipemba. Les autres zones – Ditala, Makala et Basanga - considèrent que l'accès à l'eau est le problème principal de la zone.

BIPEMBA

A Debout Bipemba, l'insécurité arrive en tête des problèmes pour 60.2% des résidents, ce qui est un pourcentage très important et démarque cette zone de toutes les autres zones du diagnostic. Dans deux quartiers de l'ouest de la zone de Debout Bipemba, bordant la commune de Diulu, à savoir Muya et Mission, 100% des résidents interrogés ont déclaré que l'insécurité est le problème no 1 du quartier. Cette zone limitrophe entre les deux communes de Bipemba et de Diulu, traversée par la rivière Muya au centre de la ville de Mbujimayi, est particulièrement dangereuse. Dans le quartier de Muya, 75% des résidents ont déclarés avoir fait l'objet d'un cambriolage des deniers trois ans. Dans le quartier de Muya, 40% des répondants ne se sentent pas sécurités de jour et 83.3% des résidents du quartier de Mission disent de même ! Les bandes de jeunes agressives, la drogue et l'insalubrité sont omniprésentes à Mission mais nettement moins à Muya.

A Debout Bipemba et Butoka, après l'insécurité, l'emploi est le plus souvent cité comme problème majeur de la zone. Dans la zone de Basanga, la plus calme de la commune, l'insécurité n'est nommée que par 2.1% des résidents comme étant problème principal.

L'insécurité pèse énormément sur la qualité de vie. Seuls 25.6% des résidents de Debout Bipemba estiment que la qualité de vie est bonne dans leur quartier. La qualité de vie est jugée le plus positivement dans la commune à Butoka où 44.1% des résidents affirment que la qualité de vie à l'échelon du quartier est bonne. Debout Bipemba cumule les problèmes : c'est aussi dans cette zone que la cohésion sociale et le contrôle social sont les plus faibles de la commune. 43.1% des résidents de la zone disent que la cohésion entre résidents est bonne et 53.6% pensent qu'un voisin interviendrait en cas de vol chez eux. C'est significativement moins qu'ailleurs dans la commune. A Butoka, la cohésion sociale est nettement meilleure (61.1%) et le contrôle social élevé (77.2%). Basanga a plutôt une bonne qualité de vie (41.7% des résidents pensent ainsi), une cohésion sociale intacte (72.9%) et le contrôle social y est élevé (76.1%).



CARTE 42: Le problème principal dans les quartiers de la commune de Bipemba selon les résidents par quartier

TABLEAU 94: QUALITÉ DE VIE, COHÉSION SOCIALE & CONTRÔLE SOCIAL DANS LA COMMUNE DE BIPEMBA PAR FORUM DE QUARTIERS, EN %

	Butoka	Basanga	Makala	Debout B.	Ditalala
Bonne image de la qualité de vie	44.1	41.7	26.6	25.6	34.0
Cohésion sociale bonne	61.1	72.9	60.2	43.1	58.0
Bon contrôle social	77.2	76.1	65.0	53.6	82.8
Problème principal du quartier	insécurité	eau	eau	insécurité	eau

I
II
III
IV
V
VI
VII
VIII
IX

Le tableau de bord de la sécurité publique présenté ci-dessous pour la commune de Bipemba montre qu'il existe une assez forte variation entre les zones de forum, comme on pouvait s'y attendre avec les chiffres précédents. A mesure que l'on se déplace vers l'ouest de la commune, les quartiers sont plus calmes. Tout à l'ouest, l'insécurité est à son comble.

La zone de Basanga peut en effet être qualifiée de calme avec une valeur respectable de 11.8 sur l'indice de sensibilité) et la zone voisine à l'est de Basanga – Makala – avec une valeur de 15.1 peut pratiquement être également qualifié de calme. Dès que l'on franchit la ligne de séparation avec les quartiers situés à l'ouest, les choses se gâtent. Debout Bipemba s'avère être une zone sensible en obtenant une valeur de 21.7 sur l'indice de sensibilité. Debout Bipemba est le théâtre de nombreux cambriolages (avec 42.5% des résidents qui déclarent avoir subi au moins un cambriolage ces deniers trois ans), de problèmes liés à des bandes de jeunes agressives et de shégués (13.4%) et de problèmes de drogues (21.3%). Le sentiment d'insécurité de jour comme de nuit est le moins bon de toute la commune (respectivement 32.2% et 87.6%). Dans deux quartiers de cette zone, 100% des résidents ont cité l'insécurité comme problème no 1 de leur quartier. Il s'agit de Mission et de Muya.

Bien qu'on ait qualifié Basanga de calme, cette affirmation doit cependant être immédiatement qualifiée. Le calme est tout relatif. Le taux de cambriolage y est malgré tout de 37.5%, élevé donc, et le taux d'agression sexuelle s'avère même le plus élevé de toute la commune (6.5%). Ce sont avant tout les incivilités qui sont peu fréquentes dans cette zone (cf. cartes des bandes de jeunes et de la drogue ci-dessous); le taux d'agression y est particulièrement bas (2.1%) et le sentiment d'insécurité s'avère plutôt bon de jour et très bon de nuit comparativement (respectivement 12.5% et 45.5% d'insécurisés).

Alors que Makala se rapproche des valeurs des quartiers calmes, Butoka est plutôt proche des valeurs des quartiers sensibles en obtenant la valeur de 18.5 sur cet indice.

Ce qui inquiète le plus les résidents de Bipemba est l'agression dans la rue. A Debout Bipemba, 90.3% des résidents manifestent une inquiétude à ce sujet. C'est églament la zone où les résident estiment le plus souvent qu'il est probable qu'ils seront l'objet d'un délit dans l'année qui suit (77.4%). Même si peu de cas de viols ont été rapportés aux enquêteurs probablement en raison des tabous qui entourent ce type de problème, la peur d'être violée est grandes chez les femmes. A Debout Bipemba, 72.8% des femmes ont déclaré être inquiètes face au risque d'être violées. Dans les autres zones, les taux sont assez proche de Debout Bipemba et même parfois légèrement supérieurs comme à Makala et Butoka.

CARTE 43: La sécurité dans les quartiers de la commune de Bipemba selon l'indice de sensibilité

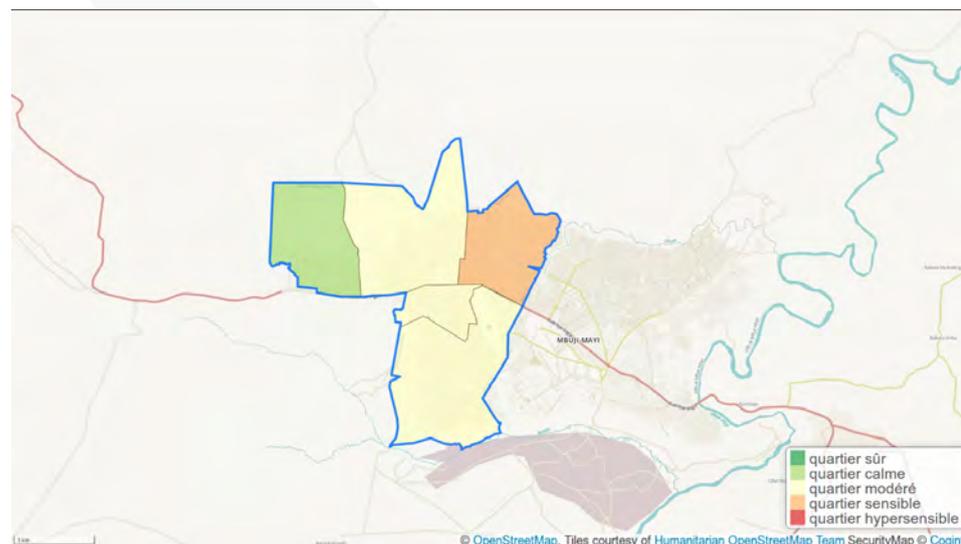


TABLEAU 95: CRIMINALITÉ, INCIVILITÉS ET SENTIMENT D'INSÉCURITÉ DANS LA COMMUNE DE BIPEMBA PAR FORUM DE QUARTIERS, EN %

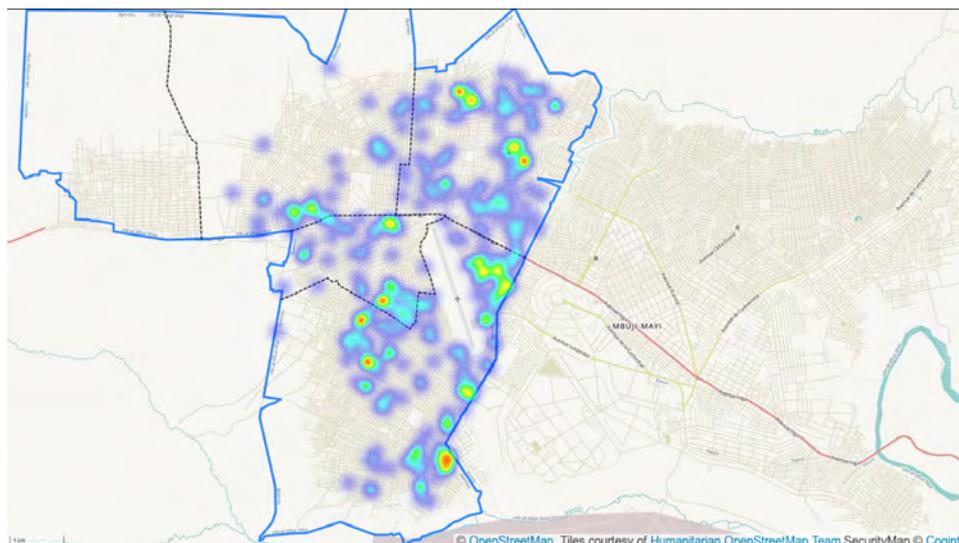
	Butoka	Basanga	Makala	Debout Bipemba	Ditalala
Cambriolage	33.1	37.5	31.0	42.5	32.3
Agression	11.2	2.1	11.0	8.3	9.4
Violences sexuelles	1.8	6.5	1.5	1.1	1.3
Scenes de drogue	30.7	10.9	15.1	21.3	32.1
Bagarres	10.7	2.1	6.5	10.6	8.4
Bandes de jeunes & shégués	8.1	0.0	3.5	13.4	4.5
Sentiment d'insécurité de jour	13.0	12.5	14.9	32.2	13.2
Sentiment d'insécurité de nuit	78.8	45.5	73.9	87.6	68.8
Se declare inquiet face au risque de cambriolage	51.6	54.2	51.3	60.8	47.1
Se déclare inquiet face au risque d'être agressé	82.7	64.6	82.8	90.3	73.4
Se déclare inquiet d'être victime d'un viol (femmes uniquement)	73.9	68.0	75.5	72.8	56.4
Pense probable d'être victime d'un délit ces prochains 12 mois	59.6	43.6	59.4	77.4	46.6
Indice de sensibilité	18.5	11.8	15.1	21.7	17.0
Type de quartier (indice sensibilité)	moyen	calme	moyen	sensible	moyen
Le score attribué par les résidents eux-mêmes à la sécurité dans leur quartier (échelle de 1 à 10)	4.26	5.23	4.08	3.68	4.19

La visibilité de la police est la moins bonne à Makala (34.2%) et à Debout Bipemba (40.1%). De la même manière on ne trouve dans ces deux quartiers qu'une petite minorité de résidents pour penser que la police est proche du public, respectivement 24.1% et 28.5%. Dans la zone plus calme de Basanga, les choses sont très différentes. Bien que cette zone soit périphérique à l'extrémité ouest de la commune, 55.3% des résidents voient la police dans leur zone, 70% pensent que la police est proche du public et même 60.4% pensent qu'elle y fait de la prévention. 54.2% des résidents de cette zone pensent que la police est impartiale, ce qui est un bon score comparativement. Dans la zone de Basanga, la police fait un travail exceptionnel.

TABLEAU 96: PERCEPTION DE LA POLICE DANS LA COMMUNE DE BIPEMBA PAR FORUM DE QUARTIERS, EN % DE OUI

	Butoka	Basanga	Makala	Debout B.	Ditalala
Visibilité de la police	49.5	55.3	34.2	40.1	50.3
Proche du public	39.4	70.8	24.1	28.5	34.2
Intervient dans des délais courts	28.6	65.3	26.0	26.6	35.3
Fait de la prévention	26.8	60.4	21.8	23.6	24.1
Est impartiale	46.3	54.2	46.3	46.3	49.4

CARTE 44: Localisation des bandes de jeunes agressives dans la commune de Bipemba



Les graphiques suivants représentent le pentagone empirique de la police de proximité dans chacun des deux zones les plus contrastées d'un point de vue sécuritaire de la commune de Bipemba, à savoir le forum de Basanga et le forum de Debout Bipemba. On y observe que le polygone empirique couvre une bonne partie de la surface se rapprochant ainsi de l'idéal-type alors que, à Debout Bipemba, le polygone se réduit à un mouchoir de poche.

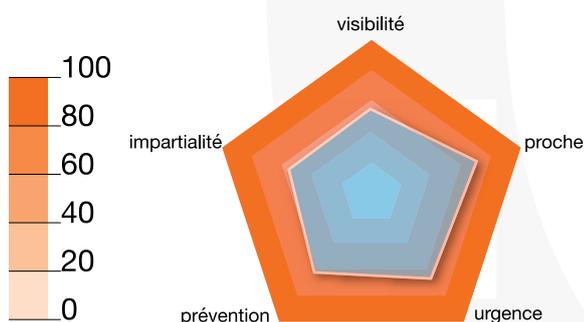


FIGURE 20: Le pentagone empirique de la police de proximité dans la zone de forum de Basanga

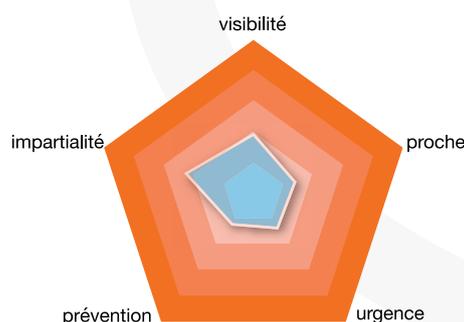


FIGURE 21: Le pentagone empirique de la police de proximité dans la zone du forum de Debout Bipemba

Le travail réalisé à Basanga se traduit par une très bonne image de la police. Un pourcentage exceptionnellement élevé de 64.6% de résidents de Basanga déclarent que la police fait du bon travail à l'échelle de leur quartier. La situation est inversée à Debout Bipemba. Dans cette zone qui connaît les plus taux les plus élevés de cambriolages et d'incivilité de la commune et s'avère mal desservie par la police, l'image de cette dernière est en berne. Les trois-quarts des résidents déclarent qu'elle fait du mauvais travail dans la zone. Seul un résident sur 10 (10.7%) de Debout Bipemba pense que la police de la route fait du bon travail. Un résident sur cinq (19.9%) pense que le travail de la police s'améliore sur 12 mois à Debout Bipemba.

A Basanga - le regroupement modèle de la commune -, 60.4% des résidents pensent que le travail de la police s'est amélioré sur un an contre seulement 8.3% qui pensent qu'au contraire ce travail s'est détérioré. Dans les autres zones, le rapport est inversé. 56.5% des résidents de Debout Bipemba estiment que le travail de la police s'est dégradé. A Makala et Ditala, pratiquement un résident sur deux pense de même.

Toujours à Basanga, 56.3% pensent que la sécurité publique est également en voie d'amélioration contre seulement 18.5% à Debout Bipemba. C'est à Debout Bipemba, Ditala et à Makala que l'on rencontre le plus de résidents qui déclarent que la sécurité se détériore dans leur zone : respectivement 63.4%, 50.3% et 48.2%. A Kampemba, le pessimisme tant pour le travail policier que la sécurité en général l'emporte.

Les résidents de la zone calme de Basanga sont 43.8% à penser que la police nationale est à même d'assurer la sécurité des quartiers de la zone sensible contre seulement 19% des résidents de Debout Bipemba. Ce qui frappe dans le tableau suivant est néanmoins le nombre important de résidents de toutes les zones qui se déclarent sceptiques sur la capacité des entités à assurer la sécurité des quartiers. C'est à Makala où le nombre de sceptiques est le plus important (43.8%), mais on trouve de nombreux sceptiques également à Debout Bipemba (41.4%) et – peut-être de manière plus surprenante vu les chiffres précédents – à Basanga (35.4%).

TABLEAU 97: IMAGE DES SERVICES DE POLICE DANS LA COMMUNE DE BIPEMBA PAR FORUM DE QUARTIERS, EN %

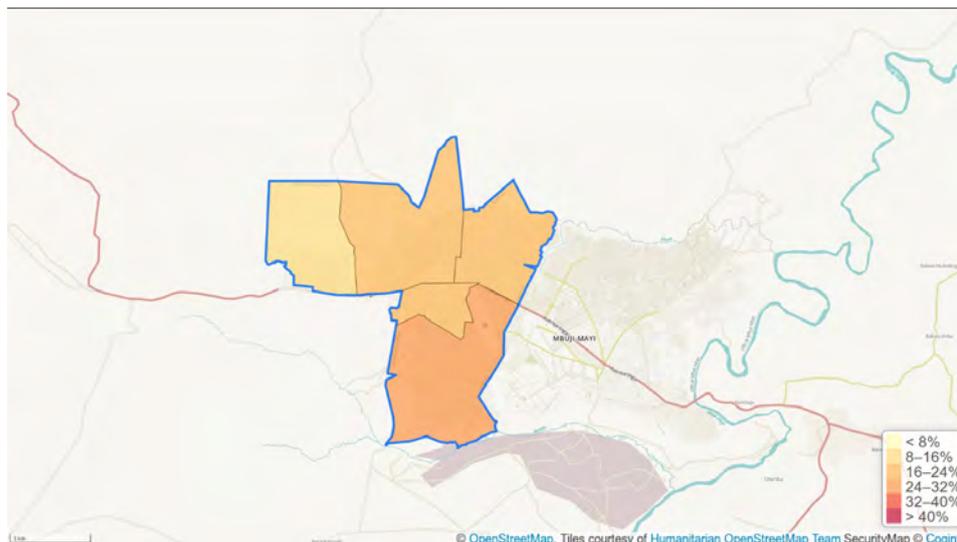
	Butoka	Basanga	Makala	Debout B.	Ditalala
Bonne image police crime	37.7	64.6	28.7	26.5	42.2
Bonne image police route	24.0	50.0	21.8	10.7	27.5
Bonne image police violences sexuelles	47.3	69.8	42.9	38.4	63.9
Amélioration du travail de la police sur 12 mois	29.2	60.4	25.4	19.9	30.9
Détérioration du travail de la police sur 12 mois	41.4	8.3	49.2	56.5	47.0
Amélioration de la sécurité sur 12 mois	36.1	56.3	28.4	18.5	33.8
Détérioration de la sécurité sur 12 mois	39.1	12.5	48.2	63.4	50.3

A Debout Bipemba et à Butoka, les groupes de jeune de veille jouent un rôle pratiquement équivalent à la police pour assurer la sécurité de ces zones. 22.1% des résidents de Debout Bipemba déclarent que les groupes de veille sont ceux qui assurent le mieux la sécurité ; à Butoka, 30.1% pensent de cette manière. C'est à Basanga où ces groupes de veille sont les plus marginaux (8.3%) et le taux de confiance dans la police le plus élevé (43.8%).

TABLEAU 98: LES TAUX DE CONFIANCE DANS LES ENTITÉS POUR ASSURER LA SÉCURITÉ DANS LE QUARTIER DANS LA COMMUNE DE BIPEMBA PAR FORUM DE QUARTIERS, EN %

	Butoka	Basanga	Makala	Debout B.	Ditalala
Police nationale	34.1	43.8	24.4	19.0	37.1
Les sociétés de gardiennage	1.0	0	0	0.3	0
Chefs de quartier	9.2	10.4	10.9	12.3	13.8
Groupe de jeunes de veille	30.1	8.3	18.4	22.1	16.4
Personne	22.8	35.4	43.8	41.4	28.9
La garde républicaine	0.6	0	0.5	0	0
Autre	2.2	2.1	2.0	4.9	3.8
Total	100%	100%	100%	100%	100%
N	501	48	201	285	159

CARTE 45: Taux de confiance dans les groupes communautaire de veille dans les quartiers de la commune de Bipemba



Ce constat sur l'importance des groupes communautaires dans la sécurisation des zones se confirme avec le tableau suivant. A Basanga, où ces groupes sont un peu plus marginaux, 27.1% des résidents affirment participer à un système d'alarme et de veille communautaire. Mais dans les quartiers les plus sensibles, la participation explose : elle est de 43.7% à Butoka et de 37.4% à Debout Bipemba (37.4%).

TABLEAU 99: COMPORTEMENT DES RÉSIDENTS DANS LA COMMUNE DE BIPEMBA PAR FORUM DE QUARTIERS, EN %

	Butoka	Basanga	Makala	Debout B.	Ditalala
Participe à un système d'alarme et de veille	43.7	27.1	35.3	37.4	34.6
Dénonce un délit à la police	18.8	0.0	14.3	17.1	25.9
Dénonce un délit au chef de quartier	65.8	75.0	80.0	76.3	74.1

Les résidents des quartiers sensibles ou modérés préfèrent souvent en majorité un poste de police. A Debout Bipemba et Makala, 57.9% demandent un poste de quartier en priorité. A Basanga, où la confiance avec la police est la meilleure, le choix des résidents se porte plutôt sur l'intervention d'urgence : 50% des résidents souhaitent que ce service soit prioritaire dans la zone.

TABLEAU 100: PRÉFÉRENCES EN MATIÈRE DE SERVICES POLICIERS DANS LA COMMUNE DE BIPEMBA PAR FORUM DE QUARTIERS, EN %

	Butoka	Basanga	Makala	Debout B.	Ditalala
Préférence pour un poste de police (% oui)	41.5	20.8	57.9	57.9	47.0
Préférence pour des patrouilles pédestres visibles (% oui)	36.5	29.2	26.8	35.7	34.9
Préférence pour une intervention d'urgence (% oui)	22.0	50.0	15.3	16.2	18.1

BIPEMBA

Pour résumer les données générales sur l'insécurité dans la commune de Bipemba, on peut dire que l'est de la commune, le plus proche du centre-ville, cumule les problèmes de délinquance, d'incivilités et de pauvreté. La zone de Debout Bipemba est la plus problématique de Mbujimayi. La population se sent en insécurité dans cette zone et la police y véhicule l'image d'une police partielle, distante de la population et la confiance n'est pas au rendez-vous. A l'inverse, l'ouest de la zone et plus calme, la criminalité et les incivilités sont moins omniprésentes, et l'image de la police, en tout cas pour la zone périphérique de Basanga, y paraît presque exemplaire dans ce diagnostic. C'est dans cette zone de Basanga qu'elle obtient ses meilleurs scores de visibilité, proximité du public et d'efficacité dans la lutte contre la délinquance. Dans cette zone, le besoin d'un mécanisme communautaire de protection se fait moins ressentir qu'ailleurs à Mbujimayi. Là où l'insécurité grimpe, les résidents font face à l'adversité par l'adhésion à des systèmes communautaires d'alarme et de protection qu'ils perçoivent comme souvent plus efficaces qu'une police plutôt décriée. Dans toutes les zones, y compris à Basanga, les chefs de quartier - qui probablement organisent les groupes de veille communautaire des quartiers -, sont les personnages centraux de la sécurité publique. Les résidents, plus qu'ailleurs, se tournent vers eux pour dénoncer les délits et trouver des solutions à l'insécurité que la plupart estiment en crise dans la commune alors que, au plus mauvais moment, le travail de la police semble de détériorer.

En vertu de leur pouvoir de représentation de l'exécutif communal dans les quartiers, ces chefs de quartier sont des atouts pour la sécurité de proximité. Dotés d'un fort capital de sympathie, ils peuvent résoudre des problèmes de sécurité par la coordination des services locaux, leur faculté d'analyse et d'imagination de solutions concertées. Au courant des problèmes, et représentant l'administration communale, présidant les sous-comités locaux de sécurité, ils sont en quelque sorte des ilotiers dotés d'une forte capacité de résolution de problème.

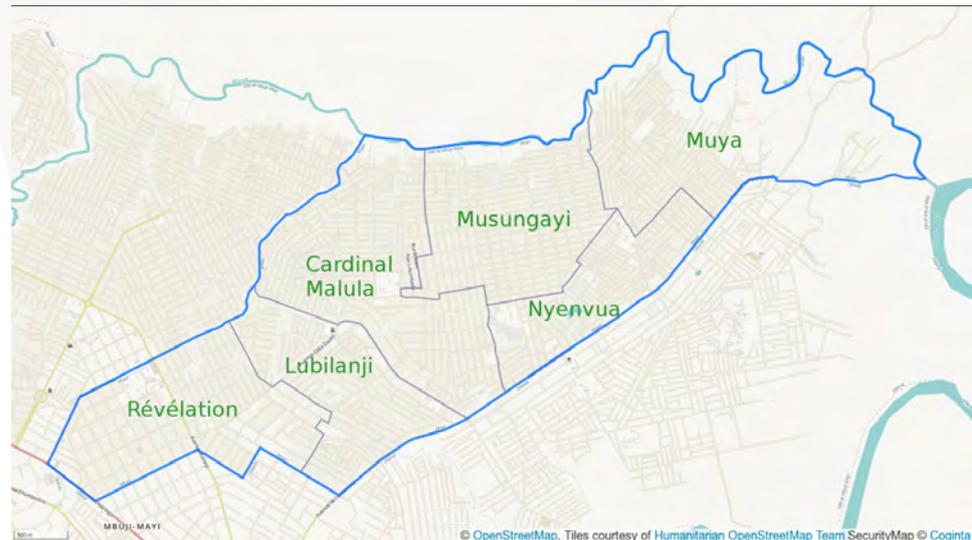
IMAGE 23: Equipe de sondeurs pour la commune de Muya



- I
- II
- III
- IV
- V
- VI
- VII
- VIII
- IX

COMMUNE DE MUYA

CARTE 46: Les zones de forums de quartier dans la commune de Muya



A l'échelon de la commune de Muya, le regroupement de quartiers de Lubilanji et de Révélation sortent du lot.²¹ Avec Révélation, Lubilanji est le quartier le plus « jeune », avec 33.9% de ses résidents âgés de 18 à 25 ans, mais aussi le plus riche puisque seuls 48.7% des résidents se déclarent pauvres. Le quartier est plutôt d'immigration plutôt récente puisque 38.7% des résidents disent y habiter depuis moins de 3 ans. Révélation a à peu près les mêmes chiffres. Ces deux quartiers « jeunes » ont des taux d'inscolarisation les moins élevés de la commune, avec 3.9% et 4.9% respectivement de résidents qui n'ont soit pas achevé l'école primaire soit ne l'ont pas fréquentée et l'immigration récente reflète sans doute le dynamisme relatif de ces quartiers dans l'économie locale. Selon les chiffres dont nous disposons, elles ont été choisies en quelque sorte par la classe moyenne de Mbujimayi pour y résider et y travailler.

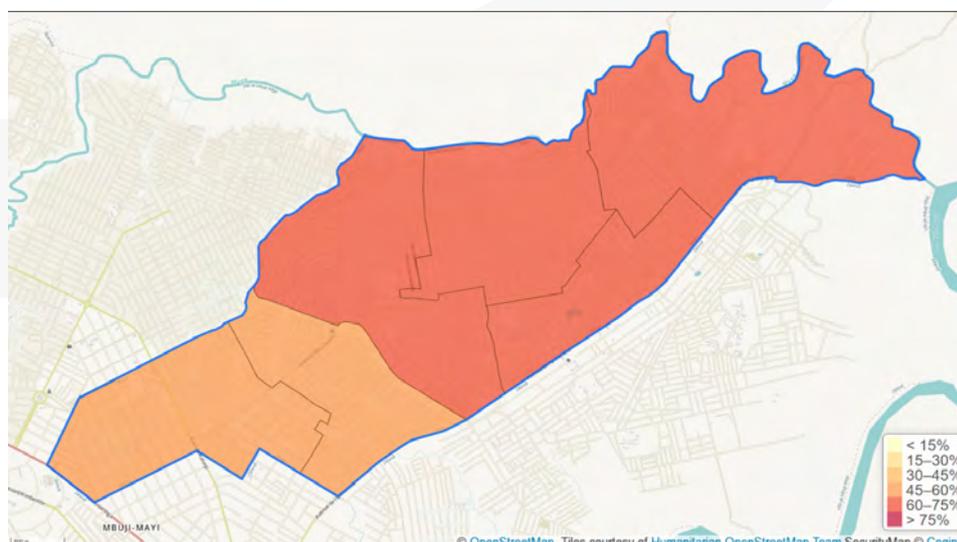
²¹ Rappelons que les zones discutées dans ce chapitre sont des regroupements de quartiers – appelés des forums et qui sont au nombre de six dans la commune de Muya – destinés à former les plateformes d'échanges de base entre la population et la police sur les questions de sécurité locale.

Les autres zones de l'est de la commune - Cardinal Mulala, Musungayi, Nyenvua et tout à l'est Muya - sont les plus pauvres, les moins scolarisées et d'immigration moins récente. La zone périphérique de Muya, tout à l'est de la commune et dont la rivière Muya constitue toute la frontière nord et est avant de se jeter dans le fleuve Mubji Mayi, cumule les problèmes de pauvreté et d'infra-scolarisation et son manque d'attractivité économique se traduit par le taux d'immigration récente le plus bas de la commune. C'est surtout une zone périphérique, pauvre, avec une qualité de vie très médiocre et, on va le voir, peu quadrillée par la police. Elle partage cependant la plupart de ces caractéristiques avec la zone dite du Cardinal Mulala qui, elle, est plus proche du centre-ville.

Plus on se déplace vers l'est de la commune et plus les quartiers revêtent des caractéristiques plutôt rurales dans leur composition socio-professionnelle. Tout à l'ouest, à Révélation, on trouve la plus grande proportion d'habitants exerçant une profession libérale (5.13%), de fonctionnaires (11.1%), et de commerçants (22.2%). A Muya, tout à l'est, seuls 1.2% exercent une profession libérale, 13.4% sont des commerçants et 4.6% des fonctionnaires. Les agriculteurs et pêcheurs forment 15.6% des actifs à Muya alors que cette occupation n'est exercée que par 2.6% des résidents de Révélation. La proportion de « débrouillards » à Muya est de 24.9% ; elle est pratiquement de moitié (12.8%) à Révélation.

**TABLEAU 101: TABLEAU DE BORD DÉMOGRAPHIQUE
DE LA COMMUNE DE MUYA PAR FORUM DE QUARTIERS**

	Révélation	Lubilanji	Card. Mulula	Musungayi	Nyenvua	Muya
Pourcentage de pauvres	46.9	48.7	71.8	70.9	66.2	74.2
Pourcentage de classe moyenne	45.4	49.7	24.2	28.3	30.3	19.9
Pourcentage d'agriculteurs/pêcheurs	2.6	1.9	4.7	8.4	9.8	15.6
Pourcentage de fonctionnaires	11.1	7.4	7.3	3.6	3.0	4.6
Pourcentage de commerçants	22.2	22.8	19.7	11.2	17.3	13.9
Proportion de jeunes (18-25 ans)	34.6	33.9	24.8	24.4	25.9	23.1
Infra-scolarisation	3.9	4.9	15.0	21.2	11.3	17.8
Réside dans la commune depuis plus de 3 ans	52.3	61.3	70.1	74.3	69.9	75.8



CARTE 47: Les taux de pauvreté dans les quartiers de la commune de Muya par quartier

Dans la commune, quatre des six zones de la commune l'insécurité est au cœur des problèmes des quartiers de l'avis des résidents. Ce sont avant tout les communes de l'ouest urbanisé de la commune qui considèrent l'insécurité comme problème no 1 de leur zone. A l'est de la commune, à Muya et Nyenvua, la préoccupation majeure des résidents est plutôt l'emploi.

La qualité de la vie est la meilleure à Lubilanji (53.2% des résidents disent qu'elle est bonne). Elle est la moins bonne à Cardinal Mulala, avec seulement 27.3% des résidents d'avis positifs, un chiffre qui en fait probablement la zone la moins prisée de tout le diagnostic. Si la qualité de vie est jugée acceptable à l'ouest de la commune, la cohésion sociale y est plus faible qu'à l'est et les mécanismes de contrôle social, du moins pour Lubilanji, plus faibles. Dans les zones les plus pauvres, les communautés semblent soudées, comme à Musungayi où 72.7% des résidents estiment qu'un voisin interviendrait en cas de vol chez eux et 61.6% des résidents considèrent que l'entraide règne dans leur quartier. A Lubilanji, 53.3% pensent que la cohésion sociale est bonne et 58.8% qu'un voisin interviendrait en cas de vol chez eux.

CARTE 48: Les problèmes prioritaires selon les zones de Muya

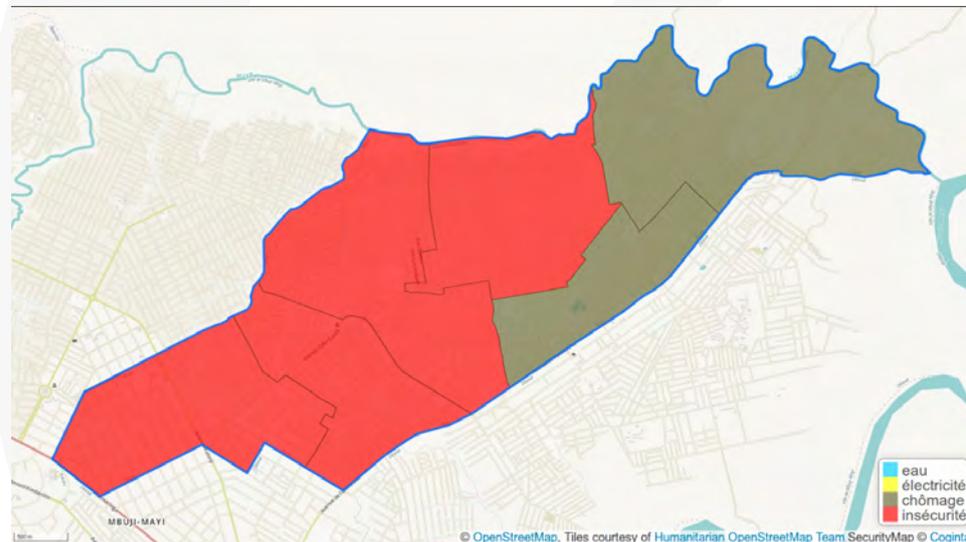
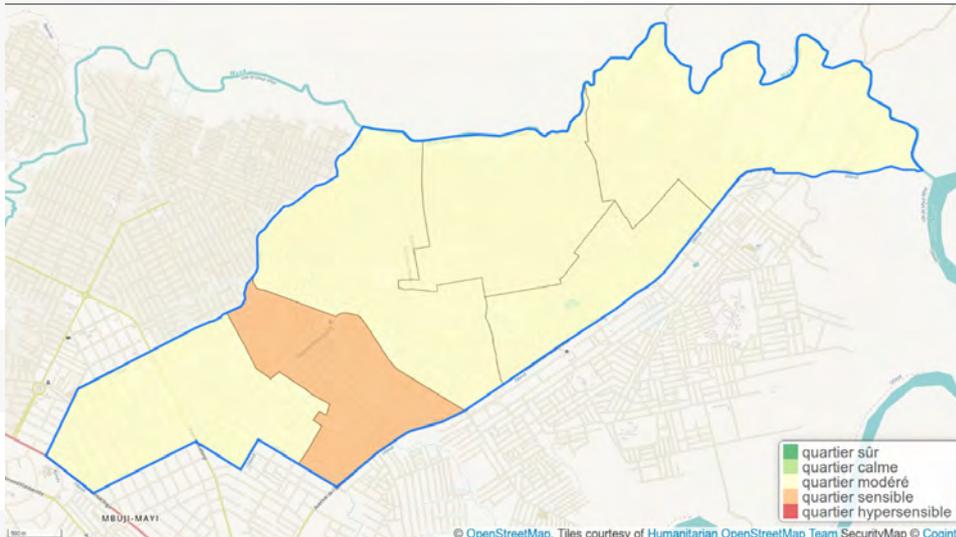


TABLEAU 102: TABLEAU DE BORD DE LA QUALITÉ DE VIE ET LE CONTRÔLE SOCIAL DANS LA COMMUNE DE MUYA PAR FORUM DE QUARTIERS, EN %

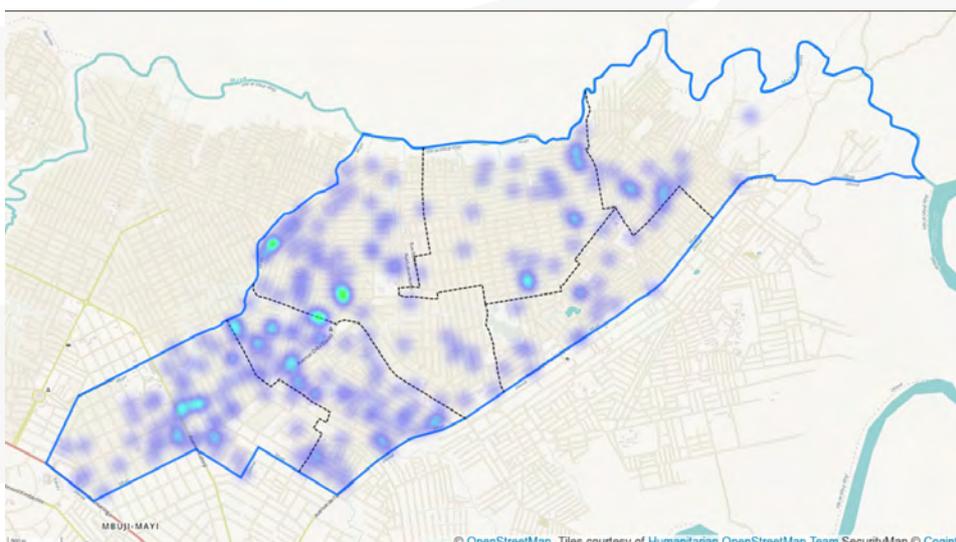
	Révélation	Lubilanji	Card. Mulula	Musungayi	Nyenvua	Muya
Bonne image de la qualité de vie	43.9	53.2	27.3	33.1	43.4	30.3
Cohésion sociale bonne	50.0	53.3	55.5	61.6	61.2	53.1
Bon contrôle social	76.7	58.8	70.8	72.7	70.0	69.6
Problème principal du quartier	insécurité	insécurité	insécurité	insécurité	chômage	chômage



CARTE 49: La sensibilité des quartiers de la commune de Muya selon l'indice de sensibilité par quartier

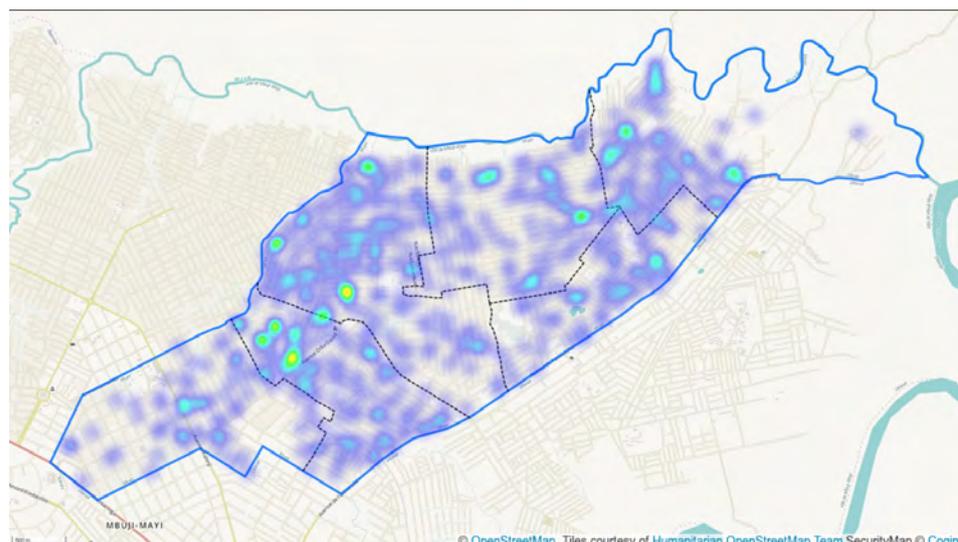
Selon l'indice de sensibilité des quartiers, la zone de Lubilanji obtient une valeur supérieure à 20, ce qui la range dans le groupe des quartiers sensibles dans ce diagnostic. Les autres zones connaissent, toujours selon l'indice de sensibilité, une sécurité modérée. Cependant, les zones contiguës à Lubilanji au sud-est (Révélation) et au nord-est (Cardinal Mulala) se rapprochent très fortement du seuil de sensibilité avec des valeurs de 19.8 et de 19.1 respectivement selon cet indice. Cela signifie que les trois quartiers de l'ouest de la commune, se rapprochant du coeur de la ville, connaissent des problèmes d'insécurité plus importants qu'à l'est de la commune.

Ce qui tire vers le haut la valeur de Lubilanji sur l'indice du quartier est un taux relativement élevé d'agression (10.3%) mais, surtout, l'existence d'une scène de drogue qui s'est installée dans la zone (34.5% des résidents disent que ce problème est fréquent), les menus bagarres (19.5%) qui s'y déroulent et les bandes de jeunes agressives (16.6%) qui ont également investi les zones. Ces bandes de jeunes se concentrent dans les zones ouest de la commune (cf. carte). Le sentiment d'insécurité diurne (30.3%) y est le plus élevé de toute la commune. Dans le reste de la commune, l'insécurité ressentie durant la journée reste très en-deçà du cas de Lubilanji.



CARTE 50: La présence de bandes de jeunes agressives et de Shégués dans la commune de Muya

CARTE 51:
La géolocalisation des problèmes de drogue dans la commune de Muya



Notons cependant que les résidents de Lubilanji ne sont pas aussi pessimistes que l'indice pourrait le faire croire. Ils donnent à la sécurité la note de 4.6, un score qui se situe très en-dessus de la zone voisine de Cardinal Mulala (3.94). Les deux zones qui se rapprochent du seuil critique de quartiers sensibles – Révélation et Cardinal Mulala – ont soit des taux élevés de cambriolages (Cardinal Mulala) soit des taux élevés d'agression (Révélation). Ils sont le théâtre de bagarres et de bandes de jeunes agressives fréquentes. Ce sont ces problèmes-là qui expliquent que les résidents citent l'insécurité comme problèmes prioritaire de leur zone. A l'est de la commune, les incivilités principales comme les drogues, les bagarres et les bandes de jeunes agressives sont généralement moins fréquentes que vers le centre urbain de l'ouest.

TABLEAU 103: LE TABLEAU DE BORD DE L'INSÉCURITÉ DE LA COMMUNE DE MUYA PAR FORUM DE QUARTIERS, EN %

	Révélation	Lubilanji	Card. Mulala	Musungayi	Nyenvua	Muya
Cambriolage	28.5	33.9	43.2	36.0	35.9	29.6
Agression	14.6	10.3	6.5	8.2	7.0	7.6
Violences sexuelles	3.1	2.2	0.7	0.8	2.8	1.6
Scenes de drogue	23.1	34.5	20.9	12.5	18.8	20.6
Bagarres	21.1	19.5	12.2	5.3	6.3	10.3
Bandes de jeunes & shégués	9.2	16.6	7.6	1.2	2.8	1.1
Sentiment d'insécurité de jour	21.7	30.3	20.5	17.8	17.6	22.0
Sentiment d'insécurité de nuit	74.4	74.2	82.4	82.1	77.6	66.3
Indice de sensibilité	19.8	23.1	19.1	15.4	16.3	15.7
Niveau de sécurité selon l'indice de sensibilité	moyen	sensible	moyen	moyen	moyen	moyen
Niveau de sécurité auto-estimé	4.77	4.60	3.94	4.02	4.14	4.84

La zone de Musungayi est celle dans laquelle les résidents participent le plus à un système d'alarme et de protection communautaire. 37.2% des résidents affirment participer à un tel système. C'est à Lubilanji, le quartier le plus sensible, que ce système communautaire est le moins développé (22.6%). Dans les deux autres zones qui se rapprochent du seuil de quartier sensible (Révélation et Cardinal Mulala), et donc dans l'ouest urbain de la commune où la cohésion sociale est en générale plus faible, ces systèmes sont également sensiblement moins développés qu'à l'est de la commune où ces initiatives communautaires s'adossent sur de bons taux de cohésion sociale.

TABEAU 104: LES COMPORTEMENTS DE PRÉVENTION ET DE DÉNONCIATION DANS LA COMMUNE DE MUYA PAR FORUM DE QUARTIERS, EN %

	Révélation	Lubilanji	Card. Mulula	Musungayi	Nyenvua	Muya
Participe à un système d'alarme et protection communautaire	28.5	22.6	28.2	37.2	30.1	30.7
Dénonce les délits à la police	34.4	22.0	23.9	20.6	18.0	11.4
Dénonce les délits au chef de quartier	46.9	66.0	72.8	68.3	56.4	77.1

Les résidents de la commune de Muya déposent rarement plainte à la police et, partout, se tournent plutôt vers les chefs de quartier pour rapporter un délit. La pratique de la plainte à la police est un peu plus fréquente dans l'ouest urbain de la commune. C'est à Révélation (34.4%) que les taux sont les plus élevés. A l'extrémité est de la commune, dans la zone Muya, seuls 11.4% des délits rapportés l'ont été à la police.

C'est dans le regroupement de Muya, tout à l'est de la commune, que les résidents disent le moins voir de police dans leur quartier (39.2%), que les avis sur la proximité de la police se font le plus rares (35.3%), que les actions préventives de la police sont les moins fréquentes (26.2%) et que l'opinion sur l'impartialité de la police est la plus mauvaise (39.5%). Pour les autres zones, les différences dans la perception de l'activité policière ne sont pas systématiques. A Lubilanji, le quartier le plus sensible, la visibilité de la police est assez faible (40.3%), elle intervient rarement dans des délais courts (24.5%) ni ne fait de prévention (33.3%). En revanche, les avis sont plutôt positifs ou du moins plus positifs sur la proximité avec le public (48.8%) et l'impartialité de la police (48.7%).

TABEAU 105: LE CONSTAT SUR LA POLICE PAR LES RÉSIDENTS DE LA COMMUNE DE MUYA PAR FORUM DE QUARTIERS, EN %

	Révélation	Lubilanji	Card. Mulula	Musungayi	Nyenvua	Muya
Visibilité de la police	53.3	40.3	45.9	48.3	49.3	39.2
Proche du public	36.3	48.4	38.6	46.9	46.6	35.3
Intervient dans des délais courts	26.2	24.5	26.6	35.7	26.3	35.6
Fait de la prévention	32.3	33.3	27.9	35.1	31.3	26.2
Est impartiale	41.9	48.7	43.0	51.1	50.3	39.5

L'image de la police est la moins bonne à Cardinal Mulala et à Muya. On se souvient que le niveau de sécurité est le moins bien noté dans la zone du Cardinal Mulala, les résidents lui attribuant un score de 3.95 sur une échelle de 10. Cette zone se rapproche du seuil des quartiers sensibles ; elle est également plus pauvre et la qualité de vie y est médiocre de l'avis même des résidents. Seuls 30.2% des résidents de Cardinal Mulala ont un avis positif sur la police dans la zone. L'image de la police de la route y est très mauvaise (seuls 16.2% ont un avis positif). La grande majorité (58.7%) déclarent que le niveau de sécurité de détériore depuis 12 mois et cela se répercute dans l'image médiocre que la police véhicule dans cette zone. Dans la zone du Cardinal Mulala, 52.2% des résidents estiment que le travail de la police se péjore depuis 12 mois.

TABLEAU 106: L'IMAGE DE LA POLICE DANS LA COMMUNE DE MUYA PAR FORUM DE QUARTIERS, EN %

	Révélation	Lubilanji	Card. Mulula	Musungayi	Nyenvua	Muya
Bonne image police crime	45.4	45.4	30.2	40.9	47.3	39.5
Bonne image police route	41.7	26.3	16.2	30.1	19.5	25.9
Bonne image police violences sexuelles	60.5	56.5	45.7	60.3	49.0	49.3
Amélioration du travail de la police sur 12 mois	18.6	26.7	19.4	25.7	31.8	35.3
Détérioration du travail de la police sur 12 mois	33.1	47.2	52.2	46.0	40.7	31.2
Amélioration de la sécurité sur 12 mois	33.3	29.7	22.8	30.6	35.6	40.2
Détérioration de la sécurité sur 12 mois	28.5	37.9	58.7	42	41.8	40.8

Dans la zone périphérique de Muya, le peu de visibilité de la police combiné avec l'opinion partagée par les résidents que la police est partielle et distante du public, tout cela se traduit par une mauvaise image générale de la police, peu de plaintes rapportées à la police (11.4%) et une importance centrale des chefs de quartier dans le traitement des délits (77%). Les résidents de Muya semblent donc se sentir délaissés par la police de Muya (bien que les choses paraissent s'améliorer depuis un an avec un bon 35.3% de résidents qui estiment que le travail de la police s'améliore dans leur quartier). Dans ces conditions, ce n'est par hasard si les résidents mettent en place et participent à des systèmes d'alarme communautaires et, on va le voir plus loin, qu'une grande partie des résidents de cette zone se montre très sceptique sur la capacité des institutions à assurer la sécurité des quartiers.

Dans les deux autres regroupements de quartiers sensibles ou quasi sensibles de l'ouest urbain de la commune - Lubilanji et Révélation -, l'image de la police est mitigée : environ 45% de résidents pensent que la police fait du bon travail, mais une majorité de 55% pensent qu'elle fait du mauvais travail. Peu estiment que le travail de la police s'améliore. Au contraire : les résidents (47.2%) de Lubilanji estiment que ce travail se péjore depuis un an tandis que ceux de Révélation (48.4%) pensent qu'il est stable. Les avis sont partagés sur le sort de la sécurité également : à Révélation, 33.3% pensent que la situation s'améliore contre 29.7% à Lubilanji, mais, en même temps, respectivement 28.5 et 37.9% pensent qu'elle se détériore. La situation est assez similaire dans les autres regroupements de quartiers. Les avis sont partagés sur le sort de la sécurité mais, d'une manière générale, seule une minorité pense que le travail de la police s'améliore.

Notons que l'image de la routière est mauvaise dans toutes les zones à l'exception de Révélation où, même si les avis négatifs dominent, le pourcentage de bonne image est néanmoins le plus élevé de la commune avec 41.7% d'avis positifs. Le rôle de la routière dans la gestion du trafic urbain est ainsi reconnu par les résidents de l'hyper-centre urbain.

Le tableau suivant montre que dans les regroupements de quartiers sensibles ou quasi-sensibles de l'ouest de la commune -Révélation, Lubilanji et Cardinal Mulula -, les résidents accordent une place importante aux groupes de jeunes qui veillent sur la sécurité des quartiers. A Révélation, pour 44% des résidents ce sont ces groupes qui assurent véritablement la sécurité du quartier. 33.7% des résidents de Cardinal Mulula sont du même avis. La confiance dans ces groupes dépasse, pour ces deux communes, la confiance que placent les résidents dans la police nationale. Cela semble a priori un

peu paradoxal dans la mesure où dans ces zones de l'ouest urbain de la commune, les résidents participent un peu moins à des systèmes d'alarme communautaire qu'à l'est de la commune où la confiance dans l'efficacité de ces groupes est plus faible. En tout cas, les résidents des zones les plus proches de l'hyper-centre ne font guère plus confiance à la police que ceux de l'est de la commune et s'accordent à penser que les groupes de veille communautaires jouent un rôle clef dans la protection et la sécurité publique.

TABLEAU 107: LA CONFIANCE DANS LES ENTITÉS QUI FONT DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE DANS LA COMMUNE DE MUYA PAR FORUM DE QUARTIERS, EN %

	Révélation	Lubilanji	Card. Mulula	Musungayi	Nyenvua	Muya
	%	%	%	%	%	%
Police nationale	30.4	42.0	28.2	25.5	38.7	18.6
Les sociétés de gardiennage	4.8	1.6	2.0	0.8	3.6	2.2
Chefs de quartier	8.8	11.1	15.5	18.1	11.7	24.0
Groupe de jeunes de veille	44.0	28.7	33.7	26.3	23.3	19.7
Personne	9.6	9.4	18.6	27.0	21.2	33.9
La garde républicaine	0	5	1.7	0.4	0	0
Autre	2.4	2.2	0.3	1.9	1.5	1.6
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%
N	125	181	291	259	137	183

Interrogés sur leurs préférences en matière de prestations policières, les résidents se déclarent favorable à l'implantation de poste de police près de chez eux. C'est dans le regroupement de Muya que cette option recueille le plus d'avis favorables (58.7%). Et on se souvient que cette zone est particulièrement délaissée par la police. Les résidents manifestent ainsi le souhait de voir la police s'y installer durablement. La seule exception est Musungayi qui accorde sa préférence à des patrouilles pédestres dans le quartier (40.6%). Nyenvua penche également fortement pour ce type de prestation (43.3%).

TABLEAU 108: LES PRÉFÉRENCES EN MATIÈRE DE PRESTATIONS POLICIÈRES DES RÉSIDENTS DE LA COMMUNE DE MUYA PAR FORUM DE QUARTIERS, EN %

	Révélation	Lubilanji	Card. Mulula	Musungayi	Nyenvua	Muya
	%	%	%	%	%	%
Préférence pour un poste de police	49.1	39.1	42.6	38.5	45.5	58.7
Préférence pour des patrouilles pédestres visibles	34.8	27.0	35.8	40.6	43.3	28.5
Préférence pour une intervention d'urgence	16.1	33.9	21.6	20.9	11.2	12.8
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%
N	112	174	282	249	134	172

En résumé, et de manière aussi synthétique que possible, on peut affirmer que la commune de Muya a des caractéristiques assez différentes entre son versant ouest, proche ou appartenant à l'hyper-centre commercial et administratif de la ville de Mbujimayi, et son versant est qui s'achève tout à l'est par une zone pratiquement rurale où l'agriculture, la pêche et la débrouillardise sont les activités dominantes. A l'ouest, l'insécurité préoccupe le plus les résidents alors qu'à l'est l'emploi est au cœur des préoccupations. L'insécurité tend à se concentrer dans l'ouest urbain de la commune. L'incivilité, avec les groupes de jeunes agressifs et la fréquence de violences entre personnes, caractérise ces quartiers de l'ouest. La confiance dans la capacité de la police à traiter de l'insécurité y est faible, voire très faible. Le pessimisme domine quant à l'évolution de l'insécurité et la police ne bénéficie pas d'une bonne image. Même dans l'hyper-centre de Mbujimayi, les systèmes d'alarme et de protection communautaire se sont mis en place et, dans plusieurs zones, sont même considérés comme assurant mieux que la police la sécurité publique. A l'est de la commune, dans la zone la plus périphérique de Muya, le scepticisme sur les institutions pour assurer la sécurité est grand. Beaucoup pensent que personne, pas même les groupes de jeunes de veille, n'est capable d'assurer leur protection. Le scepticisme est très prononcé dans la zone périphérique de Muya qui ne voit pratiquement pas de police et réclame une présence policière sous forme de postes de quartier.

I

II

III

IV

V

VI

VII

VIII

IX



CHAPITRE VIII

RECOMMANDATIONS

I

II

III

IV

V

VI

VII

VIII

IX

RECOMMANDATIONS

Ce diagnostic franchit la première étape d'un cycle de planification stratégique qui doit déboucher sur les plans locaux de sécurité dans les communes. Les plans seront confiés aux nouveaux Conseils locaux de sécurité de proximité qui sont, dans la philosophie de la gouvernance de la sécurité publique en RDC, les maîtres d'œuvre de la sécurité publique. Parce qu'ils sont des plateformes de concertation, inclusives et transversales, au sein desquelles œuvrent les acteurs de l'administration communale, les services du procureur, la police et la société civile, ces CLSP vont permettre de penser la sécurité publique autrement, globalement, et non pas de manière exclusivement répressive.

Tout d'abord, les CLSP sont destinés à produire un consensus inédit autour de nouveaux objectifs partagés en matière de sécurité publique. La police ni même les autorités locales n'auront le monopole de l'agenda de la sécurité publique. Cet agenda, et les objectifs qui iront avec, seront définis conjointement, de manière partagée, avec les acteurs de la société civile. Le mandat de ces plateformes inclusives de dialogue sera également plus large que celui du couple classique police/procureur parce qu'il comprendra une réflexion sur les causes profondes de l'insécurité et sera appelé à mettre en œuvre une approche holistique de la sécurité qui désamorçe les problèmes de sécurité en amont avant que ceux-ci ne débouchent sur des crises.

Grace au diagnostic local de sécurité, les CLSP de Lubumbashi et de Mubjimayi sont désormais équipés d'un tableau de bord d'indicateurs fiables de la sécurité. Il leur sera désormais possible de s'atteler à la tâche de prioriser les indicateurs et de fixer des objectifs mesurable et réalistes en prenant comme point de départ les chiffres de 2016. Ils pourront, par exemple, considérer que le sentiment d'insécurité de jour est trop élevé dans telle ou telle commune et qu'un paquet de mesures doit être adopté pour le ramener à des niveaux tolérables. Pour prendre un exemple fictif, ils pourraient décider d'une amélioration de 20% sur un an. Tel autre CLSP pourra considérer que la diminution du taux de cambriolage dans tel ou tel quartier est sa priorité et qu'il faut mettre en place un programme sur mesure pour obtenir une réduction significative de ce taux. Un autre encore pourra décider qu'il faut mettre en place un programme pour réinsérer les enfants de la rue qui sont très vulnérables à des trajectoires délinquantes.

Les recommandations qui vont suivre – et qui ont été élaborées par les analystes du diagnostic local de sécurité –doivent être comprises comme des pistes destinées à stimuler la discussion au sein des différents CLSP communaux que le projet accompagne. La balle est désormais dans le camp de ces derniers. C'est à eux de déterminer les champs d'action dans lesquels ils souhaitent œuvrer, de fixer les objectifs à l'intérieur de ces champs à partir des chiffres dont ils disposent maintenant grâce à ce diagnostic et d'imaginer les paquets de mesures à adopter pour y parvenir.

Les analyses du diagnostic fournissent des séries d'indicateurs, une sorte de tableau de bord présentant l'état de la situation pour chaque indicateur au moment où les CLSP vont commencer à travailler, et, lorsque cela était possible, elles ont permis de dégager quelques leviers de l'insécurité qui permettront aux CLSP de travailler en connaissance de cause. C'est maintenant à eux de dégager les priorités et d'imaginer, dans la concertation, des solutions adaptées. Ces travaux déboucheront sur les plans locaux de sécurité qui parachèveront leurs travaux avant d'être mis en œuvre sur le terrain.

RECOMMANDATION 1

REVALORISER LE TRAVAIL DES CHEFS DE QUARTIER

Les chefs de quartier sont les grands oubliés de la réforme du secteur de la sécurité en RDC. Ils ne figurent que marginalement, voire pas du tout, dans les textes sur la sécurité publique. Bien qu'ils soient, comme le montre ce diagnostic, les principaux récipiendaires des plaintes pour délits comme pour incivilités, ils n'ont pas qualité d'officiers de police judiciaire. Leur rôle réel est méconnu, sous-estimé sans doute, tout comme peu savent que les plus pauvres, les moins éduqués, les femmes se tournent davantage vers eux que vers la police pour traiter les plaintes et que, parce qu'ils recourent plutôt à l'arbitrage et la médiation, les chefs de quartier produisent du consensus social. Le rôle qu'ils jouent en matière criminelle est une prolongation naturelle des fonctions qu'ils exercent traditionnellement dans la gestion des conflits civils que ce fût pour des conflits parcellaires, des litiges en matière de bail ou encore des différends sur des contrats de travail. Il semble bien qu'ils soient également en première ligne pour les violences conjugales bien que les femmes ne s'adressent pas à eux lorsqu'elles ont été victimes de violences sexuelles. Finalement, ils sont parfois également à l'origine de l'organisation collective de systèmes d'alarmes et de veilles des jeunes du quartier qui sont particulièrement prisés dans les communautés les plus homogènes socialement. Les chefs de quartier président les sous-comités de sécurité publique qui coordonnent déjà l'action à l'échelon des quartiers. Bref, les chefs de quartier sont un pilier de la sécurité locale de proximité et leur rôle mériterait d'être revalorisé et mieux défini.

Recommandation 1.1

Une piste consisterait à rédiger un manuel des chefs de quartier, et par extension des chefs de cellules, qui encadreraient les pratiques.

Recommandation 1.2

Une deuxième piste serait de former les chefs de quartier aux bonnes pratiques dans des matières qu'ils ont à traiter, comme les violences domestiques, afin qu'ils puissent accomplir ces tâches selon des standards reconnus en la matière.

Recommandation 1.3

Finalement, une piste intéressante serait de renforcer leurs capacités de résolution de problèmes en tenant compte du fait que a) qu'ils représentent les services de l'administration communale et disposent d'une capacité de coordination de ces services localement, b) qu'ils sont très bien renseignés sur la criminalité locale à travers les pratiques de plaintes et de dénonciations et c) qu'ils travaillent déjà en coordination souvent étroite avec la police. Une formation des chefs de quartier à la méthode dite de « résolution de problèmes » telle qu'elle a été conceptualisée par les maîtres à penser de cette approche serait probablement très adaptée et capitaliserait sur un savoir-faire qu'ils possèdent déjà pour le développer et le rendre encore plus efficace.

I

II

III

IV

V

VI

VII

VIII

IX

RECOMMANDATIONS

RECOMMANDATION 2 CONCENTRER L'EFFORT SUR LES QUARTIERS SENSIBLES ET HYPERSENSIBLES

Certains quartiers sont devenus des zones de concentration de la délinquance qui autorise à les qualifier de zones sensibles, voire hypersensibles. Ces quartiers cumulent les problèmes qui vont de l'insalubrité à la criminalité en passant par les incivilités, et la police semble avoir déserté ces quartiers difficiles qui ressemblent de plus en plus à des zones de non-droit. A Lubumbashi, ces territoires sensibles sont situés au cœur même de la ville, comme par exemple dans les quartiers de Bogonga, de Kigoma et de Congo. Ces quartiers ont en commune une histoire d'occupation informelle, avec un habitat autoconstruit, de zones dites neutres qui séparaient historiquement la ville coloniale « blanche » de la cité ouvrière indigène. A Mbuji-Mayi, l'insécurité est plus diffuse, moins concentrée qu'à Lubumbashi, mais concerne néanmoins plutôt les quartiers des communes étudiées qui se rapprochent du centre urbain. La périphérie de Mbuji-Mayi est en général plus calme. Les zones sensibles pourraient devenir des zones de concentration de l'action des plans locaux de sécurité pour tenter de les réhabiliter tant sur le plan urbanistique et que sécuritaire et devenir des Zones d'action prioritaire (ZAP). Les ZAP feraient appel à une approche intégrée visant à réhabiliter en priorité ces quartiers, faciliter le déploiement de la police de proximité dans ces quartiers et développer des activités de prévention conjointement avec la société civile pour leur donner un nouveau visage. Les forums de quartier de ces zones prioritaires mériteraient un appui rapide et gagneraient à être intégrés au processus de formulation des plans d'action des CLSP communaux.

RECOMMANDATION 3 METTRE EN PLACE UN PROGRAMME D'INTÉGRATION DES ENFANTS DE LA RUE

Le diagnostic a pu documenter le lien étroit existant entre le taux d'agressions et la présence, dans un quartier, de bandes de jeunes telles que les Shégués. Le risque d'agression, lorsque des bandes de jeunes de ce type sont présentes dans le quartier, double pratiquement. Certaines zones, comme les quartiers sensibles de Bogonga, Kigoma ou Congo sont précisément des zones de concentration du phénomène de bandes de jeunes délinquantes. Des programmes de réintégration de ces enfants de la rue devraient être conçus, revitalisés et développés pour éviter des trajectoires délinquantes qui insécurisent des quartiers entiers.

RECOMMANDATION 4 METTRE EN PLACE UN PROGRAMME D'ACTION POUR ENDIGUER LA PRÉVALENCE DES VIOLENCES SEXUELLES QUI ATTEINT DES NIVEAUX EXCEPTIONNELLEMENT ÉLEVÉS À ANNEXE ET RWASHI

Les taux de violences sexuelles sont très élevés dans la commune d'Annexe et, dans une moindre mesure, dans la commune de Rwashashi. D'après les données de sondage, qui sous-estiment probablement le phénomène, les taux sur une période de trois ans atteignent 8.2% pour les femmes dans la commune d'Annexe et 7.8% dans la commune de Rwashashi. Le risque de viol atteint des sommets dans certains quartiers, y compris des

quartiers résidentiels comme Munua (12.5%), mais surtout dans la banlieue sud et est de Lubumbashi et les quartiers de Naviundu, Luwuwoshi ou encore Kisanga. A Rwashi, Matoleo (19.5%), mais aussi Congo (9.4%) et Kalukuluku (9%) sont très touchées par le phénomène. Les femmes sont extrêmement préoccupées par le risque de se faire agresser sexuellement. Dans la commune d'Annexe, 67.8% des femmes se disent « très préoccupées » par le risque d'agression sexuelle. Contrairement à Mbujimayi où près d'une femme sur deux estime que le service spécialisé de la police en matière de violences sexuelles fait de l'assez bon travail, la grande majorité (82.6%) des femmes d'Annexe pensent le contraire. A Rwashi, c'est l'inquiétude des femmes est très élevée dans la zone du quartier de Congo, mais également à Kalukuluku. Cette problématique doit faire l'objet d'une réflexion, d'un renforcement des services spécialisés de la police, de collaborations avec les ONGs, et d'un travail en profondeur en partenariat pour comprendre et juguler le problème. Le diagnostic révèle que dans près de 20% des cas, les viols sont le fait de personnels en uniforme.

RECOMMANDATION 5 RENFORCER L'INTÉGRITÉ ET LA PROXIMITÉ DE LA POLICE

Le diagnostic a élaboré une grille d'analyse de la police de proximité appelée le pentagone empirique de la police de proximité. Ce pentagone permet d'observer les progrès de la police en matière de police de proximité à travers cinq dimensions (proximité du public, délais d'intervention, visibilité, prévention et impartialité). Dans bien des cas, et notamment dans les quartiers sensibles et hypersensibles, le pentagone se réduit à une peau de chagrin et permet ainsi de visualiser le grand écart entre l'idéal de la police de proximité et la réalité sur le terrain. Si la police obtient en général d'assez bonnes notes sur sa connaissance du terrain, elle est particulièrement faible sur des dimensions telles que l'impartialité, la prévention ou encore la proximité avec le public. Son image, à de rares exceptions près, est plombée par ses carences sur le plan déontologique puis, plus marginalement, par son manque de visibilité sur le terrain, la lenteur de ses interventions ou l'absence de prévention. L'image véhiculée par la police dépend avant tout de progrès dans les dimensions de l'impartialité et de la proximité. Si, en règle générale, le pentagone empirique de la police de proximité est plus étoffé dans les quartiers résidentiels (le pentagone empirique couvre une surface significative du pentagone), il est particulièrement réduit dans les quartiers sensibles et hypersensibles qui en ont pourtant le plus besoin. La seule exception à la règle est le quartier de Kalebuka, un quartier sensible de la ceinture d'Annexe, où la police fait un travail exceptionnel de l'avis même des résidents. Ce quartier fait donc figure d'exception et mérite d'être cité en modèle.

RECOMMANDATION 6 LE TRAITEMENT DES PLAINTES

Le traitement des plaintes par la police est un tendon d'Achilles de la police. Les taux de satisfaction lors du dépôt de plainte sont particulièrement médiocres et bon nombre de résidents renoncent à déposer plainte auprès de la police, préférant souvent s'adresser aux chefs de quartier ou simplement ne rien faire pour les plus résignés. Les taux de dénonciation pour cambriolage varient entre 12.6% à Bipemba et 18% à Annexe tandis que l'on observe que ces taux de satisfaction sont systématiquement sous la barre des 20% dans les cinq communes étudiées. Un des motifs d'insatisfaction majeurs à Lubumbashi est le fait que le plaignant doit déboursier de l'argent pour parvenir à déposer plainte. Ce motif est rarement mentionné à Mbujimayi. A part cela, les plaignants mentionnent très rarement un comportement inadéquat des policiers qui prennent les plaintes (impolitesse ou préjugés négatifs), mais motivent leur insatisfaction par le fait que les auteurs n'ont pas été retrouvés et que la police n'en a pas fait assez. Il faudrait impérativement rappeler la

I

II

III

IV

V

VI

VII

VIII

IX

RECOMMANDATIONS

gratuité de la plainte et examiner comment l'efficacité de la police pourrait être améliorée lors des enquêtes pour cambriolage. Une piste à explorer est la mise en place d'un système efficace d'identification judiciaire et de prises d'empreintes.

RECOMMANDATION 7 LES PATROUILLES PÉDESTRES ET LES POSTES DE POLICE DE QUARTIER

Un des symboles de la police de proximité – la patrouille pédestre en uniforme dans le quartier – et dont la présence se veut rassurante, n'a pas forcément les faveurs des résidents en RDC. Pour être capable de rassurer les résidents, le préalable est le lien de confiance fort tissé avec les résidents. Interrogés sur leurs préférences, les résidents expriment avant tout le souhait de disposer d'un poste de police à proximité de chez eux. La patrouille pédestre est souhaitée essentiellement par les résidents les plus insécurisés et ceux qui habitent des quartiers hypersensibles. Mais même pour ces résidents-là, la priorité reste le poste de police de quartier dont les résidents souhaiteraient que le maillage de postes soit plus fin.

CHAPITRE IX

MÉTHODOLOGIE



Image 24: Exercices pratiques sur le terrain avec les enquêteurs de Mbuji mayi

Les résultats présentés dans ce diagnostic local de sécurité résultent pour l'essentiel d'un sondage représentatif à l'échelle communale mené auprès de quelque 6000 résidents des communes de Kampemba, Annexe et Rwashu pour la ville de Lubumbashi et de Bipemba et Muya pour la ville de Mbuji mayi réalisé en avril 2016. Ce sondage, dont nous allons présenter les données techniques dans ce chapitre, est le premier d'une série de deux sondages dont le dernier sera réalisé en 2017 pour permettre d'étudier l'impact de l'introduction de la police de proximité dans les villes de Lubumbashi et Mbuji mayi. Le sondage a été précédé d'un traçage à l'aide d'instruments de mesures GPS des limites des quartiers dans les communes étudiées et s'est accompagné de la géolocalisation du réseau de postes de police, des écoles ou encore des principaux marchés et des points chauds des zones d'études pour permettre la visualisation cartographique de l'insécurité.

I

II

III

IV

V

VI

VII

VIII

IX

APPROCHE ET DONNÉES TECHNIQUES

Pourquoi un sondage ?

Le sondage de victimisation est l'outil privilégié en Afrique pour objectiver la réalité de la criminalité. Les victimes de délits et crimes dénoncent peu à la police et que, même si les statistiques policières étaient très bien tenues, seule une petite proportion de la criminalité n'y figurerait. Les taux de plainte pour cambriolage et pour agression ne dépassent pas 20% dans les deux villes étudiées. Les statistiques policières ne sont donc pas valides (ne reflètent pas la réalité de la criminalité) mais sont-elles systématiques ? L'étude de Kaumba (2003) à Lubumbashi a documenté le fait que les plaintes ne sont pas systématiquement enregistrées dans les postes de police. Cela peut varier d'un poste à l'autre. Le dépôt de plainte par les résidents varie lui-même, comme nous l'avons vu, entre les villes, voire les communes. Dans la commune d'Annexe, la police reçoit environ 18% des plaintes pour cambriolage mais, dans celle de Bipemba, à Mbuji Mayi, elle n'enregistre que 12.6% des cambriolages. Les chefs de quartier reçoivent souvent des plaintes, mais les transmettent-ils systématiquement à la police ? Rien n'est moins sûr lorsque, comme dans la commune de Muya, la relation entre chefs de quartier et police est mauvaise. Ces variations dans les comportements de plainte des résidents ainsi que dans les pratiques d'enregistrement des plaintes au sein même de la police défient tout espoir de pouvoir interpréter des statistiques policières qui ne sont ni valides ni systématiques.

Dans ces conditions, le candidat le plus sérieux pour objectiver la criminalité reste le sondage. Ce dernier ne peut, cependant, porter que sur quelques délits ou crime et ne permet pas d'obtenir une image exhaustive de la criminalité.

Le sondage est également un outil unique pour obtenir une bonne objectivation des incivilités, c'est-à-dire des troubles à l'ordre public qui ne relèvent pas du cadre pénal. Bien qu'elles dérangent beaucoup, les incivilités sont très peu dénoncées par les résidents et, partant, il n'existe aucun registre et ou base de données qui permettent véritablement de se faire une idée de leur ampleur. Le sondage est l'instrument idéal pour essayer de comprendre le phénomène de l'incivilité.

Le sondage est également l'outil standard pour obtenir des données représentatives sur les comportements, les représentations et la demande sociale en matière de sécurité et de police.

L'approche méthodologique

L'objectif du sondage était multiple – 1) objectiver la réalité de l'insécurité, 2) consulter les populations sur leurs problèmes, représentations et attentes en matière de sécurité et de police, et 3) fournir des indicateurs fiables, quantitatifs, pour mettre en place un tableau de bord de la sécurité à Lubumbashi et Mbuji Mayi et 4) permettre une étude d'impact. Pour les besoins de l'étude d'impact, nous avons ajouté aux 4 communes pilotes du projet d'introduction de la police de proximité une commune de comparaison. En l'absence de données fiables sur la criminalité, la démographie ou d'autres facteurs, d'une part, et, d'autre part, du fait de la grande diversité des communes entre elles, il n'était pas possible de proposer une zone de contrôle « similaire » aux zones pilotes. Dans ces conditions, nous avons sélectionné au hasard la commune de Rwashi, à Lubumbashi, comme zone de contrôle avec l'accord des autorités. 1200 entretiens ont ainsi également été réalisés dans cette commune qui n'a pas été ciblée par les autorités pour l'introduction de la police de proximité durant la durée du projet.

Ces études de base dans les zones pilotes et la zone de contrôle permettront de créer un tableau de bord avec des indicateurs et de mesure, au temps t0, l'état de ces

indicateurs et, dans un second temps, au temps t1, de mesurer dans ces deux zones l'évolution de la situation pour les indicateurs retenus. Cette méthode quasi-expérimentale devrait permettre, moyennant le recours à la méthode de la différence dans la différence de mesurer l'impact du projet d'introduction de la police de proximité.

Il s'agira également, dans la perspective de l'étude d'impact à réaliser en fin de cycle de projet, de tenir compte du fait que l'introduction de la police de proximité ne s'est pas faite de manière uniforme entre les communes pilotes. Certaines, comme Kampemba à Lubumbashi, ont fait l'objet d'une concentration de moyens. Ici expliciter les différences.

Au final, les impacts les plus importants devraient être mesurés dans les communes de concentration du projet.

Données techniques du sondage

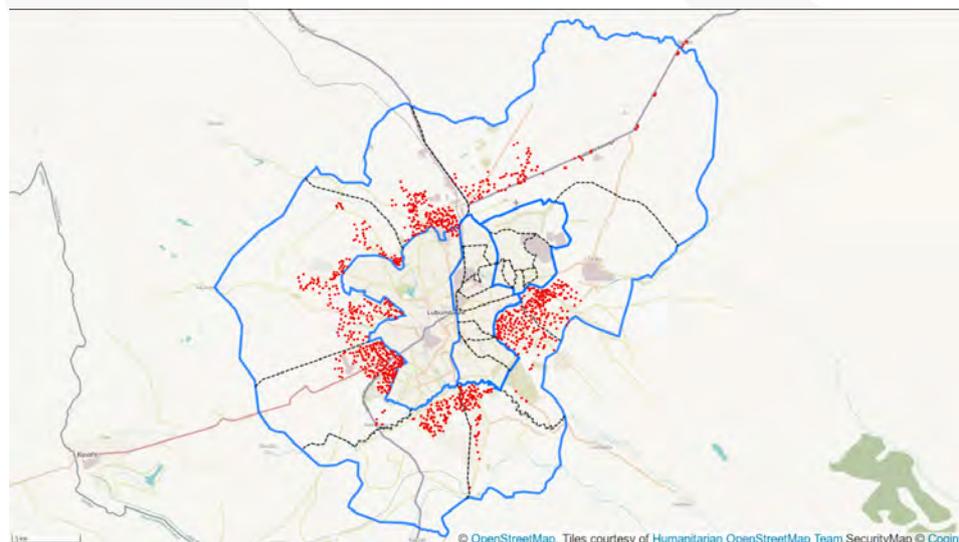
Le sondage s'est déroulé entre le 9 avril 2016 et le 24 avril pour Mbuji mayi et le 9 avril 2016 et le 2 mai 2016 pour Lubumbashi.

A Mbuji mayi, l'équipe d'enquêteurs était composée de 10 hommes et 10 femmes réunis en pair. En moyenne chaque enquêteur a réalisé 8 entretiens par jour. A Lubumbashi, l'équipe finale a compris 16 enquêteurs, dont la moitié était féminin. Après une première période à 8 entretiens par jour, le rythme a passé à 12 entretiens par jour dès la deuxième semaine. Les entretiens ont duré en moyenne une vingtaine de minutes.

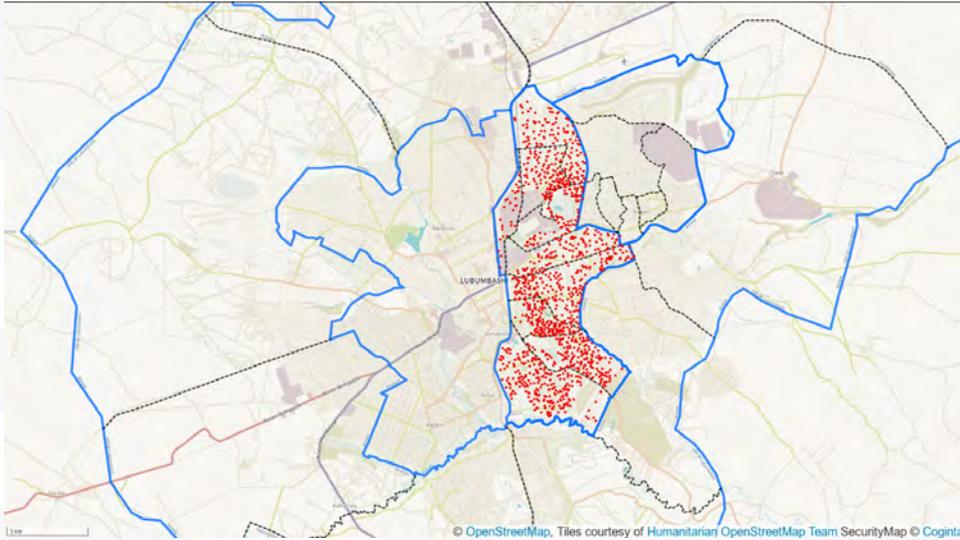
Dans les 5 communes enquêtées, env. 6000 entretiens ont été réalisés. Chaque commune devait avoir un minimum de 1200 entretiens répartis sur l'ensemble des communes selon la méthode expliquée plus loin. 1218 entretiens ont été réalisés à Annexe, 1182 à Kampemba, 1234 à Rwashy, et 1205 respectivement à Bipemba et Muya.

Les enquêteurs avaient pour consigne de prendre le point GPS de la localisation de l'entretien pour des raisons de contrôle du plan d'échantillonnage. La distribution géographique des entretiens est représentée dans les cartes ci-dessous.

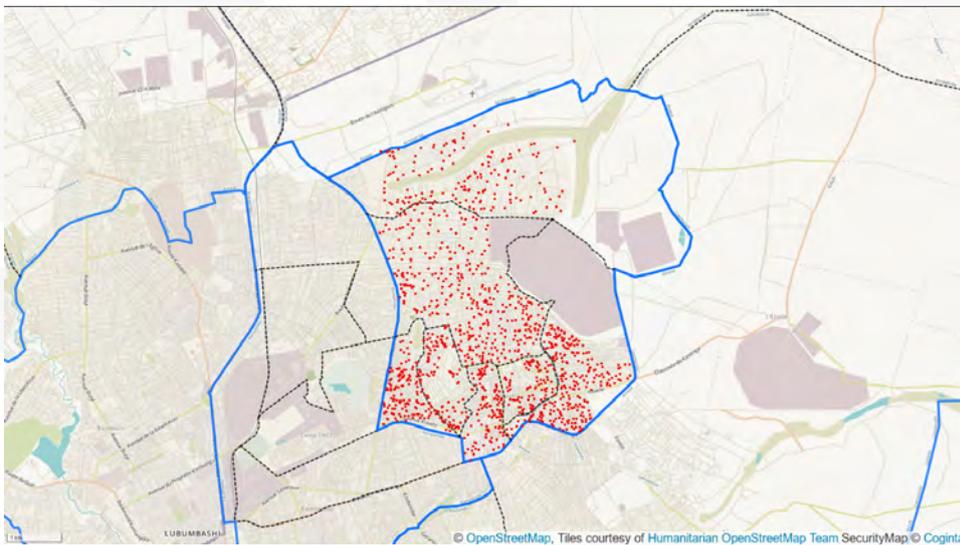
CARTE 52: Localisation des interviews dans la commune d'Annexe



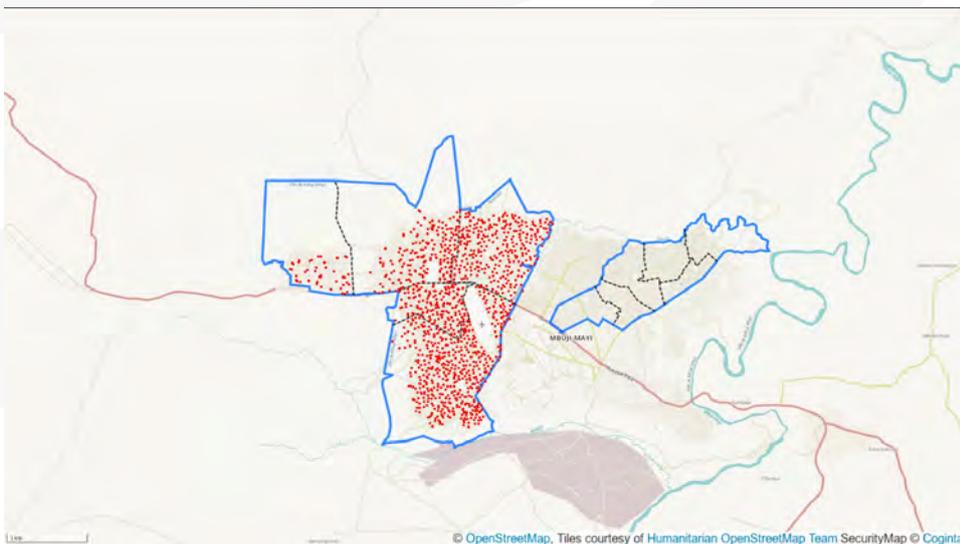
MÉTHODOLOGIE



CARTE 53: Localisation des interviews dans la commune de Kampemba

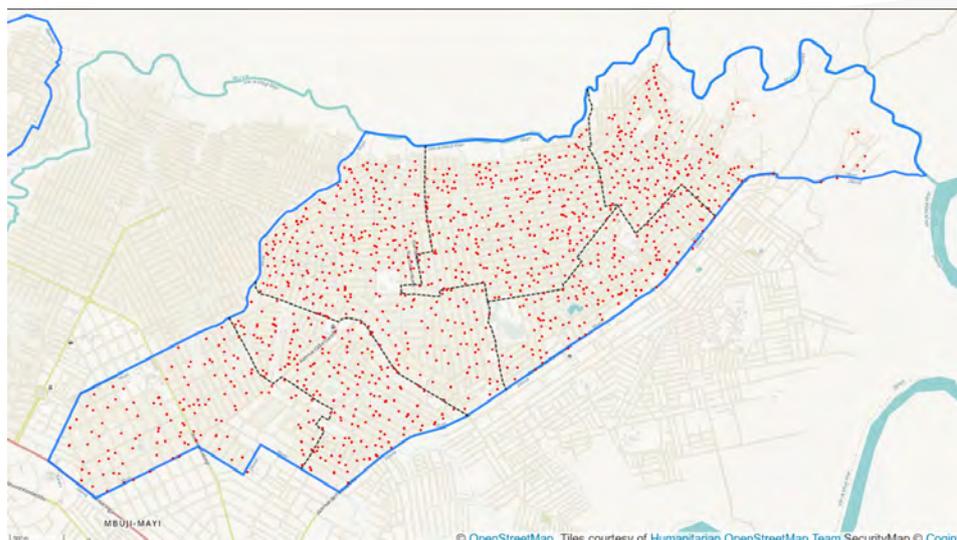


CARTE 54: Localisation des interviews dans la commune de Rwashi



CARTE 55: Localisation des interviews dans la commune de Bipemba

CARTE 56: Localisation des interviews dans la commune de Muya



Le questionnaire et la langue des entretiens

Le questionnaire de base du sondage utilisé pour ce diagnostic local de sécurité s'inspire des enquêtes internationales sur l'insécurité. Il porte sur la victimisation, le sentiment d'insécurité, les comportements de dénonciation et face à l'insécurité ainsi que les représentations de la police et de la sécurité. Un nombre conséquent de questions reprend le libellé exact de questions standards des *International Crime and Victimization Surveys* (ICVS) afin de permettre de tirer des comparaisons internationales. A partir d'un canevas de base, le questionnaire a été adapté au cours de travaux menés lors d'un atelier animé par Coginta à Kinshasa en 2013 sous l'égide de ministère de l'Intérieur de la RDC et avec la participation du professeur Kaumba. La version utilisée dans cette étude a profité des expériences menées par Coginta avec ce type d'enquête en Afrique depuis plusieurs années et plusieurs questions ont encore fait l'objet de modifications pour être adaptées à la réalité des villes de Mbuji-Mayi et de Lubumbashi lors des ateliers de formation menés avec l'École de criminologie de l'Université de Lubumbashi et de l'Université de Mbuji-Mayi.

Le questionnaire de base a été rédigé en français puis été traduit en swahili et en tshiluba, les langues principales des deux villes étudiées. Des professeurs des universités de Lubumbashi et de Mbuji-Mayi ont été mandatés pour réaliser ces traductions qui ont servi ensuite aux enquêteurs de références pour réaliser les entretiens sur le terrain dans les langues locales. La plupart des entretiens ont été réalisés en swahili à Lubumbashi et en tshiluba à Mubji Mayi par des locuteurs qui maîtrisaient parfaitement ces langues.

TABLEAU 109: LA LANGUE DES ENTRETIENS PAR COMMUNE, EN %

	Annexe	Kampemba	Rwashi	Bipemba	Muya
	%	%	%	%	%
Français	14.7	19.4	14.3	4.4	10.6
Swahili	85.3	80.6	85.7	1.0	0.5
Tshiluba	0	0	0	95.6	88.9
Total	100%	100%	100%	100%	100%
N	1218	1182	1234	1205	1205

Les enquêteurs et leur formation

Les enquêteurs à Lubumbashi ont été recrutés par le directeur de l'Ecole de criminologie, le professeur Ildephonse Tshinyama, sur la base d'un profil d'assistant ou de diplômé maîtrisant les sondages et les langues locales. 28 enquêteurs, dont la moitié était des femmes, ont été formés à l'Ecole de criminologie par Coginta pendant 3 jours. La formation a compris la maîtrise de trois questionnaires différents : un questionnaire de sondage principal, un questionnaire sur les points chauds et un questionnaire sur les points d'intérêt. Les enquêteurs ont en outre été formés à la maîtrise a) des smartphones sur lesquels étaient enregistrés les questionnaires, b) de l'application Kobo utilisée pour le sondage et c) du système de guidage GPS pour repérer la localisation des parcelles préalablement enregistrées dans les smartphones. Les enquêteurs étaient pour la plupart des assistants de l'Ecole de criminologie et des départements de psychologie et de sociologie. Trois enquêtrices issues de la société civile ont rejoint le groupe en cours de route. Les formations étaient animées par deux experts de Coginta.

Une formation similaire de 5 jours a été organisée à Mbujimayi avec l'aide du professeur Jean Faustin Kabeya pour 24 enquêteurs également diplômés de l'université. Les enquêteurs, dont la moitié était féminin, étaient pour la plupart des juristes, des sociologues et des informaticiens.

La technique d'échantillonnage

L'objectif de l'échantillon était d'obtenir un échantillon représentatif à l'échelon de la commune avec, dans la mesure du possible, des données aussi bonnes que possible à l'échelon des quartiers (Lubumbashi) ou de groupes de quartiers (Mbujimayi). L'intention était de fournir aux Conseils locaux de sécurité de proximité communaux des informations aussi fiables que possible à l'échelon de la commune tout en offrant une vision des grandes tendances de l'insécurité à l'échelon des quartiers ou regroupements de quartiers où s'installeront, dans le futur, les forums de quartier voulus par la réforme de la sécurité publique en RDC. Ces forums de quartier s'organisent à l'échelon des quartiers dans la ville de Lubumbashi et de regroupements de quartiers correspondant aux Zones d'Action Prioritaires, les ZAC, à Mbujimayi. Les données devaient être ainsi pouvoir être présentées par quartier en utilisant au maximum les possibilités offertes par la cartographie. L'absence de données de recensement depuis plus de 30 ans dans des villes ayant connu une très forte croissance démographique était une contrainte majeure qui a nécessité de recourir à des stratégies laborieuses pour y palier avec des alternatives valables.

La première étape a consisté à réaliser le traçage des limites de quartier. Une section de ce chapitre explique la manière dont nous avons procédé. Cela a permis de réaliser la deuxième étape consistant à calculer le nombre d'entretiens à réaliser dans chaque quartier et, pour Lubumbashi, chaque cellule.

En l'absence de données de recensement, nous avons utilisé le nombre de parcelles et leur taille dans les quartiers et pour Lubumbashi, dans les cellules comme alternative. Ce comptage s'est fait à partir d'imagerie satellitaire. Le résultat de ce travail a permis de déterminer le nombre d'entretiens à réaliser dans chaque quartier (pour Mbujimayi) et chaque cellule (pour Lubumbashi).

Ensuite, à l'intérieur de chaque quartier (Mbujimayi) et cellule (Lubumbashi), l'échantillon devait être parfaitement distribué territorialement sans privilégier aucune rue ou une zone du quartier. Des points GPS dispersés équitablement dans les rues du quartier ont été positionnés sur les cartes confectionnées au préalable et enregistrées dans les Smartphones des enquêteurs. Ces derniers devaient ensuite se rendre sur le lieu localisé de cette manière pour réaliser leur entretien.

Une fois dans le ménage, les enquêteurs femmes interviewaient les femmes et les enquêteurs masculins les hommes. Les enquêteurs travaillaient par pair (1 homme, 1

femme) dans chaque quartier, respectivement cellule, avec le même nombre d'entretiens à réaliser par chacun dans la journée. La technique ensuite pour identifier à l'intérieur du ménage le répondant consistait à rassembler les membres féminins (pour les enquêteurs femmes) et masculins (pour les enquêteurs masculins) et tirer au sort le répondant afin de garantir une distribution représentative de l'âge.

Nous avons fixé à 1200 le nombre d'entretiens à réaliser dans chaque commune. N'étant pas en mesure d'estimer la population dans chaque commune et en l'absence de données fiables, il n'est pas possible de calculer exactement la marge d'erreur. Avec un niveau de confiance de 95%, la marge d'erreur ne devrait pas dépasser 3% cependant.

Le contrôle qualité

Les enquêteurs étaient briefés tous les jours sur leur plan individuel de la journée à partir de la base logistique. Ils recevaient leur téléphone chargé, avec une batterie supplémentaire par pair, et les points GPS positionnés sur une carte du quartier à enquêter chaque jour. Une fois la journée accomplie, les enquêteurs revenaient individuellement à la base logistique où les entretiens étaient contrôlés en leur présence et un debriefing individuel avec chaque enquêteur était réalisé par le chef de l'enquête. Cette méthode du debriefing individuel a permis de corriger des petites erreurs du début et d'améliorer significativement la qualité de l'enquête. Certaines erreurs ont pu être corrigées lors du debriefing grâce à la fonction d'édition de l'application KoBoCollect utilisée par l'enquête. Ces corrections ont pu avoir lieu bien souvent avant que le formulaire final soit uploadé dans le serveur.

Outre le debriefing individuel, un second contrôle était réalisé une fois les formulaires remplis uploadés quotidiennement durant la nuit. Les éléments recueillis durant cette analyse (contrôle du plan d'échantillonnage et de la qualité des entretiens et des différents formulaires sur les points chauds et les points d'intérêt) permettaient encore une fois de discuter individuellement avec chaque enquêteur lors du briefing du matin s'il y avait lieu.

QUELQUES ÉTAPES ET OUTILS DU TRAVAIL

Le traçage des quartiers et des cellules

Comme on l'a vu, la méthode d'échantillonnage demandait qu'un nombre précis d'entretiens soient réalisés par quartier et la constitution même de l'échantillon exigeait que l'on connaisse les limites des quartiers et que celles-ci soient représentées numériquement (afin de pouvoir compter les parcelles dans les quartiers).

Un projet de *Médecins sans frontières* (The MissingMap Project) finalisé en 2015 avait déjà réalisé un traçage digital de qualité des communes, quartiers et cellules de Lubumbashi. Avant de procéder à l'échantillonnage, notre projet a vérifié ce traçage avec une équipe mixte de la société civile (Réseau RSSJ) et de l'Ecole de criminologie formée par Coginta pour l'occasion. Un membre de l'équipe de Coginta – Rafael Coya – avait participé à la cartographie sur OpenStreetMap de Lubumbashi au sein du projet de *Médecins sans frontières* et s'est occupé de la finalisation des traces sur OSM après les vérifications de l'équipe constituée pour l'occasion. Cette vérification a consisté à contacter les bourgmestres et chaque chef de quartier pour valider le traçage préalable. Les traces disputées ont été refaites par l'équipe de Coginta.

A Mbujimayi, aucun traçage préalable n'avait jamais été fait. Une équipe de 5 traceurs a été donc formée par Coginta et celle-ci a réalisé en l'espace de 5 jours le traçage des 74 quartiers de Bipemba et Muya. Sous notre direction, et avec le concours de Maître Kabeya, de l'Université de Mbujimayi, les chefs de quartiers ont été contactés et c'est

I

II

III

IV

V

VI

VII

VIII

IX

MÉTHODOLOGIE

en compagnie de ces derniers que les équipes de traceurs ont pris les points GPS du périmètre de leur quartier à pied ou en moto. Les conflits de traces ont été résolus en réunissant les chefs de quartier concerné et les autorités communales. Ces traces ont ensuite été mises en ligne par Coginta en amont des enquêtes de sondage.

Ce sont ces traces des périmètres des quartiers et cellules qui ont permis aux enquêteurs de se repérer dans les quartiers et identifier la localisation de leurs entretiens. Les traces ont été mises « off line » dans des cartes des smartphones utilisés par les enquêteurs qui leur permettaient de se guider aisément dans les cellules qu'ils ne connaissaient bien souvent pas. Ces traces sont aujourd'hui disponibles publiquement sur OpenStreetMap et mis à disposition de la communauté.

Les points chauds

Pour la seconde fois après une enquête similaire en Guinée (Dubréka et Coya), nous avons testé la prise du point GPS et de photographies d'un point chaud (zone où l'enquêté dit être particulièrement insécurisé dans son quartier) par les enquêteurs eux-mêmes. Au lieu de décrire l'endroit pour être identifié difficilement par une autre équipe, les enquêteurs avaient pour consigne, après l'entretien, d'aller faire le repérage visuel et prendre le point GPS du point chaud identifié par les répondants. C'est l'itération de la nomination d'un point chaud mentionné par les répondants qui détermine l'intensité du point chaud. En d'autres termes, plus un point chaud est nommé de fois par les différents répondants et plus il apparaît comme zone chaude sur les cartes des points chauds. En règle générale, la méthode de collecte directe par les enquêteurs a été concluante bien que nécessitant une formation spécifique pour comprendre la logique de collecte de données. Les enquêteurs ont utilisé l'application Kobo pour collecter les données.

Les points d'intérêt : méthode de collecte de données

Les enquêteurs avaient pour consigne, lorsqu'ils enquêtaient un quartier, de prendre systématiquement les points GPS des postes de police en spécifiant le type de poste (CIAT, sous-CIAT ou poste) ainsi que les écoles, les aires de jeu et les marchés significatifs. Cette collecte de données toujours à l'aide de Kobo a permis de mettre sur des cartes créées pour l'occasion par Coginta ces points d'intérêt. Le dispositif policier a été validé par les autorités et complété lorsque nécessaire.

Les entretiens avec les chefs de quartier

En raison du rôle des chefs de quartier dans le dispositif de la sécurité publique, des assistants de l'École de criminologie de Lubumbashi ont mené une série d'entretiens avec les chefs de quartier de toutes les zones étudiées de Lubumbashi. Ces entretiens se sont déroulés début avril 2016.

Les outils statistiques utilisés dans ce sondage

Les données de sondage sont, dans ce diagnostic, le plus souvent présentées sous forme de tableaux croisés. C'est le cas, par exemple, quand nous présentons les indicateurs de manière purement descriptive : taux de victimisation, image de la police, etc. par commune. Lorsque le diagnostic présente à l'aide de tableaux croisés le profil des victimes, celui des individus qui ont la meilleure image de la police ou, pour prendre un autre exemple, le profil de ceux qui dénoncent plus souvent aux chefs de quartier qu'à la police, des

analyses plus sophistiquées sont réalisées en amont de ces présentations. Des modèles explicatifs sont élaborés à partir des ouvrages théoriques avec des hypothèses testées à l'aide de régressions. Les variables explicatives significatives sont triées en fonctions de leur poids dans l'explication d'une relation et seules les variables explicatives principales sont retenues pour être présentées. Comme l'audience des diagnostics n'est pas la communauté scientifique, nous ne présentons ensuite que des tableaux croisés pour ces variables les plus importantes.

La cartographie de la criminalité

Pour chacune des communes, nous avons produit une série de cartes afin de présenter la distribution géographique de certains indicateurs-clefs tels que le taux de victimisation, le sentiment d'insécurité le jour et la nuit, le taux de confiance dans la police, les chefs de quartier ou les groupes d'autodéfense, le taux de satisfaction à l'égard du travail de la police, le dispositif sécuritaire de chaque commune ou encore la distribution des ménages enquêtés. La production de ces cartes s'est faite à partir de logiciels de systèmes d'information géographique.

Le lecteur des cartes coroplèthes doit garder à l'esprit que les données présentées sont des approximations. Les données du sondage ne sont pas représentatives à l'échelon du quartier, mais de la commune. Cela signifie que la marge d'erreur des données présentées sous cette forme peut être assez grande. Il vaut mieux parler d'une présentation de « tendances » sous ce format. Deuxièmement, les valeurs donnant lieu à une « couleur » dans les cartes sont une moyenne du quartier. Cette moyenne n'implique pas que les valeurs sont uniformes dans tout le quartier et peuvent, pour donner un exemple, être tirées à la hausse par une zone particulièrement chaude située dans le quartier. Finalement, ces cartes ne présentent pas les valeurs absolues, mais des taux (par exemple le taux d'opinions favorables à la police). Il faut donc tenir compte de ces éléments en lisant les cartes géographiques proposées.

Ces cartes ont le mérite de présenter les données à l'échelon de base de la police et de l'approche sécuritaire, à savoir le quartier. Elles donnent de bonnes indications, même s'il s'agit surtout de tendances, pour les chefs de quartier et les chefs de poste de police de quartier pour adapter leur stratégie et leurs actions au quotidien. Elles sont également de grande utilité pour une approche en mode de « résolution de problèmes ». En effet, dans une perspective partenariale, fédérant l'action de plusieurs services ou de collaboration avec la société civile, la cartographie de la criminalité de visualiser les problèmes du quartier. Elle constitue un outil qui favorise la compréhension, l'échange et le partage d'informations, notamment avec les acteurs sociaux qui doivent être davantage impliqués dans le champ de la prévention de la criminalité. La cartographie permet également de faire prendre conscience aux policiers de l'importance des caractéristiques géographiques, sociales ou économiques de la délinquance et d'y apporter des réponses novatrices privilégiant des résultats évaluables et s'appuyant sur une expertise pluridisciplinaire. Pour les chefs de quartier qui, demain, auront à présider des séances de forums locaux de sécurité et de prévention de la délinquance, ces cartes seront un formidable outil d'analyse, de partage et de communication.

I

II

III

IV

V

VI

VII

VIII

IX



COGINTA est une organisation non gouvernementale indépendante et apolitique basée à Genève, Suisse, et spécialisée dans les réformes policières, la gouvernance du secteur de la sécurité, la sécurité communautaire et la lutte contre la criminalité.

COGINTA a développé un savoir-faire en matière de conseil, de formation, de programmation et de gestion de projets notamment dans les pays en situation de fragilité ou en sortie de crise. Nous apportons une expertise pointue et concevons des outils pratiques pour améliorer l'efficacité des organisations policières dans la lutte contre le crime et la violence, et dans la promotion de l'état de droit, la paix, le développement et la cohésion sociale.

Les questions de bonne gouvernance, de promotion des droits humains, de pérennité et d'appropriation sont au cœur de nos préoccupations. Un réseau international unique d'experts nous permet de répondre aux besoins de nos partenaires sur le terrain.

Nous œuvrons pour le compte de gouvernements, d'organisations policières, d'institutions internationales et d'agences bilatérales de développement et de coopération.

Contact :

Maison Internationale de l'Environnement (MIE 2)

7 chemin de Balxert, Châtelaine

CH-1219 Genève

Suisse

Tel. 022.796.01.05

Email: admin@coginta.org

www.coginta.org

© Coginta 2016